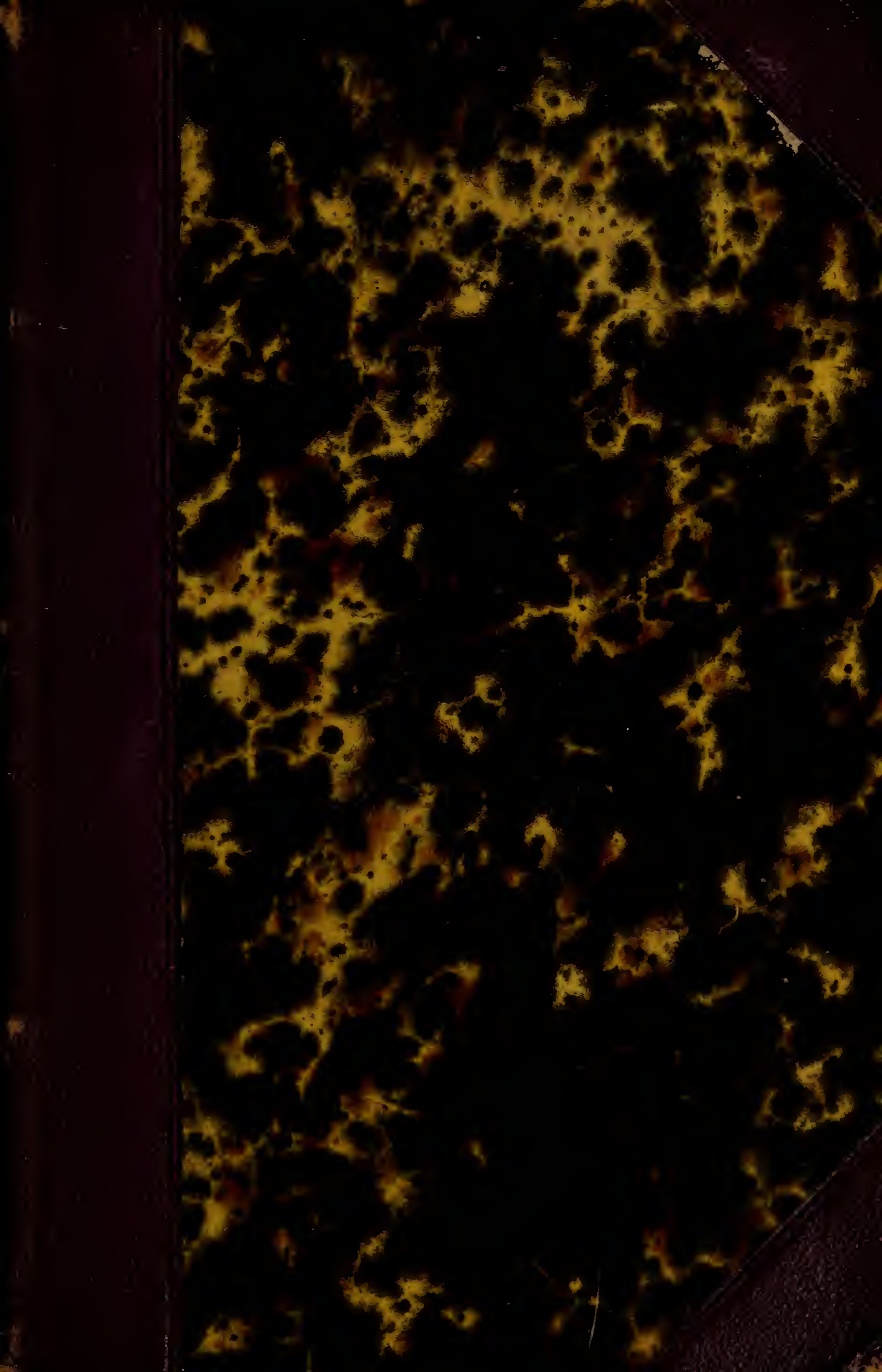


LES HOMMES D'ÉTAT

DE

L'ANGLETERRE

AU XIXe SIÈCLE.

PARIS. — TYP. DE Mme Ve DONDEY-DUPRÉ, RUE SAINT-LOUIS 46.

LES HOMMES D'ÉTAT

DE

L'ANGLETERRE

AU XIXe SIÈCLE

SUIVIS D'UN

COUP D'ŒIL SUR LA RUSSIE ET SA POLITIQUE

Par M. le Comte Alfred

DE LA GUÉRONNIÈRE

Le génie de l'Angleterre est habile et superbe.
LAMARTINE.

PARIS

E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR

PALAIS-ROYAL, GALERIE VITRÉE

1855

AVANT-PROPOS DE L'ÉDITEUR

Ce premier volume est le portique d'un grand ouvrage, où, après avoir complété la galerie des illustrations contemporaines de la Grande-Bretagne, l'auteur abordera tout ce qui se rattache à l'état religieux, social, politique, aux mœurs, à l'économie politique, à la marine, à l'armée, aux finances, au commerce, aux colonies de l'Angleterre.

Pour un pareil travail, il a fallu à l'écrivain la connaissance approfondie des institutions qu'il expose, des hommes qu'il met en scène, connaissance qu'il a pu acquérir par de longs séjours en Angleterre, qui lui ont permis d'étudier de près les choses dont il parle. Il suffit de lire une de ses biographies au hasard, pour que l'attrait ressenti fasse parcourir sans lacune le vaste cercle de ses études.

Tout ce qui peut expliquer l'Angleterre, la saisir au vif d'un daguerréotype fidèle, est doublement bienvenu aujourd'hui.

Les questions et faits sont reproduits dans des tableaux successifs. Cette division, repos pour l'esprit, correspond mieux à ce que chaque lecteur préfère connaître ou désire éclaircir.

PRÉFACE.

Le rôle de l'Angleterre et de ses hommes d'État depuis cinquante ans renferme l'histoire de l'Europe. Faire connaître cette politique au sein d'intérêts si grands et si multiples, et ceux qui l'ont dirigée ou inspirée, est une des plus honorables tâches qui puissent échoir à un écrivain.

Quel plus grand spectacle que celui d'un peuple qui a trouvé moyen d'unir le présent et le passé dans un ciment où la liberté et la tradition se servent de contre-poids ! Nation insulaire qui, séparée de l'univers, suivant l'expression de Tacite, sous la garde d'une constitution à la fois aristocratique et libérale, a fait de sa puissance maritime la base d'un empire où deux cents millions de sujets se groupent sous le sceptre d'une reine qui n'est que le sceau national apposé sur la volonté de son Parlement.

Un grand attrait s'attache à la connaissance des hommes qui ont constitué cette œuvre, étage par étage, jusqu'à ce sommet imposant, et la soutiennent avec tant d'habileté contre le flot du temps et des passions humaines. A chaque importante mesure, à chaque événement, se lient ces noms qui

forment en quelque sorte la galerie historique des *familles d'État* de la Grande-Bretagne. Consacrés par la renommée, ils renouvellent incessamment leurs titres par la filiation du sang dans les services, au moyen d'un bail où l'on ne laisse jamais prescrire la gloire.

Les circonstances offrent à une pareille publication un favorable à-propos.

Une alliance inouïe dans l'histoire confond à cette heure la pensée, les drapeaux, la force des deux plus grandes nations de l'Occident pour un but commun de civilisation et de justice. Ce qui leur révèle leurs titres de mutuelle estime doit espérer un accueil favorable en deçà et au delà de la Manche.

Faire l'histoire des hommes d'État de la Grande-Bretagne, c'est donc retracer celle de la politique qui embrasse les deux mondes, et tous les événements qui ont ému et tiennent en suspens l'Europe. Ainsi, tour à tour dans ce tableau, on retrouvera les plus hautes questions de l'ordre social, les problèmes de l'économie politique, leur solution au sein des plus solennels débats, l'Église, la royauté, l'aristocratie, les réformes de l'esprit moderne, la jurisprudence, le commerce, l'agriculture, des initiatives de toute sorte, sous l'enseigne des hommes à la voix desquels les intérêts s'émeuvent ou se calment, comme une troupe militaire fidèle à la consigne précipite ou modère sa marche. Là, les classes inférieures, dont les bras sont plus forts que la tête, sont, de par la loi, en minorité. Whigs et torys sont d'accord sur ce principe, que, si on leur doit justice, protection, amélioration, pour rien au

monde, dans leur propre intérêt même, il ne faut les faire participer au maniement des intérêts de la chose publique. A l'aristocratie naturelle il appartient de les comprendre, d'établir leur défense sur le prix de la considération désintéressée, et de mener à bien pour le peuple, mais sans le peuple, la politique et le gouvernement.

La période parcourue par l'auteur comprend les théories, les faits qui, par la voix et sous la main des plus éminents politiques, ont fait la carte morale et politique contemporaine. La vapeur et l'électricité du mouvement qui emporte la société lient l'Angleterre à la France par des rapports plus fréquents que celle-ci n'en avait naguère avec ses provinces.

Une vérité sortira de l'examen attentif de cet

ouvrage. Pendant que tous les gouvernements de contrefaçon anglaise ont failli et sombré, faute de l'élément aristocratique, tour à tour voile et ancre suivant qu'il faut accélérer ou retenir, le système parlementaire en Angleterre a fait des merveilles, à la condition de rester sur le granit de la tradition royale et aristocratique. Le mariage de 1689, en dépit du protestantisme qui règle l'union civile, n'admettait pas le divorce entre la liberté et le privilége, qui peut seul maintenir debout cette capricieuse compagne, en la conduisant comme par la main, sur des routes connues, à l'abri des coups de tête et des aventures.

Grande leçon pour cette bourgeoisie inquiète, présomptueuse, qui, après avoir voulu être tout, suivant la déclaration de Sieyès, marchant au hasard, jouet de son ivresse et des événements, n'a

su, à travers ses jalousies et ses aveuglements, que ballotter la France sous le vent d'une politique sans grandeur et sans lendemain.

COMTE ALFRED DE LA GUÉRONNIÈRE.

Château de Thouron (Haute-Vienne), 4 novembre 1854.

A L'AUTEUR

M. LE COMTE ALFRED DE LA GUÉRONNIÈRE

AU CHATEAU DE THOURON.

MON CHER FRÈRE,

Tu m'annonces l'intention de publier le résultat de tes réflexions et de tes observations sur l'Angleterre et ses hommes d'État. Je te félicite de cette bonne pensée. L'Angleterre représente un des plus grands et des plus beaux aspects de la civilisation européenne, qu'il est aussi curieux d'étudier qu'utile de faire connaître.

Ton livre touchera à quelques sujets que je devais traiter moi-même dans *les Portraits politiques contemporains*, dont j'ai commencé la publication. Il entrait dans

le plan de cet ouvrage de juger le rôle et le caractère des hommes d'État de la Grande-Bretagne, et entr'autres de lord Palmerston, sir Robert Peel, lord Aberdeen. Mais le courant de la politique qui m'a entraîné jusqu'à présent, ne m'a pas laissé de loisir pour ces études sérieuses, calmes et impartiales comme l'histoire. Au sein de l'indépendance d'une laborieuse retraite, tu as pu tenir le pinceau qui échappe à la vie active sans trêve et sans repos. Tes lecteurs retrouveront sous le même nom une communauté de sentiments inséparables de notre inaltérable amitié.

VICOMTE A. DE LA GUÉRONNIÈRE,
Ancien député,
CONSEILLER D'ÉTAT.

Castel Madrid, 8 novembre 1854.

INTRODUCTION.

SIR ROBERT PEEL.

I

Il est des nations qui ont le privilége d'attacher l'intérêt à tout ce qui les concerne, telles sont la France et l'Angleterre. Dans ce dernier pays, au sein des débats qui se distinguent par autant de simplicité et de calme que de dignité, où, tour à tour, les questions politiques, religieuses et économiques, se succèdent sur la scène parlementaire, il est quelques noms, signes de ralliement, expression de la force et de la confiance, autour desquels se rangent intérêts, talents, influences. La confusion, la mêlée des initiatives, des indépendances, des rébellions, qui ailleurs réalisent la vérité proverbiale, *tot capita, tot sensus*, n'y viennent pas égarer l'opinion. Tout au plus les voix qui obéissent à

un mot d'ordre n'en sont-elles qu'un écho. Ainsi le rôle individuel des chefs est plein de grandeur ; le mécanisme du gouvernement, en étant simplifié, se meut avec un ordre plus régulier. Lorsque la direction des partis reste dans ces sages limites, l'homme utile, éminent, ne manque jamais aux circonstances graves. Sir Robert Peel en est un illustre exemple.

Le plus populaire des journaux anglais a dit avec raison à sa mort : « Un grand siècle a perdu un grand homme. »

L'expérience est venue montrer le vide des déclamations où se faisaient remarquer par leur véhémence lord George Bentink, fils du riche duc de Portland, avec M. d'Israéli pour premier aide de camp, lord Derby et le duc de Richmond. La nouvelle charte commerciale d'Angleterre a donné un éclatant démenti à leurs sinistres augures. Au mépris des actes les plus dignes de la reconnaissance, il est triste de voir l'ardeur du dénigrement réussir souvent à produire une éclipse éphémère de l'opinion égarée. La gloire est comme le soleil qui fond dans ses rayons le nuage qui lui fait obstacle ; elle consacre toujours une légitime renommée au sein de l'inaltérable lumière de l'avenir. Ceux qui avaient attaqué le ministre réformateur devaient plus tard entreprendre de constituer leur pouvoir avec les principes qu'ils lui avaient si injustement reprochés. Hommage involontaire rendu par eux à la vérité, qui attira à M. d'Israéli cette fou-

droyante apostrophe de sir Herbert, ami du défunt, aujourd'hui ministre honoré, dans le cabinet de lord Aberdeen : « Si quelqu'un de vous a besoin de voir l'humiliation d'un homme, qu'il regarde là où siége le gentleman qui occupe le banc de la trésorerie. » Pour la première fois l'esprit de l'auteur de *W. Grey* abdiqua devant l'à-propos d'un silence prudent. Le souffle des passions ne peut ternir longtemps le miroir à travers lequel se voit, tôt ou tard, dans toute sa pureté, le véritable homme d'État.

L'illustre baronnet qui a légué à son pays un nom inséparable d'un grand bienfait, était le fils d'un riche manufacturier de coton, fondateur de la fortune qui, grossie par une habile gestion, présentait dans la succession ouverte naguère un apanage princier de 63 millions de francs. Condisciple et ami de lord Byron au collége d'Harrow, il y obtenait de grands succès. Tout était contraste dans ces deux natures au sein de leur mutuelle sympathie. Le vieux Robert Peel, ambitionnant pour son fils toutes les supériorités, lui témoigna son déplaisir de ce qu'un prix important avait été remporté par celui qui devait joindre à son écusson héraldique la couronne plus glorieuse du poëte.

Ce dernier, instruit de cette circonstance, prend une résolution héroïque. Dédaigneux des lauriers du collége (peut-être en pressentait-il d'autres), il fait une double composition, et force son ami, le futur ministre, d'accep-

ter la meilleure. — Cette fois Robert l'emporta, grâce au stratagème. — N'est-ce pas comme un pronostic de ce que seront plus tard ces deux jeunes gens? L'un, déjà positif et visant au résultat effectif; l'autre, idéal, et fier baron, quoique au printemps des illusions, prisant peu cette monnaie d'applaudissements de la part d'un monde auquel il devait plus tard prodiguer tant de mépris railleur.

II

En 1817, Robert Peel devint membre du parlement; bientôt sous-secrétaire d'État, il ne tarda pas à être le secrétaire d'État principal pour l'Irlande, où il prit la direction du parti orangiste. Appelé au ministère de l'intérieur, il continue à repousser les prétentions catholiques. Le principe de la tolérance religieuse ne l'avait pas encore conquis. En 1825, il se retire à l'avénement de M. Canning, favorable à l'émancipation catholique. Ce grand ministre étant mort, celui-là même qui, par excès de protestantisme, avait refusé de faire partie de son cabinet, déserte l'intolérance qui avait déterminé sa retraite. Le principe qu'il avait combattu est arboré

comme son étendard politique. Il propose de remettre dans le droit commun ceux qui en avaient été déshérités au nom de la religion d'État. Là se place un fait remarquable, qui est caractéristique de l'esprit anglais et qui prouve ce qu'est l'indépendance des convictions politiques dans un pays où de pareils exemples sont fréquents. Pendant que sir Robert Peel poursuivait la justice due aux catholiques, le père présentait au parlement de nombreuses pétitions contre les mesures proposées par son fils. Quand on objectait à celui-ci ses opinions d'autrefois, il répondait : « Oui, je l'avoue, j'ai changé ; mais c'est sans honte et sans remords. »

Il s'oppose aux bills de réforme de 1831 et 1832, qui faisaient au régime électoral de profondes et radicales modifications. Mais une fois adoptés, il s'empresse de déclarer son adhésion au nouveau principe devenu la loi du pays. Il engage ses amis non-seulement à s'y soumettre sans arrière-pensée, mais aussi à en user de la manière la plus loyale et la plus utile. Ici se découvre le véritable homme d'État. Il se garde bien de ces rancunes mauvaises conseillères ; il ne veut pas de ces émigrations où l'homme, cessant de s'aider, prétend tout attendre de la Providence, c'est-à-dire du hasard, ou du néant de son inertie. Il se met à l'œuvre sur le métier de la constitution rajeunie à l'esprit des besoins du temps ; il répudie la discorde, les efforts en arrière de l'esprit de parti. Il appelle la conciliation au nom et sur

le terrain de la loi nouvelle, dont le verdict de la représentation, consacré par l'enthousiasme du peuple, devait faire la charte de l'âge présent.

Dans la péroraison d'un de ses plus importants discours contre le *reform-bill*, le 22 septembre 1831, on aperçoit tout d'abord le champion d'une cause, mais non son enfant perdu. Aussi, en accomplissant un devoir de parti et en tenant les yeux fixés sur cette grande route du succès qui est l'opinion publique, il a soin de tenir ouverte devant lui la porte de l'avenir.

« *Je puis et je dois*, s'écriait-il, *me soumettre à la loi. Le peuple a le pouvoir et le droit de la porter :* mais il n'a ni le droit ni le pouvoir de m'en imposer la responsabilité, et de faire de moi un instrument pour accomplir cet acte, par lequel nous, les usufruitiers de ces institutions qui ont fait de notre pays le plus libre, le plus heureux, le plus puissant du monde, nous briserions les traditions que nous devons léguer à ceux qui doivent nous succéder dans la jouissance de ces biens. »

En 1834, le ministère whig fut obligé de résigner. Sir Robert Peel était alors à Rome; il fut mandé en toute hâte et forma un cabinet dont il fut le premier ministre. Ce fut un passage rapide au pouvoir, durant lequel il dessina en traits plus saisissants encore ses qualités gouvernementales. Redevenu *leader* du parti conservateur, à la rentrée à l'Office de lord Melbourne, il s'opposa à la réforme des *corn-law*. En 1839, il concluait, dans un

beau discours prononcé aux Communes, en refusant *de jeter la protection qui faisait la sécurité de l'agriculture dans la loterie d'une nouvelle et sérieuse législation*. Il semblait ne pas croire à la possibilité d'un système de liberté.

Peu d'années après, éclairé par les discussions ou un plus mûr examen, il devenait l'ardent promoteur du principe qu'il avait anathématisé, et il le faisait adopter, au prix de son repos, mais au grand avantage de son pays.

III

Une ère de prospérité avait commencé avec le ministère de sir Robert Peel. La confiance s'était assise, l'argent était devenu abondant, les fonds publics s'étaient élevés. Cet homme d'État avait trouvé l'Angleterre en face d'un déficit annuel de 2 millions sterling ou 50 millions de francs. Deux voies s'offraient à lui, une diminution des dépenses qui eût atteint les services publics, ou un emprunt. Il imagina d'avoir recours à l'impôt direct. L'*income-tax* fut choisi par lui ; il préféra l'impopularité qu'il devait en recueillir aux inconvénients de l'accrois-

sement de la dette publique, par la raison que ce moyen entraîne trop facilement à la dépense, et que le désordre des finances en est le résultat certain ; tandis que, comme l'a dit un célèbre homme d'État allemand, la difficulté de l'impôt arrête, au contraire, les hommes d'État ou trop faciles, ou trop aventureux.

Cet exemple de sir Robert Peel est digne de trouver des imitateurs.

En 1844, une fièvre de spéculation affolait l'abondance des capitaux, jaloux de se jeter sur les actions de chemins de fer qui s'ouvraient partout. C'était la passion de l'heure : il en faut toujours une au monde. La ligue du rappel des lois sur les blés, dirigée par des hommes d'une grande activité, dont Richard Cobden était la tête, soutenue par une colossale souscription, poursuivait une bruyante propagande, prélude de ses succès. La propriété dormait dans une insouciante quiétude en voyant le ministère occupé par des hommes qu'elle croyait liés à son sort et à sa résistance. Mais la lumière se fit. Ce qui semblait impossible apparut bientôt comme une fatale et prochaine réalité. Sir Robert Peel, cet habile champion du torysme et de la protection, abandonnait les vieux errements pour l'économie politique fondée sur la liberté des échanges.

Le 22 janvier 1846, sir Robert Peel, sans l'exorde obligé d'une justification ou d'un repentir, sans daigner entrer dans aucune explication sur le changement opéré

dans son esprit, déclare que, devant la crainte générale d'une famine en Irlande, les *corn-laws* ne sauraient être maintenus ; si l'on se bornait à une suspension provisoire, il ne fallait pas se faire illusion en songeant à la possibilité de les remettre plus tard en vigueur ; que dès lors il était plus sage de les abolir tout d'un coup. Les forces combinées de Peel, de Russell et de Cobden réunirent, le 28 février 1846, 337 votes à l'encontre de 240 pour le *statu quo*. La cause de la protection était perdue.

Les torys sonnent l'alarme. Sir Robert Peel est mis à l'index et déclaré traître par la protection. Suivant la règle, *mieux vaut un ennemi qu'un sectaire;* il fut décidé par les torys exaltés, qu'ils se suicideraient politiquement, pour se donner le plaisir de renverser celui qui pouvait seul les maintenir à la condition de se rallier franchement à une politique aussi inévitable que populaire.

Lord G. Bentink et M. d'Israéli s'unissent aux membres irlandais pour en finir avec le réformateur. Le bill de coercition qui avait pour but de protéger la vie et les propriétés en Irlande, fut le prétexte, mais non le vrai motif du parti qui cherchait une vengeance dans un succès qui devait amener sa propre déchéance.

Le coup fût frappé le 25 juin 1846. Une majorité de 73 voix se déclare contre sir Robert Peel, il se démit aussitôt. « Si mon nom, dit-il, est maudit par le monopole égoïste, il sera prononcé avec reconnaissance, dans

la demeure de ceux qui gagnent leur vie à la sueur de leur front; ils auront désormais une meilleure et plus abondante alimentation. »

IV

Aux époques d'agitation et de transformation sociale, on abuse mutuellement du reproche d'inconsistance, vieille arme de l'esprit de parti qui s'obstine à ne tenir aucun compte des événements d'où découle la nécessité d'autres lois et d'un aménagement nouveau. Le routinier fanatisme du passé sacrifierait tout à l'ignorance et au préjugé. La raison est la révélation de la vérité par l'organe des hommes supérieurs.

Tolérer le présent en l'améliorant, espérer l'avenir en le préparant, voilà la loi des hommes sages. Combattre contre l'amélioration des choses est aussi vain qu'insensé. Le passé est le secret de l'humanité écoulée, a-t-on dit avec vérité, il faut le respecter, mais il ne faut pas s'y enfermer tout entier. — Les hommes ne créent pas les stuations, il leur est donné seulement d'en faire ressortir tout le bien et le progrès qu'elles

comportent. C'est ce qu'avait si bien compris sir Robert Peel ; c'est ce qui l'a guidé et fait si grand.

La divination est le génie de la sagesse politique. L'homme d'État doit avoir la vue de l'avenir pour le dominer. De la sorte, il stipule pour l'ordre en traitant avec le progrès. Faire à propos la part légitime des souffrances, c'est prévenir les révoltes et les révolutions. Ainsi se trouvent frappés de discrédit et d'impuissance les chartistes. Les mesures de sir Robert Peel ont tenu l'Angleterre immuable au milieu du tremblement de toute l'Europe. Louis-Philippe, l'homme de la fiction parlementaire, mais non de l'esprit des masses, tombait pour avoir voulu, en dépit de tous les avertissements, se faire solidaire des satisfactions d'une coterie égoïste. Une aristocratie de fonctionnaires n'est qu'une fragile garantie, si elle ne s'appuie pas sur une large dotation pour le travail, et sur l'adhésion du peuple.

« Sir Robert Peel, dit l'*Examiner*, n'a point passé sans reproche à travers la vie publique ; mais il a le mérite d'avoir puissamment contribué à la solution pacifique de quelques-uns des plus périlleux problèmes de ce temps. Il a déployé une capacité administrative incontestable, une grande prudence dans la conduite des affaires politiques, ainsi qu'une rare sagacité à reconnaître et à satisfaire les besoins immédiats. Cette science si précieuse du gouvernement, il la devait peut-être moins à la vigueur et à la pénétration de son esprit qu'à un caractère exempt de

passions. Par une politique souvent tortueuse il s'est attiré d'amers reproches, mais quelque contestable que soit sa constance politique, on ne peut admettre que, dans aucune des phases de sa vie, il ait eu une ambition vile. Tout au contraire, il faut le tenir comme parfaitement pur et désinteressé : il n'était pas poussé par la passion quintessenciée et abstraite de la justice et de la vérité, son sens n'était pas susceptible d'être obscurci, et son enthousiasme ne pouvait être excité par ses penchants et ses désirs les plus chers. Un froid et calculé respect de lui-même, un soin incessant et jaloux pour les intérêts de son caractére et la dignité de sa position ont été ses principaux mobiles. »

Les hommages les plus flatteurs ainsi que les détractions de ses accusateurs n'ont pas manqué plus tard. Il serait trop long d'en faire même l'indication. Après sa retraite, Peel se tenait silencieux au milieu de son groupe d'amis fidèles, dont aucun, pour ne pas se séparer de lui après sa chute, ne consentit à accepter les siéges que leur offrait le noble et loyal lord John Russell. Il avait fait son sacrifice du pouvoir, il ne voyait plus que l'avenir, ce débiteur qui le paierait en renommée et en reconnaissance. Il ne se trompait pas.

Dans un débat célèbre, il paraît à la tribune au sujet des affaires de la Grèce. Si je n'étais circonscrit par l'espace, je donnerais plus au long ce discours qui non-seulement se rattache au sujet d'une grande et vive émotion

pour la France, mais encore définit les principes qui, selon cet homme d'État, doivent diriger l'Angleterre dans sa politique étrangère.

Celle-ci n'a point à se mêler, selon lui, des institutions et des changements de l'étranger. Le principe d'intervention ne peut à la fois qu'être une source d'embarras pour l'Angleterre, et qu'un danger pour les constitutions réduites à l'aumône d'une pareille assistance.

Ce fut comme le codicille de la pensée de cet homme d'État.

Le lendemain une chute de cheval, en l'enlevant à sa famille dont il était la joie, à ses amis dont il était le guide, à son pays qui devait lui élever des statues et glorifier sa mémoire, venait témoigner du néant qui est le fond et le dénoûment de tous les rêves et efforts de cette vie.

V

La biographie complète de sir Robert Peel, qui ressort du cadre de cet ouvrage, mais en est l'indispensable introduction, serait, en quelque sorte, l'histoire même de l'Angleterre dans une de ses phases les plus importantes.

Le grand ministre qui l'a accomplie n'est plus, mais son œuvre est debout, désormais indestructible. Le torysme, pour ne l'avoir pas compris, a fermé de sa propre main sur lui-même la porte du pouvoir, par l'inévitable déconvenue du cabinet Derby, que n'a pu sauver l'esprit si fécond en ressources de M. d'Israéli.

Depuis lors, tout ce qui a été tenté contre la base de l'édifice naguère élevé par sir Robert Peel, démontre l'impuissance du monopole aux prises avec le sentiment public. Il n'est pas facile, en effet, de persuader à un peuple que l'intérêt de quelques producteurs doit l'emporter sur celui de la consommation, qui comprend la communauté (1).

Un élément nouveau, jusques alors inaperçu dans le duel séculaire entre les torys et les whigs, vient assurer la prépondérance à ces derniers, avec des stipulations très-légitimes au profit de ceux qu'on appelle les *lords du coton*, aussi bien que de leurs nombreux hommes d'armes. Mais cet empiétement de l'industrie sur ce que les *landlords* considéraient comme leur droit privilégié, ouvre une ère de progrès, mais non de révolution radi-

(1) Les Anglais payaient à la production agricole une taxe qui ne s'élevait pas à moins de 500 millions par an. L'Angleterre, demandant des approvisionnements à l'étranger, y gagnait non-seulement la réduction des prix pour la subsistance des masses, mais accroissait ses exportations à l'étranger, achetant, en échange du blé fourni, des produits manfacturiers qui recevaient ainsi un nouvel essor et un débouché plus étendu.

cale. L'aristocratie n'en reste pas moins constituée sur un roc profondément enraciné dans les mœurs et les intérêts mêmes de l'Angleterre. Un écrivain, M. Cucheval-Clarigny, se trompait en énonçant que la conséquence des mesures de sir Robert Peel serait de réduire la noblesse anglaise à n'être plus qu'une aristocratie de naissance et à être remplacée dans la possession du sol par la bourgeoisie anglaise. Il y voyait la substitution des classes moyennes à la classe aristocratique comme pouvoir prépondérant. C'était un faux aspect de la question.

Lord John Russell, frère cadet du duc de Bedford, un des plus riches seigneurs d'Angleterre, libéral dans son aristocratie, ne l'a pas envisagée ainsi. Il a cru que, loin de s'affaiblir, la propriété, en cédant quelque chose, se fortifiait dans une fusion d'intérêts avec l'industrie et le commerce. Il a pensé que c'était le faisceau indestructible d'une force opposant au socialisme, c'est-à-dire à la conspiration de l'envie, de l'ignorance, de la bassesse, une barrière défendue par la richesse, le travail et l'intelligence.

Tout se transforme sans doute. Le temps est le seul révolutionnaire que le génie de la politique ne saurait vaincre.

Sir Robert Peel confessait le dogme de la conservation pour les principes qui sont comme la base de l'édifice social sur laquelle l'aristocratie anglaise a développé la grandeur du pays. Mais ce principe, auquel il a voué

sa vie, n'empruntait sa force que du développement progressif qui se trouve dans l'habile direction de la politique et dans l'appropriation des progrès à toutes les classes de la société. Ce mouvement modéré est la santé et le signe de la vitalité des nations, à l'encontre de l'immobilité qui présage la mort par la langueur de tous les intérêts et l'impuissance des hommes.

Il est un libéralisme d'aristocratie qui, s'introduisant avec une sage mesure au sein des faits, passe à chaque étape de l'esprit humain un nouveau bail, où l'on fait la part de ses facultés et de ses nouveaux besoins. Cette tendance progressive s'allie aux sentiments les plus sages de la conservation, à l'encontre de la démocratie, qui ne vise qu'à multiplier les ruines, à abaisser, à diviser, et qui attise par l'envie la fièvre universelle de toutes les classes, jusques à ce qu'elle ait rendu chronique la confusion d'où, à un moment donné de la crise, sort la ruine de l'État.

Les tournois, les lices de notre temps sont les entreprises industrielles et les expositions dans les capitales des deux mondes. Les loisirs élégants qu'aimait tant Mme de Sévigné ont fait place à l'activité puissante des machines et aux palettes assourdissantes des locomotives. Les sociétés constituées ne peuvent avoir le caractère de celles qui, dans un état encore imparfait, en sont à chercher leur unité et leur formule. Ces dernières n'ont que des besoins restreints comme des mœurs grossières. —

Pauvreté et rudesse, richesse et luxe sont corrélatifs. Aujourd'hui la pensée rivalise d'émulation avec l'industrie. Une activité dévorante pousse chacun à se jeter dans la grande mêlée de ce temps, où l'ambition et la poésie elle-même visent au lucre. La richesse, voilà l'étoile qui fascine l'œil du financier comme du littérateur, cet élu d'un art qui a cessé d'être platonique !

Tel est le caractère de cet âge : que les faux Cassandres n'y voient pas un signe de faiblesse et de mort ! L'homme d'État qui sert le mieux son siècle est celui dont le sens est assez sûr et la main assez habile pour mieux juger et faire avec intelligence l'œuvre du temps.

Il ne faut pas quitter cette grande figure sans en esquisser les traits principaux. Remarquable par une diversité d'aptitudes, Peel possédait l'encyclopédie des connaissances qui doivent distinguer l'homme d'État. Son esprit positif n'était pas susceptible d'être égaré par l'imagination, cette folle du logis, qui en politique comme en affaires, produit les méprises funestes. C'était un cœur froid, mais un cerveau puissant, ferme dans ses résolutions. Peut-être manquait-il de spontanéité et d'inspiration. Un bel organe, un maintien réservé, la mémoire, la méthode, la spécialité ; il avait tout ce qui gagne la raison souvent rebelle à une éloquence plus soudaine, plus passionnée. Il exposait avec clarté, démontrait avec précision. Ses discours réfléchissaient sa nature, on n'y sentait couler ni la passion, ni l'enthousiasme. Son éner-

gie venait de sa raison plutôt que de son sang. Il ne savait pas faire jaillir ces étincelles qui éblouissent sans convaincre. Mais il avait cette possession de lui-même, cuirasse impénétrable aux traits acérés de M. d'Israéli et aux véhémentes attaques de lord G. Bentink.

Ce n'était pas ce souffle d'en haut, cette inspiration d'héroïsme qui portent les âmes du premier ordre à tomber ou à triompher avec les causes qu'elles épousent. Son énergie sans flamme n'était que de la raison réduite en théorème de l'expérience et de la pratique. Chez un pareil homme l'illusion était sans prise, car il n'appréciait que le résultat. Aussi le surnommait-on avec vérité le *Grand Faiseur*, par allusion à son savoir et à son positivisme, qualité d'un si grand poids en Angleterre. Son honnêteté privée était digne du culte qu'elle inspirait à tous ceux qui ont pu approcher ce modèle de l'ordre dans les actes, de la loyauté dans la parole donnée.

Sir Robert Peel n'est pas tombé du pouvoir, il en est volontairement descendu. Gardien des préjugés et des intérêts de son parti, il s'y fût maintenu servi par une majorité formidable attelée à son char de triomphe ; réformateur populaire, il a préféré la gloire d'attacher son nom au plus grand acte qu'ait conçu et accompli la vérité économique pour la fortune d'un pays et le bien-être des masses. Voilà la palme qui pare le marbre de son tombeau.

LORD ABERDEEN.

I

L'aristocratie anglaise n'est pas seulement un fastueux écusson, c'est aussi l'alvéole gouvernementale où les grandes études politiques et diplomatiques se forment et se constituent. Les yeux sur le globe, elle en contemple les mouvements pour distinguer les divers intérêts que créent et mettent aux prises les situations mobiles : elle suit d'un œil vigilant l'idée dans ses tendances, l'opinion dans ses caprices ; elle tient un exact bilan des forces militaires, morales, financières, industrielles des peuples ; elle cultive, dans un commerce de relations que favorisent la fortune et la naissance, les chefs d'États comme leurs ministres. Son observatoire est pourvu d'excellents télescopes pour lire non dans les astres, mais dans la pensée secrète des cabinets.

Mais l'aristocratie de la Grande-Bretagne ne se borne pas à être une féconde pépinière d'hommes d'État, initiés par la tradition, stimulés par l'exemple, elle protége et s'assimile les talents où elle les aperçoit, et met sa gloire à faire arriver à la vie publique tout ce qui a force et avenir. Les bourgs pourris, ces commensalités parlementaires à la disposition arbitraire d'un grand seigneur, ont valu à l'Angleterre grand nombre de ses plus populaires illustrations. Il n'en est plus ainsi ; l'esprit de raison progressive a aboli sans secousse ces succursales d'où se sont élancés à la renommée bien des hommes baptisés par ce favoritisme ; la pairie reste, institution héréditaire, enracinée au sol par d'antiques et riches patrimoines, sous la sauvegarde de ses propres souvenirs comme de l'orgueil national, fier de conserver dans ses lords le palladium de la grandeur et de la liberté communes. En effet, la pairie contribue puissamment à tenir haut le caractère britannique, si remarquable par cette froide dignité qui résiste à l'esprit de faction comme à la corruption du pouvoir. Le pair, sans complaisance comme sans intrigue, ennoblit sa mission ; il est dans une sphère inaccessible aux petites convoitises, aux faiblesses qui donnent ailleurs un double visage, aux calculs qui servent un intérêt privé en dépit de la chose publique. Ses ancêtres lui ont légué l'hermine qu'il doit transmettre sans tache à ses héritiers, il est l'anneau qui rattache les souvenirs de la veille aux perspectives

du lendemain. S'il est l'objet à l'intérieur de la déférence et du respect qui fortifient la considération, à l'extérieur il réagit au profit de son pays par l'éclat du nom et l'autorité de la fortune. A part la préséance du génie, rare accident partout, une diplomatie faite par de tels hommes aura toujours une place privilégiée dans les décisions d'un cabinet. — C'est à elle qu'on pourrait appliquer ces mots : *Quorum... magna pars fui*. Il suffit d'être de bonne foi et de reconnaître ce qu'est le monde, pour convenir qu'un ambassadeur qui a derrière lui des ancêtres et un patrimoine qui le dispensent de tout emprunter à son poste, aura toujours des forces que la nature des choses, d'accord avec le préjugé, déniera à un parvenu. — Ce dernier, d'ailleurs, possédera rarement l'aisance, les délicatesses de tact, les mille finesses aristocratiques qui dans les cours se mêlent aux choses sérieuses et nuancent le verre à travers lequel il faut les voir. Sans doute il y a des exceptions, mais elles sont rares. La supériorité est un de ces dons dont le ciel est avare, il fait resplendir son étoile sur le front d'un bien petit nombre d'élus : la science apprise est réduite à y suppléer, et la tradition de famille sera sa plus saine nourrice. Peut-être aussi qu'à titre égal, celui qui a des aïeux et la sécurité d'un héritage séculaire, est plus étranger aux instincts vulgaires que le nouveau venu préoccupé de son avancement et de sa fortune. La lumière est faite sur ce point. La richesse dont l'orgueil

est épuré par une grande naissance, restera toujours la garantie la plus sûre de l'indépendance. A Rome, le sénat était bien moins corrompu que le peuple, et ce fut la vénalité des tribuns qui perdit la république. Que l'on compare cet esprit opiniâtre inculqué à l'Angleterre par l'aristocratie aux élasticités, aux abdications de conscience dont la France a été le témoin sous le gouvernement des classes moyennes. Mais le blâme en revient-il à elles seules? Il serait puéril de le prétendre; plus vous descendez, plus vous trouvez l'influence des intérêts sordides : c'est dans la logique inexorable du besoin, qui est un rude maître. Si la bourgeoisie stipule trop souvent en égoïste pour elle-même, le peuple illettré, rebelle à la règle, insensible à toute raison, qui ne sait distinguer la mesure du possible, se livre en aveugle à tout ce qui flatte ses passions et illusionne son ivresse. Qui, après toutes ces expériences, en face de tant d'essais et de ruines, ne voit pas de quel côté est la vie, de quel côté est la mort?

II

George Hamilton, comte d'Aberdeen, vicomte Formartin, baron de Haddo, Methlic, Tarves et Kellie, en Écosse, descend d'une antique et illustre maison. Il était mineur encore quand la mort de son grand-père, en 1801, lui légua la couronne héraldique de la pairie de sa famille, à défaut de son père qui n'existait plus. Les ducs de Gordon sont la souche de cette branche, aussi bien que de celle des Byron, que la poésie devait plus sûrement consacrer pour l'immortalité que les grands faits d'armes de la lignée de ses barons féodaux. Le comte dont je vais essayer de retracer la noble carrière, commença ses études à Harrow, où son parent, Byron, et sir Robert Peel devaient se rencontrer plus tard, et les acheva au collége de Saint-John, à Cambridge, où il prit les degrés universitaires. Pour les hommes préposés à la vie publique, la liberté que donne l'achèvement des études classiques ne fait qu'ouvrir à l'observation ses perspectives aussi instructives qu'attrayantes. On sait comment les voyages initient l'Anglais à la vie publique par la science des faits, commentaire pratique dont n'approche pas le plus bel ouvrage. On s'instruit mieux en

voyant qu'en lisant; en vérifiant les théories à la pierre de touche des réalités, l'esprit s'étend et se fortifie.

Alors tout était conflagration sur le continent. Obligé de choisir un autre théâtre, lord Aberdeen se dirige sur celui où l'antiquité se révèle au sein de ses plus puissantes attractions, dans la grandeur des souvenirs et la majesté des ruines: c'est nommer la Grèce. Cette terre célèbre, où les plus grands génies sont allés à l'envi interroger une gloire dont le temps a pu renverser les monuments, mais qu'il ne peut effacer de la mémoire des hommes, inspirait un tel enthousiasme à ce jeune et noble pèlerin que lord Byron, son parent, le qualifia: *l'Athénien Aberdeen.*

C'est en 1806 qu'il fait son entrée dans la vie publique par sa nomination comme pair électif d'Écosse, qui, en 1814, devait se consolider dans la perpétuité d'une pairie anglaise sous le titre de vicomte de Gordon. A cette époque, la faveur publique s'attachait au torysme, qui n'était ralenti dans sa marche triomphale que par les derniers éclairs de l'éloquence de M. Fox, dont la mort allait être le signal de la déroute des whigs. La question catholique et Bonaparte servaient de champ de bataille aux deux partis; le vieil esprit tory frappait du même anathème la tolérance religieuse et l'union avec la France. 89 et toutes les conséquences qui l'avaient suivi, la confiscation, les victimes royales, les outrages consacrés par la terreur, tout avait contribué à

exaspérer des hommes voués au culte des traditions, et à leur apporter cette indignation qui ne laisse d'autre issue que la guerre. Napoléon, de sa puissante main, avait relevé l'ordre et la société de tant de ruines. Mais cette force, cette gloire, cet ascendant étendu sur l'Europe par la victoire au service du génie, n'avait servi qu'à faire entrer au vif des jalousies britanniques l'aiguillon de la lutte. Lord Aberdeen, sans prendre part aux débats qui agitaient alors les importantes questions mêlées aux péripéties d'une lutte formidable, suivait la bannière du ministère tory dirigé par le duc de Portland et M. Spencer Perceval. Ce fut en 1801 seulement, après cinq années de mutisme, ou plutôt de réserve parlementaire, qu'il fut choisi comme l'organe de l'adresse en réponse au discours du prince-régent. Ce début fit pressentir à l'Angleterre un homme d'État de plus ; c'était le jour fait sur un talent jusqu'alors tenu dans l'ombre d'une méfiante mais studieuse modestie. Cet admirable bon sens, que Bossuet appelle le maître de la race humaine, le futur ministre le joignait au sang-froid, à cette possession de soi-même qui sont le signe de la force intérieure et de la persévérance extérieure. Le caractère y joue un rôle supérieur à l'esprit ; c'est le sentiment aristocratique sans alliage des idées bourgeoises ; il ne sort pas de là des éblouissements pour la foule, il faut autre chose pour prendre la réputation d'assaut : mais de la sorte, on a la consistance qui honore, l'autorité qui

commande, la suite des idées et des plans qui amènent les résultats en les couvant de loin, sans déviation et sans prendre le change.

III

Après la désastreuse campagne de Russie, où le vainqueur du continent, maître de Moscou, venait, suivant l'expression de lord Byron, d'être seulement vaincu par le Jupiter du Nord paralysant la valeur sous son manteau de glace, la diplomatie anglaise redoubla d'activité. Wellington ranimait les espérances de la Péninsule, la Russie et la Prusse concluaient une alliance offensive et défensive. Mais cette confédération, dont le cabinet de Saint-James était l'inspirateur, n'inspirait à ces trois grandes puissances qu'une confiance médiocre en dehors du concours actif de l'Autriche. Là étaient le nœud et la force de la coalition, qui à ce point mettait en ligne contre un seul homme l'Europe entière dans sa puissance maritime et continentale. L'Autriche n'était pas seulement unie par le sang de son empereur à Napoléon le Grand, elle était liée par des traités avantageux obtenus en dépit de ses défaites. Comment s'exposer au plus grand des

périls en trahissant des engagements solennels et en étouffant le cri impérieux de la foi jurée et de la famille?

Tout militait contre une résolution aussi désespérée que criminelle, mais la politique anglaise avait d'autres vues, et il fallait, pour les faire réussir, trouver un homme d'un talent fécond en ressources, d'une discrétion à toute épreuve, mêlant l'habileté qui fait le succès avec l'autorité du caractère qui commande la confiance. En conséquence, le comte Aberdeen fut investi de cette importante et difficile mission. A travers beaucoup de répugnances, de difficultés, il atteignit le but qui devait être si fatal à la France.... L'Autriche arme, tout en proclamant son désir de garder la neutralité et d'être un médiateur entre les parties belligérantes. Ce fut même l'objet de la mission qui conduisit le célèbre M. de Metternich à Paris. Il transmit l'offre d'une médiation de la part de son souverain, à la condition que la France retiendrait ses limites jusques au Rhin, et ne s'étendrait pas au midi par delà les conquêtes de la Savoie. Bonaparte, accoutumé à une domination qui équivalait à la suzeraineté continentale, se croyant comptable envers son pays et sa gloire des territoires qu'il avait acquis par son épée au nord du Rhin, ne put se résoudre à en faire l'abandon. M. de Metternich, qui au fond du cœur penchait pour la guerre, se réjouissait d'une résolution qu'il ne tenta pas de changer. Sa haine contre l'Em-

pereur convoitait bien plus les hostilités qu'une conciliation; poursuivant sa négociation pacifique en apparence, il s'était mis en rapport avec le jeune ambassadeur anglais, sur cette base agréée par les deux gouvernements, qu'en cas de refus de Napoléon, l'Autriche se joindrait à la coalition. Lord Aberdeen et le prince de Metternich avaient l'un et l'autre pressenti la réponse du souverain qui ne s'inspirait que de son audace et de son génie.

Le plénipotentiaire anglais n'avait que vingt-huit ans, alors que lui échut la difficile mission de détacher l'empereur d'Autriche des sympathies qui le faisaient incliner vers l'alliance où il y avait à sauvegarder l'intérêt d'une fille et d'un petit-fils, c'est-à-dire un rameau détaché de la vieille tige des Hapsbourg. La diplomatie n'était pas alors seulement, comme toujours, la science des intérêts, des faiblesses, des ressources et des passions d'un peuple, c'était comme le résumé d'un gouvernement dans un homme obligé d'être tour à tour financier, négociateur, militaire. Les dynasties, les territoires, l'existence des États se trouvaient en jeu, et l'Angleterre, qui complotait, combattait, soldait, avait besoin de représentants dont les facultés devaient suffire à ce triple rôle. Les questions à résoudre dans les conférences de Tœplitz, indépendamment du concours à obtenir de l'Autriche en faveur de la coalition, embrassaient à la fois les délimitations d'un traité de frontières, la quotité

des subsides, les tarifs commerciaux et la répartition des contingents militaires. Au congrès de Chaumont, ces préoccupations se reproduisent.

Il faut lire comme nous la volumineuse correspondance diplomatique pour juger de l'habileté, de la clairvoyance, du tact du jeune diplomate. Les mobiles divers les plus propres à impressionner, à convaincre, à entraîner, sont employés par lui avec autant d'activité que de discernement. Dans cette phase historique qui ouvre sa carrière politique, lord Aberdeen, en face des questions les plus complexes, avait à trouver une formule de conciliation dans une communauté de but et d'efforts, sous la direction du cabinet britannique, entre l'Autriche, la Russie, la Prusse et la Suède : ce qui paraissait impossible fut fait. Le blanc-seing donné au jeune ministre plénipotentiaire par lord Castelreagh servit à établir cette funeste coalition qui, pour être retournée contre le cabinet tory par la forte main de l'empereur, n'a manqué que d'un Aberdeen français ; le héros secondé par une alliance de famille eût été invincible, le cours des destinées du monde était changé.

La grande alliance contre la France signée à Tœplitz, l'Autriche met en mouvement ses armées pour aller affronter une fois de plus le redoutable génie de Napoléon.

Le comte d'Aberdeen, après un nouveau succès diplomatique important en Italie, rejoignit l'empereur François. Dès lors le camp est son hôtel, c'est de là qu'il

intervient dans toutes les négociations. A l'avant-garde autrichienne, il entre à Paris où il signe le traité de paix avec l'Angleterre le 1er juin 1814. — Dans le traité de Vienne, ambassadeur extraordinaire de son pays, au milieu des rois et des plus célèbres hommes d'État de l'Europe, il participe à toutes les délibérations et décisions qui fixent le sort du monde et la distribution des territoires.

L'autre succès diplomatique dont je parlais tout à l'heure aboutit à l'alliance de Murat, roi de Naples, avec l'Angleterre. C'était le Roland des charges, il s'enivrait à la fumée du combat, il y volait avec passion, superbement vêtu, avec un éclatant panache qui ralliait ses soldats assurés de trouver ce cimier de victoire au fort de la mêlée. Mais autant il était brave dans l'action, autant il était vacillant dans les conseils. Il ne comprit pas que la reconnaissance, l'honneur, l'intérêt, plaçaient son sort dans celui de l'empereur. Le triomphe de celui qui l'avait élevé sur le trône pouvait seul l'y maintenir; il était insensé de songer à survivre à la défaite du fondateur des dynasties napoléoniennes. Un tel homme qui relevait de ses impressions, de sa vanité, plutôt que d'une raison ferme et des règles inflexibles du devoir, était susceptible de tomber dans le piége d'une habile diplomatie qui saurait en imposer à cette faible conscience et l'amorcer par le prix de l'ambition, au nom du salut de sa couronne.

Le comte d'Aberdeen favorisant le jeu de l'Angleterre y réussit trop bien. Murat, après s'être déclaré contre son bienfaiteur, marche contre le fidèle prince Eugène, vice-roi d'Italie, que les Autrichiens attaquaient en même temps au nord, de telle sorte que Napoléon, en combattant en Allemagne, ne put recevoir les renforts qui formaient des chaînons importants dans l'ensemble de ses vastes combinaisons. L'illustre captif de Sainte-Hélène a trop bien caractérisé les conséquences de cette défection, œuvre de lord Aberdeen, pour qu'il soit nécessaire de s'y arrêter.

Dans cette pluie d'honneurs qui vint tomber sur tous ceux qui avaient pris une part prépondérante dans l'événement, comme diplomates ou comme militaires, le comte d'Aberdeen fut élevé à la pairie héréditaire, par le titre anglais de vicomte de Gordon.

On retrouve le comte d'Aberdeen activement mêlé à tout ce que comprend cette phase si importante de l'histoire du monde dont les trois points sont le retour de l'île d'Elbe, Waterloo et le congrès de Vienne.

C'est sous l'empire de cette nouvelle géographie de l'Europe que l'Angleterre a atteint son plus haut point. MM. de Chateaubriand, de Hauterive, de Lamartine, Victor Hugo, Thiers, Duvergier de Hauranne, Beaumont de Vassy, les plus grands écrivains comme les plus renommés publicistes, ont tous démontré la grandeur politique et commerciale qui en a résulté pour nos voisins

d'outre-Manche. Cet important sujet, qui offre des horizons non moins vastes que toujours nouveaux, pourrait trouver sa place ici, mais le lecteur qui veut en saisir les contours fera bien de se reporter aux ouvrages des auteurs que je viens de rappeler, aussi bien qu'aux discours parlementaires, riche accumulation de trésors intellectuels propres à défrayer avec luxe quiconque voudra bien y recourir.

Au moment où tout rentrait dans le calme et le loisir, le plénipotentiaire de Tœplitz se réfugiait lui-même au sein du bonheur de l'affection que lui apportait un mariage suivant son cœur. Veuf depuis 1812, il épousait la veuve du vicomte Hamilton, nièce du marquis d'Abercon, son beau-fils, qui est aussi son collègue à la chambre des lords.

IV

L'Angleterre, qui n'avait cessé de prospérer en dépit de la guerre, dans le développement de son agriculture et de son commerce, semblait devoir, à la sortie de luttes si terribles, prendre un nouvel et plus grand essor au sein de la paix et de la satisfaction générale. Le contraire

arriva. Les taxes établies pour le soutien de la guerre laissaient au moins l'espoir d'un fardeau temporaire que ferait disparaître la fin des hostilités; de grandes fortunes s'étaient élevées, mais la masse se trouvait plus malheureuse.

La Grande-Bretagne, maîtresse des trois monopoles de l'industrie, du commerce et de la navigation, avait été favorisée par la guerre dans leur expansion gigantesque. Nonobstant le blocus continental liant l'Europe dans une universelle ligue contre la reine de l'Océan, il y a dans les lois économiques de la nécessité des échanges une telle force que les marchandises anglaises s'ouvraient des issues sur le continent au prix de détours incalculables, dussent-elles arriver en Russie par les voies lointaines de l'Inde, de l'Afghanistan, de la Perse. En dépit de ces surtaxes de frets et de transports, l'industrie ne ployait pas sous un impôt de deux milliards, alors que les produits agricoles rendaient à la propriété des revenus énormes. A la paix, les charges qu'on avait considérées comme temporaires lui survécurent, tandis qu'une concurrence sur le continent limitait les profits anglais. Les autres États de l'Europe, débarrassés d'une préoccupation absorbante, favorisaient partout les industries indigènes; la taxe des pauvres, progressive dans la nation qui était si fière de ses richesses, levait sa liste civile annuelle dépassant plus de 200 millions de francs.

Dans une pétition présentée par M. Baring, depuis

lord Ashburton, déjà se manifestaient les premiers symptômes du conflit qui devait plus tard s'agrandir aux proportions d'une guerre entre le producteur privilégié des céréales et les intérêts manufacturiers. L'Angleterre consomme 45 millions de quarters de blé, dont 25 millions en froment, qui, au moyen des droits établis sur les grains étrangers, constituaient une prime de 500 millions de francs au profit des landlords, équivalant à un tiers en sus du taux auquel revenaient les provenances du dehors. Néanmoins, pour conserver la supériorité du marché étranger, la manufacture frappait les salaires d'une diminution proportionnelle à l'abaissement des prix. Un immense problème se posait devant la prévoyante sagacité des hommes d'État anglais; il renfermait l'intérêt complexe de l'État, la subsistance des masses, la grave question des salaires.

D'un autre côté, les idées libérales, après avoir eu pour frein à leur apparition des hommes tels que Pitt et le duc de Richmond, emportées par les excès de la révolution française, reprenaient tout leur empire. Bien plus, le mouvement démocratique qui faisait tressaillir le peuple, couvant un esprit plus extravagant encore, allait jusqu'à rêver la loi agraire. En même temps, des outrages, des violences contre les hommes, la propriété, les métiers, se multipliaient dans les comtés. Les masses, comme toujours, s'en prenant à la société de ce qui en est l'inévitable accident, la rendaient responsable de leur

détresse, et au lieu de s'en reposer sur la sagesse de la politique éclairée, elles trouvaient plus simple d'aggraver le mal en détruisant les machines perfectionnées qui devaient accroître leur bien-être tout en abolissant les plus dures servitudes du travail. Les hautes classes, effrayées, refoulaient leurs sympathies pour ne s'attacher qu'à la résistance. Le régent, si populaire, en allant ouvrir la session, avait été injurié par des rassemblements qui avaient arrêté sa voiture. Ne semble-t-il pas que l'esprit de vertige soufflé par le génie du mal se réveille chaque fois qu'il y a chance pour le peuple de conquérir un droit ou d'améliorer son sort? Les clubs, ces fournaises de l'émeute, à la tête desquels se dessinaient ceux de Hampden et des Philanthropes, attisaient l'insurrection. Dès lors il ne s'agit plus de progrès; un gouvernement a d'autres soins, c'est d'abord de défendre la société contre la barbarie du dedans. Cette tâche de la politique n'est pas la moins sociale et la moins difficile.

Sur le continent, des symptômes non moins alarmants se manifestaient. Le peuple, en Prusse et en Autriche, avait été poussé à prendre les armes par la promesse qu'après l'affranchissement de la patrie, des gouvernements constitutionnels seraient la récompense de leur courage et de leur fidélité. Cet engagement fut oublié. A la tête de ceux qui ne voyaient de salut que dans la restauration du vieux principe absolu qui retenait au souverain l'autorité sans partage, se faisait remarquer le vieux

prince de Metternich, devenu le ministre dirigeant des conseils de l'Autriche. La Sainte-Alliance, qui formait un principe de solidarité entre les trois grandes puissances du Nord, consacrait celui d'une assistance mutuelle pour se soutenir au dedans comme au dehors. L'Angleterre n'avait pas voulu se lier à une semblable convention; mais la peur de l'esprit révolutionnaire, qui engageait lord Sydmouth et les chambres à suspendre l'*habeas corpus*, ce privilége qui semble un dogme pour tout Anglais, déterminait lord Castelreagh, alors chef du cabinet, à adhérer aussi au traité de la Sainte-Alliance; tant il est vrai que la politique préconçue peut rarement éviter de se soustraire à l'empire des événements et de leurs nécessités inattendues. C'est un compte à régler avec eux, la sagesse consiste à en mesurer l'à-propos et la limite. Lord Aberdeen paraît avoir concouru activement à une mesure qui, par suite de la marche des idées et des faits, est un grand contraste avec celles que le chef du cabinet de 1853 réalise dans une entente cordiale avec la France, à l'encontre des projets de la Russie réduite à respecter cette barrière posée par la main ferme et puissante des deux nations, qui, réunies, forment la clé de voûte de la pyramide de l'édifice européen.

V

On sait comment le suicide de lord Castlereagh livra le pouvoir à M. Canning, qui inaugura une autre politique plus libérale au dedans, et brisa au dehors les liens qui avaient uni l'Angleterre à la Sainte-Alliance. L'expédition française en Espagne amena ce changement si grave dont les conséquences ont réagi sur toute la politique de l'Europe et n'ont pas peu contribué à produire cette lignée de révolutions qui a commencé en 1830 l'ère des pouvoirs mobiles et changeants, tels que ceux de la dynastie de Juillet et de 1848. Nul œil ne plongeait alors assez avant dans l'avenir, si ce n'est peut-être celui de Châteaubriand, pour apercevoir les événements qui s'y dérobaient. Ce que la foule proclame habile, en le considérant à travers le prisme du succès, dépasse rarement le niveau des conceptions et des routines les plus vulgaires. Toujours est-il que Canning, ne pouvant empêcher l'intervention en Espagne, y répondit par la proclamation de l'indépendance des républiques américaines. Cette consécration de leur divorce avec la mère-patrie adjugeait à l'Angleterre, prépondérante sur les mers, les

avantages perdus à jamais pour l'empire de Charles-Quint, qui avait pu se glorifier que le soleil ne se couchait pas dans ses possessions. De cette couronne de puissance maritime il reste un dernier fleuron, l'île de Cuba, que la convoitise des États-Unis eût déjà ravi, si la jalousie du gouvernement anglais n'en fût restée la sauve-garde.

M. Canning préparait aussi l'émancipation de la Grèce, qui se présentait alors aux vieux hommes d'État avec le signe proscrit de l'esprit révolutionnaire. La cause philhellène avait conquis tous les cœurs et celui de M. Canning avant d'être agréée par les cabinets. On sait comment l'empereur Alexandre, qui mêlait la mysticité à l'esprit de conservation, retenait ses sympathies en face même du massacre de ses coreligionnaires martyrs de leur héroïsme, dans la crainte d'ouvrir un accès aux idées libérales, le cauchemar des gouvernements, qui avaient échappé avec tant de peine au tourbillon de leur active propagande. Parmi ceux qui combattaient la politique de Canning, on remarquait le comte Aberdeen, qui, alors tory sans mélange, refusait aux idées nouvelles la part qu'il leur a faite depuis.

L'opposition en Angleterre n'a point ce caractère passionné qui, en France, fait disparaître le sentiment de la chose publique sous les emportements de la personnalité. Il y a la différence d'un autre milieu ; chez nous, la rivalité devient facilement factieuse, le pouvoir n'est

trop souvent qu'une proie qu'il faut prendre d'assaut au risque de détruire les institutions : chacun pense à soi, à son avancement personnel; on cherche une situation, une fortune, on les poursuit à tout prix.

Tel est l'inconvénient du système bourgeois qui a joué sous le règne de Louis-Philippe une véritable farce sur les tréteaux parlementaires, inoculant une fièvre d'ambition cupide aux classes moyennes. Avec cette démoralisation qui prépare des transfuges toujours prêts à se glisser du lit de la veille dans le lit de la prospérité du lendemain, abondent les hommes qui, la honte d'un pays, n'appartiennent à personne, à aucune doctrine, infidèles à tout, sauf à leur propre intérêt.

En Angleterre c'est autre chose, et voici la raison peut-être qui explique l'alliance nécessaire de l'aristocratie avec le système parlementaire, qui n'est qu'un mensonge où elle n'est pas. Là aussi se trouve une opposition. Mais quel calme dans les attaques, quelle exquise politesse dans les rapports! les partis discutent mais ne s'injurient pas; on dirait la plupart du temps des amis qui sont en dissentiment tout en restant dévoués à la cause commune; ils sont au fond du même sang, on ne veut pas se faire de blessures. Les discussions les plus graves s'appellent conversations, tout comme pour rappeler qu'il n'y a qu'un but, s'éclairer et trouver les voies les plus opportunes pour favoriser le sentiment unanime de l'intérêt national. Enfin, grands par la fortune, honorés par

les traditions de famille, mêlés à toutes les grandes questions du pays, les hommes qui briguent et occupent le pouvoir ne cèdent pas à une ambition mesquine. Bien plus, ils n'ont à y recueillir que de la gloire par le caractère et le talent. Le sentiment qui leur fait désirer le gouvernement n'a rien de commun avec cet appât de jouissances vulgaires auquel cède cette petitesse de vues dans l'indécence d'appétits stimulés par les vices plutôt que par les vertus.

Aussi, quelle série d'illustrations ! quelle force de persévérance ! quelle prévoyance ! Ce qu'il faut à un peuple, ce n'est pas de faux docteurs enivrant l'ignorance, ce n'est pas une classe moyenne marchant au hasard et vacillante sous le souffle changeant de l'opinion, courant aux places de manière à justifier cette dure qualification, « une aristocratie de mendiants. » Il suffit de quelques hommes d'élite pour gouverner.

VI

Canning, sous le poids des émotions et des soucis du pouvoir, succomba le 8 août 1827. Après un essai avorté du cabinet dont il était la force pour se maintenir

sous la présidence de lord Goderich (présent comte de Ripon), le duc de Wellington devint premier ministre, et sous ses auspices, le comte Aberdeen fit son début dans la vie officielle comme chancelier du duché de Lancastre. Quelques mois après, il prenait le portefeuille des affaires étrangères. Alors ce n'était pas une sinécure. A peine installé, il se trouva dans une position aussi difficile que désagréable, ayant à se faire pardonner la responsabilité de l'acceptation d'événements qu'il avait désapprouvés, c'est-à-dire les résultats de la bataille de Navarin, qu'il avait appelée lui-même « un fatal événement. »

Ce fut le dénoûment de la longue lutte engagée entre les Turcs et les Grecs, qui, après une longue période d'oppression, avaient enfin secoué le joug. Cette guerre n'offrait aucune analogie avec celle des nations civilisées. Le fanatisme musulman n'épargnait aucune cruauté, ne reculait devant aucune horreur. Les Grecs combattaient avec plus de courage que d'habileté et avaient plutôt l'héroïsme de la mort que la science de la guerre : tout était destruction sanglante dans leur patrie ; et leurs femmes, véritables Lucrèces du patriotisme, jalouses d'échapper au joug et au déshonneur, s'élançaient dans l'abîme au milieu des danses et des chants funèbres. Il ne s'agissait donc plus d'un peuple à soumettre, mais d'une ruine de plus à inscrire dans le nécrologe des cimetières ottomans.

Désespérant même d'atteindre ce but avec ses propres

forces, le sultan appelle à son aide son puissant vassal Méhémet-Ali, pacha d'Égypte. Ce fut alors que les trois grandes puissances, la France, l'Angleterre et la Russie, entrèrent en lice. Les flottes combinées sous le commandement de sir Édouard Codrington anéantirent la flotte turque en un instant. Grand fut l'enthousiasme en Angleterre comme dans toute l'Europe, où la cause de la Grèce avait allumé de si chaudes sympathies. Mais le duc de Wellington et lord Aberdeen envisageaient ce résultat sous un tout autre aspect, ce qui ne les empêcha pas de délivrer, comme ministres, et en dépit de leurs répugnances, le legs de l'indépendance de la Grèce, stipulé dans le testament politique de M. Canning, dont ils ne répudièrent pas les engagements.

Ainsi se trouve constitué en Europe un État nouveau, fiction d'un empire grec en miniature, rêve qui a traversé des siècles. Il s'étend sur 12 millions d'acres renfermant avec 900,000 habitants environ les plus illustres théâtres où la gloire et le génie antiques ont imprimé leur trace la plus impérissable; c'est en un mot le squelette de la Grèce antique, avec un manteau de souvenirs, une mer admirable; il semble que la ceinture des Grâces y ait dessiné ces côtes qui ondoient partout à l'œil ravi; la pêche supplée, pour la nourriture des habitants, à ce que la terre ravagée ne peut leur fournir. La vie de tout Grec est attirée sur la plaine liquide par la double loi de l'attraction et du besoin.

L'industrie maritime est naturelle à la Grèce. L'effectif de la marine marchande, qui s'élevait en 1847 à 4,326 navires, s'accroît en moyenne annuelle de 300, qui représentent un capital de 11 millions de francs environ. Il n'y a pas de fret plus économique, tant les salaires et la dépense des équipages sont minces, ce qui leur assure presque le monopole de la navigation dans l'archipel.

La charte hellénique délimite les pouvoirs respectifs de la royauté, de la chambre des députés et du sénat, la liberté civile et religieuse, la liberté de la presse, l'égalité devant la loi, l'institution du jury, les droits électoraux.

L'instruction y est complétement organisée, elle est mise à la portée de toutes les classes avec une économie qui permet à toutes d'en recueillir les fruits. L'amour des lettres et la passion des études littéraires semblent être vivifiées par les souvenirs qui ont illustré cette terre douée du verbe le plus harmonieux qui ait remué les lèvres humaines. Mais à un peuple naissant, il faut moins ce luxe des belles-lettres que l'instruction pratique qui s'applique à l'industrie, à l'agriculture, aux travaux publics ; le peuple veut être nourri par la charrue avant d'être enchanté par des strophes poétiques et d'escalader les mystérieuses hauteurs de la philosophie où plane toujours l'ombre illustre du divin Platon.

La régénération d'une nation est une rude tâche. On sait quelles épreuves et luttes intestines a dû subir la

Grèce encore vacillante, mais qui néanmoins chaque jour en épurant ses mœurs se montrera plus digne de prendre place dans la civilisation. L'âge de sa virilité n'est pas encore venu.

Comme l'empereur Alexandre, qui longtemps vit dans les mouvements de la Grèce un lien avec le libéralisme pour menacer les couronnes, de même lord Aberdeen n'envisageait pas sans crainte cette frénésie qui poussait les diverses contrées à conquérir des gouvernements constitutionnels. Ce n'est point à cette perspective qu'il répugnait, mais bien à l'abus : il craignait de voir la révolution, l'esprit de rébellion et de désordre, s'élancer par la brèche constitutionnelle ; il croyait peu à la sagesse des foules, tour à tour prêtes à s'emporter jusqu'à des chimères impossibles, ou à briser, sous l'empire du dégoût, de l'ignorance, ce qu'elles ont le plus bruyamment acclamé. Lors de la guerre de la Péninsule, la maison régnante de Bragance s'était retirée du Portugal devant l'invasion de Junot, elle était allée dans ses possessions du Brésil, sous la garde de l'Océan et des flottes anglaises. Une convention avait réglé qu'à la mort du roi régnant, cette royale colonie formerait un empire indépendant sur lequel régnerait le fils aîné du roi don Pedro, tandis que la couronne de Portugal ceindrait le front de dona Maria, à la charge d'épouser don Miguel, son oncle, au moyen d'une dispense du saint-père. Une constitution devait être le contrat de mariage, ouvrant accès à la

nation dans ces fiançailles de famille. Les paroles avaient été mutuellement données ; mais le roi Jean était mort sur ces entrefaites, don Miguel s'empara du trône, répudia son engagement avec sa nièce : et quand la jeune dona Maria venait en Europe pour chercher à l'autel l'époux auquel sa main était destinée, au lieu de l'écrin et de la corbeille de mariage, elle ne rencontra que la proscription. L'usurpateur avait en même temps aboli la récente constitution. Le duc de Terceire, venu en Angleterre pour lever un corps armé à la tête duquel il se disposait à aller revendiquer les droits de la jeune reine, fut entravé dans son élan et ses projets par l'opposition de lord Aberdeen ; il était réservé à lord Palmerston, dominé par un autre esprit et favorisé par de plus opportunes circonstances, de remettre à flot la barque qui portait dona Maria et la cause constitutionnelle, de la pousser triomphante au port d'où don Miguel devait être emporté pour traîner une vie d'obscurité au sein des goûts comme des habitudes les plus vulgaires. Que d'exemples ce siècle nous offre de ces fortunes qui brillent le matin sous le diadème, pour être le soir réduites à subir dans la rue la dégradation de tristes aventures ! C'est le haillon après la pourpre. Comment tant de puérilité peut-elle s'allier à la plus audacieuse ambition ? O homme ! faut-il s'écrier avec le psalmiste, quels ne sont pas tes contrastes !

VII

Cette politique de non-intervention, dogme de lord Aberdeen, devenait caduc sous son entreprenant successeur, lequel n'était pas dominé par les rapports que l'ancien ambassadeur près de la Sainte-Alliance avait de longue date avec les hommes d'État d'Autriche et de Russie. Ce dernier appartenait, par le souvenir de ces événements, à une école où la liberté des peuples trouvait peu de sympathie. Les plus fortes natures subissent à leur insu l'influence des atmosphères morales où elles vivent; sous leur action journalière ce qui est un vague instinct d'abord, devient bientôt une formule d'affirmation très-précise. Ainsi se développe, se fortifie cette première tendance de l'esprit de lord Aberdeen à ne point intervenir dans les affaires intérieures des États étrangers. C'était même un dissentiment avec le principe base de la Sainte-Alliance, consistant à former une assurance mutuelle des États confédérés pour renverser tout pouvoir issu d'un pronunciamento national partout où le droit populaire pourrait se dresser à l'encontre de l'immuable règle du droit divin. Le trône de Louis-Philippe surgit de l'abandon de

ce principe, violé énergiquement par Canning, au sujet duquel lord Aberdeen lui-même, avec son système d'indifférence, ne faisait qu'entretenir, sous une couleur moins tranchante, le schisme qui devait avoir pour conséquence la ruine des Bourbons de la branche aînée et la glorification éphémère des princes d'Orléans. A leur tour, ceux-ci devaient rencontrer l'abîme au point de séparation de la solidarité des deux branches, là même où ils avaient été assez imprudents et assez ingrats pour engager leur fortune sous l'éblouissement trompeur d'une couronne. L'avenir a montré ce qu'était ce rêve de l'oubli du principe de famille qui, une fois privé de la garantie de l'Europe, devait encourager toutes les audaces, celle des républicains de 1848, comme celle des libéraux de 1830, chamarrés de cordons, couverts de dignités et comblés de fortune, durant les dix-huit années que dure leur édifice de carton avec la statue du roi-citoyen pour couronnement.

Au-dessous une immense mêlée d'égoïsmes, prenant pour moyen l'intrigue parlementaire ou la cohue des ambitions et des cupidités, poussait et refoulait la grande politique et les mâles vertus réduites à s'éclipser devant la petite morale avec laquelle, suivant l'expression d'un homme d'esprit qui avait au moins le mérite de la franchise, *on fait son chemin en sachant s'accommoder au temps et aux circonstances*. Une pareille aristocratie portait avec elle le germe de sa mort. La dignité avait péri sous

le calcul. A la première épreuve on devait abandonner le roi-bourgeois et ses doctrines de comédie d'où étaient sorties tant de protestations fugitives ; on devait, dans le sauve-qui-peut d'une surprise, conserver seulement une pensée fixe, celle de l'intérêt personnel ; la constance de la fidélité ne peut faire cortége qu'à des croyances et à des principes. La bourse en a-t-elle?

Une remarquable confirmation de ce que je viens de dire relativement aux conséquences de séparation de l'Angleterre avec la Sainte-Alliance, dont lord Aberdeen subissait lui-même l'empire dans une forme en apparence plus monarchique, mais aboutissant à un résultat identique, c'est ce qui inspira la marche suivie par lui-même après la révolution de 1830. Trois jours avaient suffi pour emporter du trône et du sol français la famille au rétablissement de laquelle avaient si puissamment concouru le duc de Wellington et lord Aberdeen. On crut un moment à une nouvelle prise d'armes de l'Europe coalisée dans l'esprit virtuel des traités de 1814 et du congrès de Vienne. Mais la prompte reconnaissance de l'Angleterre entraîna celle des autres États du continent en dominant leur répugnance et leurs dispositions hostiles. Il est remarquable combien l'esprit de M. Canning avait pénétré profondément au cœur du torysme comme de l'opinion britannique. C'était une nouvelle loi publique à l'entrée d'un monde nouveau : il devait en résulter une série de faits dont les plus saillants survivent aux

métamorphoses : des révolutions surprenantes successives surgissent à l'extérieur du nouveau principe international.

Bonaparte, en rétablissant la société sur la base d'un ordre puissant, avait retenu tout ce qu'il y avait de sacramentel dans les idées modernes épurées au feu de son génie et de sa gloire. Sa chute avait laissé un vide où la vieille Europe incessamment menacée semblait près de s'abîmer sous le vertige de l'impuissance et de la peur. Il était réservé à la mémoire du captif de la jalousie des rois sur un rocher anglais de recevoir, à la restauration posthume de sa dynastie par Napoléon III, l'hommage et les applaudissements de ceux qui, tels que lord Aberdeen, avaient voué la première ardeur de leur vie à la chute de l'empire et à la restauration réapparue à la suite de Waterloo. On sait que Louis XVIII avait coutume de dire qu'après Dieu c'était au régent d'Angleterre qu'il était redevable de sa couronne.

Une question de liberté religieuse compliquant les plus hautes questions de l'ordre politique, le rappel des lois sur le test et les corporations, honorera toujours la mémoire de l'homme d'État qui osa revendiquer les droits de la conscience. Les statuts remontant au règne de Charles II établissent qu'aucune personne n'occuperait de place sous la couronne ou un emploi à la disposition des municipalités sans un serment préalable suivant la forme et le rit de l'Église anglaise. Mais cette arme forgée contre

les catholiques par la main des non-conformistes en était venue, au moyen de la grande extension qui avait multiplié les communions dissidentes, à blesser et surtout à mettre hors le droit commun la majorité de l'Écosse, où le presbytérianisme était dominant, tandis que le catholicisme n'était plus qu'un souvenir. Par une bizarrerie dont les grands hommes ne sont pas plus exempts que les autres, Canning, le protecteur de l'émancipation catholique, s'opposait au rappel des lois du test. Mais avec l'aide de lord John Russell, le champion aussi constant que courageux de la liberté civile et religieuse, lord Aberdeen atteignit son but. Nous le trouverons plus tard, conséquent avec ses doctrines de tolérance, travailler à faire disparaître les restrictions, anachronisme au sein de l'esprit de la civilisation, soit qu'elles s'appliquent au presbytérianisme, au catholicisme, au judaïsme. Il n'y a que la liberté qui en assurant à chacun sa part laisse la loi de Dieu faire son œuvre morale et répandre sur la terre les semences salutaires de la justice et de la vérité. Le vote des communes relevant les dissidents de leur incapacité fut confirmé par la chambre des lords après un discours fort remarquable de lord Aberdeen.

Les luttes entre le presbytérianisme et l'Église dominante ne voulant rien céder de ses priviléges, la séparation, en 1843, de plus de six cents membres éminents de celle-ci se constituant tout à coup en Église libre de l'Écosse, occupèrent l'active sollicitude de lord Aberdeen,

qui essaya une conciliation que les passions religieuses refusent toujours aux lois et à la sagesse de l'homme d'État. En dépit des mesures le trouble a continué. Nous n'en retracerons pas le fastidieux historique; d'ailleurs, de ce côté de la Manche, ces conflits théologiques offrent peu d'attraits à la curiosité qui appartient à des sujets très-différents.

VIII

La chute du ministère whig, tombé en minorité dans l'élection générale de 1841, en replaçant au pouvoir sir Robert Peel, avait rendu à lord Aberdeen la direction du Foreign-Office. La substitution de M. Guizot à M. Thiers coïncidait avec le changement du cabinet anglais. Entre les ministres des affaires étrangères des deux royaumes existaient de vieilles affinités de confiance et d'affection.

Les rapports compromis par M. Thiers au point d'avoir amené une grande irritation qui semblait devoir aboutir à la guerre se renouent de nouveau dans ce qui fut appelé l'entente cordiale. La reine d'Angleterre, en acceptant l'hospitalité de Louis-Philippe au château d'Eu, consacrait en quelque sorte pour l'Europe un nouveau contrat d'intime union des cœurs comme de la politique. Lord Aberdeen, qui accompagnait la souveraine de la

Grande-Bretagne, attirait tous les regards : son grand air, ses nobles manières, la distinction qui était empreinte sur son front, cette élégance aristocratique s'alliant à la simplicité des habitudes, à l'aisance de langage, firent une grande impression sur les conviés et sur l'hôte royal qui, même dans sa correspondance, en parlant du ministre anglais, ne manquait jamais de dire : « Ce bon Aberdeen. » Le mariage espagnol devait changer tout cela, car les amitiés se transforment et se perdent avec les circonstances et les intérêts. « Vieux train du monde, » comme disait Châteaubriand. Ce fut sous lord Aberdeen que se termina si heureusement pour l'Angleterre la guerre de Chine, mais le mérite en reste à lord Palmerston, qui, après l'avoir engagée, avait arrêté les conditions que devait subir le Céleste Empire.

On sait l'influence de cet épisode sur la grande crise de l'issue de laquelle dépend la chute de la dynastie tartare, qui sans doute ouvrira à la civilisation ces portes immobiles et mystérieuses comme les sphinx qu'on y a sculptés. Mais une négociation dont l'honneur revient tout entier à lord Aberdeen est le traité au sujet des limites entre l'Angleterre et les États-Unis. Le choix du négociateur a une grande importance, et dans les questions ardues le succès final en dépend. Bien des droits périssent parce qu'ils ne sont pas suffisamment défendus, bien des injustices triomphent parce qu'elles sont habilement soutenues. Lord Ashburton, autrement dit

Alexandre Baring, fut envoyé aux États-Unis. L'immense fortune de l'ambassadeur était déjà une force agrandie encore par ses immenses relations et le patronage dont il favorisait une foule de maisons de commerce aux États-Unis.

Tout fut réglé amiablement à la satisfaction de l'Angleterre. Mais restait un point délicat, la question de l'Orégon. L'esprit public, fortement excité par la convoitise de cette riche proie, poussait le congrès et le gouvernement américain à s'en emparer. Quelque inclination qu'eût pour la paix lord Aberdeen, il ne pouvait accepter ce dénoûment audacieux; sa déclaration d'en faire un *casus belli* détermina M. Polk lui-même à un traité qui fit disparaître jusqu'au prétexte de ce fâcheux conflit. Ce fut le dernier acte important qu'il accomplit avant de suivre dans sa glorieuse retraite son chef et son ami, sir Robert Peel. Leurs vies et leurs actes sont confondus dans une glorieuse solidarité. Aussi refusa-t-il la place que le noble lord Russell lui offrit dans son ministère. C'est ainsi qu'on glorifie une opinion en la dégageant de toute considération personnelle, en même temps qu'on attache à son caractère l'éclat d'une légitime considération, ce levier d'Archimède des gouvernements.

En dehors du pouvoir, lord Aberdeen n'a manqué à aucun des principes qu'il y avait soutenus. C'est toujours cet esprit modérateur qui émousse même l'aiguillon d'un blâme dont il use d'ailleurs avec une sobriété exquise.

Ainsi se trouve-t-il en dissidence avec lord Palmerston dans l'affaire Pacifico, mais il rendra aux qualités, à la supériorité de son adversaire un éclatant hommage. Dans la discussion du bill contre l'épiscopat catholique au sujet de l'agression papale, il revendiquera le droit imprescriptible de la tolérance à l'encontre d'une législation exceptionnelle propre à n'engendrer que des haines et des maux plus grands que l'inconvénient auquel on prétend remédier. Il répudia la succession de lord John Russell qui lui fut offerte par la reine. Il lui était réservé, à la défaillance du ministère mort-né de lord Derby, de former un cabinet qui réunit incontestablement l'élite des talents et des plus hautes renommées de l'Angleterre. Déjà ce cabinet s'est trouvé aux prises avec une des situations les plus difficiles qu'ait rencontrées la diplomatie. La guerre s'est allumée, la question d'Orient tient aux intérêts les plus essentiels et les plus gros de l'Europe. Lord Aberdeen, qui avait commencé sa carrière en combinant les grands ressorts de la lutte suprême à engager contre Napoléon le Grand, devait engager, de concert avec la France sous le sceptre de Napoléon III, un autre duel formidable. Mais cette fois-ci c'est l'ancien allié qui est mis au ban de l'Angleterre, et qu'il s'agit d'arrêter et de vaincre dans l'essor de son ambition. Bizarre contraste des événements et de la destinée.

IX

Le récit de ce qui a produit ce revirement offre trop d'intérêt et d'importance pour ne pas placer dans la vie du premier ministre d'Angleterre les principales lignes du tableau auquel s'attache l'attention de l'Europe.

La première heure de l'orage, qui plus tard a éclaté à propos de la question d'Orient, se laisse entrevoir dans quelques conversations entre lord Aberdeen, le duc de Wellington, sir Robert Peel et le czar, au temps de sa visite en Angleterre, en 1844. Un mémorandum, rédigé à Saint-Pétersbourg, affirmait les principes qui étaient devenus sacramentels pour la politique de l'Europe. Cette pièce, qui contraste avec les prétentions postérieures de Nicolas, a passé tour à tour aux mains de lord Palmerston, de lord Granville, de lord Malmesbury, de lord John Russell et enfin de lord Clarendon, ministre actuel des affaires étrangères.

Sous l'empire des vues conciliantes et modérées que manifestait Nicolas, il est évident que la paix du monde pouvait longtemps se maintenir sur les bases et les principes tracés dans le mémorandum.

Il restait dès lors avéré, pour lord Aberdeen, que dans cet état de choses, à moins qu'il ne survînt quelque événement inattendu ou quelque conflit de nature à troubler les relations de la Turquie avec une ou plusieurs des puissances occidentales, l'empire de la pensée du mémorandum devait se maintenir. Quand une contestation viendrait à surgir, l'usage le plus utile de ce document consisterait à placer la Russie en face de ses propres principes, en lui demandant de les mettre en pratique. Ce ne fut que six ans après la visite de l'empereur Nicolas à la reine Victoria, que se présenta la contingence où la sagacité expérimentée du vieux ministre, qui avait débuté par le congrès de Tœplitz, apercevait la borne fatale à l'ère pacifique dont l'Europe jouissait depuis si longtemps. Dès lors, le danger entrevu éventuellement comme dans le lointain se trouvait en face et allait réclamer incessamment un parti tranché de la part de l'Angleterre. Ce nuage, qui, suivant la déclaration d'une des revues les plus importantes de l'Angleterre et du monde, n'était pas alors plus large qu'une main d'homme, se montre au sujet de la question des lieux saints. Le récit fait par la *Revue d'Edimbourg*, dans un beau travail consacré à l'histoire diplomatique de la question orientale, résume avec un talent d'exposition rapide et plein d'impartialité les causes et l'ordre chronologique des questions qui ont abouti à la lutte maintenant engagée. C'est l'exposé le plus saisissant qui ait été encore présenté.

La France, par l'antériorité des relations diplomatiques, avait, la première des nations de l'Europe, obtenu par d'antiques traités un intérêt catholique et un droit national formant comme une constitution privilégiée en faveur des moines de l'Église latine en Syrie. Durant le cours de plusieurs générations, ces priviléges, par rapport à la garde des saints lieux, avaient donné lieu à des conflits avec l'Église grecque. La restauration de ces priviléges aux Latins, suivant la stricte lettre des anciens traités, était la demande de la France : la continuation de l'état de choses existant était la demande des Grecs.

Dès le 20 mai 1850, sir S. Canning, si versé dans cette question orientale, écrivait à lord Palmerston que la rivalité des Églises grecque et latine en Orient aboutirait probablement à une collision par rapport aux lieux saints. Au commencement de 1851, son pronostic est justifié par l'entrée en scène de l'ambassadeur russe, protestant au nom de l'empereur contre tout changement dans le *statu quo*. — Les instructions du Foreign-Office étaient de garder une absolue neutralité entre les deux parties.

Le 1er avril 1852, durant le court passage de lord Malmesbury fidèle à la politique d'abstention tracée par lord Palmerston, une dépêche de sir S. Canning arrivait à Londres, annonçant la solution de ce long débat relatif aux églises de la Syrie. La diplomatie put croire un moment que tout était sauvé. Courte illusion. Sous des inter-

prétations opposées, la querelle se ranime, la Porte ne s'entendait plus déjà pour l'application avec le gouvernement russe. Le traité de conciliation était donc mort-né : lord Malmesbury était informé par sir H. Seymour, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, et par le colonel Rose, chargé d'affaires à Constantinople, que la question avait pris une nouvelle gravité, par suite de l'attitude menaçante prise envers la Porte par les puissances intéressées. Lord Malmesbury, dans une dépêche datée du 14 décembre 1852, prescrivait au colonel Rose *d'éviter toute intervention directe ou officielle dans un sujet avec lequel le gouvernement de S. M. n'avait rien à démêler.*

Les choses en étaient à ce point, quand le ministère actuel, sous la direction de lord Aberdeen, est entré au pouvoir; il adopte le même système par rapport aux saints lieux. A cet égard, une observation importante exprimée en Angleterre doit se réfléchir dans cet opuscule. Il a été reconnu par l'esprit élevé et impartial des hommes d'État de la Grande-Bretagne, que le droit de la France à réclamer en faveur des priviléges de l'Église latine reposait sur des traités positifs et sur des capitulations déterminées. Au contraire, la prétention de la Russie à soutenir les réclamations rivales du culte grec ne dérivent d'aucune loi et obligation spéciales. C'était plutôt une sorte de tradition qui attachait un vague protectorat à l'usage courtois contracté par la Porte de délivrer de loin en loin des firmans et des promesses en

faveur des Grecs, avec notification officieuse à la Russie. Cette distinction est importante; néanmoins, le gouvernement de lord Derby, jugeant que sur ce terrain l'Angleterre n'avait point à prendre parti dans un débat de préséance de cultes, d'autant qu'aucune initiative de sa part n'avait engagé la question, recommanda au représentant britannique de s'en tenir en dehors de la manière la plus absolue.

Il faut consulter la correspondance si curieuse présentée aux chambres par le gouvernement anglais, c'est le miroir fidèle où se réfléchit, dans l'ensemble comme dans le détail, la vérité de la situation.

On sait que le prétexte servant de point de départ à Nicolas est la prétendue décrépitude de l'empire ottoman, et la proposition à l'Angleterre d'une entente cordiale et étroite pour régler l'ouverture de la succession avant décès, et d'en partager les dépouilles opimes.

Que les idées de l'empereur relativement à la faiblesse du malade, ainsi qu'il appelait la Turquie, fussent justes ou non, il était clair que le débat engagé était comme l'éclair qui annonçait l'approche du péril si longtemps prévu.

Les conversations entre sir H. Seymour et le czar ont mis à nu les secrets, les ressorts, au moyen desquels ce dernier s'était flatté d'atteindre le but de son rêve et de son plus ardent désir.

La réponse de lord John Russell à l'empereur, modèle

de finesse, de tact, de prudence, avait pour but de désintéresser l'Angleterre dans le sujet pendant des lieux saints, tout en réservant la liberté de son action pour les événements ultérieurs qui pouvaient advenir.

Par rapport à la France, le même ministre maintenait une ligne identique; c'était un langage de médiation pour laisser à l'une ou l'autre partie un accès où pût se rencontrer une conciliation honorable.

Lord Strafford Canning va à Constantinople en passant par Paris, avec des instructions pour conférer avec le gouvernement français; et enfin, en cas d'urgence, il était autorisé à disposer de la flotte. — Cet habile diplomate s'arrêta également à Vienne, et sans doute sa visite n'a pas été inutile pour greffer la pensée d'alliance occidentale qui a frustré de ce côté, jusqu'à ce moment du moins, l'espoir du czar, déjà déçu du côté de l'Angleterre.

Lord Clarendon succède à lord J. Russell, mais reçoit et continue le même système politique. Nicolas renouvelle ses protestations et son désir d'agir avec une entière franchise à l'égard du gouvernement anglais. Le comte de Nesselrode assurait « Que la solution des difficultés relatives aux lieux saints réglerait toutes les difficultés existantes entre la Russie et la Porte, le prince Mentchikoff n'ayant à mettre sur le tapis aucun autre grief. »

Simultanément avec ces paroles de bon vouloir et de

paix, les armements étaient poursuivis par le czar sur une grande échelle, et l'ambassadeur russe proposait un traité secret à la Porte. C'était trop de moitié, et devant la duplicité alliée aux préparatifs, la méfiance devenait un devoir. Le baron Brunow, ambassadeur russe à Londres, donnait au gouvernement, au nom de sa cour, les assurances les plus satisfaisantes, et déniait tout motif caché ou opposé aux intérêts de l'Angleterre dans la mission du prince Mentchikoff.

Lord Strafford, de retour à Constantinople, s'efforce de circonscrire le débat à un simple règlement concernant les lieux saints. Trois jours après, il adresse une copie du traité secret que le prince Mentchikoff a voulu imposer à la Porte, et précise la nature et la portée du péril qui y était attaché.

C'est toute une histoire pleine d'incidents, d'émotions, de surprises, prélude de la péripétie, que celle de cette négociation; elle exigerait seule un travail spécial, dont dispensent les publications officielles faites par les gouvernements de France et d'Angleterre, pour l'irréprochabilité de leurs résolutions devant l'avenir, et pour l'édification de quiconque a la conscience du droit et le courage du juste.

Le gouvernement français, avec cet esprit de décision qui caractérise l'empereur Napoléon III, avait dessiné ses intentions, que l'Angleterre gardait encore son rôle de médiatrice, sans aucune partialité qui pût en altérer

l'influence salutaire. Lord Strafford, pour faire disparaître jusqu'à l'ombre d'un futile prétexte, s'employait avec ardeur à presser le dénoûment de la transaction qui réglait la question des lieux saints. Le 5 mai, le gouvernement anglais reçoit la nouvelle officielle que ce but désiré était atteint.

Alors s'ouvre une nouvelle phase, par l'introduction inopinée de nouvelles demandes de la part du prince Mentchikoff : si ce n'était pas l'absorption matérielle de la Turquie, c'en était la prise de possession morale. Douze millions de Grecs, relevant du protectorat du czar, eussent formé la mine à l'aide de laquelle, à son gré et à son heure, ce souverain faisait écrouler à son profit l'édifice condamné de l'empire ottoman.

Trois jours après, lord Strafford, motivant son opinion sur la marche à suivre relativement à cette question, la plus grave de ce temps, atteste la concordance parfaite de vues et de moyens avec son honorable collègue, le représentant de la France. Les deux diplomaties s'étaient placées loyalement sur le même terrain; le cabinet français en était venu à des conclusions analogues à celles proposées par lord Strafford, pendant que M. Drouin de Lhuys persévérait, pour ne rien compromettre, à recommander la prudence et la modération par l'organe de M. de Lacour. « En admettant la validité et la force des objections du divan aux requêtes du prince Mentchikoff, il ne pouvait prendre la responsabilité d'un conseil. A la

Porte appartenait le droit de les rejeter. Ses objections seraient examinées avec soin, et soumises à la considération des grandes puissances de l'Europe. »

Le ministère turc ayant exprimé l'espoir d'une assistance de la part de la France; « cet *espoir*, dit lord Cowley, n'a pas été encouragé par M. de Lacour, qui s'est borné à reconnaître que la Porte serait parfaitement justifiée dans son refus de souscrire à ce que demandait la Russie. »

L'accord des diplomaties allait devenir celui des gouvernements ; il n'y a pas d'exemples d'une plus entière franchise et d'une plus admirable loyauté de part et d'autre. A peine ces assurances venaient-elles d'être échangées, que quatre jours après une dépêche télégraphique faisait connaître la rupture des rapports diplomatiques du cabinet de Saint-Pétersbourg avec la Porte, et le brusque départ du prince Mentchikoff de Constantinople, le 17 mai 1853.

Devant sa requête, où le diplomate semblait s'être transformé en maître, le divan n'avait qu'à opter entre une soumission absolue ou la résistance. L'ultimatum de Saint-Pétersbourg fut rejeté. L'honneur se joignait à l'intérêt européen pour cette résolution.

Mais, n'eût-il pas été insensé de la part de la Porte de courir les risques d'une attaque aussi périlleuse, si elle n'eût été assurée de l'appui des intérêts européens?

Voilà pourquoi, sur l'assurance donnée par les repré-

sentants des ambassadeurs lord de Redcliffe et le général de Lacour, avec la sanction de leurs gouvernements, le divan s'est senti fortifié dans son inclination à résister aux demandes exorbitantes du cabinet de Saint-Pétersbourg.

Le 26 mai 1853, un appel en faveur du sultan, sous forme d'une circulaire, était adressée sous la signature de Mustapha-Réchid, par l'intermédiaire de ses agents, aux cours d'Angleterre, de France, d'Autriche et de Prusse.

Une pareille marche était conforme aux traditions formant l'axiome auquel tous les gouvernements et les hommes politiques sont venus apporter leur foi et leurs engagements. Pour cette intégrité de l'empire ottoman, il n'y a eu qu'une pensée, qui a dirigé MM. de Talleyrand, de Châteaubriand, de Villèle, Casimir Périer, Soult, Molé, Dufaure, Guizot, Lamartine, le grand ministre de la république, aussi bien que tous les hommes d'État importants des divers partis, MM. Billault, Duvergier de Hauranne, Dupin, Berryer, etc. C'est donc un dogme écrit dans le testament de tous les régimes, avec un codicille national dont l'exécution était remise à la résolution de l'empereur.

Là-dessus tout le monde est d'accord. — L'agrandissement de la Russie menacerait plus encore les autres États que la France, qui, cependant, a pris une si large part de sacrifices et d'efforts dans la solidarité européenne.

Il est des principes qui sont un dépôt sacré que les gouvernements ne peuvent laisser affaiblir ni déserter. La question publique dominera toujours la pensée et le sentiment individuels d'un véritable homme d'État. Ce n'est donc pas un jeu de hasard, c'est une logique inflexible qui inspire le cœur et conduit la main dans ces partis suprêmes qui engagent la guerre ou maintiennent la paix. La force peut être patiente, sans qu'on se méprenne sur ses motifs; sa modération lui donne un nouveau lustre. Durant quatre mois on se borne à attendre une offensive qui dissipe la dernière illusion; elle avait disparu déjà pour quiconque voyait de haut et de loin.

.. Après les gages incessants de modération multipliés, donnés par l'Europe en face des audacieuses agressions de la Russie, deux courants contraires en apparence s'établirent, quoique convergeant au même résultat.

L'un, pour la paix, à Vienne, dans les efforts de la diplomatie conviée à une session de conférences; ce fut la phase des espérances et de la conciliation qui est évanouie.

L'autre courant, qui fut la résistance armée, prélude de la guerre, prescrivait d'arborer sur la mer Noire le pavillon glorieux de la France et de l'Angleterre.

Était-il possible, après le massacre de Sinope, que les flottes restassent plus longtemps à l'ancre? N'était-ce pas un devoir de faire occuper la mer, théâtre récent d'un si cruel et inutile holocauste, par les forces propres

à rendre efficace leur intervention, qui devenait une mission prescrite par l'honneur et l'humanité?

De bonne foi, est-ce que deux grandes nations, est-ce que le prince et les hommes d'État qui en avaient la charge pour en répondre devant l'avenir, pouvaient hésiter, quand l'honneur, la politique, le droit international et la religion se rencontraient pour dire : « Il faut marcher? »

Cette occupation de la mer Noire, loin d'être un acte téméraire, était comme la sanction du but commun aux quatre puissances signataires de la note du 5 décembre, contre l'ambition et les prétentions d'un seul homme.

Le droit international, telle est l'égide tutélaire et moralisatrice des peuples. Grâce à cette assurance mutuelle de la bonne foi et du respect des traités, les États placés dans le centre de gravitation qui les fait mouvoir par la même impulsion, accomplissent leurs destinées. Ils poursuivent les progrès, vocation de l'humanité, sans avoir à redouter à chaque instant les ligues de l'ambition désordonnée et les menaces de la force.

Le parti pris par le czar ayant rendu vains tous les efforts pacifiques, il ne restait plus à la diplomatie anglo-française qu'à entraîner le concours si précieux de l'Allemagne. Ces négociations ont été conduites avec une habileté qui ressortira du rapide aperçu des dates caractéristiques des faits.

Le 9 novembre 1853, la demande instante d'un ar-

mistice était faite par l'Autriche au gouvernement anglais pour faciliter les négociations. Lord Clarendon le repousse aussitôt comme faisant une trop belle part à la Russie. Le 12, la France appuyait ce point de vue. Le 16, lord Clarendon adressait à lord Westmoreland une note motivée des conditions à spécifier pour la Porte. Le 22, il recevait l'assurance de l'adhésion de l'Autriche à la politique et à la marche des puissances occidentales. — C'était un immense pas qui promettait un puissant auxiliaire. Jamais la diplomatie n'a si rapidement remporté un plus honorable et brillant triomphe.

En conséquence, le 29 novembre, lord Clarendon envoyait un projet de note collective et un protocole de conférence concertés avec le gouvernement français pour recevoir la signature des quatre puissances. — Cette affirmation de l'intégrité et du maintien de l'empire ottoman était signé par les plénipotentiaires des quatre grandes puissances, le 4 décembre.

Politiquement, c'était le manifeste de l'Europe à la Russie, que l'heure était venue pour elle de rentrer dans la modération réclamée par le droit et les plus impérieux intérêts. Depuis les rives du Bosphore jusques aux plages glaciales de la Finlande, les nations scandinaves, comme les nationalités germaniques, comprennent que moralement la prépondérance d'un pareil esprit anti-européen, s'il lui était permis de déborder encore impunément, en combinant l'oppression temporelle avec l'intolérance re-

ligieuse, aurait pour corollaire l'asservissement successif des États dans l'abdication du droit.

Un sceptre de fer, qui fait de la crosse un instrument mobile de l'ambition temporelle qui règne sur d'aussi vastes territoires, devait amener tòt ou tard la lutte qui, probablement, devancera par une grande bataille cette publication.

Le gouvernement turc au moins abrite, protége et admet tout ce qui est la raison d'être de la société moderne; toutes les facilités s'y rencontrent. Aujourd'hui, d'ailleurs, l'Europe y a le double droit de cité, par l'admission antérieure des réformes, et aussi par la reconnaissance qui s'attache à des services d'une nature exceptionnelle. Le vieil esprit musulman peut encore faire des héros combattant et mourant pour leur patrie, mais il n'enrôlera plus désormais de persécuteurs au nom d'Allah, la haine musulmane contre notre foi, nos mœurs, nos idées. La plus sûre égide de cet empire est sa régénération, comme l'a dit l'éminent lord Strafford. — L'avenir et la sûreté de la Porte sont dans la pratique des sains principes et dans l'amélioration du sort de ses sujets chrétiens. — Le mérite de lord Aberdeen, c'est de le comprendre, et d'attacher son nom aux fastes d'une politique pour la plus grande mission que le devoir puisse assigner à un peuple et à son gouvernement.

Avant que ne se fût évanouie dans les angoisses d'une attente et d'efforts toujours trompés la dernière illusion

de paix, le prince Gortchakof, après avoir envahi les principautés danubiennes, se voyait à la tête de 150,000 soldats. Tout lui devenait proie, hommes, denrées, argent. Dans son ordre du jour, à la suite d'une grande revue à Bucharest, jetant le masque, il parlait de *la mission échue à la Russie d'exterminer le paganisme*. C'était l'anathème contre la religion de l'Occident. Longue vie au czar, éternité au Dieu des Russes! étaient le soupir de cet hymne d'un barbare fanatisme. A une signification courtoise et humaine d'Omer-Pacha d'éloigner les canonnières russes de la rive droite du Danube occupée par des forts turcs : « A des coups de canon on répond par des coups de canon, » fut la réponse du lieutenant du czar.

X

Le prétexte, sinon la cause de la guerre engagée par l'Occident contre la Russie, se trouvant dans les prétentions introduites au nom du culte russo-grec, qui n'est qu'une forme et un instrument de la politique envahissante du cabinet de Saint-Pétersbourg, il est à propos de clore cette étude en montrant dans un rapide tableau

leurs liens et leur action simultanée, depuis la réorganisation de l'Église grecque sous l'autocratie de fer de Pierre le Grand jusqu'à ce jour.

On sait qu'un patriarche chef spirituel a depuis le schisme gouverné l'Église grecque. La Russie avait aussi ce grand dignitaire, comme Constantinople au temps du Bas-Empire. C'était une consécration séculaire des mœurs, des traditions, de la foi de ce culte qui enlace l'Orient et le Nord. Pierre le Grand divise les attributions de ce pape schismatique, lui substitue un exarque à pouvoir affaibli et soumis à de nombreuses restrictions, choisit un synode qui puisse transformer les textes et le dogme en sophismes de sa politique, de manière à régner sur les âmes comme sur les corps. Ce prince a lui-même confessé les motifs de la révolution hiérarchique qu'il a voulu accomplir : c'est qu'une autorité spirituelle représentée par un collége composé d'hommes à vues, à esprits divers, n'a ni la puissance d'unité ni l'influence qui se trouvent dans la concentration du pouvoir spirituel sur une seule tête, consacrée par cela même aux yeux de la multitude comme le symbole, le vicaire, la voix du Roi des rois, le maître du ciel et de la terre. — La ligne équinoxiale entre ce pouvoir et le chef temporel s'efface aux yeux du peuple croyant ; l'auréole des honneurs extraordinaires dont l'Église entoure celui qui est à sa tête le sacre comme l'élu et le vicaire de Dieu ; le souverain peut être son bras ; mais l'autre,

avec l'oint du Seigneur, sera sa voix dans le monde moral et religieux qui forme l'immense empire au seuil duquel s'arrêtent les droits de l'autorité séculière et le pouvoir de ses soldats; car la force armée peut renverser, fonder, changer la face des royaumes; mais elle ne dérobera pas plus la conscience à elle-même que l'avenir à l'Éternel.

C'est pour plier les lois du ciel aux besoins de son ambition que Pierre régla toutes les matières ecclésiastiques, multiplia les décrets de réforme, institua tout un ordre de nouvelles règles pour les couvents, abolit l'usage du baiser que se donnaient à la nouvelle année le chef de l'Église et celui de l'État, comme impliquant une égalité ou une commune indépendance. C'est ainsi qu'il put déclarer impunément ne vouloir plus de rival, et s'écrier en se frappant la poitrine : Voici votre Patriarche. Les grands biens affectés à cette dignité allèrent réparer le trésor impérial à sec. La charte du saint synode substitué et choisi par toutes les classes du clergé attribuait à cette assemblée la surveillance du dogme, du culte et de l'instruction publique, lui laissait le droit de nommer aux bénéfices, sauf l'approbation du czar et des maîtres, d'examiner les candidats aux fonctions d'évêque, de donner les dispenses, de résoudre les cas matrimoniaux, de juger les affaires ecclésiastiques, d'administrer les biens de l'Église. Le nombre des membres du synode n'a pas de chiffre fixe. Des laïques peuvent

en faire partie ; et l'un d'eux qui, avec le titre de procurateur, représente le czar, exerce le droit de *veto*.

Par un ukase adressé à ce synode, l'organisation des ordres monastiques est faite de façon à former une pépinière de l'épiscopat grec, à ménager aux soldats invalides des asiles et des soins, à coopérer à l'éducation du peuple des deux sexes, à procurer l'assistance des religieuses aux malades, aux hôpitaux. Le serment du clergé russe dit l'esprit et le but, et n'autorise aucune illusion de liberté de conscience là où l'union de deux tyrannies s'enlace pour rendre leur action aussi redoutable qu'irrésistible : « Je jure (c'est sa formule) fidélité et obéissance comme serviteur et sujet, à mon naturel et véritable souverain, aux augustes successeurs qu'il lui plaira de nommer, en vertu de l'autorité suprême dont il est revêtu. Je le reconnais pour juge suprême de cette assemblée spirituelle ; je jure par le Dieu qui voit tout, que j'entends faire ce serment dans le sens et dans la force que les termes présentent à ceux qui lisent et écoutent cette formule. »

Tout démontre dans l'histoire ecclésiastique de la Russie, comme dans celle de Constantinople, que le patriarche et ses prêtres, dans la ville des sultans, comme le clergé moscovite, ont été les dociles instruments de la pensée envahissante des czars. Pierre n'a pas seulement voulu détruire un contre-poids qui lui portait ombrage, il a voulu encore ajouter au pouvoir d'une couronne sé-

culière le prestige attaché à la tiare du pontife. Les événements ne sont que le commentaire de cette impie mais grande conception, exécutée en Russie sur un plan aussi colossal par son étendue que par les moyens destinés à le mettre en œuvre. Catherine, en cette qualité, a pu briser son serment et démembrer la Pologne, et Nicolas, au même titre, préposé à la garde des clefs du ciel et de l'enfer, en vertu du principe « Qui peut le plus peut le moins, » se croit commis à la garde du Saint-Sépulcre, à la suzeraineté sur douze millions de chrétiens en Turquie; c'est un ingénieux moyen de s'adjuger un corps de janissaires de la foi *orthodoxe* occupant les plus riches provinces de l'Orient, jusques au Bosphore et aux Dardanelles, pour ne relever directement que de leur pape et protecteur, l'autocrate. Avec son cortége de 1,200,000 soldats, doués de la vertu de l'obéissance passive et hébétée, prêts à se faire tuer à un signe de celui qui, pour leur ignorance, ne fait qu'un avec Dieu, — le czar a des arguments profanes que répudie la civilisation, aussi bien que la tolérance de la religion qui siége au Vatican, elle qui a des pardons et des bénédictions pour ses persécuteurs, comme pour ses fils égarés.

A sa voix et par l'application de ses préceptes, les inégalités disparaissent, les affligés espèrent, les passions s'épurent, l'obéissance devient plus facile, et le pouvoir reconnaît des limites; les vrais rapports sociaux, étant mieux déterminés, sont aussi plus affermis, et la société,

avançant toujours, complète sa miraculeuse destinée. Ce qu'il y a d'abject et de fatal dans l'Église grecque, emprisonnée dans le cercle de fer de l'ambition d'un homme, se caractérise par les effets. Vainement le voyageur qui traverse les vastes contrées en proie à ce joug cherche-t-il quelque trace de spiritualité ou d'élévation d'âme dans le peuple et le clergé. Ce n'est ni l'esprit, ni le dévouement, ni la charité, ni les hautes aspirations du christianisme, tels qu'on les voit ailleurs ; ce n'est pas l'écho même affaibli du divin Verbe qui de la croix a fait de son soupir le souffle vivifiant du monde pour le racheter. Le marquis de Custine a remarqué que la religion, en Russie, avait perdu sa force virtuelle pour n'être plus qu'un instrument de despotisme. Comme les rapports de l'Église russe et les délimitations avec les droits de l'État ne sont ni définis ni déterminés, l'empereur est tout à fait l'arbitre de la foi ; il peut user à son gré de ses prérogatives, alors même qu'il semble en déférer à un synode qui rappelle cette qualification de Tacite : *Instrumentum regni ;* car il est composé de créatures qui appartiennent au maître et ne peuvent que parler, agir, exagérer, louer, blâmer, et maudire à son gré.

Ceux qui ont étudié le plus à fond la Russie, tels que Lévêque, Ségur, le marquis de Custine, reconnaissent que le prêtre grec, appauvri, humilié, dégradé, marié, privé d'un chef suprême spirituel pour le diriger et l'éclairer, sans aucun prestige qui le recommande, sans

aucune aspiration qui l'élève, est réduit à suivre le char de triomphe de son ennemi, qu'il appelle son maître; il est ce que celui-ci prétend, le plus humble esclave de son autocratie, grâce à la conception de Pierre Ier et à la persévérance de Catherine II. D'un bout de la Russie à l'autre, la voix de Dieu est subordonnée au caprice impérial.

Il n'est personne qui n'ait appris, soit de l'histoire ecclésiastique, soit de publications contemporaines, les causes et les effets du schisme grec accompli en l'an 1093 de notre ère.

Aujourd'hui le clergé, sous la main d'une politique implacable, est obligé d'informer le gouvernement des complots qui lui sont révélés dans le secret de la confession.

Le saint synode, en fait, est la griffe des ordres et de la volonté du général aide de camp Frotasoff, le commissaire impérial, et réfère à la décision du czar tout ce qui présente un caractère d'importance.

Il y a trois degrés de juridiction dans l'Église grecque: 1° le synode, 2° le consistoire, 3° le prasténie.

Le clergé est régulier et séculier.

Le consistoire est une cour administrative et judiciaire; le chef de l'épiscopat y exerce un contrôle absolu. La rigueur des procédés s'allie à celle des arrêts.

Le prasténie est établi dans la plupart des villes de district. Le supérieur du plus important couvent le préside, des archiprêtres et quelques membres du bas clergé sont choisis pour former cette assemblée, qui con-

naît des infractions disciplinaires pour les punir. C'est seulement dans les cas de faits graves, tels que les vols commis par un membre supérieur du clergé, que l'évêque porte l'affaire devant le synode. Les juridictions ecclésiastiques et civiles séparées jugent chacune les faits qui les concernent. Un député, représentant l'Église, a mission, dans chaque ville, de défendre les ecclésiastiques appelés devant les cours civiles. Ce fonctionnaire assiste aux jugements, donne les explications nécessaires, mais n'a aucune voix délibérative. Les évêques et archevêques peuvent même, dans les délits ecclésiastiques, livrer l'accusé aux tribunaux ordinaires. La peine ordinaire pour les hommes riches, c'est d'être enrôlé dans l'armée, les autres sont envoyés aux colonies et aux manufactures. Le clergé est affranchi du recrutement, mais il est sujet aux peines corporelles. Au résumé, le despotisme est la base de l'autorité civile et ecclésiastique en Russie : chaque évêque est un despote dans son diocèse, chaque prêtre dans son église. Les deux tiers du clergé, au dire d'Ivan Golowine, dans son *Histoire de la Russie*, sont dans la détresse : les cures y sont multipliées outre mesure, et ce clergé est réduit à s'affamer par l'excès de son nombre. L'abrutissement suit l'ignorance qui amène l'ivrognerie, l'indélicatesse, l'avidité. A la dégradation du pasteur, correspond naturellement celle des ouailles ; voilà pourquoi, sans doute, au dire du colonel anglais Cameron, la vulgarité, les bas et vils penchants des

basses classes en Russie n'ont pas de parallèle dans le monde. Ce que l'Évangile perd en influence, la prison le conquiert, et il n'est pas rare de trouver dans le même local cinq ou six révérends détenus simultanément.

De la vaste population de la Russie, qui est de 70 millions d'âmes environ, 45 millions appartiennent à l'Église établie, 350,000 sont dissidents, 3,500,000 catholiques romains; les protestants comptent 2,500,000; il y a 10,000 moraviens et 2,500,000 mahométans; les juifs sont portés à 600,000, et les adorateurs du grand Lama de Thibet à 300,000. Mais parmi les diverses et nombreuses religions répandues sur cet immense espace, on trouve 200,000 idolâtres, et pas moins de 600,000 personnes sont adonnées aux dégoûtantes pratiques du fétichisme, adorant des chauves-souris et les plus bizarres espèces de brutes comme représentant la Divinité.

La valeur morale et la supériorité intellectuelle forment les titres les plus valables de la grandeur d'un peuple. Savigny, un éminent jurisconsulte, a démontré que les priviléges des municipes romains avaient été la source des franchises du moyen âge et le nœud des constitutions et des peuples modernes. C'est l'influence patente et latente des traditions du judaïsme, de la philosophie de la Grèce, des lois romaines et du christianisme se combinant, qui a été comme l'alvéole où s'est formée la société nouvelle; c'est cet esprit, dont le penseur trouve à chaque instant l'empreinte dans la politique,

dans la législation, dans les mœurs, qui forme ce patrimoine moral, legs des siècles imprescriptible sous les ruines des empires, et qui passe d'un peuple à un autre en parcourant le temps et l'espace. Guizot et Châteaubriand ont prouvé, dans leurs écrits, que l'Église avait été la gardienne de la liberté, le tribunat des peuples au sein du monde féodal. Là, tout homme pouvait se réfugier dans le cloître, qui était l'affranchissement au nom de Dieu. Le serf lui-même pouvait occuper le trône du Vatican où siégeait, incontesté et hors ligne, objet de la vénération des puissances temporelles, le suprême chef de la chrétienté.

C'était l'empire infini des armes de la foi opposé à celui restreint de la force et des impulsions corporelles. La science répond à la civilisation comme la barbarie à l'ignorance : les puissantes armées, le luxe des capitales, l'étendue des possessions, le nombre des sujets, la soumission aveugle et passive, le fanatisme ne constituent pas la force des États; c'est l'esprit de mansuétude, de dévouement, de charité, le sentiment de la liberté qui font des droits de tous la garantie mutuelle de chacun dans la diffusion de la morale et de l'intelligence; alors, la raison et le spiritualisme dominent et règlent les entraînements de la nature physique. Les distinctions de l'esprit se propagent, le niveau intellectuel s'élève pour toutes les classes.

L'empire russe, mesuré à cette échelle, ne permet

pas l'illusion; il est le produit de la malheureuse alliance d'un père tartare et d'une mère byzantine; par sa double généalogie, il souille son origine dans les fureurs de militaires despotes et dans les débauches les plus honteuses. C'est une triste histoire que celle déroulée par ses annales : il y a des caractères inhérents, sceau indestructible apposé sur des dynasties et des nations; tel est celui des czars. Vainement règnent-ils sur le huitième du monde habitable, le plus grand empire qu'on ait jamais vu; vainement, par la proportion ascendante des accroissements de sa population, au dire d'autorités compétentes, doit-il atteindre 300 millions d'âmes, il est dépourvu de ce qui rend la force profitable, l'instruction, ce semeur de la morale, et même du bien-être réparti sur tous. Au lieu de cela, un joug qui contamine l'esprit dans son noble essor, et une Église qui étouffe le sens spirituel et le germe de ce qui peut épurer et ennoblir l'humanité.

C'est pourquoi la Russie n'est que la personnification de la force brutale, l'incarnation du matérialisme, parce que le czar étant le Dieu terrestre, sa volonté devient l'unique règle; à son gré, il crée et défait la loi; c'est le dragon de l'Apocalyse combattant ces anges de la civilisation qu'on appelle liberté de pensée, liberté de conscience, vérité, justice. C'est le fatalisme des caprices d'un homme qui supprime le libre arbitre de tous.

Avec l'ignorance et la dépravation dans son clergé, ses

hordes de serfs; avec l'universelle corruption parmi tous les fonctionnaires du gouvernement, cette colossale machine est dépourvue de ce qui fait la gloire du chef et l'affection des sujets. Les aspirations spirituelles sont la vocation et la noblesse d'un peuple, elles forment les plus beaux fleurons du diadème qui doit orner le front de l'humanité rachetée par le sacrifice du Messie. Peut-être est-il dans les desseins de la Providence de faire surgir, du milieu des foudres de la guerre, le Salomon destiné à faire asseoir le règne du vrai Dieu sur l'abjuration du schisme qui a vicié et gangrené ce pays dans son culte, ses mœurs, sa politique!!!

Je me résume.

XI.

L'union des deux empires que sépare un simple détroit formant la clef de voûte de tout l'ordre européen et la barrière qu'aucune ambition ne peut franchir, sera dans l'avenir le plus glorieux titre de l'homme d'État chef du ministère sous lequel ce grand acte s'est accompli.

De grands résultats en sont sortis déjà. La Valachie et la Moldavie ont été délivrées. Celui qui les avait refusées à Omer-Pacha les réclamant au nom du droit, cédant à la force, a reculé d'étape en étape jusque derrière le Pruth,

limite assignée aux deux empires. Le pavillon russe a disparu des mers qui reconnaissaient sa souveraineté Bomarsund, ce créneau orgueilleux des îles d'Aland, a été réduit à livrer ses défenseurs à la captivité et à subir le drapeau vainqueur de la France et de l'Angleterre. — Il n'est pas un seul allié patent ou latent de la Russie qui ne l'ait répudiée. Si l'Autriche, plus engagée qu'un autre, n'a pas apporté la sanction effective que ses obligations donnaient lieu d'attendre ; si au moment décisif elle a reculé devant la conséquence immédiate de ses signatures diplomatiques et de ses préparatifs militaires ; — si l'heure du *casus belli* n'est pas venue pour elle, au moins faut-il convenir que cette surprise faite à la logique et au monde en démontre mieux la sagesse de la politique du cabinet dont lord Aberdeen est le chef. Une pensée constante l'a inspiré et dirigé ; c'est de poser avec la France un principe commun à la défense de l'Europe, en éliminant jusques à l'ombre d'une querelle personnelle et intéressée. On sait que leur déclaration à cet égard est un dogme. — C'est donc pour l'Europe l'ancre de salut. — Ses cabinets pourraient-ils la fuir sans violer le dépôt des intérêts de leurs peuples et les garanties qu'ils doivent transmettre intactes à l'avenir ?

Avec ou sans le concours de l'Allemagne, la France et l'Angleterre ont une force assez redoutable pour accomplir une œuvre où chacun avait une solidarité d'honneur et de devoir. Il peut y avoir des hésitations chez les uns,

de mauvaises dispositions chez les autres. — A ce propos, il me revient à l'esprit laprédiction de M. de Choiseul, lors du partage de la Pologne. Mais au point où la diplomatie et la politique anglo-française ont placé et défini leur symbole européen, l'Allemagne ne peut sans suicide y contrevenir. — Les protocoles de Vienne, leur esprit, les notes de M. Buol, et l'adhésion forcée du cabinet de Berlin, en dépit de ses inclinations russes, garantissait que pour la paix toujours, sinon pour la guerre, jusqu'à une victoire qui l'enrôle, l'Allemagne, fidèle à son propre salut, adhérente à la doctrine de l'équilibre européen, est avec la politique de lord Aberdeen et de Drouin de Lhuys. Autrement, il faudrait croire au triomphe de la passion qui prélude par le vertige aux irremédiables catastrophes.

Lord Aberdeen est un des Nestors de la diplomatie. A sa patiente longanimité a succédé le bruit d'armes qui retentit sans doute dans la Crimée, au moment où s'achève la biographie du ministre qui tenait le plus à l'alliance russe. Ainsi s'évapore la vaine pensée des hommes illustres. — La volonté la plus forte ne peut tenir contre le cours des choses humaines et les nécessités imposées par les événements.

BENJAMIN D'ISRAÉLI.

I

Un pays se révèle à l'étranger par les faits et écrits publics, et par la connaissance des hommes ; ce dernier aspect est le plus attrayant pour la foule. Voici pourquoi les portraits passionnent plus son intérêt que la simple chronologie des faits. La biographie est à l'ensemble des événements publics ce que la représentation animée des personnages d'une pièce sur la scène est à la froide histoire. Peut-être a-t-on considéré comme un hors-d'œuvre que cette galerie eût pour frontispice la statue d'un homme enlevé naguère à l'amour de son pays (1). Mais sa vie se confond avec le souvenir de la plus grande révolution économique qui se soit accomplie dans le monde. Parmi ses adversaires, il n'est pas assu-

(1) Sir Robert Peel.

rément de célébrité contemporaine qui offre une carrière semée de plus d'accidents et de surprises que celle de l'honorable M. d'Israéli, ex-chancelier de l'échiquier, aujourd'hui *leader* du parti tory à la Chambre des Communes.

Benjamin d'Israéli, d'origine juive, né à Londres à la fin de 1805, est fils du célèbre auteur des *Curiosités de la littérature.* Après avoir achevé ses études, il fut placé comme clerc chez un *sollicitor* de Londres, M. Chapman, sous le toit duquel, suivant son témoignage, il a dormi trois ans, mais en menant joyeuse vie au dehors, durant le jour.

Gibbon a dit que quiconque s'élève au-dessus du niveau ordinaire reçoit deux éducations : la première de ses maîtres; la seconde, plus importante, de lui-même. M. d'Israéli en est un exemple; sous les auspices du libraire Murray, auquel le souvenir de lord Byron a donné une célébrité universelle, il fait un journal, *le Représentant*, qui eut six mois d'existence, après avoir occasionné à l'éditeur une perte de 500,000 francs. Mais ce qui est un linceul pour l'homme prompt au découragement, n'est qu'un stimulant énergique pour celui qui, ferme après une défaite, n'aspire qu'avec plus d'intrépidité à une revanche de la fortune. — *Vivian Grey* fut l'acte d'appel au public. Cette fois-ci le succès fut rapide et complet. Ce roman n'était que le messager d'une fortune politique. La simultanéité d'une riche imagina-

tion et d'une puissante logique, en d'autres termes, l'alliance d'un talent qui imagine et démontre à la fois, est communément regardée comme incompatible. Vainement quelques esprits supérieurs démentent ce proverbe de la vulgarité, elle n'en continue pas moins à refuser au génie la faculté d'être deux fois immortel.

Un écrivain de renom, M. Forcade, a dit qu'en Angleterre, dans la classe où se recrutent les vocations politiques, on naît whig ou tory ; on ne le devient pas. Entre les deux drapeaux, la naissance fait le choix ; les parvenus seuls, les hommes nouveaux, choisissent. M. d'Israéli était dans cette dernière catégorie. En 1827, il débute par *Vivian Grey*. C'était un de ces moments où deux principes en présence se livrent un combat dont l'issue doit être l'inauguration d'une nouvelle politique. Canning avait fait entrer l'esprit nouveau dans les conseils de la couronne, jusques alors dominés par une seule préoccupation, la résistance. Tout était attente et émotion au sein de ces pressentiments qui faisaient osciller une société entre l'espérance et la crainte. Alors le souffle de l'avenir crée l'audace des formes et des conceptions littéraires.

On a cru que M. d'Israéli avait voulu se peindre lui-même, en s'identifiant avec le héros de son œuvre, doué d'une ambition aussi tenace qu'ardente. L'intrigue, voilà le moyen; pour Vivian Grey, la politique n'a qu'un seul but : réussir. Il cherche à s'élever sous les auspices du

grand Nobleman, le marquis de Carabas, « cet ami bouc des plus haut encornés! » Ce dogme du scepticisme n'est autre chose que l'oubli et la trahison des principes qui fondent justement la grandeur de la société sur l'abnégation individuelle et l'émulation dans le sacrifice. *L'Étourdi, le Fat, le Brillant Contarini aux prises avec M. l'Autrichien, les Deux Nations, l'Épopée révolutionnaire, Tancrède*, et une foule d'autres écrits constatent la versatilité de M. d'Israéli. L'homme public se montre à l'avance dans le romancier. C'est un centaure qui s'élance, sous un panache de tory, dans le champ des systèmes les plus opposés. Suivant les circonstances il changera de couleur comme de route pour arriver à son but. A la différence du politique de race qui est fier jusques à la raideur, celui par aventure est flexible à outrance; sa personnalité l'absorbe; pour ce dernier, le moi a toujours préséance sur un principe et un intérêt publics.

Toutefois, pendant que le brillant touriste, tel que Childe Harold, errait dans la poésie, s'inspirant au souffle des plus grands souvenirs, à Venise, à Séville, à Janina, au plus fort de la guerre civile, à Jérusalem, aux Pyramides, à Constantinople, la transformation des lois par un nouvel esprit emportait le patronage des marquis de Carabas. Désormais la faveur d'un grand ne décernera plus le laurier parlementaire; il faudra l'obtenir de la foule charmée ou convaincue. M. d'Israéli n'était pas un de ceux qui pouvaient prendre ombrage

de ces conditions faites au candidat. Il sentait en lui ce qui attire les multitudes en les fascinant; d'ailleurs, il avait une nature assez élastique pour être, à volonté, ou le mignon d'un grand seigneur capté par une fine adulation, ou le favori d'une multitude séduite par les grands effets oratoires à couleurs tranchantes et les pompeuses images de la liberté. L'apprenti chambellan du marquis de Carabas devint tribun. Le langage allait changer comme le costume.

Ce contraste devait ressortir dans l'épigraphe de *Sybil*, fidèle miroir d'un livre dirigé contre cette aristocratie, dont l'auteur devait, plus tard, au moyen d'une nouvelle volte-face, devenir un des plus ardents champions. Nous citons cette devise, qui reflète la pensée de l'auteur sur la couverture de son livre : « Il n'y eut jamais tant de nobles et si peu de noblesse. » L'écrivain, écartant les voiles et les nuances, correctif d'une opinion extrême, attribuait à l'aristocratie le tort irréparable d'avoir causé et prolongé les souffrances du peuple. Par une inconséquence moins autorisée en Angleterre qu'ailleurs, il devait diriger un jour les traits de ses sarcasmes les plus acérés contre le grand ministre, qui, mieux inspiré que l'auteur de *Sybil*, n'avait pas revêtu des plus saignantes couleurs le tableau des misères de la concurrence industrielle pour stigmatiser le patriciat anglais, mais prétendait raffermir l'ordre social par l'amélioration des salaires et le bon marché de l'alimentation.

Le peintre qui avait fait de la fantaisie une propagande anti-aristocratique, va exagérer le torysme, à l'encontre de l'homme d'État éclairé et pratique qui veut consciencieusement appliquer le remède aux maux exposés dans leur effrayante nudité par le romancier.

D'abord ultra-libéral, M. d'Israéli brigua tour à tour sans succès les représentations de Marylebone et de Wycombe. Recommandé, dans cette dernière candidature, par M. Hume au parti radical, et placé sous les auspices de M. O'Connell, il prenait alors pour symbole populaire la restriction de la durée du mandat parlementaire et le vote au scrutin. Mais il ne put, en dépit de son programme, gagner la confiance des radicaux ; car il ne suffit pas de flatter leur ignorance par l'exagération des discours, il faut encore désarmer leur envieuse suspicion par une identité de relations, d'habitudes et d'origine. Le comte Grey, chef du parti whig alors, en voyant surgir ce nom inconnu, d'un ton où se montre toujours le grand seigneur, demandait : *What is he?* Qu'est-il? Dans un pamphlet, celui qui avait été l'objet de cette question dédaigneuse, déclarant la chambre des lords virtuellement défunte, s'écrie : « Croyant dès lors qu'il est entièrement impossible de restaurer le principe aristocratique, et qu'à moins que quelque principe d'action ne soit infusé dans le nouveau gouvernement, une explosion doit arriver, quels sont les meilleurs moyens de rendre le principe démocratique prédominant? Le rappel

de la septennalité, le vote au scrutin, et l'immédiate dissolution du parlement. » Telle est la solution radicale qu'adopte celui qui gardera, sinon l'esprit, au moins les moyens révolutionnaires, même dans sa métamorphose de conservateur, alors qu'il est devenu le second du chevaleresque lord Derby. Les whigs et les peelistes, en dépit de l'accusation banale de démagogie, en sont les adversaires autrement sérieux que les puérils souteneurs d'une protection surannée. Quoi de plus insensé que de prétendre, comme le parti protectionniste, au sein d'un peuple éclairé, tenir la nation en état de blocus, à l'aide et pour le profit d'une minorité d'impuissants privilégiés ?

Évincé par le scrutin, le futur chancelier de l'échiquier occupa son active exubérance par la composition de ce Contarini Flemming, qui, dégoûté des triomphes mondains, « rêvait au crépuscule la création des choses belles comme le soleil d'or et la tremblante étoile. » C'est un de ces serments de l'ambition forcément en retraite qui, à la première occasion, s'échappe de sa cellule pénitentiaire pour courir dans le domaine de l'action, et qui ne file la soie des beaux songes de tranquillité qu'à défaut des réalités rebelles qu'il lui est impossible d'atteindre.

Le parti tory étant au pouvoir, en 1835, M. d'Israéli devient candidat pour Tauton, *après avoir retourné son habit*, suivant l'expression qui lui fut appliquée alors. Mais dans l'ardeur de sa conversion, il va jusques à atta-

quer ses patrons et ses amis d'hier, notamment le libérateur de l'Irlande; celui-ci le traite d'apostat, d'ingrat, de charlatan, et, finissant sa diatribe par un sarcasme, il frappe au visage « ce réformateur radical devenu tout à coup conservateur et se croyant assez tory maintenant pour enlever à Peel lui-même la direction du parti. Je ne puis m'empêcher de croire que si on faisait sa généalogie on ne trouvât qu'il est le descendant et l'héritier du voleur qui mourut sur la croix dans l'impénitence finale. » S'inspirant de sa colère, *mauvaise conseillère*, M. d'Israéli provoque en duel M. Morgan O'Connell, le fils de son agresseur, et il écrivit au dédaigneux agitateur de l'Irlande : « Nous nous rencontrerons à Philippes (la chambre des Communes), où je saisirai la première occasion de vous infliger le châtiment des insultes que vous m'avez adressées. »

Ce qui revint à M. d'Israéli de cette prosopopée batailleuse, dans un pays où ces façons de pourfendeur sont mal sonnantes, fut la célébrité du ridicule, tandis que le libérateur était à l'apogée de sa réputation. Le docteur Johnson a remarqué qu'il y a des êtres ayant une telle fureur de faire parler d'eux, qu'ils se rouleraient dans un égout plutôt que de passer inaperçus. Le *quod monstrer digito prætereuntium* était la passion dominante de M. d'Israëli. A son début sur la scène du monde, une bonne impression à laisser lui importait peut-être moins que l'effet, qu'il fallait produire à tout prix. Connaissant

les côtés faibles de la nature humaine, il savait que la multitude n'est dominée que par la superstition de la supériorité de la part de ceux qu'elle prend pour chefs. Le succès qui n'est pas applaudi, la chute qui n'est pas connue ne comptent pas pour le monde. C'est ce que Pascal exprimait si bien par ces mots : « L'opinion fait tout. » L'enfant lacédémonien pourrait servir de modèle à l'aventurier politique. Avant de se faire accepter beaucoup ont dû commencer par s'imposer. On n'a pas désespéré de M. d'Israëli, parce qu'il n'a pas désespéré de lui-même. Quoiqu'il ait commencé par perdre à ces premières parties où tout débutant engage les arrhes de sa réputation et de son avenir, il n'a jamais été réduit à la condition d'un joueur ruiné auquel il ne reste rien que la chance d'un coup de dé ; il avait, pour refaire son enjeu, richesse, talent, jeunesse et une réputation acquise. L'auteur de *Vivian Grey* était sûr d'attirer l'attention dans les salons du grand monde. La noblesse de l'esprit est partout de pair avec les plus antiques écussons héraldiques.

En 1835, parut sa défense de la constitution britannique, dédiée à lord Lyndhurst. C'est l'exaltation des torys et un anathème contre les whigs ; le libéral entaché de radicalisme avait subi une entière métamorphose. Les Lettres de Dunymède, modelées sur celles de Junius, où tout whigh éminent est impitoyablement exécuté, apparurent dans le *Times* en 1836. Elles étaient dédiées à sir

Robert Peel, qui était alors le *chevaleresque champion qui devait faire mordre la poussière au dragon de la démocratie.* « Dans la chevalerie de votre caractère repose notre seul espoir ; protégés par votre splendide talent et la pureté de vos intentions, nous avons la confiance que vous enchaînerez le monstre sauvage ennemi de la nation, et que nous pourrons voir encore la trahison, la sédition et la rapine disparaître devant votre puissance et votre courage. »

II

En 1837, M. d'Israéli réalise enfin son plus cher désir, il est élu membre pour Maidstone; il était consumé de la passion de la renommée. Sans prendre le temps de connaître ce terrain nouveau pour lui, il fait son *Maiden speech* qui excite un rire formidable : mais comme le Scythe avant de fuir, il jeta en guise de flèche à son auditoire malveillant ces paroles prophétiques : « J'ai entrepris bien des choses et j'ai fini souvent par » réussir, je m'assieds maintenant, mais le temps viendra » où vous m'écouterez. » Il est des instincts dont la force les un sûr pronostic de l'avenir. Sheridan, le rival de

Pitt et de Fox, malheureux à son début, avait en lui la conscience de sa force. Nelson, en voyant son nom omis dans les dépêches, s'écriait aussi : « Souvenez-vous qu'un jour j'aurai une gazette pour moi. »

Aux élections générales de 1841, M. d'Israéli fut élu à Shrewsbury ; beaucoup d'hommes jeunes et élégants, au sein desquels il se faisait remarquer comme l'organe de la jeune Angleterre, entraient au Parlement. C'était une vague aspiration de régénération sociale qui ne s'offrait pas sous des formules très-nettes. Abstractivement, on peut dire avec Goëthe : « Il n'est pas nécessaire à la vérité de prendre un corps, c'est assez qu'elle se répande spirituellement et que, semblable au son d'une cloche aimée, elle ondule à travers les airs ; » mais politiquement, cette théorie n'est qu'un mirage : tout ce qui ne se dégage pas en organes intelligibles à la foule, en résultats utiles, ressemble à ces feux follets qui s'élèvent pour s'évanouir bien vite sans laisser aucune trace. Aussi la jeune Angleterre n'a positivement rien légué à l'avenir qu'une prétention qui a fourni à M. d'Israéli sa première assise pour la renommée. L'appui enthousiaste d'une phalange distinguée d'ardents admirateurs lui a donné une force sans laquelle, aussi isolé qu'impuissant dans ses élucubrations, ou perdu dans la foule, il eût été réduit à consumer en pure perte ses efforts et son ambition. C'était comme leur coryphée que, deux ans au moins avant le schisme conservateur de 1846, il avait

commencé à ouvrir le feu contre sir Robert Peel, tant préconisé par lui. Bien plus, en diverses occasions, notamment le 10 mai 1842, M. d'Israéli, dans un discours sur le tarif, vantait la grande et heureuse influence des doctrines de M. Huskisson, et essayait de prouver que tous les torys éminents, depuis Pitt jusques et y compris sir Robert Peel, avaient été les champions de la liberté commerciale.

Cependant, en 1846, ce libre-échangiste devient l'organe de la protection. Quel motif pouvait le pousser à se poser comme le gladiateur de la grande propriété aristocratique à laquelle ne le rattachaient ni ses inclinations, ni ses souvenirs, ni ses goûts, ni ses opinions? Serait-ce parce que tout ce qui avait talent et autorité était passé avec armes et bagages de l'autre côté? M. d'Israéli, transportant les maximes de ses Romains dans la politique, aurait-il voulu soutenir la gageure du paradoxe brillant d'esprit contre la vérité économique hérissée de chiffres démonstratifs des droits du peuple? Sans souci de la justice de la cause, aurait-il, comme l'archer écossais, choisi le parti où l'absence de concurrents ouvrait un plus facile accès à la rapide conquête de la prééminence et de la fortune? En effet, le futur chancelier de l'échiquier avait de bien plus sérieuses chances d'être burgrave sous l'étendard où MM. Herries, Walpole, sir Pakington, Newdegate et Christopher formaient l'état-major, que là où brillaient Peel, lord

Palmerston, lord J. Russel, sir J. Graham, M. Gladstone, etc., etc.

Ici se présente un spectacle aussi curieux qu'instructif par le duel de l'homme d'imagination avec un tacticien qui ne livre rien au hasard, et qui oppose comme une cuirasse invulnérable le syllogisme d'une pratique consommée. Dans cette brillante campagne, M. d'Israéli, tour à tour, avec toutes les ressources de l'esprit et du sarcasme, se trouve aux prises avec tout ce que la science, l'expérience, l'autorité, peuvent prêter de force aux vérités économiques dont le triomphe se confond avec l'intérêt de tout un peuple. Là plus que partout ailleurs, se montre à visage découvert l'antagonisme qui sépare toujours les esprits formés à la science des faits de ceux enfermés dans l'étroit horizon des partis. Il est si facile de faire ressortir ou d'inventer même un ridicule. Mais en dépit des rires, des sophismes spécieusement déduits, des blessures du sarcasme, de tous les artifices du langage, le bon sens reste sur sa base immortelle. On peut le voiler sous les nuages de l'opinion obscurcie, mais on ne le détrône pas. En présence d'une pareille lutte, le biographe doit se retirer devant les acteurs qu'il faut rappeler sur la scène un instant. Il est à regretter que les bornes imposées à ce travail n'autorisent que de courtes citations.

On a vu dans une étude précédente sur Robert Peel comment ce grand ministre, fort du sentiment de la jus-

tice de son œuvre et de sa conscience, plaçait sa gloire à ne se laisser ni troubler ni arrêter par les récriminations et les attaques du parti qu'il avait dirigé. Lord John Russell, le chef des whigs, était venu témoigner de son concours sincère. M. d'Israëli devint la voix des deux cent quarante protectionnistes qui avaient la rage dans le cœur en se voyant livrés par celui qu'ils croyaient devoir être leur complice dans leur impénitence, parce qu'ils l'avaient longtemps proclamé leur chef.

III

« Que devons-nous penser, dit l'orateur, de l'éminent » homme d'État qui, ayant servi sous quatre souverains, » ayant été appelé à diriger le vaisseau en tant d'occa- » sions et dans des circonstances si difficiles, a jugé né- » cessaire, dans l'espace de trois ans, de changer de con- » viction sur cet important sujet qu'il avait eu le loisir » d'étudier durant un quart de siècle. J'avouerai, Mon- » sieur, qu'un tel ministre peut être consciencieux, mais » j'ajouterai qu'il est bien malheureux; je dirai aussi » qu'il devrait être le dernier homme du monde à se » retourner vers son parti pour le tancer d'un air de » menace. J'éprouve une difficulté à trouver dans l'his-

» toire un exemple qui puisse s'appliquer à la situation
» du très-honorable gentleman. Le seul que j'aperçoive
» est un incident de la dernière guerre du Levant, qui
» fut terminée par la politique du noble lord Palmerston.
» Lorsque la lutte s'engagea, l'existence tout entière de
» l'empire turc étant en jeu, le dernier sultan, homme
» très-énergique, résolut d'équiper une flotte immense.
» Il réunit en conséquence un vaste armement. Les équi-
» pages furent composés d'hommes choisis, les officiers
» étaient les plus habiles qu'on eût pu se procurer, et
» tous, officiers et matelots, furent récompensés avant de
» se battre. (Rires.) Jamais armement semblable n'avait
» quitté les Dardanelles depuis le départ de Soliman le
» Grand. Le sultan assista en personne au départ de la
» flotte; les muphtis prièrent pour l'expédition, comme
» tous les muphtis prièrent chez nous pour le succès des
» dernières élections générales. La flotte partit; mais
» quelle fut la consternation du sultan, lorsqu'il vit le
» grand amiral entrer tout à coup dans le port de l'en-
» nemi. (Rires bruyants.) Mais Monsieur le grand ami-
» ral, dans cette circonstance, fut beaucoup calomnié.
» Lui aussi, on l'appela traître, et lui aussi se défendit.
» Il est vrai, dit-il, que je me suis placé à la tête de cette
» vaillante armada, — il est vrai que mon souverain
» m'a embrassé, — il est vrai que tous les muphtis du
» royaume ont fait des prières pour l'expédition, mais
» j'avais des objections à la guerre. (Rires.) — Je ne

» voyais pas d'utilité à prolonger la lutte, et ma seule » raison pour accepter le commandement, fut de me » procurer le moyen de terminer le différend, en trahis- » sant mon maître. (Applaudissements bruyants.) »

Il disait encore : « Il est très-bien que le très-hono- » rable vienne devant cette table et dise : « Je ne songe » qu'à la postérité, bien qu'en vérité je fasse de ce côté » de la chambre ce que je conseillais de ne point faire » lorsque je siégeais de l'autre côté. (Applaudissements.) » Mais j'ai des sentiments magnanimes ; je poursuis un » but héroïque, et, le regard fixé sur la postérité, je me » moque de vos applaudissements et de vos repro- » ches. » Mais, Monsieur, nous devons nous deman- » der nous-mêmes, comme membres de la Chambre » des Communes, comme sujets d'un gouvernement po- » pulaire, nous devons nous demander par quel moyen, » par quel mécanisme, le très-honorable gentleman est » monté à la position qu'il occupe et d'où il gourmande » ses anciens amis avec tant de mépris? Monsieur, le » très-honorable gentleman avait soutenu pendant des » années une politique contraire. Nous nous souvenons » bien de ce côté de la chambre, et non peut-être sans » rougir, des efforts que nous avons faits pour le porter au » banc où il siége aujourd'hui. Qui ne se rappelle la cause » sacrée de la protection ? Il est charmant, sans doute, » d'entendre l'honorable baronnet parler comme il vient » de le faire de ses rapports avec la reine! Monsieur, il a

» rendu visite à la reine; mais quelle est la reine qui
» aurait appelé auprès d'elle le très-honorable baronnet,
» si en 1841 il ne s'était pas mis à la tête des gentlemen
» d'Angleterre (applaudissements), position bien connue
» pour être préférable à la confiance des souverains et
» des cours? Il sied bien à l'honorable gentleman de
» prendre ces grands airs; mais je me fais une autre
» idée d'un grand homme d'État. Un grand homme
» d'État, à mes yeux, est un homme qui représente une
» grande pensée, une pensée qu'il incarne en lui, une
» pensée qui peut le conduire au pouvoir, une pensée
» qu'il peut développer, une pensée qu'il peut et qu'il
» doit faire pénétrer dans l'esprit d'une grande nation.
» — Voilà, Monsieur, à mon idée, ce qui constitue un
» grand homme d'État, qu'il soit manufacturier, ou fils
» de manufacturier, peu m'importe. (Applaudissements.)
» Voilà, en effet, une grande, une héroïque situation de
» la destinée d'un homme qui n'a jamais une idée origi-
» ginale, qui épie toutes les variations de l'atmosphère,
» — et cherche toujours à se mettre sous le vent. (Applau-
» dissements.) Un tel personnage peut être un ministre
» très-puissant, mais il n'est pas plus un grand homme
» d'État que le premier venu qui monte derrière une
» voiture n'est un grand cocher. (Rires redoublés.) As-
» surément, ils sont tous deux disciples du progrès.
» (Rires.) Ils ont peut-être tous deux de bonnes places.
» (Éclats de rires.) »

« Nous avions résisté à la proposition modérée des » whigs, nous l'avions rejetée, nous confiant dans l'expé- » rience de ce personnage éprouvé,— le gentleman qui a » servi quatre souverains. (Grand rire.) Nous fûmes assez » aveuglés pour croire qu'un homme de tant de talents, » d'une si vieille expérience, doué d'avantages si immen- » ses, ne pourrait pas faire de grosses et palpables sot- » tises. Nous le prîmes pour chef, afin de gagner la » victoire de la protection, et maintenant nous assistons » à la catastrophe de la protection. (Grand rire.) — Les » whigs doivent conduire le deuil. — Ils doivent pleurer » leur innocent, quoiqu'il ne fût qu'un avorton. (Applau- » dissements mêlés de rires.) — Mais le nôtre était un » bel enfant, qui a pu oublier comme sa nourrice le ber- » çait et le dorlotait ! O cher ! quel délicieux *baby !* char- » mant, peut-être ! si bien portant ! Avez-vous vu jamais » rien de si beau ? Tel était le ton, l'innocent jargon de » la très-honorable nourrice ; et maintenant, tout d'un » coup, dans un accès de frénésie patriotique, elle lui » brise le crâne. (Éclats de rires.) Pourquoi ? Pour quel » motif ? La nourrice était pourtant une personne très- » rangée, point adonnée à la boisson (on rit), se livrant » rarement à cet élan de haute rhétorique dont elle nous » a favorisés ce soir, et que le seul désespoir semble lui » inspirer. (Bruyants applaudissements.)

» Je comprends un roi absolu, choisissant des con- » seillers parmi les plus habiles de ses sujets, et gouver-

» nant par eux ses États. Je comprends aussi une grande
» Constitution parlementaire. Ce régime peut avoir pro-
» duit de grands maux, mais il a aussi de grands résul-
» tats. A quel point de dégradation cette Chambre des
» Communes, autrefois si fameuse, ne tomberait-elle
» pas, si les principes que nous avons entendu défendre
» cette nuit par le très-honorable baronnet étaient uni-
» versellement admis ! Je le demande : cette assemblée
» serait-elle plus longtemps autre chose qu'un sénat ser-
» vile ? Avec six cents membres sans union, sans lien
» sympathique de grands principes communs, exerçant
» virtuellement tous les pouvoirs, et possédant tout le
» patronage dans l'État ; six cents conseillers ayant à
» leur tête un homme nommé par le souverain, pour les
» diriger à sa guise, sans parti, sans contrat de parti ;—
» qui peut douter qu'un corps pareil ne dût tomber dans
» l'abjection et la corruption ? Voyez la France (c'était
» en 1846), quoique ce pays ait une excuse pour la si-
» tuation de son assemblée populaire. Elle est dans l'en-
» fance du régime représentatif ; mais vous y voyez ce
» qu'est un gouvernement populaire qui n'est point con-
» duit par l'influence de grands partis. Aspirez-vous à
» une telle position ? Vous n'en viendrez pas là. Mais par
» où veut-on vous faire passer ? Si vous aviez affaire à
» un ministre audacieux, à un Danby, ou à un Walpole,
» qui vous dît franchement : « Je suis corrompu et je
» veux que vous le soyez aussi (allusion aux paroles

» de M. Guizot, au banquet de Lisieux), vous pourriez » vous mettre en garde contre lui; mais je ne puis sup- » porter un homme qui vient ici et dit : « Je gouvernerai » sans égard pour les partis, quoique je me sois élevé au » moyen des partis, et je ne me soucie pas de votre juge- » ment, parce que j'attends la postérité. » Très-peu de » gens, Monsieur, atteignent à la postérité. (Rires.) Quels » sont ceux parmi nous qui y arriveront? Je n'ai pas la » prétention de le prédire. La postérité est une assemblée » très-restreinte. Les hommes qui atteignent à la postérité » ne sont guère plus nombreux que les planètes. Mais » une chose est évidente : c'est que tandis que nous en » appelons à la postérité, que nous admettons les prin- » cipes du commerce émancipé, nous admettons aussi le » principe de la politique relâchée! Maintenir la ligne de » démarcation entre les partis, c'est conserver l'intégrité » des hommes publics. »

On ne rend pas la parole plus chatoyante, on ne lance pas le javelot d'une main plus habile. C'est brillant comme l'orfévrerie la mieux sculptée, c'est irrésistible de fine ironie. Quelques jours après, sir J. Graham, le dialecticien serré, sans défaut de cuirasse, aujourd'hui premier lord de l'amirauté, défrayait à son tour la verve où l'atticisme de la forme se sert des tons les plus heureusement nuancés.

M. d'Israéli, après avoir fait la part de la mobilité des opinions dans un sujet aussi important, disait :

« Il est possible que nous ayons abandonné une grande » partie de nos théories, cependant il nous est permis de » revendiquer les grands principes sur lesquels reposent » les bases de notre système ; ils restent intacts. Mais je » défie nos honorables adversaires, quoiqu'ils aient donné » libre carrière à leurs sarcasmes contre les avocats de » la protection pendant beaucoup d'années, je les dé- » fie d'apporter un catalogue d'opinions abandonnées » par nous de moitié aussi long que celui que je viens de » retracer rapidement, et qu'à défaut de temps j'ai laissé » incomplet. Que ferons-nous de ces opinions, de ces » arguments épuisés, de ces faussetés démasquées ? » Notre grand poëte national a imaginé des limbes où » reposent tous les systèmes abandonnés, toutes les vaines » fantaisies de l'école. Je crois, monsieur, que nous de- » vrions inventer des limbes pour les économistes. (Ap- » plaudissements et rires.) C'est là que nous déposerions » tous les arguments qui ont servi à leurs desseins, et » tous les sophismes qu'ils ont reniés. (Applaudisse- » ments.) »

Selon M. d'Israéli, l'abaissement des salaires agricoles correspondrait à celui des denrées : comme témoignage de la prééminence de prospérité qu'assurait l'agriculture, il s'appuyait de l'état du Lincolnshire, uniquement agricole. « J'ai souvent songé, s'écriait-il dans le langage de » l'antique éloquence, du haut de la noble tour qui do- » mine la capitale de ce comté, représenté dans cette

» chambre par les ancêtres du vaillant colonel Sibthorp,
» depuis les temps des derniers Stuarts; j'ai souvent
» songé que si nous pouvions saisir le démon de l'éco-
» nomie politique, le placer dans cette niche célèbre, et
» lui ordonner de regarder autour et de décrire ce qu'il
» verrait, il admirerait de là des plaines interminables se
» déployant jusques à l'Humber, naguère et presque de
» mémoire d'homme le domaine des bêtes sauvages,
» couvertes maintenant de luxuriantes moissons; au midi
» il planerait sur Lincolnheats, où certainement, de mé-
» moire d'homme, un phare avait été élevé pour guider
» le voyageur à travers les landes désertes, et qui est
» maintenant un des sols les plus fertiles du royaume;
» à l'est il verrait des marécages jusques à la mer, tous
» fécondés par la machine à vapeur, et les grands marais
» qui, autrefois, étaient sous l'eau au moins la moitié
» de l'année, desséchés maintenant, l'un sur un espace
» de soixante mille acres, un autre dans un parcours de
» quatre-vingt-dix mille, et nourrissant une population
» nombreuse, prospère et contente. (Applaudissements
» enthousiastes.) Eh bien! si la protection n'avait jamais
» existé, le Lincolnshire ne serait encore qu'une bruyère
» aride et qu'un marais. »

Pendant que M. d'Israéli, multipliant les tours de force d'un esprit d'agression, faisait pleuvoir comme une grêle les invectives, les sinistres pronostics, sir Robert Peel, dans le calme de sa nature et de sa résolution,

marchait droit au but. Voici un échantillon de sa grande et imposante allure oratoire. Au tirailleur qui harcèle pour produire une déroute, succède l'homme d'État qui rallie et organise.

« C'est avec la plus vive insistance, et d'après une » conviction appuyée, non sur l'expérience de trois an- » nées, mais sur l'expérience des mesures qui ont dimi- » nué antérieurement la restriction et la prohibition, » que je vous conseille de donner un grand exemple aux » autres nations, en persévérant dans la voie où vous êtes » entrés. Vous serez conséquents avec le système que » vous avez suivi jusqu'ici. Poursuivez ces mesures, et » vous donnerez au gouvernement une garantie du main- » tien de la paix, et vous fournirez un gage de plus au » contentement, à la prospérité de la masse de la nation. » Sans doute, vous pouvez faillir; toutes les précautions » humaines sont nécessairement précaires. Lorsque vous » aurez adopté ces mesures, vous ne serez pas assurés » pour cela que la prospérité du commerce et des ma- » nufactures se maintiendra sans interruption. Il semble » qu'une grande prospérité amène toujours une réaction » après elle, et qu'une époque de dépression doive suivre » une époque d'activité et de succès. Cette période de » dépression peut reparaître; elle peut se reproduire et » coïncider avec une disette occasionnée par de mau- » vaises saisons. Vos années de 1841 et 1842, en dépit » de toutes vos précautions législatives, peuvent revenir

» encore. Permettez-moi de vous rappeler ces tristes an-
» nées pleines de tant d'afflictions. Les temps d'abon-
» dance peuvent cesser et ceux de cherté leur succéder ;
» et si ces désastres se représentent, si nos devoirs nous
» imposent encore d'exprimer nos sympathies pour les
» souffrances du peuple, et de l'exhorter à les supporter
» courageusement, je demande à tout homme qui m'é-
» coute de rentrer dans son propre cœur et de s'interro-
» ger lui-même. Ne sera-ce pas une consolation, dès
» lors, de penser que nous serons affranchis nous-
» mêmes de la lourde responsabilité de régler l'approvi-
» sionnement des subsistances? Nos témoignages de
» sympathie ne paraîtront-ils pas plus sincères? Nos
» exhortations ne seront-elles pas plus persuasives, si
» nous pouvons soutenir, avec l'orgueil de la vérité, qu'à
» une époque d'abondance relative, tandis que nous
» n'étions assaillis par aucune nécessité, et que nous
» n'avions à céder à aucune clameur, nous avons prévu
» les difficultés et écarté tous les obstacles qui s'oppo-
» sent à la libre circulation des bienfaits du Créateur?
» Ne sera-ce pas la décharge d'une grande responsabi-
» lité que de pouvoir dire à ce peuple souffrant : Ces cala-
» mités sont des châtiments qu'une Providence sage et
» bienfaisante nous inflige pour quelque grand dessein,
» peut-être pour abaisser notre orgueil, peut-être pour
» nous convaincre de notre néant et nous rappeler aux
» sentiments de notre dépendance : il faut les supporter

» sans murmure, comme envoyées par la Providence;
» car elles ne sont pas aggravées par des institutions
» humaines. »

Voilà l'homme politique en même temps que le chrétien. Dans le sentiment de sa dignité comme chef du gouvernement, il ne s'arrête pas un seul instant aux attaques personnelles dont il est l'objet, mais il poursuit son œuvre avec courage, dans une complète abnégation. Un de ses lieutenants, sir James Graham, fera justice de ces agressions passionnées. Mais ce serait s'écarter de notre sujet que d'y placer des explications autres que les paroles de l'illustre victime des sarcasmes de M. d'Israéli.

IV

La retraite de l'illustre baronnet aussitôt après son triomphe fut le terme de ces lices brillantes. Au dire de M. Sheil, la mort de sir R. Peel mit plus tard son antagoniste dans la condition d'un chirurgien dont le scalpel reste sans emploi, faute d'un sujet à disséquer. A la formation du ministère Derby, en février 1852, M. d'Israéli devint chancelier de l'échiquier. L'occasion lui était offerte

de justifier, par l'habile aménagement des finances d'un grand pays, ses titres à sa confiance. Horace Walpole raconte que sir S. Dashwood, lord chancelier de l'échiquier sous le ministère Bute, dirigea son premier et seul budget avec si peu d'entente de la situation, que lui-même, contraint de reconnaître son incapacité, convenait avec dépit, qu'en l'entendant nommer on dirait : « Le plus pitoyable chancelier que l'Angleterre ait eu. » M. d'Israéli avait un blanc-seing de ses collègues. Après un travail de trois mois, avec toute l'assistance et les ressources du pouvoir, il a produit un plan qui, méconnaissant les saines garanties du crédit national, déchaînait les villes sans satisfaire les campagnes. La conclusion, c'est qu'il ne suffit pas d'être un orateur pour être un homme d'État, encore moins pour être un grand financier. On n'y parvient que par de longues études et une expérience spéciale. M. Gladstone, de l'école de Peel, était mieux préparé à occuper un poste où les aptitudes et le savoir sont préférables à l'esprit inventif du romancier dont lord Derby avait fait le pilote de sa navigation, sur une mer semée d'écueils, où la fortune d'un ministère obligé d'obtenir la licence d'un parlement devait naufrager.

M. d'Israéli était novice dans cette carrière, et il avait en face de lui les stratégistes par excellence du chiffre et de l'économie politique. Il a succombé dans une tâche dépassant ses forces, cela devait être. Il n'en est pas

moins un incontestable et rare esprit ; ses ouvrages, ses discours, ses succès, et jusques à ses défaites, en font foi. Il est clair dans ses exposés. Quand il attaque, c'est le pamphlet élevé à la puissance de la forme oratoire. Les effets qu'il produit ressortent plus de la nature facile de son esprit que des savantes combinaisons de son talent, ou du calcul de mouvements prémédités : c'est pour cela qu'il est plus redoutable encore dans la réplique ; car là ses habits de pourpre étonnent davantage encore, et reçoivent un nouvel éclat des surprises de l'impromptu.

Au risque, par des citations tronquées, de faire ressembler des extraits détachés au papillon dont les ailes brillantes au soleil s'obscurcissent à l'ombre, je citerai quelques bons mots restés dans les annales parlementaires.

En 1844, aux caresses que le premier ministre fait à l'opposition, M. d'Israéli préjuge les nouvelles vues qui l'inspirent. Il accuse dès lors l'administration Peel d'être une hypocrisie organisée, puis, frappant du même coup le duc de Wellington, *disciplinant la Chambre des lords comme une troupe militaire, tandis que le premier ministre prétendait réduire la Chambre des communes aux attributions d'un comité paroissial.* — Un jour, accusant sir R. Peel de n'être tour à tour que le plagiaire des idées de MM. Horner, quant aux banques ; de M. Huskisson et Cobden relativement à la liberté commerciale, « le très-honorable gentleman, dit-il, n'a jamais travaillé qu'avec

les idées et l'intelligence des autres; nul homme d'État n'a pratiqué le larcin politique dans d'aussi larges proportions; toute sa vie n'a été qu'une grande clause d'appropriation. Il a puisé longtemps avec effraction dans l'intelligence du prochain, semblable à ces colporteurs politiques qui achètent leur parti sur le marché le moins cher pour le revendre sur le marché le plus cher. »

En une autre occasion, il déclarait malicieusement : « J'ai entendu dire que l'honorable baronnet est las de son ancien parti, et s'est mis à la recherche de nouveaux alliés. Je ne le crois pas; il n'a qu'à rester où il est, car il a trouvé les whigs au bain, et s'en est allé avec leurs habits. Il a profité de leur situation, et est devenu un conservateur rigide des vêtements dont ils s'étaient dépouillés. Rien ne le force à changer sa position actuelle: il a été le dompteur de l'opinion libérale, cette farouche grondeuse, le Petruchio (1) politique qui l'a emporté sur tous ses autres soupirants. »

Ces lambeaux, choisis entre mille spécimens remarquables, sont comme le cachet de l'esprit piquant auquel ils sont empruntés. Si les hommes d'imagination ne conviennent pas toujours au ministère, il faut convenir qu'ils sont l'éclat de la tribune.

Nul en en Europe n'a dépensé une aussi grande variété de combinaisons que le personnage objet de cette

(1) Personnage de *la Méchante mise à la raison*, comédie de Shakspeare qu'il faut connaître pour bien apprécier la finesse de l'ironie.

notice. La scène change, mais une pensée fixe l'occupe toujours. A la poursuite du succès, sur ce fond immuable de sa préoccupation, on voit défiler les moyens, les drapeaux les plus opposés, les incidents les plus pittoresques, comme si les figures des romans de l'auteur apparaissaient dans le domaine de la réalité. La stérilité pour le bien public des plus rares facultés, dans une vie qui a le prisme d'un kaléidoscope, montre la différence qui sépare une brillante individualité oratoire d'un homme d'État. De même un chef de condottieri, quelles que puissent être ses prouesses, ne saurait être mis en regard des Turenne, des Condé, des Napoléon. Dans la guerre des armes, comme dans la lutte des idées, la supériorité d'un génie calculateur produit des effets et gagne des victoires, là où la fougue et la passion ne sauraient marquer qu'un prestige au milieu de l'inféconde inanité des résultats pour un pays. C'est dans sa galerie un portrait de plus, éblouissant l'œil comme la figure que fait passer une magie éphémère. Mais rien d'organique et d'utile ne survit à l'homme; il n'en reste que la mémoire du bruit dont il aura signalé son passage sur les avenues de la célébrité, sans avoir pu obtenir la place décernée par la reconnaissance d'un peuple. Mais n'est-ce pas encore beaucoup d'arriver au seuil de ce temple, tel que M. Benjamin d'Israéli?

LORD PALMERSTON.

L'Angleterre avait été intellectuellement le modèle des nations et l'envie de l'univers pensant. La nature et ses institutions lui avaient donné des hommes dignes de ses lois.
LAMARTINE.

I

Tout ce qui se rattache à l'étranger est pour la France d'un grand intérêt. Cette étude, où les esprits sérieux rectifient leurs vues, est aussi un enseignement attrayant pour ceux moins familiarisés avec les acteurs des grands événements contemporains. Les souvenirs et les émotions se retracent avec plus de puissance dans les personnifications qui, après avoir conduit la marche des grandes choses, ont eu la mission d'en fixer les résultats. Il n'est pas d'homme qui ait pris une part plus continue à tout ce qui a agité l'époque que celui objet de cette notice. Il y est toujours en scène, et souvent sur le premier plan. Comme chef du foreign-office, durant de longues années, il a tenu dans sa main le fil des plus ardues et des plus

grandes négociations européennes. Il a vu de près tous les puissants personnages du siècle. Souvent, après les avoir eus pour alliés, il a fallu leur faire face comme à des adversaires. Dans l'arène d'une diplomatie aussi vaste que celle de l'Angleterre, les problèmes qui s'y succèdent, nombreux et complexes, exigent les lumières d'un esprit profondément versé dans le droit public. La parfaite connaissance des acteurs est le plus utile commentaire des événements.

Henri-John Temple, vicomte Palmerston, pair irlandais, est né en 1784 ; il descend d'une famille aussi ancienne qu'illustre. Elle compte, entre autres célébrités, sir William Temple, homme d'État renommé sous Charles II, auteur de la triple alliance entre l'Angleterre, la Hollande et la Suède, qui mit un frein aux projets de Louis XIV, au plus fort de ses conquêtes. Ce nom était inscrit d'avance avec honneur dans les annales de l'Angleterre.

Lord Palmerston fit ses études universitaires à Cambridge, où son intelligence et ses succès présageaient la distinction qui lui était réservée dans une plus haute sphère. Le sentiment public de cette supériorité était si profond qu'à peine majeur il fut choisi comme candidat tory pour la rare présentation de cette université longtemps whig, en opposition à Oxford, considéré comme la place forte du torysme. Mais au commencement de ce siècle, tout ce qui avait un rapport direct ou indirect avec

les principes révolutionnaires était tenu pour suspect et en défaveur marquée. Du reste, en Angleterre, les partis vigilants autant qu'habiles recrutent à l'envi tout ce qui est force et talent. Il n'était pas indifférent au torysme de ranger sous sa bannière une capacité servie par les prestiges du rang et l'influence de la richesse. Le noble lord, qui devait s'illustrer dans la profession et la défense des principes libéraux, est entré dans la carrière publique sous une autre cocarde. Le changement d'opinions, non pas seulement de la part d'un personnage isolé, mais de la part de toute une nation, est souvent la conversion irrésistible du temps qui n'est lui-même que la métempsycose de l'esprit qui l'entraîne. Au résumé, l'homme, quelle que soit sa force, ne fait pas les événements, il les subit. Les plus grands et les plus dignes, en rentrant dans la vie politique affranchis de toute préoccupation personnelle, peuvent et doivent seulement travailler à dégager les principes moraux dont vivent les sociétés et les résultats utiles dont vivent les intérêts.

On a dit que les choses savent peut-être ce qu'elles font, mais que les hommes ne le savent pas. Il est, en effet, assez remarquable que dans ce premier conteste lord Palmerston ait eu pour adversaire le marquis de Lansdowne; ainsi, ceux-là mêmes qui devaient passer plus de vingt ans de leur vie dans la plus étroite communauté de vues politiques, la plupart du temps comme membres du même cabinet, ont procédé par être rivaux,

luttant l'un contre l'autre sous deux drapeaux ennemis. Ne sont-ce pas là de ces enseignements témoignant du peu de fond qu'il faut faire sur les résolutions de l'homme, qui changent, suivant les circonstances et les intérêts, soit sa haine, soit son affection! Qu'on me pardonne de placer ici cette réflexion de saint Jérôme, dont chacun de nous a pu faire mille fois l'application.

Qui pouvait prévoir alors le grand rôle qui leur était réservé dans une simultanéité de vues et d'efforts? La cause de leur compétition était la vacance laissée par la mort de l'illustre Pitt en possession de ce siége; l'honneur de lui succéder était considéré, à juste titre, comme un prix digne d'envie. Lord Henry Petty, marquis de Lansdowne, l'obtint; mais aux élections générales suivantes, en 1811, ce fut le tour de lord Palmerston, qui, élu d'abord à Newport, dans l'île de Wight, occupa ensuite le siége de Cambridge, jusqu'en 1831, époque à laquelle ses vieux constituants le rejetèrent comme membre d'un ministère libéral, sous l'alarme de la perspective d'une réforme parlementaire : mais renommé aussitôt par Bletchingley, à la suppression de ce bourg, il représenta tour à tour Hantz jusqu'en 1834, où il fut éliminé par la réaction des conservateurs et élu à Tiverton à la place de M. Kennedy, qui donna sa démission pour justifier ce mot d'Alexandre : « Au plus digne. » Depuis ce moment, il

n'y a eu ni interruption, ni conteste à l'encontre de l'illustre titulaire de cette représentation.

II

Il était entré, ai-je dit, dans la vie publique comme tory. A cette période, la fortune des whigs était à son déclin : la mort de Fox, survenue le 13 septembre 1806, avait été comme l'épitaphe du ministère dont il était l'âme. Il était le symbole de la politique de la paix comme Pitt était la personnification de celle de la guerre. Suivant le sentiment qui prévalait dans les conseils et l'opinion publique, l'un ou l'autre occupait le pouvoir. Alors la différence était bien tranchée entre les deux partis qui se relayent dans la direction gouvernementale, tels que deux poids opposés qui montent ou descendent sous l'impulsion qu'ils reçoivent. Les whigs, en raison de leur origine, inclinaient, en faveur des gouvernements nouveaux, à cette tolérance qui ne nie pas plus le droit du progrès à l'intérieur, sous forme d'innovations successives, que celui des peuples de changer leurs dynasties régnantes sous le nom de révolutions. Recrutant leurs forces dans les villes, ils trouvaient des sympathies et des appuis intéressés dans les classes que la guerre gênait

dans leur commerce et leur industrieuse activité, c'est-à-dire dans les grands centres, parmi les détenteurs de fonds publics et les manufacturiers, tous souriant à l'idée de la paix comme au développement et à la sécurité de leur fortune. Fox, le brillant fils de lord Holland, une des plus grandes figures des annales parlementaires, était leur chef. Cet homme extraordinaire exerçait sur tous ceux qui se trouvaient en rapport avec lui une séduction dont il était difficile de se défendre. Le maintien de la paix générale, rétablie par le traité d'Amiens, formait le point essentiel de son programme, mais l'inutilité des efforts tentés pour une réconciliation avec la France n'aboutit qu'à mieux préparer les esprits à la nécessité d'une rupture décisive.

Les torys, au contraire, poussaient à l'extrême l'exagération des susceptibilités du sentiment national; ils y engagèrent les passions, ils en appelèrent aux souvenirs qui entraînent si facilement les multitudes nourries des préjugés nationaux; en rapport plus direct avec les classes agricoles sous leur domination, ils voyaient dans une guerre acharnée et la domination de l'Europe, dont ils étaient le lien, le seul moyen d'abaisser la France, qui, sous la main d'un grand homme, semblait devoir réaliser des miracles de prospérité et de gloire. L'impulsion était telle que les membres les plus remarquables des whigs désertaient eux-mêmes la modération pour acclamer la violence; il est des courants d'opinion auxquels rien ne

résiste ; la guerre était l'idée dominante de ce temps. Telle était la cause de la popularité de Pitt. Au sein même de la trêve ménagée par le traité d'Amiens, il était facile de distinguer la borne fatale où la rupture allait s'ouvrir plus large, jusqu'à ce que fût accomplie la ruine totale d'un des adversaires. — On eût dit Rome et Carthage. — Le ministère transitoire de lord Sydmouth s'était évanoui d'impuissance ; on avait dû prier Pitt de rentrer en maître : car alors, comme le disait Canning, le choix des mesures importait peu en comparaison des hommes chargés de les appliquer. Dans un temps normal, la médiocrité des ministres a trop souvent pour corollaire et appui la médiocrité des majorités ; la vulgarité désarme l'envie ; mais vienne l'orage d'une crise, les plus implacables détracteurs sont les premiers à conjurer l'esprit supérieur de les sauver et de les défendre. La veille, l'amour-propre jaloux lui eût refusé la moindre des choses que la peur lui livre à discrétion.—Cela rappelle l'adage de Montaigne.—La bataille d'Austerlitz fut la réponse de l'Empereur à ce nouveau défi de l'Europe, formant, à l'instigation du ministre anglais, une troisième coalition. Pitt ne résista pas à ce coup aussi mortel à ses plans qu'à son cœur. Fox le remplace ; mais les excès d'une vie prodigue de plaisirs comme d'émotions oratoires le dévorent à son tour à peu de distance de son rival. La même année devait les réunir à Westminster, cet imposant mausolée de la gloire qui abrite toutes les cendres

illustres d'un grand peuple. A part Canning, lord Eldon, lord Castlereagh, lord Hawkesbury (devenu lord Liverpool), ne semblaient pas de taille à affronter le héros porté au comble de la gloire sur les palmes de Friedland, avant-propos du traité de Tilsitt. On n'en était plus à mesurer les coups. L'Angleterre, dépassant Pitt lui-même, qui le premier l'avait engagée dans cette arène de sang et de sacrifices, n'apercevait plus que le but. Tout ce qui pouvait la servir lui était bon. L'ivresse avait imposé silence à la raison ; il ne faut donc pas s'étonner que le délire ait gagné aussi un jeune homme neuf aux choses humaines. Un des lords de l'amirauté, en 1807, sous l'administration du duc de Portland, il devint ministre de la guerre en 1809, poste qu'il a occupé dix-neuf ans sans interruption.

Au début de sa carrière, lord Palmerston avait rencontré les hommes illustres dont la fascination devait s'étendre de leur auditoire sur la postérité. Alors brillaient Fox et Pitt, rivaux de gloire comme de systèmes; aux deux pôles opposés ils illustraient la politique et passionnaient l'opinion. Doués l'un et l'autre d'un talent supérieur et d'un génie presque égal, tout en eux était contraste, esprit, mœurs, physique. Pitt était grave et réservé; Fox, dissolu et chaleureux; celui-ci entraînait, celui-là convainquait. Le fils de lord Chatam avait le profil mince et les lignes droites du visage comme M. de Lamartine; le fils de lord Holland, gros de corps, aux traits

fortement prononcés, ombrageait sous d'épais sourcils des yeux vifs et pleins de feu, tel que M. Berryer.

Sheridan brillait aussi à l'égal sinon au-dessus de ces deux puissants athlètes ; l'art, chez lui, ajoutait son charme à la puissance du génie ; c'était l'éloquence anglaise jetée dans le moule antique d'Athènes et de Rome, que rappelaient l'atticisme de son langage, l'élégance de sa forme, la perfection de sa méthode. C'est peut-être le talent le plus pur, le plus varié, le plus inépuisable des fastes parlementaires britanniques.

Burke, grand écrivain, dramatisait la parole. Nul peut-être ne voyait de plus haut et de plus loin, et ne frappait de ces coups électriques qui captivent et maîtrisent l'âme.

Pitt remplit les premières scènes de ce drame. Sa vie ne fut qu'une lutte pour combattre tour à tour, à la tête de l'aristocratie qui l'avait choisi pour son chef, la démocratie dans l'hydre démagogique, et le génie de la guerre dans la gloire de Bonaparte. Homme d'État à lointaine portée, opiniâtre, énergique, il ne cessa de combiner la ligue des royautés, d'ameuter les peuples, de combattre contre la France sans trêve ni relâche. Il mourut à la peine, mais sa haine et son système, qui lui survécurent, triomphèrent.

III

L'entrée de lord Palmerston au ministère de la guerre coïncide précisément avec la période du plus grand feu de la lutte de l'Angleterre contre l'Empire. — Le rôle de celle-ci n'était pas seulement de couvrir les mers avec ses flottes dominantes sur cet élément des orages, mais encore de descendre désormais dans le champ clos de la lutte continentale. Toutes les précédentes coalitions avaient été réduites à se disperser sous les triomphes du héros qu'elles avaient pour objet d'anéantir. L'Autriche avait été mise hors de combat, la Prusse était abattue, la Russie elle-même avait été heureuse d'obtenir à Tilsit, en 1807, la paix et les bonnes grâces de l'invincible et puissant Empereur des Français. Néanmoins 30,000 Anglais, sous le commandement d'Arthur Wellesley, depuis duc de Wellington, vont débarquer en Portugal, alors que 280,000 Français, sous les ordres des plus illustres maréchaux vieillis dans la victoire, enveloppaient la Péninsule comme un rets de fer et de feu. L'histoire a dit et expliqué par quel étonnant prodige de la fortune, ce noyau d'armée, élevé plus tard jusqu'à 70,000 hom-

mes, qui semblait condamné à une courte défensive sans espoir, passant à l'offensive, franchit les Pyrénées, s'ouvre la route de Paris en occupant Toulouse, se montre dans la procession des peuples ennemis profanant la capitale de la France, engage le duel de Waterloo, et rentre en Angleterre par Calais, pour couvrir de lauriers et enivrer de vivats la tête du *duc de Fer*, ainsi que les soldats anglais appelaient Wellington, dont lord Palmerston a eu l'honneur d'être le chef, dans cette phase célèbre qu'il traversa en qualité de premier secrétaire d'État de la guerre. Mais la préoccupation, les vues du chef de l'administration, dans d'aussi graves conjonctures, n'embrassaient pas seulement le théâtre des combats ; bientôt il ne devait plus y avoir qu'une seule et dominante question s'offrant au sein de la conflagration du monde. Les rois, saisis de terreur, se sentaient à peine confiants dans leur ligue universelle de mutualité et d'efforts. L'œil de lord Palmerston, sa vigilance, ses soins, devaient donc se porter simultanément sur l'Allemagne, sur les steppes de la Russie, de la Baltique à la Méditerranée, partout où il y avait lutte, accès pour elle. Telle est la première période de sa carrière publique jusqu'à Waterloo, qui fut le dernier écho du canon des batailles que va remplacer une ère de discussions gouvernementales et d'agitation libérale. La paix, qui semblait un si grand bienfait, fait le vide dans l'esprit populaire qui s'allanguit dans la monotonie du calme après le magnétisme d'une éton-

nante surexcitation. Il faut à l'esprit des peuples un objet, un aliment. Une partie des résultats de la révolution française était impérissable. Mais la réaction, à la tête de laquelle se trouvaient la plupart des souverains, n'apercevait pas assez la ligne de démarcation à tracer de bonne foi et résolûment entre ce qu'il fallait accepter et maintenir d'un côté, répudier et détruire de l'autre. Tel est le caractère de la phase historique et politique qui va se dérouler en amenant une série de faits très-curieux.

IV

La nouvelle scène s'ouvre à la seconde restauration des Bourbons.

Le libéralisme, cette manifestation du libre examen, forme un courant qui va amener rapidement le jacobinisme, tête de Méduse pour les rois, non moins que pour les amants de constitutions. Tandis qu'en Europe des sociétés secrètes préludent aux insurrections militaires, l'Angleterre est en proie à une agitation fiévreuse. Tel est le bilan du monde à cette époque. Le sceau apposé par la Sainte-Alliance sur l'esprit libéral se fondait simultanément à Naples, Milan, Florence, à Amsterdam,

à Madrid, sous l'ardeur du volcan de la presse et de la tribune françaises. Il faut voir ce beau tableau du monde sous le pinceau incomparable du récent historien de la Restauration, M. de Lamartine. Pendant que le continent se barricadait dans la résistance à toute concession, à un compromis basé sur les anciennes promesses faites par les princes allemands et italiens, l'Angleterre, moins absolue, en réprimant et dispersant par la main de Wellington les assemblées factieuses et les tentatives de prises d'armes, revendiquait la liberté religieuse par l'éloquente voix de Canning qui allait bientôt arriver triomphant à la tête du pouvoir. Comme l'a dit l'illustre Macaulay, si justement apprécié de l'autre côté du détroit, cet homme d'État ouvrit l'ère des ministères libéraux.

Lord Palmerston a l'honneur d'être un de ceux qui présentèrent la question catholique sur les fonts baptismaux de la souveraineté parlementaire, d'où découle toute loi, toute réforme, chez nos voisins. Il s'agissait, en faisant disparaître les servitudes légales, d'effacer les derniers restes d'une législation intolérante, et de cimenter sur une égalité de droits l'union entre l'Angleterre et l'Irlande. Comme toujours, cette vérité si simple se voyait repoussée par le vulgaire ignorant, esclave de la routine, et par le vieil esprit conservateur, même des abus, au double titre de leur antiquité et de l'ordre. Selon eux, abandonner les priviléges excessifs du protestantisme,

c'était livrer l'Angleterre au papisme ennemi de la liberté. — Peel, appartenant alors au parti de l'intolérance, se sépare de Canning, qui dominait le cabinet.—

Le discours que fit le personnage objet de cette notice, justifiant l'expression de M. Canning : « Ce trois-ponts Palmerston se précipite sur l'ennemi, » est resté comme un monument oratoire. Le futur brillant *commoner* avait tout ce qui donne l'ascendant dans une assemblée :— une voix aux intonations fortes et solennelles, la gravité de maintien, la distinction des traits et de la taille, — ajoutaient les avantages extérieurs à la puissance qui le prédestinait à devenir un des grands orateurs de son époque. La cause des catholiques, gagnée dans l'opinion, ne put triompher des préjugés devant le Parlement. Canning mourut après avoir accompli la séparation entre l'Angleterre et la Sainte-Alliance, la reconnaissance de l'indépendance des colonies espagnoles, l'intervention en Portugal pour y établir le gouvernement constitutionnel, et l'alliance maritime avec la Russie et la France, qui fonda le royaume de Grèce. Son testament avait pour sceau cette belle devise : *Liberté civile et religieuse;* elle ne devait pas tarder à devenir la loi du pays, qui l'a placédans le Panthéon de ses gloires.

V

Les étonnantes facultés de M. Canning étaient de nature à agir sur un esprit tel que celui de lord Palmerston. Il y a des attractions de génie aussi flatteuses pour celui qui les exerce que pour celui qui les subit. L'éblouissante éloquence, l'esprit élevé, la délicieuse conversation, l'affabilité, les connaissances immenses de Canning, tout était affinité de la part de ce dernier, qui jeta tant d'éclat sur les luttes politiques de la fin du dernier siècle et du commencement de celui-ci. La guerre d'Espagne, en 1823, triomphe qui, pour la branche aînée, recélait un abîme, devint l'objet d'un tournoi célèbre entre l'illustre Châteaubriand et le grand ministre anglais qui avait pour collègue aussi fidèle que dévoué lord Palmerston. Le congrès de Vérone, les mémoires de M. de Marcellus, les publications des revues françaises et anglaises, ont assez fait la lumière sur le rôle des hommes à cette époque et sur la portée des résultats, pour dispenser d'y revenir.

Huskisson, président du bureau du commerce, en accomplissant les premières réformes commerciales, frayait la voie à la révolution du *free trade*. Lord Palmerston, qui avait soutenu cette politique de rénovation,

garde son portefeuille sous lord Goderich et même sous le duc de Wellington, dont il se sépare au sujet d'un incident relatif au précurseur des Cobden et des Peel, qui venait d'être traité par le chef du cabinet plus en soldat qu'en collègue. Le bourg de Betford, une petite ville du Nottinghamshire, sous l'influence reconnue du duc de Newcastle, ayant été déclaré, par un comité de la Chambre des communes, coupable de corruption, avait perdu ses deux siéges au parlement. Lord John Russell et le parti whig en général proposaient d'attribuer le droit confisqué à Manchester, la seconde ville du royaume, qui cependant n'était pas comprise dans la distribution de la représentation législative. C'était un anachronisme, c'était une dérision. Néanmoins, le duc de Wellington, en proposant d'étendre la franchise de Betford aux fermiers adjacents de Rassettow, ne faisait qu'ajouter encore à l'influence du duc de Newcastle. Le remède consistait dès lors dans l'aggravation du mal. En cette occurrence, les amis de M. Canning, lord Palmerston, M. Huskisson, se réunirent aux whigs contre leurs propres collègues. Le président de commerce écrivit aussitôt une lettre au premier ministre pour lui offrir sa démission, convaincu que ce serait considéré comme le scrupule d'une excessive formalité. Il fut pris au mot, ce qui lui parut si étrange, qu'il écrivit au dos de la réponse du duc en la lui renvoyant, « qu'elle était sans doute l'effet de quelque méprise. » Il ne faisait pas assez la part des

habitudes de décision que le long exercice du pouvoir militaire avait fait contracter à Wellington. Lord Palmerston, en se faisant solidaire du vote et de la retraite de son collègue, n'en seconda pas moins de toute son influence l'abrogation proposée par le duc et Peel des lois barbares qui déshonoraient le code anglais à l'égard de l'orthodoxie romaine. Cette fois la justice triompha; l'émancipation, en relevant l'Irlande et les catholiques de la mort civile, ouvrit une nouvelle ère à ceux qu'elle rétablit dans leurs droits, après une séquestration séculaire.

Le cabinet dont ces deux hommes éminents sortirent avec les autres membres libéraux ne leur survécut pas longtemps. Un autre règne apportait un esprit novateur qu'avait refoulé George IV, le roi défunt : bientôt une élection générale et la révolution de 1830 formèrent un courant irrésistible pour un ministère de compression. —Le comte Grey, l'ancien ami de Fox, après avoir brillé dans l'opposition pendant vingt-quatre années, devint premier ministre. Pour le triomphe du grand principe de réforme qu'il n'avait cessé de demander, il fit appel aux anciens alliés de Canning et d'Huskisson, qui avait été tué peu de mois avant à l'inauguration du chemin de fer de Manchester à Liverpool. Lord Palmerston fut enfin nommé au poste auquel, préparé par d'immenses études, il devait déployer cet ensemble et cette diversité de talents qui, dans une discussion célèbre, arrachaient à Peel, son

antagoniste, cette exclamation historique. — « Tous ici nous sommes fiers de lui ! » — Hommage glorieux pour celui qui en était l'objet et pour son immortel adversaire.

VI

Là, nous entrons dans une voie où l'échafaudage si péniblement élaboré des traités de Vienne, à la chute de l'Empire, semble au moment de disparaître. Le lien qui attachait les couronnes par une solidarité ayant pour base le principe de la légitimité, avait laissé tomber en trois jours, sous la colère de Paris soulevé, le diadème antique dont tous les autres ne semblaient qu'une image. Des révoltes, défi jeté par les peuples à ces traités de 1815 sous la sauvegarde des rois, éclatent de toutes parts. La Belgique brise son mariage forcé avec la Hollande ; la guerre civile éclate en Espagne, en Portugal ; l'Italie frémit, les provinces rhénanes et une grande partie de l'Allemagne s'agitent, au point de faire dire au roi de Prusse : « Si les Français avancent jusqu'au Rhin, je ne bouge pas. » La Pologne tout entière, ressuscitant de son long martyre, court aux armes ; ses femmes les plus belles et les plus illustres vont à la mêlée, plus joyeuses qu'à leurs

fêtes aristocratiques. Il semble que le passé tout entier va être déraciné pour faire place à un ordre de choses nouveau.

Tels sont les événements, les difficultés, avec lesquels lord Palmerston va avoir à se mesurer. Pour l'Angleterre, la question avait une autre face. Sans se préoccuper de la déviation de l'esprit des traités de Vienne, dont Canning avait rédigé prématurément l'acte de décès, lors de l'entrée en Espagne du duc d'Angoulême, il y avait une sollicitude plus importante, parce qu'elle était exclusivement personnelle. La séparation de la Belgique d'avec la Hollande allait affaiblir, sinon renverser la barrière qui avait été élevée avec tant d'efforts contre la domination française, et cela précisément dans un moment où il semblait que tout favorisât son développement. En admettant comme accompli le divorce de la Belgique d'avec la maison d'Orange, venait l'embarrassante question de son sort, de sa destination, de la manière de l'établir, et d'éviter les écueils qui se présentaient devant chaque combinaison. Par rapport à l'incorporation à la France, l'Angleterre et l'Europe se fussent rencontrées sur le même terrain pour protester et combattre. Restait l'érection en royaume indépendant. Mais quelle serait la nature de son gouvernement? Déjà un parti s'agitait pour la république, ce cauchemar des royautés avoisinantes, en même temps que l'écueil d'une nationalité qui échappe au gouvernail de la modération pour s'égarer dans des chimères.

Cette solution était aussi effrayante pour la dynastie de juillet, sortie du droit populaire, que pour les vieilles races qui prétendaient remonter au droit divin par une lignée d'aïeux. Mais, en supposant l'option pour la forme monarchique, quel serait le roi? Quelle famille le fournirait? N'y avait-il pas une source de brigues, de confusions, de jalousies, de méfiances, où tout compliquait le problème à résoudre et avivait la plaie qu'il s'agissait de fermer?

Ce n'était pas une petite tâche de trouver le fil qui montre la bonne route dans ce labyrinthe. Le premier essai de lord Palmerston devait l'élever à la hauteur des plus habiles hommes d'État de la diplomatie. Deux pensées, se confondant l'une avec l'autre, le poursuivaient sans cesse : l'indépendance de la Belgique entrant dans l'ère des gouvernements constitutionnels, comme moyen de la soustraire à l'absorption française ; et une étroite union qui aboutît à la consécration de l'influence de la Grande-Bretagne. Il paraissait difficile d'aller à l'encontre du cours naturel des choses, qui fait rayonner par une attraction irrésistible l'influence d'un grand État sur les petits ses voisins. La Belgique est non-seulement aux portes de la France, mais elle a vécu de sa vie. Longtemps fief féodal de l'antique royauté, même sous ces ducs vassaux plus puissants que leur suzerain, fraction de l'empire français, elle a pour autres frontières la Hollande et la Prusse. Arène ancienne de l'Europe, après

Waterloo dernière épopée d'une lutte de géants, cet apanage de Charles le Téméraire tombé à Granson et à Morat sous la lance de l'infanterie suisse devint un beau mais éphémère fleuron de la couronne des Nassau.

Tous ceux qui ont suivi les discussions enflammées de cette époque, aux tribunes et dans les journaux de Bruxelles et de Paris, ont conservé le souvenir de deux systèmes aux prises, passionnant la presse, la tribune : l'adjonction ou la non-adjonction. Jamais peut-être, depuis le refus fait par Louis XI, pour sa famille, de la main de la princesse Marie de Bourgogne, qui porta sa riche dot dans la maison d'Autriche, il ne s'était offert, pour la volonté d'un peuple heureux de se donner, une circonstance aussi favorable pour la France, de reprendre le glorieux membre arraché par sa défaite à sa frontière naturelle, qui se déroule si majestueusement en inclinant vers la rive gauche du Rhin. Au sein de l'embarras et de la prostration de l'Europe, le moment semblait propice pour une de ces heureuses témérités qui, en prenant leur source dans un souvenir, doivent se calculer sur l'opportunité d'une situation et des circonstances. Louis-Philippe, n'osant la tenter, opte pour la renonciation à la couronne déposée aux pieds du duc de Nemours, en subordonnant ses penchants paternels à la nécessité d'une entente avec l'Angleterre. Faible à force d'être pacifique, il poussa la prudence jusqu'à la timidité. Un fils du roi des Français écarté, comme l'avait

été le projet de réunion à la France, il ne restait plus que le gouvernement d'un prince anglais. Lord Palmerston l'avait sous sa main ; Léopold, veuf de la princesse Charlotte, adoration de l'Angleterre, était son ami : ainsi fut démentie l'opinion qu'alors qu'un ange descendrait du ciel, il n'aurait pas maintenu la paix au delà de trois mois. Une noce pour la France, par l'hyménée de la princesse Louise, devait lui donner le change sur le triomphe dont l'Angleterre ne fut pas moins heureuse que fière. Elle s'adjugeait les profits, en nous laissant l'illusion d'un rêve remplacée par la vanité d'un mariage qui se bornait à placer une princesse de la maison d'Orléans dans l'écusson d'une royauté. Les flatteurs du règne ne manquèrent pas de célébrer sur tous les tons l'insigne honneur dont devait bien rire *Deus ex machina*, lord Palmerston.

Était-ce par rapport à la France, à son présent, à son avenir surtout, à ses besoins stratégiques, à son mouvement commercial et manufacturier, à ses approvisionnements de la houille, ce pain de l'industrie dont la Belgique regorge, un bien ou un mal? Dieu seul a la balance pour peser la fragilité des œuvres humaines. Mais si la nouvelle dynastie inaugurée par 1330 se proposait, *avant tout et à tout prix*, de conserver la paix, il faut convenir qu'elle ne pouvait atteindre ce but qu'en se plaçant sur un terrain où la Grande-Bretagne pût donner sincèrement la main. L'intérêt de celle-ci devenait la

mesure de son consentement et de la vérité de son concours. Privé de ce point d'appui, le programme d'installation de Louis-Philippe sur le trône qu'il dérobait à son roi n'était qu'un songe de nuit condamné à s'évanouir au feu d'une conflagration européenne.

A ce point de vue, impérieux comme l'égoïsme du sentiment de la conservation personnelle, qui ne veut rien voir au delà, que restait-il à faire? Du moment que les trois grandes puissances du Nord étaient unies par une politique de sentiments et de but communs, que les dispositions de Nicolas prêt à revendiquer le droit de la Sainte-Alliance n'étaient pas un mystère, il fallait avant tout, à la maison d'Orléans, trouver un contre-poids indispensable à son présent que le moindre conflit devait emporter.

L'avénement d'un cabinet whig venait lui offrir une assistance affirmative là, où de la part des torys, il ne devait espérer que l'impuissante négation d'une neutralité pouvant à la faveur des circonstances se transformer si facilement en hostilité. Cette alliance si indispenble alors ne pouvait s'acheter trop cher dans l'intérêt dynastique. Grâce à elle tout allait changer. Ce courant d'action, d'influences, d'analogies, de vues et d'efforts réciproques une fois établi, devait tracer un cercle où le Portugal, l'Espagne, la Suisse, la Belgique, et même plus tard divers États de l'Allemagne allaient constituer l'alliance des idées. Seulement, il faut en convenir, lord

Palmerston réservait et stipulait toujours pour son pays la part du lion. Tous les événements qui vont se dérouler rendront ce résultat manifeste.

Quant à ceux qui en ont fait le texte de leurs justes attaques en se plaçant au-dessus des fatalités dynastiques de l'heure, ou en refusant d'en tenir compte, ils n'ont oublié qu'une chose fondamentale, le *to be, or not to be* de la situation définie, parce qu'en dehors de cette entente qui, comme toutes celles de la politique, avait ses limites et ses restrictions, il n'y avait après 1830 pour la France qu'un isolement la livrant aux craintes d'un péril permanent. — Le point de départ étant autre, tout devait changer. L'Europe était devant nous avec ses méfiances. A ses yeux pleins de rancune et de menace, le gouvernement sorti des barricades n'était qu'un météore funeste, ballon d'essai de troubles destiné d'un instant à l'autre à devenir une cible à tous les coups. Qui peut dire si l'on ne nous eût pas tenus pour responsables de la commotion dont Paris avait donné le signal et le branle. C'est là non du roman, mais de l'histoire connue de tous ceux qui sont initiés à la politique des cabinets. La révolution de 1830 avait placé la France près des puissances du nord comme dans un lazaret où la quarantaine prolongée menacait d'avoir un dénouement sinistre. Rejeter l'alliance anglaise devait accélérer l'explosion d'une coalition dont le czar ambitionnait d'être l'âme et le Wellington : le péril était à courte échéance.

Telle était la robe de Déjanire que la dynastie de juillet portait avec elle. A un si grand mal il fallait un remède désespéré. Dès lors le choix de libre arbitre a cessé, la nécessité fait loi ; l'intérêt dynastique n'ayant qu'un but, survivre, y sacrifiera tout.

A peine cette question difficile de la Belgique venait-elle d'être réglée par l'évacuation de la citadelle d'Anvers, laissant Léopold en pleine possession de son royaume, qu'une autre s'offrait sinon aussi délicate, du moins très-ardue.

VII

Depuis longtemps tout était confusion et trouble en Espagne et en Portugal. Dona Maria, avec l'aide de sir Charles Napier et d'un corps de marins anglais, venait de monter sur un trône constitutionnel substitué au pouvoir absolu de don Miguel, que n'avait pu maintenir l'épée du comte de Bourmont, le vainqueur d'Alger, devenu le généralissime d'un oncle spoliateur de l'héritage de sa propre nièce. L'ambition, en allumant toutes les audacieuses convoitises, méconnaît les lois les plus sacrées du sang qui est le cri de la nature, de la foi

jurée, qui est la religion de la terre! Liberté, que de crimes on commet en ton nom! disait Mme Roland. Soif du pouvoir, puis-je ajouter, que n'es-tu pas capable de violer et de trahir, aux applaudissements du *profanum vulgus*, aussi bien que des prétendus sages, dont la conscience proteste pendant que leurs lèvres disent comme la foule!—Le succès est en fin de compte le grand embaucheur auquel peu résistent. Que reste-t-il à don Miguel aujourd'hui d'une tentative si laborieuse et si sanglante? l'apostasie de la plupart de ceux qui s'associèrent à sa fortune, le mépris du monde, la flétrissure de l'histoire.

En Espagne, le roi Ferdinand avait épousé, en dépit de sa caducité morale et physique, une princesse de Naples, la belle Christine, dont il avait eu deux filles. La loi salique y avait été établie aussitôt après l'avénement de la maison de Bourbon; mais cette parole si fière de Louis XIV : « Il n'y a plus de Pyrénées, » perdit son sens au traité d'Utrecht en 1711, par la consécration du principe de séparation à tout jamais des deux couronnes. Ferdinand, plus père que roi, avait légué de son lit de mort à sa fille un diadème qui devait être souillé dans les flots du sang de la guerre civile. Elle ne tarda pas à s'allumer : dans sa fureur tout fut en proie, les villes successivement prises et abandonnées, les chaumières détruites, les campagnes en flammes, l'échafaud en permanence, le carnage des champs de bataille, le massacre des prisonniers, ce qui injurie l'humanité, ce qui

révolte les instincts sont réunis dans ce lugubre tableau. L'Europe, épouvantée de cette tuerie, de cette prodigalité d'horreurs, était disposée à intervenir au gré de ses sympathies diverses. Les puissances du Nord se montraient favorables à don Carlos, la France et l'Angleterre sympathisaient pour la reine enfant sous la tutelle de sa mère et d'un gouvernement constitutionnel. Lord Palmerston provoque le traité de la quadruple alliance qui paralysera les inclinations de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche : ce fut le premier coup porté à la cause de don Carlos. Mais quelque chose de plus décisif se fait encore, tant par l'assistance des corps levés successivement en Angleterre et en France, que par le concours direct d'une escadre anglaise, grand obstacle à l'exécution des plans de Charles V et de ses généraux. On sait comment ce prince, trahi par Maroto, pour échapper à Espartero qui avait appris la guerre en Amérique, se réfugia sur le territoire français où il fut retenu prisonnier jusqu'à son abdication en faveur de son fils le comte de Montemolin. Ainsi Louis-Philippe, pour la seconde fois, descendait au rôle de geôlier des siens ; Blaye et Bourges sont le déshonneur d'une cause et la dégradation d'une race. Qu'est-ce donc quand l'expiation de la chute du coupable devance, pour le rendre plus accablant, l'anathème de l'histoire ?

Les provinces basques, les plus énergiques dans leur résistance à cette révolution de palais, et qui ne sépa-

raient pas de leurs traditions légitimes l'attachement à leurs *fueros*, conservaient cette indépendance municipale à elles si chère. C'était le droit de se taxer elles-mêmes, d'administrer leurs biens, de n'avoir de troupes que dans leurs forteresses, d'être affranchies du recrutement militaire, de jouir de la liberté de commerce, et d'approuver les actes du pouvoir exécutif et législatif avant d'être tenues de s'y conformer.

VIII

La souveraineté venait d'être fixée à grand'peine ; au bruit des armes succède celui des idées opposées : d'un côté le pouvoir s'obstine à retenir le plus possible et à reculer dans le passé ; de l'autre, la liberté s'efforce de conquérir et d'avancer dans l'avenir. Que sont les droits politiques pour les masses en général ? Quel prix véritable y attachent-elles ? Peut-on s'attacher à ce que l'on ne comprend pas ? L'histoire de tous les temps prouve que ce qui s'acclame si légèrement est abandonné plus vite encore. La rue qui applaudissait hier reniera demain ; les caprices et les impressions ne sont ni des règles, ni des principes. La vie de l'Espagnol est surtout

dans le proverbe : *Onejo de casta, pasto de gracia, hijo de casa* (brebis de race, repas gratis, enfant de la maison); aussi le système constitutionnel, dans sa vérité de pondération, ne recueille d'ordinaire que le dégoût du peuple, qui, lorsqu'il n'aboutit pas à un despotisme dont les inconvénients ne le regardent pas, le précipite dans les conséquences révolutionnaires les plus déterminées, sans se tenir dans le milieu dont une classe d'élite peut seule déterminer le centre de gravité. — Parodie de l'Angleterre et de la France, sans leur patronage, ce régime dans la Péninsule se fût maintes fois évanoui dans sa propre impuissance. Un grand parti national se fonde et se perpétue, ou par des souvenirs de gloire, ou par les aspirations de la liberté : une aristocratie puissante et éclairée qui réunit en elle ces deux éléments de force et de durée est le plus sûr moyen de les appliquer, de lier les intérêts, d'en devenir le guide.

Les droits d'une charte sont une idée abstraite pour le peuple, qui, d'ordinaire, ne voit rien, n'entend rien, ne juge rien sainement au delà de ses priviléges municipaux. Encore dans cette carrière restreinte est-ce l'infiniment petit nombre qui a la conscience du vrai; le gros de l'armée marche au hasard des impressions, et n'y figure que pour fournir les comparses. Ce n'est pas moins vrai pour la France que pour l'Espagne. Dans ce dernier pays surtout, l'esprit exclusivement municipal répugne à la politique. Aussi n'est-ce qu'un assaut de pouvoirs.

La dictature d'Espartero ne tarde pas à succomber sous la prise d'armes de Narvaez. La légalité invoquée sous le masque de l'opposition, devenue la force qui règne, n'admettra plus comme de bon aloi les armes qui hier étaient à son usage. Telle est l'arène où les hommes publics de la sombre Espagne de Philippe II ne font que changer de tactique et de symbole, chacun se réservant *in petto* l'*ultima ratio*, où le raisonnement ne saurait tenir sur la chaise curule d'un jeune sénat, devant les arguments plus décisifs toujours employés dans la patrie du *Cid*. — A chaque mouvement tout est ébranlé, l'arbitraire seul reste. Mais le provisoire revêt toutes les formes. Au milieu de tous ces changements, l'absolutisme de l'anarchie règne par la mobilité des institutions et des hommes. Promenés à travers tant de contradictions funestes et de métempsycoses répétées, les peuples n'échappent à la léthargie de l'indifférence que pour tomber dans la démoralisation que laissent derrière elles ces saturnales de l'esprit de parti.

IX

En Portugal, où le protectorat anglais s'exerce d'une manière directe, à peu près comme celui de la Russie sur les principautés danubiennes, lord Palmerston s'est posé contre les tentatives rétrogrades de dona Maria et les plans du parti exalté. La reine, désireuse de reprendre le pouvoir royal, avait supprimé la pensée élective et la liberté de la presse. Mais l'opposition en armes, maîtresse d'Oporto, seconde ville du royaume, était devenue si forte, que dona Maria, ayant tout à craindre, réclama l'intervention du gouvernement espagnol. Lord Palmerston n'admettait l'immixtion d'aucune influence étrangère, encore moins pouvait-il consentir à l'occupation d'un territoire placé sous l'égide de l'Angleterre. Il exigea le rétablissement préalable de la constitution, et invita les insurgés à se concilier sur cette base : ils s'y refusèrent. Alors une flotte anglaise, postée dans le Tage, étant venue couvrir Lisbonne contre leurs attaques, la guerre civile fut terminée, grâce à cet acte aussi libéral qu'énergique de lord Palmerston.

X

Mais voici venir la grave question qui va émouvoir tous les cabinets au point de faire craindre une conflagration générale. Pour la comprendre, il est nécessaire de tracer un rapide tableau des agrandissements de Méhémet-Ali, pacha d'Égypte, dans l'origine marchand de tabac en Macédoine. A force d'habileté et de bravoure, après avoir battu Kosrew, depuis grand pacha, qui resta toujours son mortel ennemi, il fut fait gouverneur en Égypte, aux acclamations des soldats et des ulémas. Alors revêtu de la pelisse d'honneur, il s'écria : « L'Égypte est à l'encan ; elle appartiendra à celui qui donnera le plus d'argent et le dernier coup de sabre. » Tout était en armes dans ces pays, où des sectes se livraient une guerre interminable en mettant tout à feu et à sang. Parmi ces fanatiques se signalaient les wahabites, qui, sous prétexte de rétablir la rigoureuse observation de l'islamisme, de supprimer le luxe des vêtements et la pipe, ravageaient l'Yemen, la Syrie et les plaines au delà de l'Euphrate. La Porte avait vu devant eux reculer ses géné-

raux et ses troupes. Méhémet-Ali procède à leur destruction par le massacre des mamelucks, cette race guerrière qui se précipitait au sein des savants carrés inventés par le génie de Bonaparte encore au début de sa gloire. Dans une expédition commandée par Ibrahim, les wahabites furent exterminés, ainsi que leur brave chef Abdallah. Il poursuit le cours de ses succès guerriers; on dirait un prédestiné du destin. Il fait accepter sa loi jusques au fond des déserts de l'Arabie et du Sennaar. Alexandrie et Constantinople crient : *Gloire au pacha des villes saintes!* Touzoa, fils de celui-ci, envoyé dans la Nubie, ayant été tué, 30,000 personnes massacrées servent d'expiation à ses mânes et de consolation à la vengeance d'un père désolé. Ce despote oriental se fait novateur, après s'être initié aux arts et aux sciences de l'Occident. Mais au milieu des louanges du libéralisme, cet étrange objet de son enthousiasme se fait l'unique propriétaire du sol, ne laissant posséder à titre privé que les maisons, retenant pour lui tous les monopoles, et transformant l'administration en une hiérarchie d'oppression. — Son Code pénal se borne à deux peines, le bâton et la mort.

La servitude devenant la base de la loi économique qui constitue le travail, les premiers venus sont enrôlés de force, sans rétribution, pour les travaux publics. — Mais tout cela s'accomplissait par les procédés européens; c'était un vernis de civilisation sur un fond d'esclavage, où le peuple était à l'avenant d'une bête de

somme. — Voilà ce qu'était la civilisation à l'aurore de l'empire égyptien, destiné, suivant la grande politique de M. Thiers, à remplacer l'empire du sultan. C'était un rêve à peu près semblable à celui d'un empire grec, l'illusion de cette classe de politiques qui se flatte de pouvoir faire sortir le bien d'un nouvel élément de confusion. Mais cette perspective d'un grand royaume sous son sceptre marquait le but ambitionné par l'astucieux Méhémet-Ali. Pour cela, il fallait faire de la Syrie une des mailles du réseau où il projetait d'emprisonner le Grand Seigneur. Circonscrite au nord par la chaîne du Taurus, à l'est par l'Euphrate et le désert, au sud par les montagnes de la Palestine et par l'isthme de Suez, à l'ouest par la Méditerranée, tel est configuré ce pays. Le Taurus présente du côté de l'Asie Mineure une barrière insurmontable. L'unique passage, qui est la gorge de Kelan-Baya, a des fortifications qui jamais encore n'ont pu être franchies. Le Liban se dresse à 7,900 pieds, et, entre lui et l'Anti-Liban, s'étend le plateau de Bata (Célé-Syrie), dont la hauteur est de 5,000 pieds au-dessus de la mer. M. de Lamartine a fait de cette contrée des descriptions dignes d'un peintre aussi brillant. Sa fécondité égale la poésie de ses paysages. De riches forêts et des partisans nombreux assuraient non-seulement à Méhémet-Ali ce qui lui manquait, mais lui ouvraient la route du côté de la Turquie.

XI

Il procède à son invasion en attaquant Saint-Jean d'Acre, réputée inexpugnable, et, vainqueur à Konieh, par la main de son cher Ibrahim, il croit toucher à l'accomplissement de ses désirs. Constantinople est ouverte devant lui ; un parti nombreux brûle de transmettre le diadème à l'homme qu'Allah a marqué de l'oint de la victoire. Mais soudain une flotte russe paraît dans le Bosphore. La paix de Koutayeh, le 14 mai 1843, est la signature d'une trève qui affermit le conquérant dans sa possession.

La bataille de Nezib, en juillet 1839, vient troubler Mahmoud sur son lit de mort, la flotte ottomane se rend au port d'Alexandrie pour se soumettre à celui qu'elle devait combattre ; tout semblait dire que le moment était arrivé où l'empire arabe allait remplacer le vieux trône de Byzance. C'était pour la Russie une spoliation de ce qu'elle convoite depuis Pierre le Grand ; pour l'Angleterre, c'était la route des Indes passant au pouvoir d'une puissance jeune et forte, offrant une rivalité

plus inquiétante que la Porte, dont l'existence n'est que l'aumône de la jalousie des grandes puissances de l'Europe. Lord Palmerston, dont cette grave question attirait depuis longtemps la vigilante sollicitude, n'avait pas cessé ses efforts pour persuader la France, l'Autriche et la Prusse de former une alliance pour la défense de l'empire ottoman. M. Thiers alors dirigeait les conseils de la monarchie de juillet; il croyait à Méhémet-Ali; il aspirait à l'honneur d'attacher à son nom le souvenir de quelque conception grandiose. Il n'y a pas de pire danger en politique que les méprises d'une téméraire insuffisance qui se prend pour du génie : il n'est donné qu'à peu d'hommes de créer un ordre nouveau. En France, trois grands noms seulement depuis le règne de Henri IV symbolisent les grands résultats. Richelieu, par le traité de Westphalie, mit une barrière à la prépondérance inquiétante de la maison d'Autriche; Louis XIV implanta sa famille dans le palais de l'Escurial, au prix d'une longue guerre terminée par le traité d'Utrecht, laissant l'Espagne sous le sceptre d'un Bourbon; Bonaparte avait fait à son gré la carte du monde, dont l'empire français était la lumineuse constellation. Sans prendre garde à la différence des situations, le petit ministre de la royauté bourgeoise, qui, à défaut du talisman du héros des Pyramides, avait le souvenir de ses vues sur la Syrie et sur l'Égypte, prétendait favoriser l'accomplissement de l'empire arabe, ambition de Méhémet-Ali. Bonaparte s'était frayé

la domination par son épée ; M. Thiers était réduit à des ruses qui ne devaient pas même mettre en défaut la clairvoyante sagacité du chef du Foreign-Office. Les exposés habiles du président du conseil, de ses amis, MM. Duvergier de Hauranne, Léon Faucher, les panégyriques de ses nombreux journaux, n'ont pu atténuer les conséquences d'une puérile conception qui fut une grande faute. C'est ce conflit qui, jetant la politique de Louis-Philippe en dehors de la zone des vents alisés qui l'avaient dirigé jusqu'alors, heureusement pour lui, sinon pour le pays, l'a fait échouer, à travers de folles chimères, au cap des tempêtes de la révolution de 1848.

XII

Voici comment lord Palmerston justifiait la marche et les résultats de son gouvernement dans la politique extérieure :

« Nous avions à examiner si les Belges devaient être réduits par la force à leur ancienne condition, ou bien si, protégés, ils auraient la faculté de former une nation libre et indépendante, afin d'être gouvernés conformé-

ment à leurs propres lois, à leur religion, à leur constitution, sans subir le joug d'aucune puissance étrangère. Quelle a été la marche du gouvernement dont j'avais l'honneur de faire partie? Voyez le résultat. Nous avons obtenu pour eux tous ces précieux avantages. (Écoutez, écoutez.) Finalement, à la suite de longues négociations, au milieu de difficultés qui semblaient menacer l'Europe d'une guerre générale, la Belgique a été reconnue, et je puis dire qu'il n'y a pas à la face du monde un pays plus prospère, plus heureux, où le patriotisme ait de plus profondes racines. (Applaudissements.) Ils ont un roi de leur choix. (Vive sensation.) Je m'étonne qu'on prétende trouver là une preuve de notre désir de violer et de fouler aux pieds les libertés et le droit d'une nation.

» Nous arrivons à l'Espagne, où l'on nous accuse d'avoir été complice de l'établissement d'un pouvoir plus tyrannique qu'aucun de ceux qui aient gouverné ce royaume. Je donne un démenti à cette assertion. Les gouvernements qui ont précédé celui dont on parle avaient l'inquisition. Peut-être quelques-uns de vous ne savent pas ce que c'est. Tant mieux pour vous! C'était un tribunal qui recherchait les opinions religieuses de chacun; si elles ne concordaient pas avec le critérium où l'inquisition plaçait la vérité, la personne accusée était jetée dans un cachot, et, dans des temps plus reculés, elle était brûlée vive. Il n'y avait pas alors de parlement en Espagne. La majorité s'est dit : Nous aurons un par-

lement, et nous congédions l'inquisition. Voilà pourquoi nous prenons pour notre souveraine dona Maria, au lieu de don Carlos, représentant d'un esprit suranné identifié avec l'arbitraire et l'inquisition. Nous avons donc concouru avec la nation espagnole ; nous avons pris parti pour l'immense majorité qui réclamait la liberté constitutionnelle, l'égalité devant la loi, un parlement, une justice, en repoussant l'inquisition, contre ceux qui ne voulaient ni parlement ni justice, mais revendiquaient les sauvages bienfaits de l'inquisition. Nous avons réussi, et au moyen d'une assistance très-légère, et qui eût été sans influence sur le résultat, si le peuple espagnol n'eût été corps et âme dans cette voie où la liberté et la nationalité ont fait une étroite et indissoluble alliance. Voilà ce qui reste de l'accusation dirigée contre moi, d'avoir renversé les franchises des nations étrangères, et de les avoir gratifié, à la place, de la tyrannie et du despotisme. Vraiment, ceux qui parlent ainsi semblent être aussi étrangers à l'histoire qu'ils le sont aux règles de l'économie politique. (Rires.) Passons au Portugal. Là beaucoup d'analogie avec ce qui se passait en Espagne. D'un côté, le gouvernement despotique et tyrannique convoquait son ban et arrière-ban ; de l'autre, le principe parlementaire inaugurait les franchises de la nation. Don Pedro avec la nation, don Miguel avec l'arbitraire. Eh bien ! nous n'avons pas affermi l'usurpation de don Miguel, le dépositaire infidèle, l'usurpateur, nous l'avons

renversé. (Applaudissements.) Nous avons jeté notre poids dans le plateau de la balance où était la liberté, et tout a été fini. Qui pourrait, en conscience, nous en faire un tort? Ce serait nous glorifier. Abordons la Syrie. Je ne suppose pas que tous ceux qui soutiennent mon adversaire comprennent parfaitement ce sujet, car mon antagoniste n'y entend rien lui-même. (Rire universel.) Comment ceux qui l'appuient pourraient-ils en savoir plus que leur patron? Bien, messieurs, M. Harney prétend que nous avons fait une grande méprise à l'égard de la Syrie, parce qu'il s'y trouvait un excellent homme, nommé Méhémet-Ali, qui en avait fait la conquête, et et que le mieux était de l'en laisser paisible possesseur. M. Harney prétend encore que nous avons joué le jeu de l'absolutisme en chassant Méhémet-Ali, pour replacer la Syrie sous la domination de la Porte. Quoi! le vieux Méhémet-Ali était un sujet du sultan, comme le lord lieutenant de l'Irlande est celui de la reine d'Angleterre? Mais il avait l'intention d'y établir sa propre souveraineté aux dépens de son maître, je puis ajouter au préjudice de l'Angleterre, très-intéressée à ce que la Turquie ne soit point affaiblie et livrée à d'autres convoitises. Voilà pourquoi nous avons ramené Méhémet-Ali chez lui. On vient tracer un tableau des douceurs d'un régime faisant ressembler la Syrie à un paradis terrestre, qui a fait place à un véritable enfer depuis l'expulsion du pacha d'Égypte. Cependant, comment concilier la vérité de ce rapport

avec ce qui s'est si facilement accompli? Car enfin il nous a suffi de dire aux populations de ce pays . En avant! Si vous avez l'intention de vous débarrasser de Méhémet-Ali, nous sommes derrière vous. Le moment est venu pour vous d'agir. Ils nous ont pris au mot, et, nous saluant comme des amis, ils ont chassé l'envahisseur. Voyez aujourd'hui le contraste de leur bonheur présent avec leurs maux passés! »

XIII

La suppression de la traite des noirs est pour lord Palmerston plus qu'un triomphe politique, c'est un titre d'humanité. Dans cette question, objet de si vifs débats, un étroit patriotisme, venant en aide à l'esprit de parti, faillit enflammer les honorables susceptibilités de l'opinion en France, au sujet d'un traité, dont, suivant M. de Lamartine, l'heure pouvait être mal choisie, dont les forces étaient mal calculées, mais qui enfin faisait fléchir devant un grand principe un préjugé qui couvrait de l'inviolabilité du crime ces tombeaux flottants de cargaisons humaines. Partout, hélas! se rencontre cet étroit esprit

qui, sous les fausses couleurs du patriotisme, est prêt à sacrifier une justice à une antipathie, une vérité conquise au profit des hommes et de Dieu, aux supputations d'une froide et fatale économie. C'est Barême nivelant à son chiffre de doit et avoir les plus nobles inspirations. Pendant que le traité formait en France cette coalition où s'accouplaient les haines, les accusations, les ignorances, sous la direction de quelques chefs habiles et éloquents, les hommes-chiffres, en Angleterre, repoussaient l'escadre d'observation destinée à réprimer la traite sur les côtes d'Afrique, sous prétexte que c'était une charge aussi considérable qu'inutile. Mais lord Palmerston, d'accord avec son ami lord J. Russell, invariable dans ses vues, combattant l'égoïsme, développe les moyens de surveillance et la force d'exécution au point d'aboutir à la destruction de cet infâme commerce. Le capitaine Denman porte le premier coup à ces corsaires de chair humaine. C'était l'usage des trafiquants d'esclaves espagnols et portugais d'acheter aux chefs africains des troupeaux de noirs. Aussitôt ces malheureux étaient consignés et entassés dans des baraques en bois, jusqu'au moment où un vaisseau de guerre, en état de les transporter au Brésil et à Cuba, profitait pour tenir la mer de l'absence et de l'éloignement des bâtiments anglais. Détruire les baraques était le premier obstacle pour gêner et empêcher l'indigne trafic. Alors le capitaine Denman fait un traité avec le chef du canton où les

baraques étaient construites, qui lui donnait le droit de les anéantir. Aussitôt il opère un débarquement, s'empare des prisons où étaient enchaînés leurs malheureux habitants, ressemblant à des spectres, les délivre, et brûle cette citadelle de la cupidité spéculant sur la servitude. Cet acte fut décisif, le commerce qui l'avait nécessité ne s'en est plus relevé. Les marchands portugais ayant eu l'audace d'intenter contre le brave capitaine une action en dommages et intérêts, celui-ci, défendu aux dépens de l'État, vit son courageux acte approuvé par la justice. Depuis, le blocus des côtes du Brésil, la chasse active donnée dans les mers d'Afrique, la prise de Lagos, repaire de cet ignoble trafic, ont à peu près réalisé les vœux de la religion et de la philanthropie.

XIV

En 1841, lord Palmerston résigna en même temps que son parti qui cessa dès lors d'avoir la direction des affaires publiques. Mais avant la clôture du parlement il devait apparaître avec un nouveau et plus important caractère. Lord John Russell, *leader* (chef) de l'opposition, sans espoir de ramener l'esprit public, était tout entier aux dou-

ceurs d'un mariage suivant son cœur avec la fille de lord Minto. En quittant son poste, il avait laissé à son ami le soin et le devoir de le remplacer. C'était une phase d'inaction politique dont profitait le ministère pour poser les premiers jalons des mesures commerciales et financières qui devaient rendre si célèbre l'administration de sir R. Peel. Alors rien ne révélait encore ce qu'il projetait. Le plus léger indice n'avait pas trahi sa pensée pour les hommes les plus clairvoyants. Tout ce que l'on savait, c'est que le grand médecin d'État, pour me servir de la qualification du public, avait été réclamé, qu'il avait tâté le pouls du malade, avait reçu ses honoraires, mais avait ajourné la consultation. C'était là un beau jeu pour une critique habile et spirituelle qui s'appropriait au génie et au fin sarcasme de lord Palmerston. Je regrette que la tyrannie de l'espace ne me permette pas de placer ici ce modèle d'ironie de bon ton, qui obtient l'assentiment de ceux-là mêmes contre lesquels elle est poliment dirigée. Cela entraînerait trop loin l'écrivain et le lecteur. Ce serait aussi justice de reproduire la réponse de Robert Peel, empreinte du même cachet de finesse, de gaieté, de nuances dignes d'un grand maître de la parole. Peut-être est-ce le plus grand succès que ce ministre ait obtenu dans ce genre, qui était une déviation de sa grande, large et toujours sérieuse manière. Son esprit comme sa pensée visait peu à éblouir, mais à convaincre. C'est une preuve de plus

que la véritable supériorité sait élargir l'horizon et parler tous les langages.

Plus tard, nous retrouvons lord Palmerston dans l'affaire Pritchard, du domaine de l'administration de lord Aberdeen. Ces deux hommes d'État, souvent placés à des points de vue divers, ainsi que cela s'était vu dans la question des limites du Canada et de l'état de Maine, concordent parfaitement en tout ce qui se rattache à l'affaire de Taïti. C'était un grand bruit pour peu de chose, dont il ne reste plus que la fumée.

Vraiment, quand, de l'horizon de la vérité mise en lumière par le temps, on voit l'obscurité produite dans le passé par les passions qui troublent les plus forts esprits, on sonde le néant du jugement humain. A quoi tiennent les réputations et l'estime du monde? Que de célébrités, météores des illusions passagères! Que de vérités mobiles qui sont les erreurs de demain, tandis que celles-ci poursuivies reconquièrent le droit et l'adoption de l'avenir!

La liberté commerciale, cette grande œuvre de R. Peel, eut le concours de lord Palmerston; mais voici le moment où, par le retour des whigs au pouvoir, il va se retrouver dans toute la grandeur de son rôle. C'est comme une nouvelle phase de l'histoire de l'Europe, où la gravité des crises et des événements va découvrir tout un ordre de faits nouveaux et de surprises inattendues.

XV

Lord Palmerston avait à peine repris la direction du Foreign-Office, qu'il se trouvé enveloppé dans les embarras et les perplexités de la politique étrangère. Alors, sans qu'on s'en rendît comp e, tout présageait des changements prochains et inévitables. Le gouvernement de juillet avait vécu au jour le jour, dépensant et gaspillant des sommes de force et d'intelligence, n'ayant d'autre souci que de gagner tant bien que mal le lendemain. Il n'avait rien su fonder à l'image de la grande nation qu'il avait reçue si enthousiaste et si riche d'une étonnante prospérité. Enveloppé dans les ambitions sans grandeur et exclusivement personnelles d'une classe moyenne âpre à la curée, il se trouvait ballotté entre un parti de la Fronde et un parti de la cour, dont M. Thiers et M. Guizot figuraient, l'un Gondi, cardinal de Retz, et l'autre Mazarin. C'était là tout le jeu puéril d'une conservation aveugle et d'une guerre aux places, tandis que la France, dépourvue d'alliances au dehors, n'avait plus qu'à contrefaire le mort, chaque fois que s'ouvrait un grand intérêt européen.

Le premier éclair de l'orage qui se préparait partit des montagnes de la Suisse, « ce rocher de glace, » comme l'appelait M. Guizot, qui est la barrière de la France, à l'est, contre l'Autriche. La neutralité helvétique empêche ces deux grandes puissances de se toucher. Vingt-deux cantons, tenant les uns aux autres par un faible lien, constituent cette agrégation, qui est une singularité non moins appropriée à sa destination en Europe.

XVI

C'est la religion qui vient ouvrir la querelle entre deux ordres d'idées et d'intérêts où tout est opposition dans l'esprit comme dans les tendances. Le mouvement radical et irréligieux avait réveillé la ferveur du catholicisme. Le conflit s'engage par l'Argovie, où l'orthodoxie romaine et le luthéranisme, violateur et apostat des traditions, balancent leur force respective. Maîtres du pouvoir, les protestants suppriment, par un simple arrêté cantonnal, les établissements religieux qui pouvaient revendiquer le bénéfice et les garanties de l'article 12 du pacte fédéral. Vainement les couvents frappés en réfé-

rent à la diète. Lucerne appelle les jésuites, acte imprudent qui ne pouvait qu'aggraver la crise, mais qui enfin était un droit conforme à son privilége cantonnal. Le protestantisme y voit un défi et un danger pour lui.

C'était le principe de l'unité politique suisse par la centralisation du pouvoir, en face de celui de la décentralisation, attribuant à chacun une souveraineté et une indépendance propres. La France et l'Autriche étaient pour le maintien des circonscriptions qui se neutralisaient les unes par les autres ; lord Palmerston, inclinant à la prédominance des vororts, visait à faire de la Suisse une forteresse qui trouverait sa force dans l'organisation d'un État collectif substituée à la faiblesse de fédérations dont le pouvoir était plus nominal qu'effectif.

XVII

Une expédition dite des corps francs, sous l'action des clubs, s'organise, avec M. Ochsenbein pour chef, contre les cantons catholiques; ceux-ci repoussent la violence par la force. Le Sunderbund représente la ligue défensive des sept cantons de Lucerne, d'Uri, de Schwitz, d'Unterwalden, de Zug, de Fribourg et du Valais.

Par un de ces mouvements d'opinions plus rapides encore sous la forme élective populaire, le parti radical, battu dans ses corps francs, était parvenu en cinq années à étendre son influence au point de porter, en 1847, à la tête du vorort l'ancien chef de ces corps agresseurs, au seul titre de leur fanatisme révolutionnaire. C'était l'intolérance entrant au pouvoir avec l'esprit qui l'avait conduit à l'invasion des cantons catholiques. Moment critique où la palme appartient à qui sait oser. Celui qui fait ce portrait a fouillé avec un soin minutieux tout ce qui se rattachait à cette question, les annales des débats parlementaires en France et en Angleterre, et le travail si remarquable de M. le comte d'Haussonville. La France, alors séparée de l'Angleterre, paraissait au moment de passer à des mesures coercitives, et à intervenir par la force dans la question intestine de la Suisse, de concert avec la Prusse et l'Autriche, dirigeant déjà des troupes aux frontières. De 1846 à 1847, la France joua le rôle le plus actif d'initiative et de résolution. Ce n'était pas le compte de lord Palmerston, qui, indépendamment de ses affinités avec ses coreligionnaires les protestants, avait une autre manière d'envisager la question politique : la souveraineté collective devait dominer le privilége cantonnal. Tout en s'adressant aux divers cabinets de l'Europe, pour protester contre une intervention qui ne pouvait, selon lui, avoir lieu que par le consentement unanime des

puissances protectrices, son agent, M. Peel, reçut ordre de presser la diète de mettre autant de vigueur que de promptitude dans la soumission par les armes des sept cantons. Le général Dufour, nommé général en chef à la tête de 50,000 hommes, n'eut besoin que de faire une promenade militaire, la résistance n'était pas possible. Les sept cantons n'eurent d'autre ressource que de se soumettre : ils n'avaient qu'une population de 300,000 hommes assiégée par toute la Suisse. Lord Palmerston, après avoir proposé au Sunderbund d'abdiquer ses prétentions, consistant à faire reconnaître par la diète et l'Europe ses droits de souveraineté, part de la Confédération helvétique, voyant la France, dans une note du 4 novembre 1847, faire appel aux puissances continentales, voulut prévenir ce concert, d'où ne pouvaient sortir que des mesures de coercition contraires à la politique de l'Angleterre. Aussi pressa-t-il le dénoûment de manière à laisser la médiation inutile en face d'un fait accompli. C'est qu'en effet l'explication du dénoûment se trouve tout entière dans cet aveu de M. Peel, agent d'un ministre anglais. « Avouez au moins, lui disait M. de Massignac, secrétaire d'ambassade, que lord Palmerston a fait une belle fin, et que vous nous avez joué un tour en pressant les événements. Pourquoi faire le mystérieux? Après une partie, on peut bien dire le jeu qu'on a joué. — C'est vrai, répliqua M. Peel en présence d'un diplomate espagnol, M. Zayas, j'ai fait dire au général Du-

four d'en finir vite. » Ainsi avorta le projet de la dynastie de juillet de réaliser de l'autre côté du Jura, avec l'Autriche, la Prusse et la Russie, ce qu'elle avait réussi à accomplir avec l'Angleterre de l'autre côté des Pyrénées. C'était une revanche du traité du 13 juillet 1840, qui avait exclu la France du concert européen. L'activité de lord Palmerston agissant pendant que M. Guizot en était aux notes de chancellerie, rendait inévitable la déconfiture de projets aussi mollement suivis en présence d'un adversaire d'une habileté égale à sa résolution.

XVIII

Une autre matière qui préoccupa beaucoup lord Palmerston, fut le mariage du duc de Montpensier avec une infante, sœur de la reine d'Espagne. Déjà nous avons eu occasion de parler du traité d'Utrecht, faisant de la séparation des deux couronnes un principe de droit européen. C'était un Bourbon sur le trône des Espagnes, mais à la condition qu'aucune de ces monarchies ne pourrait jamais s'incorporer l'une dans l'autre. La disposition importante qui empêchait une femme de ceindre la couronne d'Espagne avait été abandonnée par le traité de la quadruple alliance, qui assurait le trône à Isabelle;

mais, comme contrepoids à cette concession, aucune alliance ne devait avoir lieu entre les familles royales des deux pays.

Tel est l'état de la question de 1713, date du traité d'Utrecht, au temps de la reine Anne, jusqu'à 1846, où s'accomplit le mariage du fils de Louis-Philippe. Cette union, que M. de Lamartine caractérisait « une pensée d'un autre siècle déplacée dans le siècle présent, » achève la séparation déjà commencée entre le gouvernement de juillet et le cabinet anglais. Les politiques à courte vue, comme toujours, s'extasiaient d'une alliance qui, dans leur adulation hyperbolique, faisait triompher Louis-Philippe, et réalisait, par sa main habile, la grande pensée de Louis XIV. Ces prétendus hommes d'État qui ont mené leur pupille, la dynastie de juillet, à l'abîme, semblaient aussi oublieux de l'histoire qu'aveugles à l'esprit et aux tendances de leur temps.

L'histoire! en face des mânes sanglants de Marie-Antoinette, en face de l'abandon de tant d'autres grandes princesses que leur sang sacrifie à la proscription, et dont il ratifie la ruine politique ; le passé comme le présent crient assez haut cette vérité du grand écrivain, que « sous le diadème et autour de lui, il n'y a pas de parents, il n'y a que des princes (1). »

(1) Gœthe, dans ses Mémoires, raconte une conversation qu'il eut au commencement de la Révolution française, lors de l'invasion des Prussiens, commandés par le duc de Brunswick, avec le mar-

XIX

Un homme d'État ne doit pas seulement s'être initié par les livres aux maladies, aux développements, aux ambitions et aux chutes des systèmes et des formes qui ont passé pour faire place à d'autres : il doit connaître son temps. La révolution de juillet, une fois constituée à l'état de fait acquis, plaçait son mérite dans une sorte de gouvernement en commandite des classes moyen-

quis de Bombelles, ex-ambassadeur de Louis XVI à Venise. « Je » lui parlai de son beau palais sur le canal de Venise et de ce mo- » ment délicieux où, la jeune duchesse et sa suite arrivant en gon- » dole à la porte de son palais, il nous avait reçus avec toute la » grâce et la magnificence de son pays. Je croyais le distraire en » lui rappelant ces gais souvenirs; je ne fis que le retonrner plus » cruellement dans ses peines. Des larmes roulèrent sur ses joues. » — Ne parlons plus de ces choses, me dit-il; ce temps est à pré- » sent bien loin de nous. Déjà, le cœur navré, je me préparais en » silence au changement de ma situation. En effet, il me fallut » bientôt quitter ce poste, cette Venise qui m'était si chère, pour » commencer une carrière d'exil, d'aventures et de misères qui » m'a amené ici!... où je vais assister peut-être, continua l'exilé » avec tristesse, à l'abandon de mon roi par l'armée des rois. »

Ce pressentiment était juste : quelques jours après les Allemands traitaient avec Dumouriez. Combien d'exemples depuis, où le lien de famille n'a pas compté dans la politique !

nes, à l'exclusion de la nation, et dans le maintien à tout prix de la paix du monde. Quels sacrifices n'y a-on pas faits? Tout ce qu'on avait d'habileté, de prévoyance, de ruse, avait eu le *statu quo* extérieur pour objet. La France produisait dans toutes les questions une insinuation timide prête à souscrire à une formule contraire. On avait sans remords laissé l'Espagne à sa boucherie de partis aux prises, de même que dans cette éternelle question d'Orient trois ministères consécutifs avaient jeté la Méditerranée et l'Orient tout entiers à nos rivaux insulaires et à nos rivaux continentaux.

Ce que la politique, prudente à l'excès si l'on veut, avait cédé à l'Angleterre, l'ambition de famille le retirait. — C'était un volte-face complet, non pour un intérêt français, mais pour une dot. On eût dit Sixte IV devenu roi des Français. Le conflit, de plus en plus animé, se poursuivait entre les deux cabinets, représentés, la France par M. Guizot, l'Angleterre successivement par lord Aberdeen et lord Palmerston ; mais la révolution de 1848, en emportant dans l'exil la dynastie d'Orléans, vint supprimer la cause du débat, et créer d'autres soins au chef du Foreign-Office.

XX

La Sicile qui, durant les guerres continentales, avait échappé, à l'aide de l'Angleterre, à la domination du vainqueur du continent, s'étant déclarée indépendante du gouvernement napolitain, sollicitait l'appui du cabinet de Saint-James. Lord Palmerston n'hésita pas à lui promettre, avec son assistance morale, des armes et des munitions, sous la condition qu'après avoir constitué son affranchissement, elle appelerait à régner sur elle un frère du roi de Naples.

Mais cette politique échoua par deux motifs : le premier, c'est que les Siciliens, dans l'ardeur révolutionnaire, inclinaient à la république plutôt qu'à la monarchie; le second, et peut-être plus décisif encore, fut l'obstacle apporté aux vues de lord Palmerston, non-seulement par le parti conservateur, dit *tory*, fidèle à ses anciennes traditions, mais encore par la répugnance d'une grande section du parti libéral, qui, confinée aux réformes intérieures, se souciait fort peu de ce qui pouvait être fait ailleurs. Ce fut cependant avec un vif regret que

lord Palmerston se vit forcé de laisser les patriotes siciliens à leur impuissance et au péril qu'elle leur ménageait. Le joug du roi de Naples n'en fut que plus rigoureux à la suite de terribles châtiments.

XXI

Nous voici arrivés à une des plus grandes péripéties de l'histoire contemporaine, l'insurrection de la Hongrie, qu'on peut ranger dans les conséquences produites par la république de 1848. Afin de faire l'exacte part qui peut revenir à lord Palmerston dans tout ce qui va suivre, il est nécessaire de récapituler avec quelque détail cet épisode, le plus émouvant de ceux que nous offrent les annales de ce temps.

Beaucoup de gens, sans examen, et partant sans vérité, attribuent à un homme la responsabilité exclusive de ce qui est le produit du temps, des circonstances, de la contagion irrésistible qui se répand par les paroles et les événements. Les esprits superficiels se payent de cette monnaie, qui est à l'usage de la médiocrité. Lord Palmerston a été proclamé le boute-feu des insurrections européennes, comme M. de Lamartine est réputé, près

de beaucoup de gens simples embauchés par le paradoxe, l'auteur de 1848 par la publication des *Girondins*.

Si l'on jette l'œil sur la carte de l'empire d'Autriche, on voit une agglomération hétérogène de nations dissemblables en races, en langage, en religion, en usages. En adoptant la civilisation de l'Occident, les Hongrois ont conservé leur caractère oriental. Là se retrouvent les mœurs primitives au sein des splendeurs aristocratiques, le christianisme fervent, la galanterie chevaleresque, le courage antique ; tel est le Magyar : sa poésie, c'est son histoire; sa nationalité, c'est son culte ; il est brave comme un héros et fervent comme un croisé. C'est qu'en effet il fut longtemps la glorieuse épée de la civilisation chrétienne pour arrêter le mahométisme.

Ce serait peut-être un préliminaire utile que de décrire ici comment l'Autriche a pu étendre son sceptre sur ces nationalités de mœurs, de tendances et d'intérêts contraires, mais ce coup d'œil rétrospectif nous entraînerait trop loin. Seulement, quiconque donnera une attention suffisante aux moyens qu'a employés la politique de Vienne dans la dernière lutte, y trouvera l'habile mise en œuvre de cette maxime plus machiavélique que chrétienne et que la politique n'a cessé d'appliquer : « Diviser pour régner. »

La charte de la Hongrie, appelée *Bulle d'or*, remonte au treizième siècle. — La diète était un vrai parlement investi des pouvoirs les plus étendus. Des priviléges mu-

nicipaux et provinciaux formaient une barrière que les empiétements du pouvoir exécutif ne pouvaient forcer. Les provinces avaient une vie administrative tout à fait indépendante du pouvoir central. Elles choisissaient leurs magistrats triennalement avec des mandats motivés. Tout décret de la diète contraire à leurs droits pouvait être l'objet d'une protestation et d'un recours en appel à la diète suivante.

La politique de Vienne tendait à faire disparaître sous le niveau d'une centralisation bureaucratique les législations et les formes diverses qui laissaient à l'empire, quant à la Hongrie surtout, plutôt un protectorat qu'une souveraineté. —Après la chute de Napoléon, l'empereur François tenta ce qu'il n'avait osé en face de ce puissant adversaire, il cessa de convoquer la diète. Les murmures du pays le forcent à la rappeler néanmoins en 1825. Le premier soin de celle-ci fut d'ouvrir ce que l'on peut appeler l'*ère des réformes*.

Il en résulta une série d'améliorations pour le pays.— Mais la contagion de cet esprit et de ces exemples causait un grand souci à l'Autriche qui se trouvait déjà en grande perplexité. La diète siégeait à Presbourg, engagée dans un pénible conflit avec le prince de Metternich, qui gouvernait sous le nom de Ferdinand V. — Sur la proposition de Kossuth une députation est envoyée à Vienne pour demander que la Hongrie fût régie conformément à ses lois. — On le lui promit. — Une parfaite

union confondait à cette époque toutes les classes dans le même sentiment.

Deux moyens se présentaient alors pour arriver à une solution, quelques sacrifices à faire aux idées de la maison d'Autriche, ou des mesures décisives, immédiates. — On ne prend aucune décision. — Cependant la révolution de Vienne était tombée comme la foudre sur la cour démoralisée, réduite à fuir. Il semblait que la Hongrie trouvât sa sécurité dans ce qui semblait devoir aboutir sinon à la déchéance, au moins à l'impuissance de la maison d'Autriche.

Mais celle-ci, au lieu de s'abandonner, a recours à tout ce que l'habileté et la diplomatie de la politique intérieure peuvent combiner de ressources et de moyens d'action. Elle commence par convoquer une assemblée nationale à Vienne où il est insinué que la Hongrie, en se séparant des autres États de l'empire, prétend établir sur eux sa prépondérance. Des concessions, des promesses, des flatteries adroites désarment les récriminations qui pouvaient, en paralysant les vues du gouvernement impérial, fournir à la Hongrie un puissant allié, le mécontentement des peuples, à lancer contre elle. Des actes habilement calculés viennent partout fortifier et développer cette susceptibilité si ardente de races. Les Croates, les Serviens, les Valachiens se lèvent de toute part en défenseurs du trône. — Le ban Jellachich ouvre cette procession guerrière qui se disciplinera par

la main de Schwarzemberg, pour se dénouer par les supplices des Hongrois désarmés plutôt que vaincus.

XXII

De toutes les nationalités, la Croatie était la mieux préparée pour répondre aux vues de son suzerain. Durant la persécution des chrétiens en Turquie, au dix-huitième siècle, beaucoup de ceux qui voulurent rester fidèles à leur Dieu vinrent en ce pays, où ils furent organisés en colonies militaires établies aux confins de l'empire mulsuman. C'était un cordon de sûreté très à propos. — Ils furent divisés en régiments dont chacun comprenait seize bataillons de cent hommes. — Dans ces colonies on naissait soldat, l'enfant était dressé à la manœuvre aussitôt que son âge le comportait. — Le ministre de la guerre, ayant ces districts dans son administration, dépêchait des officiers pour commander et diriger les régiments : jamais ils n'étaient tirés des rangs des colons. La mission de cet état-major autrichien n'était pas seulement militaire, mais encore civile et judiciaire.— C'était un arsenal de guerre de 40,000 hommes, sous la

main du ban de la Croatie. — Celui-ci se dirige, suivi de cette force, vers la frontière hongroise; la victoire de Novarre, en Italie, en augmentant les forces disponibles, permet au ban et à son maître de substituer l'action décisive du canon à l'attente des négociations. Ferdinand le Bon, faible d'esprit et de corps, venait de sa retraite d'Olmutz d'abdiquer en faveur de son neveu François-Joseph, qui devait relier le faisceau dissous de la puissance impériale.

150,000 hommes s'élancent sur la Hongrie, qui peut à peine leur en opposer 50,000. Il lui faut éviter le combat jusqu'à ce qu'elle ait pu faire les recrues qui effacent une aussi grande disproportion, car, on l'a dit avec vérité, en dépit de la valeur, le nombre finit toujours par avoir raison.

Enfermée par la Tisza (Theiss), la rivière sacrée, le Maros et les montagnes de la Transylvanie, la Hongrie s'étend comme une savane européenne dans une vaste étendue de plaine, presque exclusivement habitée par la race magyare, composée d'agriculteurs et de pasteurs aguerris par leurs occupations et leur genre de vie. De vastes marais permanents rendent, surtout au printemps et en automne, le passage fort difficile à une armée et au train qu'elle exige. Les montagnes de la Transylvanie protégent le côté oriental de cette plaine et offrent peu d'accès à des troupes. Cette situation, défendue par elle-même, renferme la partie la plus fertile du pays, elle est

riche en grains, bétail, et abondamment pourvue de chevaux. En offrant une assiette favorable à une armée, elle réunit tout ce qu'il faut pour la recruter et la nourrir.

XXIII

Quel était le plan à suivre pour la campagne? Kossuth, l'orateur et la tribune du peuple, prétendait trouver le salut dans l'enthousiasme qui transformerait chaque citoyen en soldat. Georgey, peu confiant dans ces chaudes ébullitions qui se refroidissent au moindre revers, et ne se fiant qu'à la tactique et à la discipline, comptait uniquement sur l'armée et les combinaisons stratégiques. La différence des points de vue de ces deux hommes avait son principe dans celle de leurs positions et de leurs caractères. Le soldat l'emporte sur le tribun. Quand la dernière ressource est l'épée, c'est lui qui tranche à son gré le nœud gordien des divergences; la puissance civile n'a qu'à se soumettre et enregistrer.

Cette prédominance du général établie, — il ne tarda pas à faire irruption dans le gouvernement. De Waitzen il publie une proclamation, au nom de l'armée, où il déclare : « Qu'elle et lui combattaient uniquement pour la

constitution sanctionnée par le roi Ferdinand V, auquel ils avaient prêté serment de fidélité, et qu'ils la défendraient envers et contre tous ses ennemis et contre les mouvements républicains antérieurs. » C'était rompre en visière à la diète, elle était destituée par son général.

L'armée autrichienne profite du découvert dans lequel le plan de Georgey place la capitale. A son approche le gouvernement se transporte à Debreczin, et l'occupation de Bude termine la campagne de 1848. Les officiers de l'armée envahissante furent surpris de la rapidité de leur succès.

D'autres bataillons de l'Autriche étaient en marche. La situation était donc triste et pleine de dangers. Ce fut le moment où Kossuth déploya le plus d'énergie, de volonté et de ressources d'esprit. Il releva la nation de son abattement, enflamma la diète, reprit l'ascendant sur l'armée elle-même; il hâte les levées, les équipements, les préparatifs de tout genre.

Ce qu'il y avait peut-être de plus difficile dans la tâche de Kossuth, c'était d'entraîner la diète à une rupture absolue. Cette assemblée comprenait tout ce que la Hongrie avait d'illustre en sang, en renommée, en lumières, mais elle avait plusieurs partis. Les meilleures intentions au sein de ces ondulations deviennent toujours fatales. Un corps qui discute et hésite est impropre, aux jours difficiles, à la direction des affaires. Il n'y a ni secret, ni unité, ni la concentration des forces vives qui sauvent

un pays dans les crises suprêmes. Pour les conjonctures difficiles, Rome se donnait un dictateur. La où tant de chefs ont la main et des volontés opposées, c'est l'impuissance, pronostic de la défaite. — Le gouvernement n'avait point oublié l'humiliation que Georgey lui avait fait subir de Waitzen. — Kossuth, désireux de se débarrasser du maire du palais, qui avait attendu d'être sous les armes pour jetter le masque, le remplace par le général polonais Dembinski. Il n'avait pas pris garde qu'une guerre purement nationale ne comporte le mélange d'aucun élément étranger, et que la jalousie si fière des Hongrois n'admettrait pas longtemps un chef du dehors.

Ce qui avait permis à Kossuth d'éconduire Georgey, la défaillance des combinaisons militaires, vint ouvrir le même droit à l'armée par la défaite de Kapolna. Rien n'est rigoureux comme un fait pour les multitudes, c'est l'avertissement, sinon la loi du destin. L'armée déclare son manque de confiance dans son général, et demande au commissaire du gouvernement Szemere de nommer un autre commandant par intérim. — Celui-ci choisit Georgey. — Dembinski refuse de lui remettre les troupes. Georgey ordonne l'arrestation de son rival. — Survient Kossuth, il transige, on éloigne Dembinski, et Wetter est investi du commandement.

Dans ces conflits, l'autorité civile profanée était remise une seconde fois aux fers. — Wetter tombe malade,

le gouvernement est obligé de passer sous le joug. — Georgey est réinstallé. — Il accumule victoires sur triomphes. — En quatre semaines il chasse les armées autrichiennes. Sauf quelques points isolés, le sol hongrois est libre.

XXIV

C'était une de ces occasions qu'une politique habile et modérée pouvait rendre féconde, en plaçant une transaction sous les auspices de la victoire. La faute si souvent commise par les gouvernements populaires, trop enclins aux mesures extrêmes, va être renouvelée par Kossuth, au mépris des enseignements de l'histoire. Au lieu de profiter de ces avantages pour traiter avec la cour impériale et obtenir une garantie qu'elle eût été heureuse de signer dans ce moment, c'est-à-dire, le maintien et la pratique sincère de la constitution de 1848, Kossuth, dans l'emportement de ses espérances, brise le dernier lien de conciliation. — La déchéance de la maison de Hapsbourg est proposée à la diète et votée. — *Alea jacta est.*—*Væ victis.* — Voilà où poussent les besoins comme

la passion de la popularité. — La politique modeste mais salutaire et sûre dans ses effets est sacrifiée au clinquant des discours et à la tentation des aventures. Le bon sens est détrôné par la chimère et l'on perd un pays en l'enivrant du poison de l'orgueil et de l'imprévoyance.

C'était insensé : — à quoi bon brûler ses vaisseaux? Pourquoi engager une cause et une nation par des ruptures si téméraires? Loin qu'il pût y avoir la moindre utilité, il n'en résultait qu'inconvénients, troubles, obstacles. — L'hostilité des ennemis de l'Autriche en fut accrue. — La division se mit dans l'armée hongroise.

Dès lors le déclin est visible. Tous les cœurs s'étaient unis, tous les bras s'étaient levés pour la cause nationale menacée. C'est là un de ces dogmes où le sentiment indestructible de la patrie et de sa liberté anime et entretient le feu sacré. Aussi longtemps que ces intelligibles barrières avaient dû être défendues, la nation avait été victorieuse. Mais quand des théories diverses vinrent la distraire et l'embarrasser, le sentiment public perdit sa base, et le mouvement national s'arrêta pour laisser l'arène au choc des partis, avant-coureur de la catastrophe.

On l'a dit, et on ne saurait trop le répéter : dans la phase diverse de la vie des nations, il y a des heures suprêmes où se décide leur sort pour des siècles : profiter de l'à-propos qu'offre la fortune, c'est le succès ; le laisser s'évanouir, c'est la ruine. Cette alternative se présenta à

la Hongrie au commencement de 1849. On sait sur quel jeu trompeur Kossuth préféra engager l'issue.

Derrière les armées autrichiennes, un observateur attentif aurait pu entrevoir les tourbillons de poussière qui dérobaient les bataillons russes. Cette épée du Nord tombant si lourdement dans la balance des contentions armées de deux peuples, devait rapidement en mettre un hors de cause. De brillants faits d'armes, une bravoure héroïque, viendront jeter un reflet grandiose et poétique sur ces dernières convulsions d'une agonie de géants. — Testament de la gloire qui léguait la défaite.

L'avenir a trop souvent la charge des erreurs du passé. Chaque fois que la direction publique, sortant des voies pratiques, échappe aux esprits modérés, avec les hommes extrêmes qui substituent les coups désespérés à l'empire de la raison, l'écueil est proche. — La Hongrie une fois de plus en est la lamentable preuve. L'à-propos d'une transaction sûre échappé, la partie a été jouée sur le dangereux dé des batailles. A cette loterie redoutable tout a été perdu. — C'en est fait. — Au milieu de la consternation publique, dans le deuil commun des plus illustres veuves, comme des plus simples femmes, l'œil attristé n'aperçoit plus que la prison, le bourreau et l'échafaud.

XXV

Un des traits les plus saillants du caractère de lord Palmerston est la persévérance dans une pensée comme dans un plan adopté. Entravé dans ses projets à l'égard de la Sicile par les circonstances que j'ai retracées plus haut, le chef du Foreign-Office n'avait cependant pas amnistié le roi de Naples des actes de rigueur qui avaient signalé sa reprise de possession. M. Gladstone, aujourd'hui chancelier de l'échiquier, dans une lettre célèbre, en signalant l'arbitraire captivité des hommes les plus illustres, tels que sénateurs, anciens ministres, juges, dénonçait à son ancien chef lord Aberdeen les rigueurs barbares dont ils étaient l'objet. S. S. Palmerston, prenant sous son patronage ce document extra-diplomatique, en adressa des exemplaires à tous les ambassadeurs d'Angleterre accrédités près des grandes cours, avec ordre d'y appeler leur attention. Le prince Castelcicala, ministre du roi de Naples à Londres, eut la malencontreuse idée d'y répondre par l'envoi au lord irritable d'une réfutation faite par un Anglais obscur, Mac-Farlane, avec demande d'en faire l'envoi aux agents de S. M. B. à l'étranger. C'était

un excès de zèle dont le gouvernement napolitain sentit tout d'abord l'inopportunité et le danger; il se hâta donc de rappeler son représentant. Lord Palmerston, dont le propre est l'obstination, demanda au gouvernement napolitain une indemnité en faveur des Anglais qui avaient subi des pertes, par suite du siége de Messine. La justice de cette réclamation arrogante pouvait certes être contestée ; mais la cour de Naples s'estima heureuse, pour éviter la visite de quelque amiral Parker, d'acquitter le chiffre demandé. M. Fortunato, un esprit conciliant et éclairé, était alors au pouvoir ; il s'étudia à éviter soigneusement ce qui pourrait surexciter la hautaine humeur de lord Palmerston, dont l'audace fut encore couronnée par un succès.

XXVI

Le projet d'incorporation de l'Autriche dans l'Allemagne, conçu par l'esprit hardi du prince Schwartzemberg, apparaissait comme la résurrection de la prépondérance germanique de la maison d'Autriche, en vertu du double lien commercial et politique. Lord Palmerston ne pouvait prendre le change sur la portée de cette mesure ;

après s'être concerté avec la France, il fit échouer la pensée favorite du général ministre disposé à faire de son épée le complément des négociations. Ce fut un grand chagrin pour le successeur de M. de Metternich. Une fois de plus l'humeur tranchante du soldat hautain et fier fut déconcertée dans ses plans par l'habileté et le calcul d'un politique consommé.

XXVII

L'affaire de la Grèce, qui, au sujet de Pacifico, émut toute l'Europe, voilait, sous le prétexte de la revendication de l'ancien adage romain au profit de l'Angleterre, *civis Romanus sum*, une des questions les plus importantes qu'un prochain avenir devait éclairer : arrêter l'action de la politique russe sur la Grèce, surexcitée par d'anciens souvenirs, tel était le but du ministre anglais. Sous un prétexte, en apparence futile, il préludait à la notification que l'Angleterre saurait faire respecter ses droits directs comme gouvernement, et prendre des gages à l'encontre de la Russie qui, au nom des affinités religieuses et du protectorat qu'elle prétendait exercer, recrutait des auxiliaires pour l'accomplissement de ses

vues sur la Turquie. Lord Palmerston le vit tout d'abord; son habile ambassadeur, le très-honorable Thomas Wyse (1), dont l'auteur a, dans de vieux et intimes rapports, pu apprécier l'esprit élevé et loyal, avait parfaitement édifié le chef du Foreign-Office sur le but que poursuivait le cabinet de Saint-Pétersbourg; l'un et l'autre eurent le mérite de voir avant l'Europe, et contrairement à son optimisme, ce que les faits récents ont mis en lumière. Aussi ce que voulait faire, à titre d'arrhes sur l'avenir, l'amiral Parker, a été accompli par la dernière occupation du Pirée. M. Wyse, toujours ambassadeur de l'Angleterre, a vu ses pronostics passer à l'état de fait, et la réparation des griefs obtenue par le concours énergique de la France qui s'émouvait encore, non plus pour les Grecs désertant l'intérêt européen pour leur chimère, mais contre les Grecs ramenés de par la force à la vérité et au droit.

Un fragment d'une improvisation faite à *Reform-Club* par lord Palmerston, dans un banquet qui lui fut offert au sujet de son triomphe parlementaire, mérite d'être rapporté.

« Les vues qui ont dirigé la politique du gouvernement de Sa Majesté dans ses relations avec l'étranger ont été les intérêts de l'Angleterre; intérêts qui ont pour point

(1) Qui, par son mariage avec une des filles du célèbre Lucien Bonaparte, prince de Canino, a l'honneur d'être cousin-germain de l'empereur des Français.

de départ le bien-être de ce pays, et qui comprennent dans leur développement le bien-être de tous les autres pays. Relativement à ce pays, il n'est pas nécessaire de dire que le premier but de ceux qui sont chargés des affaires étrangères est de maintenir intacts son honneur, sa dignité et ses droits. Il est ainsi de leur devoir de protéger nos compatriotes dans quelque pays qu'ils puissent se trouver. Messieurs, nous sommes un peuple essentiellement voyageur, investigateur et commerçant. Il n'est aucune partie du grand Océan, qui couvre une si vaste partie du globe, qui ne voie flotter nos vaisseaux et nos marchandises. Il n'y a aucun pays, rapproché ou éloigné, sauvage ou civilisé, dans lequel on ne trouve des Anglais, soit pour cause de santé ou de plaisir, ou pour des recherches scientifiques, ou pour des affaires de commerce, ou avec la vocation plus élevée de répandre dans des régions de ténèbres la lumière de notre foi chrétienne.

» Je soutiens, messieurs, que nos concitoyens, quels qu'ils puissent être, ont le droit de penser et de savoir qu'ils sont placés sous la sauvegarde attentive de leur pays, et que le bras de l'Angleterre saura les préserver du mal, ou que, si du mal devait leur être fait, ce bras sera assez puissant pour en obtenir réparation.

» J'ai dit, messieurs, que les intérêts de l'Angleterre ne se trouvent pas seulement dans nos propres affaires, mais aussi dans le bien-être de toutes les autres nations,

Ils sont passés ces temps, au moins pour ce pays, où des hommes pensaient et des peuples imaginaient que leur prospérité ne pouvait être augmentée (*promoted*) que par l'adversité des autres. Nous nous glorifions de notre bien-être, de notre bonheur et de notre propre liberté; mais nous ne désirons pas posséder le monopole de ces bienfaits; nous pensons, au contraire, que le devoir du gouvernement est de contribuer, autant que cela nous est possible, à aider les autres nations à suivre notre exemple, et de les encourager dans leurs efforts pour obtenir une position pareille à la nôtre. »

A ces mots, la compagnie se leva en masse pour applaudir pendant quelques instants le noble lord.

« Je ne veux pas dire, comme ceux qui se sont efforcés de contrecarrer notre politique l'ont faussement assuré, que nous pensions aller, comme d'autres chevaliers errants, imposer des institutions à d'autres pays, y exciter des mécontentements, et les encourager au désordre (*disturbance*). Pareilles choses ne sont pas du devoir du gouvernement de l'Angleterre. *Mais, quand nous voyons des nations s'efforcer de se joindre à leurs gouvernements pour améliorer leurs institutions; quand nous voyons des nations, sensibles aux maux qu'elles ont à souffrir, s'efforcer raisonnablement, avec calme et mesure, d'améliorer leur condition, je dis qu'elles méritent au moins notre sympathie. Et, si d'autres pouvoirs, différemment impressionnés par leurs opinions, devaient chercher à in-*

tervenir pour empêcher le développement de la liberté, j'ai la conviction que le gouvernement de l'Angleterre sera toujours soutenu et appuyé par le peuple anglais, quand il voudra jeter notre poids dans la balance et qu'il s'efforcera de le faire pour rétablir l'équilibre. Je suis persuadé que cela peut se faire souvent sans compromettre le maintien de la paix. N'imaginez pas que nous soyons moins sensible qu'aucun autre homme du pays à la valeur et à l'importance de la paix ; n'imaginez pas que nous pensions avec légèreté aux calamités de la guerre, et aux interruptions que la guerre apporte à tout progrès social, politique et commercial ; n'imaginez pas que nous ne tenions aucun compte des raisons majeures qui peuvent faire craindre au gouvernement d'un autre pays d'engager, sans une nécessité absolue, le peuple des destinées duquel il est chargé, dans toutes les misères et les calamités de la guerre. Mais ne laissez pas non plus le peuple de ce pays s'imaginer que chaque parole d'irritation que prononceront d'autres gouvernements sera immédiatement suivie de coups. Ne laissez pas croire au peuple de ce pays que chaque démonstration de colère, chaque manifestation de mécontentement, soit diplomatique ou d'autre sorte, qui pourrait venir des gouvernements dont les vues et la politique auraient été contrariées par les vues et la politique de l'Angleterre, doive nécessairement conduire à des hostilités entre eux et nous.

» Désireux, comme l'est le peuple de ce pays (et que

cela soit dit à son honneur, je crois qu'aucun autre peuple ne l'est plus que lui), de conserver la paix et d'éviter la guerre, croyez que tout autre peuple n'a pas plus envie, et cela par la meilleure des raisons, de faire la guerre à l'Angleterre que l'Angleterre elle-même n'aurait envie de la lui faire. Messieurs, la conscience de notre propre force, le sentiment de la puissance nationale, ne feront jamais que le gouvernement anglais ou le peuple soit tenté de faire une chose qui serait injuste ou mauvaise. Mais ceci doit au moins nous conduire à soutenir la cause de la justice et de l'honneur, et nous engager à ne pas céder facilement à des craintes qui ne sont fondées sur aucune base réelle. Messieurs, je sens que nous pouvons être fiers et raisonnablement fiers du pays dans lequel nous avons le bonheur d'être nés. Il me semble que si la nation britannique a été destinée par la Providence à prendre, dans tous les temps, une part active et honorable à l'avancement de la civilisation du monde, c'est de cette ruche que l'essaim le plus actif et le plus laborieux s'est envolé, et que c'est lui qui couvre des travaux de son industrie créatrice les forêts vierges et sauvages de l'Amérique du Nord.

» Il n'y a pas de terres, si éloignées qu'elles soient, où des Anglais n'aient introduit et ne continuent d'introduire les arts de la civilisation et les bénédictions du christianisme. Et ici, dans un pays où nous sommes chez nous, nous pouvons être fiers en pensant que nous don-

nons à toutes les nations civilisées du globe l'exemple d'organisation intérieure, celui d'une amélioration systématique et progressive, comme aussi une preuve pratique de notre conviction, qu'en réparant et améliorant d'anciennes institutions, loin de les renverser et de les détruire, nous leur donnons une nouvelle force. Je dis que ce pays donne aux nations civilisées du globe un exemple digne d'être imité par les hommes d'État les plus capables, digne d'être admiré des plus sages philosophes. »

XXVIII

Au moment où l'attention se concentre sur tout ce qui a rapport à l'Orient, il n'est pas sans intérêt de résumer dans un tableau rapide l'historique des contrées qui sont en ce moment l'arène où la Russie, avec ses procédés d'appropriation, ne semblait apercevoir qu'une proie à saisir, à l'encontre des principes les plus salutaires du droit des peuples civilisés.

La Valachie et la Moldavie sont un ancien démembrement de la Dacie, où les Romains d'Auguste se trouvèrent pour la première fois aux prises avec cette nation

farouche. Ces principautés, à peine connues autrefois des hommes les plus instruits, ont joué un trop grand rôle dans les événements contemporains pour avoir épuisé la curiosité publique. Leurs noms, si souvent prononcés, attachent quelque opportunité au tableau sommaire des phases successives qui ont amené la situation présente de l'Europe. C'est une initiation utile à l'intelligence de leur état présent, qui se lie par des rapports si étroits à la question d'Orient, c'est-à-dire à la plus grave des préoccupations de l'avenir du monde.

La nature a prodigué ses faveurs à ces provinces danubiennes qui forment un vaste périmètre, sous la forme d'un delta, borné à l'ouest et au nord par les monts Krapacks, à l'est par le Pruth, au midi par le Danube, qui baigne majestueusement un ensemble de plaines aussi attrayantes à l'aspect que fertiles en productions variées ; toutes les richesses agricoles s'y rencontrent. C'est un grenier d'abondance des céréales qui, sans engrais ou amendement du sol, rendent de 20 à 25 en froment, 40 en seigle, 300 en millet, pendant que les fruits de toute espèce y mûrissent savoureux, et que la vigne fournit des vins auxquels il manque seulement des moyens d'exportation, pour rivaliser avec les crûs les plus réputés. « Toutes les espèces de fruit, écrit Malte-Brun, se trouvent en Valachie. Il y a des forêts entières d'arbres fruitiers, tels que poiriers, abricotiers, cerisiers, etc. La plus grande partie des montagnes ressemble,

pour la variété des arbres fruitiers, aux plus beaux de nos jardins, qui seront toujours au-dessous de ceux de la Valachie... La nature du sol, les plaines, les coteaux, offrent en général des qualités si favorables, que l'on pourrait indistinctement rassembler dans un coin de l'Europe presque tous les objets connus sous le globe (1). On pourrait faire de ce pays le plus beau canton de l'Europe. Il y a, dit-il encore, en parlant de la Moldavie, peu de contrées où la distribution des plaines, des collines, des montagnes, soit aussi agréable pour l'agriculture et la perspective. La nature est plus grande et plus majestueuse en Suisse : ici elle est plus douce et plus agréable.»

Ce beau pays est occupé par une race superbe qui se dit issue des anciens Romains : elle se distingue par le culte des arts, la grandeur de l'hospitalité, une idolâtrie pour tout ce qui tient à la France. L'éducation la plus estimée est celle qui a notre littérature pour modèle et pour initiateurs nos compatriotes. Dans l'année 1853, le gouvernement valaque venait de fonder deux établissements magnifiques, l'un à Bucharest, l'autre à Craïova, pour l'éducation des filles de la noblesse, placés sous la direction de deux Françaises d'un grand nom et de savoir classique, très-connues de celui qui trace ces lignes. Ces deux remarquables institutrices étaient comblées d'é-

(1) Il faut excepter bien entendu les plantes tropicales et celles des latitudes trop méridionales.

gards, de la part des familles dont les enfants venaient puiser à leurs préceptes le merveilleux esprit et l'élégance de notre sociabilité.

Un traité avec les Turcs, en 1460, qui encore, dans le droit international, forme le point de départ de la souveraineté ottomane transformée en simple suzeraineté par le traité d'Andrinople, énonce que : « Le sultan protégera la Valachie et la défendra contre tout ennemi futur ; que la Porte sera exclue de toute participation à l'administration des principautés ; que la nation valaque sera régie par ses propres lois ; que les waivodes seront nommés par l'archevêque métropolitain et les boyards (nobles), et que ce choix sera reconnu par la Porte ; que le waivode aura droit de vie et de mort sur ses sujets, et qu'il fera la paix ou la guerre sans être responsable envers la Porte ; que nul chrétien après avoir embrassé la religion musulmane ne pourra être inquiété ni réclamé, si, revenu en Valachie, il embrasse de nouveau la religion chrétienne ; que les sujets valaques, en allant s'établir dans quelque partie que ce soit des possessions ottomanes, ne paieront pas le karatsh auquel sont soumis les autres rayas ; que le procès d'un Turc avec un Valaque sera jugé par le divan valaque conformément aux lois du pays ; que les Turcs n'auront pas le droit d'emmener un ou plusieurs domestiques natifs de la Valachie de quelque sexe que ce soit ; que nulle mosquée turque ne sera construite dans aucune partie du territoire ; que la

Porte ne délivrera aucun firman relatif aux affaires personnelles d'un sujet valaque, et ne s'arrogera jamais le droit, sous aucun prétexte, d'appeler à Constantinople, ou dans toute autre partie du territoire turc, un sujet valaque. »

Telle est la première charte où la Porte consacre, dès le quinzième siècle, les droits, priviléges et libertés des Valaques. Il est hors de propos de relater les divers conflits auxquels donna lieu souvent, ainsi qu'il arrive entre États comme entre particuliers, l'interprétation du traité consenti par Mahomet II. C'est là qu'il faut chercher le lien des principautés et de la Turquie. C'est la première assise des garanties que le traité d'Andrinople n'a fait que confirmer, à l'exception du droit attribué à la Valachie de faire la paix ou la guerre. C'est à dater de sa promulgation que la souveraineté de la Porte se transforme en une suzeraineté avec le contrepoids du protectorat russe. Pomme de discorde entre deux puissances possédant par indivis un État qui entre ces deux singularités offre lui-même le phénomène du droit à sa propre indépendance. Situation étrange où le guelfe et le gibelin ressuscitent sans qu'il leur soit possible de reconnaître la ligne de démarcation qui délimite les droits du maître et les priviléges du protectorat. De la sorte, se projette toujours à l'horizon la menace d'une terrible et indéfinissable responsabilité.

Nicolas Maurocordato ouvrit l'ère des princes fanariotes d'origine grecque. Cette race immorale et funeste

inocula dans le gouvernement la dépravation qui, à travers une suite d'extorsions, d'arbitraires et de scandales, allant jusqu'à supplanter le père par le fils pour l'hospodorat, altéra profondément les qualités nationales. Dès lors, sous ce régime corrupteur, la nation, composée de travailleurs, s'épuisait à satisfaire en vain des officiers prévaricateurs et insatiables. On n'aperçoit que misère et corruption. Un seul prince, Constantin Maurocordato, fait exception à tant de malheurs par un bienfait, l'abolition du servage.

Il faut remonter au traité de Kaïnardji, en 1774, après la défaite des Ottomans sur terre et l'incendie de leur flotte sur mer, dans la baie de Tschsehmé, sous le sultan Mustapha III, pour trouver le principe de la protection attribuée à la Russie, à l'égard des chrétiens relevant de la Porte. Dans l'art. 16 de ce traité la Russie se ménageait déjà une lointaine mais active influence sur les deux provinces brutalement envahies, en 1853, sous le prétexte de revendication en faveur de ses coreligionnaires : on y lit : « La Sublime Porte consent à ce que, suivant les circonstances, les ministres de la cour impériale de Russie puissent parler en faveur des deux principautés, et elle promet d'avoir égard à ces représentations, conformément aux considérations amicales et aux égards que les puissances ont les unes pour les autres. »

Le baron de Thugut, ambassadeur de l'Autriche, présent à la rédaction de ce traité, avait la prescience des

prétentions qui devaient un jour devenir un si grand embarras pour l'Europe occidentale.

« Ce traité, écrivait-il, est un modèle d'habileté de la part des diplomates russes et un rare exemple de simplicité de la part des négociateurs turcs. Aux termes de ce traité la Russie sera toujours maîtresse, quand elle le jugera à propos, d'opérer des descentes sur la mer Noire. De sa nouvelle frontière de Kirtch, elle pourra conduire en quarante-huit heures un corps d'armée jusque sous les murs de Constantinople. Une conjuration concertée avec les chefs de la religion schismatique éclatera sans nul doute dans ce cas, et le sultan n'aura plus qu'à fuir au fond de l'Asie, en abandonnant le trône de l'empire ottoman à un possesseur plus habile. La conquête de Constantinople par les Russes pourra se faire à l'improviste et avant même que la nouvelle en arrive aux autres puissances chrétiennes. »

XXIX

La Crimée, aux termes du traité précité, aussi bien que la Valachie et la Moldavie, était mise sous le protectorat russe. Ce n'était qu'un prétexte laissé aux intrigues, en même temps qu'un accès aux convoitises de la grande Catherine. La guerre éclate, en 1787, au sujet de la déposition du khan. Joseph II, empereur d'Allemagne, s'allie à la czarine. Les troupes de celui-ci battues, il signe le traité de Sistow; mais le fameux Suwarow envahit, en 1789, la Valachie et la Moldavie, prend Ismaïl, le dernier boulevard de la Turquie, et force la Porte, par le traité de Yassi, en 1792, à céder la Crimée et la Bessarabie (partie de la Moldavie à l'est du Pruth), qui sont comme les étapes de l'ambition des vastes desseins que Pierre le Grand a légué à ses successeurs la tâche d'accomplir.

Les stipulations en faveur des Valaques sont renouvelées dans l'acte de négociation dont il vient d'être parlé En 1802, le cabinet russe obtient l'engagement de la Porte de ne point changer les hospodars avant le terme de sept années, à moins d'un délit dont le ministère

russe reconnaîtrait la gravité. Cela devient la cause de la guerre de 1806, où la Russie, déclarant la guerre à la Porte, envahit les principautés et les garde jusqu'en 1812, où elle les évacue conformément au traité de Bucharest, que le czar Alexandre se hâte de conclure pour ramener ses armées du Danube au Dniéper que venait de franchir Napoléon.

En 1821, une conspiration, sous le nom d'hétairie, favorisée par la Russie, éclate contre les Turcs. Des rassemblements bulgares, serbes, albanais, organisés, apparaissent tout à coup. Dans la petite Valachie, les paysans accourent à la voix de Théodore Vlademiresco, sur la promesse de ne plus payer d'impôt, cette amorce sulfureuse des révolutions, au sein de la crédule ignorance des masses. Il entre en pompe et parade un instant à Bucharest pour fuir bientôt et disparaître on ne sait comment. Cette insurection coïncidait avec la retraite du comte Strogonof, ministre russe, par suite d'une mésintelligence avec la Porte. Les Turcs répriment ce mouvement qui se dénoue par la ruine d'Ipsilanti, émissaire de la Russie, et de sa valeureuse légion composée de Grecs dits *Bataillon sacré*. La puissance fanariote fut exterminée dans cette tempête. Désireux de satisfaire l'opinion et de prévenir le retour de pareils désordres, le sultan Mahmoud, se laissant guider par M. de Metternich, nomme deux princes indigènes, Grégoire Ghika pour la Valachie, et Jean Stourza pour la Moldavie. Mais

l'esprit corrompu des Fanariotes survivait en eux. Leur règne de six années ne fut qu'un arbitraire sans grandeur. Les favorables augures que faisait espérer à leur pays leur naissance n'aboutissaient qu'à une cruelle déception.

XXX

En 1828, éclate une nouvelle rupture entre Saint-Pétersbourg et le divan. L'occupation des principautés a lieu aussitôt conformément à l'usage. Une ambassade, à la tête de laquelle se trouve M. de Ribeaupierre, est envoyée par le czar à Constantinople. Cet apparent message de conciliation doit surtout ménager aux ingénieurs russes à la suite du diplomate la levée des plans qui doivent éclairer et faciliter la prochaine campagne. Elle se dénoue par le traité d'Andrinople conquis sur la défaite des Turcs. Il a été l'objet, ainsi que celui d'Unkiar Skeleski, de tant d'écrits et d'articles de journaux que ce serait une redite superflue d'en parler et de le commenter encore, surtout après la remarquable correspondance diplomatique de M. Drouin de Lhuys. Il s'agissait tout simplement d'appliquer à la Turquie les procédés de la czarine Catherine à l'égard de la Pologne. Le prétexte

mis en avant fut aussi un affranchissement; ce fut de la sorte qu'on lui ravit la Courlande. Six années avant la prise de possession la Russie demandait à la diète des priviléges politiques pour ses coreligionnaires schismatiques, dans un langage plus doux que celui employé par le dernier et hautain ambassadeur du czar Nicolas. Plusieurs évêques catholiques furent arrêtés sous le prétexte d'avoir mis en doute les intentions *salutaires*, *désintéressées*, *amicales*, de sa majesté impériale la czarine envers la République. Le prince Repnin fit enlever et conduire en Sibérie les nobles prélats de Kiev et de Cracovie, aux applaudissements des philosophes soudoyés par la czarine. Voltaire félicitait les spoliateurs du partage de *ce gâteau*. C'est la force considérée comme l'unique mesure du droit. Au moment où s'accomplisssait le partage de la Pologne, signé à Saint-Pétersbourg le 25 juillet 1772, l'Angleterre travaillait à détacher la Russie de la Prusse, ce qui étouffa son mécontentement. La France, inerte sur l'oreiller des débauches de Louis XV, énervée dans les jouissances, avait oublié les traditions de sa grande et saine politique. Mustapha, seul appui des nobles polonais confédérés, eût certes, avec le secours de la France et de l'Angleterre, conservé à la civilisation une barrière qu'il était trop faible pour maintenir lui seul dans l'intérêt de la Turquie. Charles III, roi d'Espagne, était dans les mêmes dispositions. Le cabinet de Versailles, pour atténuer sa responsabilité, pré-

tendit n'avoir connu le meurtre de la Pologne que par l'événement : excuse pire que le mal.

Les circonstances et la politique qui ont laissé si malheureusement succomber la Pologne ne se retrouveront plus pour permettre au colosse moscovite de se grossir encore démesurément par la chute de l'empire ottoman.

XXXI

La politique telle que l'entendent Louis-Napoléon, l'héritier de l'homme qui a le plus remué le monde, et la grande aristocratie anglaise, aussi ferme que prévoyante, n'a rien de commun avec celle de Louis XV et de la dynastie de Juillet, se rejetant sur la surprise des événements pour n'avoir pas à confesser leur impuissante faiblesse.

Certains organes de la presse continentale ont présenté la perspective d'un chimérique empire grec. Il est puéril de s'arrêter à des innovations si hasardées, lorsqu'on est en face du péril. Peu importe au czar le moyen d'atteindre le but dont Constantinople est le point de mire. Qu'on se rappelle qu'avant le partage de la Pologne, les généraux et ambassadeurs de l'impératrice offraient leur

appui avec une égale et perfide libéralité aux Czartoriski, aux Radzivill, aux Potocki.

Si ce rêve pouvait prendre une consistance, jamais la Russie ne consentirait à ce qu'un autre qu'elle en recueillît le bénéfice. Ce que veut cette puissance, c'est un accès, un débouché sur les mers ouvertes. Le Sund, dans le nord, et le Bosphore au sud, confinent l'ambition maritime du czar dans les limites de la Baltique et de la mer Noire, c'est ce qui explique l'incessante vigilance sur le Danemark et la menace périodique contre la Suède, en même temps que la politique et les procédés suivis à l'égard de la Porte. C'est par ces motifs évidents, pour qui ne se paye pas de leurres, qu'aucun czar ne peut consentir à ce que les clefs de la mer Noire passent aux mains d'une puissance de premier ordre. La politique de la Russie à ce sujet a été démontrée dans une secrète dépêche du comte de Nesselrode écrite au temps de la première guerre. Des hommes d'État, en ne voyant que la surface, ont pu se laisser aller un instant à une semblable illusion, et les Grecs plus que personne. Mais le czar a toujours parlé de manière à ce qu'on ne se méprenne pas sur la portée finale de ses vues. Il a déclaré souvent consentir à l'agrégation de petits États grecs et slaves du Danube à la frontière du royaume de Grèce, mais aussi il a dit être bien déterminé à ne permettre à aucun grand pouvoir indépendant de se constituer à sa frontière méridionale. Il est facile de comprendre com-

ment un groupe de principautés protégées pourrait être accepté par un puissant voisin. Napoléon dominait l'Allemagne occidentale au moyen de la confédération du Rhin, et Constantinople appartiendrait virtuellement au pouvoir protecteur, quoique nominativement sous la souveraineté d'uu autre titulaire.

Si devant les événements le passé ne perdait son intérêt, j'emprunterais, comme trouvant ici son à-propos, à Freiherr von Moltke, major au service prussien, le curieux détail des opérations de la campagne de 1828 et 1829, dans un ouvrage très-estimé. La Turquie, abandonnée à elle-même, semblait alors au bord de sa ruine.

En 1853, la guerre s'est ouverte aussi par l'occupation de la Valachie. Les Turcs ont eu la sagesse de n'entreprendre une sérieuse résistance que derrière le Danube. Sur la rive gauche, leurs forteresses et retranchements relient les centres de résistance, qui sont aussi des avant-postes d'attaque. Une armée irrégulière convient à une semblable défense dans un pays coupé de montagnes, obstacle aux opérations régulières sur une grande échelle. Devant la réunion des alliés, maîtres de la mer, la Russie, de par la stratégie, comme par ses défaites, était forcée de changer l'offensive en retraite. La question maritime, tranchée contre le czar, devait commencer le déclin de sa fortune. Odessa, le magasin et le grenier de ses forces, bombardé, l'armée d'Asie ne pouvait plus se ravitailler que par Tiflis et par la

mer Caspienne, au moyen de Derbent. Les communications établies à grands frais par Paskewitch, dans la précédente guerre, interceptées par l'extension des soulèvements du Caucase; la mer Noire définitivement soustraite au monopole russe par la prise de Sébastopol, le cours des choses et d'un heureux destin se trouve avoir accompli ce que la prévoyance lointaine et jalouse de lord Palmerston guettait et ambitionnait pour son pays et l'intérêt européen. Aujourd'hui les armes russes sont rejetées à une trop grande distance, dans des opérations trop vastes, sans une base d'une unité indispensable pour les ravitailler, en temps utile, d'hommes et de ressources matérielles. Le résultat de cette campagne dépasse tout ce que l'on peut espérer. Tout ce qui avait été gagné de ce côté depuis 1774, par la politique et les armes des czars, est perdu par Nicolas! Quelle leçon pour son implacable orgueil! Au résumé, Constantinople n'est pas seulement hors d'atteinte, maritimement; mais encore le Balkan ne peut être ni abordé, ni tourné continentalement. — Ainsi la Russie est arrêtée dans son essor; la crainte sombre et mystérieuse qu'elle inspirait à l'Europe s'évanouit. Qu'elle se garde bien, en quittant la morgue pour la modestie!

XXXII

Lord Palmerston, qui avait déjà une grande fortune personnelle, a épousé l'unique héritière de lord Melbourne, ancien premier ministre whig. Pour juger un homme, il ne faut pas seulement l'apercevoir dans son manteau de parade, posant devant le public, il faut le surprendre dans sa vie plus intime. Au mois de septembre, les Anglais vont à leurs champs retrouver la liberté et les épanchements du foyer domestique. L'illustration a aussi ses inconvénients qui l'exposent à rencontrer pour réveil-matin des foules nombreuses venant provoquer un speech par leurs compliments et leurs vivats. On part dans l'espérance de laisser les soucis de la vie publique derrière soi, désireux de savourer les délices de l'indépendance, de l'oubli des bruits et des sujets à l'ordre du jour dans les capitales; mais, hélas, se succède une procession de tournois oratoires à toute occasion. Il faut parler le matin, au dessert répondre aux toast enthousiastes. Le spirituel vicomte sait marier la vivacité du propos qui déride et fait applaudir à la mesure qu'un homme officiel doit strictement conserver. On assure qu'il n'y a

pas d'*humour* plus parfait et plus fécond ; il est la bonne fortune des nombreux convives qui couronnent le banquet de la grande salle seigneuriale de ses festins. Le matin, il prélude par la chasse, repos de l'esprit et santé du corps. Le soir, sûr de captiver ses nombreux visiteurs, il pourrait défier Pic de la Mirandole lui-même. La dignité du grand seigneur donne un lustre particulier à l'aisance de l'homme d'esprit. Ces rapprochements, ces effusions de la vie de château, c'est la réalité venant rectifier les points de vue à la pratique de l'industrie et du travail. Ainsi le progrès trouve de meilleures formules à la source même de ses applications. Les écoles, les établissements de bienfaisance, les manufactures et les fermes-modèles, tout ce qui intéresse un pays est de la sorte passé en revue. On s'est vu, on s'est éclairé, et l'on a resserré les liens d'affection personnelle et de dévouement aux institutions.

« Attachez-vous à vos livres quand vous êtes jeunes, disait un jour lord Palmerston aux élèves d'un institut *mechanic*, c'est le moyen de pouvoir se reposer plus tard dans la quiétude du fauteuil, avec des bons de la caisse d'épargne. » Lord Palmerston a traversé toutes les phases de la vie publique. Il a été au niveau, pour ne pas dire au-dessus des postes les plus importants. Après avoir délié les nœuds les plus complexes de la diplomatie, on peut dire qu'il est aujourd'hui en Angleterre le ministre du progrès à accomplir sous toutes les formes,

Profond, sérieux autant que spirituel et élégant, cet esprit rédige un protocole ou un sujet fashionable avec une souplesse égale de pensée et de style. Tour à tour philosophe ou littérateur, comme un autre Denys, mais sans y être contraint par la disgrâce du sort, il sait au besoin, comme on l'a vu, transformer l'homme d'État en un Solon scolastique.

XXXIII

Quoique l'ancien chef du Foreign-Office n'occupe dans le cabinet actuel que le portefeuille de l'intérieur, il n'en a pas moins apporté aux négociations de lord Clarendon le précieux concours de son expérience et de ses talents.

La question d'Orient, qui depuis 1830 n'a cessé d'être la pierre d'achoppement de la politique extérieure de la France, a surgi pour se dénouer par l'*ultima ratio* des peuples. Contrairement au traité de 1840, ce Waterloo de la diplomatie de Louis-Philippe, ainsi que le qualifiait M. Duvergier de Hauranne, la pensée de faire de l'accord avec l'Angleterre l'égide de l'empire ottoman contre l'ambition du czar, eût fait reculer de frayeur Louis-Philippe. Louis-Napoléon n'a pas hésité à y placer

le pivot de sa politique; c'est la logique de l'intérêt et de la grandeur de la France. Au surplus, l'audace tempérée par la prudence est la sanction nationale d'une nouvelle dynastie.

On sait comment lord Palmerston se sépara de ses collègues à la suite du coup d'État, dont mieux qu'aucun politique de l'Europe il mesura la portée et l'avenir. Lord John Russell, qui s'était ému de l'initiative d'approbation donnée tout d'abord par son collègue, devait bien peu de temps après exprimer un point de vue identique à M. le comte Walewski, l'ambassadeur français. Bien plus, le président du conseil, lord Lansdowne, le comte Grey, le comte Granville et tous les autres ministres devaient tenir le même langage. Lord John Russell devait aller plus loin encore en se faisant le redresseur des torts de la presse anglaise si énergique au début dans ses attaques contre le prince Louis-Napoléon. Peu de temps après, lord Palmerston traçait, dans un brillant tableau, les nombreuses difficultés dont il avait triomphé dans son département ministériel. Indépendamment de toutes les questions passées en revue par l'auteur de cette biographie, ce boute-feu avait fait disparaître le désaccord en Perse avec la Russie, réglé les difficultés si complexes relatives au Danemark et à la succession du trône, ramené la bonne intelligence tour à tour avec les États-Unis, le Brésil, l'Espagne. Il ne restait que la bouderie de l'Autriche, dont se glorifiait le fier ministre, parce

qu'il eût fallu acheter les bonnes grâces de cette puissance par l'apostasie des principes libéraux auxquels il déclarait avoir voué sa vie.

Le bill de la milice, présenté par lord John Russell, devait constater les ressources d'habileté parlementaire de lord Palmerston. Sous l'apparence la plus débonnaire, une substitution d'épithète va lui fournir l'occasion de donner une leçon, pour ne pas employer un autre mot, au collègue qui l'avait éconduit. Après l'exposé du bill fait par lord John Russell, lord Palmerston dit :

« Messieurs, j'ai déclaré que j'approuvais pleinement les principes du bill, seulement je ne trouve pas que le titre soit bien choisi ; mon amendement a pour objet de l'harmoniser avec son sens. Je veux une milice régulière pour la défense de tout le Royaume-Uni, et le projet du chef du gouvernement impose le devoir de cette défense générale à la milice locale. Mais pourquoi ce mot *locale* appliqué à une force dont l'emploi n'est pas limité? Le noble lord nous a montré un bill pour la création d'une nouvelle milice régulière; cependant son titre annonce une simple milice locale : il y a une contradiction évidente, je demande à la faire disparaître en écrivant le mot *générale* à la place de *locale*. »

Lord Palmerston donne la raison de sa préférence.

« Le seul moyen rationnel, ajoute-t-il, d'avoir une garantie efficace contre l'invasion, c'est d'organiser en temps de paix une force considérable d'officiers et de

soldats exercés, disciplinés, équipés, prêts en un mot à venir en aide à l'armée régulière dès le commencement de la campagne. L'essentiel, je le répète, c'est d'avoir une force suffisante qu'on puisse réunir dans le plus court espace de temps possible. Il importerait peu que vous l'appellassiez *milice locale* ou milice régulière, pourvu qu'elle fût dans les conditions dont je parle ; mais votre milice n'est pas dans ces conditions, puisque, d'après la loi qui l'établit, elle ne peut être convoquée que dans un cas d'invasion ou de l'apparition de l'ennemi en forces sur nos côtes. La convoquer alors ce serait beaucoup trop tard. Autant vaudrait fermer la porte de l'écurie quand le cheval en est sorti. » (Applaudissements et rires.)

« Ce que je voudrais, moi, c'est que ces forces ainsi équipées, armées, exercées, puissent servir dans le Royaume-Uni, partout où leurs services seraient jugés nécessaires. Le Royaume-Uni se compose de deux îles, et nous ne devons pas nous dissimuler le danger de cette situation. L'ennemi peut débarquer non pas sur un point, mais sur deux ou trois points différents du littoral; votre force défensive, destinée à venir en aide à l'armée régulière, doit être applicable à tout le Royaume-Uni. (Profonde attention.) Est-ce là le rôle de votre milice locale ? Non, puisqu'elle ne peut sortir de l'Angleterre proprement dite. »

Le défaut des dispositions de sir John Russell venait d'être montré à nu. Celui-ci, par une interruption, a re-

cours à un correctif, en disant que la milice pourra être envoyée même hors d'Angleterre, en Irlande, et ailleurs.

C'était fournir un nouveau trait à la vérité de l'observation de lord Palmerston, qui va le rendre plus aigu par une pénétrante ironie; il reprend aussitôt :

« Le noble lord me fait observer que sa milice *locale* ne sera pas *locale* (rire universel); qu'elle pourra être appliquée à tout le Royaume-Uni. Eh bien! alors, plus de difficultés, nous sommes d'accord. Qu'il abandonne donc son titre de milice locale qui est faux, et qu'il appelle milice *régulière*, permanente, générale, la force qu'il s'agit d'organiser. »

Pris comme dans une impasse où il ne pouvait rester qu'en s'abritant dans une faute qui pouvait être nuisible à son pays, lord John Russell, conformément à la noblesse habituelle de son caractère et des procédés anglais, déclare se retirer.

« Vous retirer, s'écrie lord Palmerston, qui avait vaincu, vous retirer parce que mon amendement restitue son véritable titre à votre bill. Monsieur le président, je ne puis trouver de termes pour exprimer la surprise que me cause une telle désertion des devoirs du gouvernement. Apparemment qu'avant de présenter ce bill, le ministère s'était bien convaincu de son importance et de sa nécessité. Comment l'abandonne-t-il si vite quand la chambre, entrant dans ses vues, donne à la mesure un caractère efficace et une portée sérieuse? »

XXXIV

La chambre donna raison à lord Palmerston. Le comte Derby entre au pouvoir avec son parti ; il représentait une négation, et devait trouver devant lui les méfiances et les forces du présent. Il offrit à lord Palmerston son ancien poste qui, sur son refus, fut occupé par lord Malmesbury. Néanmoins, sans abandonner en quoi que ce soit les principes de sa politique et de la liberté commerciale, il sauva deux fois le cabinet protectionniste. On sait comment ce dernier devait s'engloutir avec le faible radeau où le parti tory s'était malheureusement embarqué pour défendre le budget de M. d'Israéli. Peut-être n'y a-t-il jamais eu d'hommage plus éclatant que celui rendu à lord Palmerston, lors de la constitution du nouveau cabinet : il fut invité, par son antagoniste lord Aberdeen et par le ministre qu'il avait renversé, à reprendre sa place dans les conseils de la couronne.

Cet homme d'État est un des rares exemples de l'influence qu'on peut acquérir par une supériorité personnelle. Sa force n'est pas dans son parti, à ce titre il n'a pas un seul suivant parlementaire : les whigs ont d'autres chefs et la bannière de lord John Russell a le privilége

de les grouper dans la chambre des Communes. Sa force repose en lui-même. Ses talents, sa complète connaissance de l'Europe, l'étendue de ses vues, la résolution de son caractère, tout le désigne pour de hautes fonctions publiques, et se réunit pour lui assigner la permanence d'un grand rôle.

Le hasard a fait tomber récemment sous ma main une brochure publiée en 1828 par le colonel Lacy Evans, qui, aujourd'hui, combat comme un des chefs les plus illustres de l'armée anglaise dans la Crimée. C'était le prophétique *qui vive* du patriotisme, pour avertir l'Europe qu'une coalition, sous l'initiative de la France et de l'Angleterre, était le seul moyen de préserver les intérêts de la civilisation.

La vigilance de lord Palmerston entrevoyait le péril, et la politique anglaise entre ses mains ne pouvait favoriser le jeu du cabinet de Saint-Pétersbourg, soit que celui-ci tendît à faire du sultan un pensionnaire en vassalité, soit qu'il y préludât en lui arrachant quelques provinces, ou en minant son autorité.

Lorsque le czar Nicolas, sous prétexte que le *malade ne pouvait plus vivre*, voulut se faire un complice de l'Angleterre invitée à prendre sa bonne part du gâteau, lord Palmerston aperçut tout d'abord le leurre d'une pareille séduction. — Par la prédominance russe à Constantinople, non-seulement l'Égypte serait un fief éphémère, mais encore Corfou, Malte, Gibraltar seraient

menacés. — Il est accrédité que lord Palmerston, avec ce coup d'œil qui saisit les aspects lointains d'une situation, a plus travaillé qu'aucun autre à faire cette étroite alliance avec la France. Il a eu raison de toutes les hésitations et de la routine des préjugés. Quand le vent est doux et la mer tranquille, à peine un pilote est utile pour diriger un navire ; mais que l'orage gronde, il faut d'habiles matelots dans les agrès, et un maître expérimenté pour sauvegarder la navigation. — Tel est un État. Aux jours de lutte, le secours d'un génie étendu et pratique, aussi ferme qu'entreprenant, est le meilleur talisman pour le protéger et grandir sa fortune, au prix d'efforts bien entendus et bien dirigés.

En est-il un plus sûr témoignage que l'héroïque entreprise qui s'organise au moment où je trace ces lignes? La victoire sera fidèle aux drapeaux des deux grandes nations se préparant à une expédition contre une puissance dont il semblait qu'on dût tout accepter, jusqu'à une déchéance du droit et de l'avenir. — Il y a longtemps que lord Palmerston insinuait à l'Europe d'y mettre un frein. L'Empire français devait accepter une part glorieuse dans cette mission qu'eût déclinée Louis-Philippe (1).

(1) De très-difficiles négociations ont été longtemps pendantes relativement à la question danoise. Le traité de Londres, signé le 4 juillet 1850 par les plénipotentiaires de la France, de l'Angleterre, de la Russie, de la Suède, du Danemark, ratifié plus tard par la Prusse et l'Autriche, a été l'objet spécial de la sollici-

XXXV

Il faut clore cette longue étude. — Dans cette Angleterre si riche en capacités de premier ordre, peut-être n'y a-t-il personne en ce moment qui dépasse et égale

tude et des négociations de lord Palmerston. Deux principes y sont explicitement affirmés par les parties contractantes, savoir le maintien intégral de la monarchie danoise, et la fixation du droit héréditaire au profit du prince de Gluksbourg, de la maison Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Gluksbourg, à l'exclusion, 1° du prince Frédéric-Guillaume-Georges-Adolphe de Hesse, veuf d'une grande-duchesse de Russie; 2° de la famille d'Augustembourg, qui s'appuyait sur le vieux droit féodal, au secours duquel le duc actuel avait mis en jeu des moyens plus révolutionnaires que royaux.

Par un nouveau protocole signé à Londres en 1852, les principes du traité précité ont reçu une nouvelle et solennelle sanction de la part de tous les cabinets européens. Aujourd'hui, lorsque après tant de difficultés aplanies au prix de soins et d'efforts infinis, la question si complexe des duchés était pacifiée définitivement, voici que dans l'intérieur de ce pays, qui a donné l'exemple d'une admirable modération au sein de la liberté, un conflit vient d'être engagé par la couronne à l'encontre du wolksting (assemblée du peuple). Les droits constitutionnels garantis par le souverain antérieurement à l'explosion de février, ont toujours été exercés avec la plus grande réserve de la part du parlement formé de deux chambres, dont la haute est formée par le suffrage à deux degrés. Dans les présentes conjonctures, il est difficile de ne pas voir dans cette audacieuse réaction du pouvoir exécutif l'influence de la Russie. Déjà les journaux anglais les plus importants déclarent que l'Europe ne saurait courir le risque d'une éventualité qui pourrait servir aux vues du czar; d'où la conséquence de la nécessité pour les puissances occidentales de prendre des mesures

même lord Palmerston, en grandeur de combinaisons, en sûreté de coup d'œil, en hardiesse d'exécution. Les ressorts les plus secrets de la politique lui sont familiers, il a une parfaite connaissance des hommes : il sait faire

énergiques en venant en aide au parti patriote; au moins sont-elles sûres d'avoir contre l'aveuglement d'une cour oubliant qu'elle a une nation à préserver et non à livrer, l'unanimité des lumières et des intérêts, qui forment l'arrêt sans appel d'une opinion publique inébranlable. L'adresse qui la réfléchit a été votée par une majorité de 90 contre 1; encore cette seule dissidence du septuagénaire Gruntvig, peut-être le membre le plus distingué de cette chambre, avait-elle pour unique motif la modération du langage adopté; il eût voulu une protestation plus caractéristique contre un cabinet qu'il considérait comme coupable de haute trahison envers le pays.

Au point de vue qui intéresse spécialement l'indépendance de l'Europe, le Danemark sous la garde des intérêts nationaux exercée par ses chambres est une barrière élevée contre la Russie, en même temps que la clef de la Baltique; il est aussi l'allié naturel et nécessaire de l'Angleterre. La politique de lord Palmerston a été toujours tenue en éveil à cet égard; à ses yeux, maintenir les institutions nationales c'est déjouer les manœuvres et frustrer les vues de la Russie. Aux préjugés ou à l'erreur des dynasties le ministre anglais a voulu constamment avoir pour contre-poids, en Danemark comme en Norwége et dans tous les États scandinaves, les avantages d'institutions qui permettent aux préférences du peuple de se prononcer pour l'Occident contre la politique agressive du Nord. — C'était anticiper l'avenir, don bien rare. Cet habile homme d'État regarderait la suprématie russe sur les côtes de la Norwége comme aussi funeste par rapport à ce littoral que celle rêvée sur les Dardanelles par rapport à la Méditerranée et au Pont-Euxin. La Baltique, comme la mer Noire, est seulement abordable par des détroits rétrécis; la mer Blanche est bloquée par la glace une grande partie de l'année ; mais les *fjords* de la Norwége sont ouverts, même dans les saisons les plus rudes. — Cette question scandinave touche à des points de la plus haute importance, et lord Palmerston a fait du vieil adage : « *Obsta principiis,* » une règle de sa politique.

concourir à l'accomplissement de ses desseins, pour la gloire et la puissance de son pays, l'empire de la raison sur les âmes sérieuses et fortes, comme l'entraînement des impressions, qui fait mouvoir les caractères légers et faibles.

Comme l'a dit Pope, « les passions, quand on sait les gouverner, sont les voiles à l'aide desquelles on navigue. » L'ex-chef du *Foreign-Office* est un brillant symbole de cette aristocratie libérale qui place le progrès sur la base inébranlable de l'esprit de conservation. — C'est ce qui a été reconnu par un célèbre publiciste allemand, M. le comte de Fiquelmont, qui a occupé les plus hauts postes. Il condamne, avec la partialité de ses préférences pour le pouvoir absolu, toute constitution. — Chez lui, l'horreur de l'esprit révolutionnaire crée l'idée fixe qui ne laisse plus la faculté d'être juste. Ce que j'admire, moi, comme le chef-d'œuvre de la sagesse humaine, la liberté pondérée, n'est aux yeux de l'ancien ministre d'État autrichien qu'un cratère de volcan dont la lave révolutionnaire menace toujours de s'échapper en dangereuses éruptions. Mais l'anathème qu'il fait tomber sur lord Palmerston disparaît devant cet hommage arraché par la vérité :

« L'aristocratie anglaise, qui gouverne en vertu d'un principe de liberté républicaine, est cependant pénétrée de cet esprit de conservation qui sera toujours le caractère de toute aristocratie. Quand elle gouverne, elle veut

conserver l'État; quand elle ne gouverne pas, elle travaille à se conserver elle-même. L'aristocratie anglaise a donc voulu conserver la royauté, quoique le caractère indispensable qui lui a été donné n'en fasse pour ainsi dire qu'un simulacre, simulacre, cependant, qui a quelque chose de sacré, car personne n'ose y porter la main. C'est l'arche sainte. »

La guerre est venue assigner aux gouvernements la plus grande des tâches qui puissent échoir à des hommes forts et intelligents. L'évidence du droit a fait rayonner partout sa lumière. La civilisation, armée de toutes les forces morales et matérielles, est descendue dans l'arène. Sous sa bannière se rangent les plus puissantes nations, tandis que les neutres, condamnés à se taire par les nécessités géographiques, ne dissimulent pas leurs sympathies. A travers la nuée poudreuse que soulève le pas de tant de milliers d'hommes, l'œil peut déjà entrevoir le point lumineux qui marque l'imposante assise où le droit européen, fortement scellé par la victoire, défiera les hordes inorganisées d'un fantôme de Tamerlan.

SIR JAMES GRAHAM.

L'égalité moderne, développée de nos jours outre mesure, a nécessairement développé dans la vie privée, sur une ligne parallèle à la vie politique, l'orgueil, l'amour-propre, la vanité, les trois grandes divisions du moi social..... Dès qu'une nation a très-impolitiquement détruit les supériorités sociales reconnues, elle ouvre des écluses par où se précipite un torrent d'ambitions secondaires, dont la moindre veut encore primer... Aussi semble-t-il aujourd'hui que les réputations dues au travail, aux services rendus, aux talents, soient des priviléges accordés aux dépens de la masse. — On étendra bientôt la loi agraire jusque dans les champs de la gloire.

BALZAC.

I

Une glorieuse suite d'aïeux, qui figurent avec éclat dans l'histoire, précède le premier lord de l'amirauté actuel. Les Græmes, souche antique d'où est sortie sa famille, préexistaient à l'invasion saxonne comme à la conquête normande. Guerriers intrépides, ils combattirent sur les plus illustres champs de bataille où la bannière de leur pays apparut dans le cours des âges. A l'époque héroïque qui précède l'ère moderne, à la journée

de Durham, un sir David Graham est fait prisonnier avec son roi David Bruce, d'où descendent les ducs de Montrose. Une alliance fut contractée entre une héritière de cette race à sang royal, et sir John Graham de Kilbride. Des domaines princiers entrèrent dans cette maison, qui se distingue encore aujourd'hui par sa large opulence. Mais ces détails généalogiques, dont nos voisins sont scrupuleusement avides, se résument pour les Français, moins passionnés à l'endroit des blasons, dans une généralité qui attache à la distinction paternelle celle du côté maternel, du chef de la fille aînée du comte de Galloway, épouse de James Robert Graham : leur fils, objet de cette biographie, né en 1792, fut élevé à Cambridge, au collége de la Reine.

II

En 1818, à l'âge de vingt-six ans, suivant l'usage qui admet les jeunes candidats parlementaires (Pitt était ministre à vingt-un ans), il dispute en vain la représentation de Hull. C'était alors un élégant jeune homme de grande mine. Cette réputation, si enviée dans les jockeis-clubs, devint un titre d'ostracisme près des électeurs, qui éconduisirent le *dandy du Yorkshire*, ainsi qu'on le sur-

nommait. Il avait eu beau revêtir son programme de ce qui était le plus en faveur, tels que la réforme parlementaire, l'abolition des places et pensions inutiles, la traite des esclaves. Ce superbe horizon était obscurci par la suspicion attachée au dilettantisme. Une plaisanterie, un préjugé ont trop souvent raison du mérite. Personne alors n'avait entrevu l'avenir réservé à ce gentilhomme ridiculisé par des habitudes fashionables, qui ne dépassaient ni la mesure de sa naissance ni les limites de sa fortune. Il demanda à la diplomatie de lui ouvrir une porte que lui avait refusée le suffrage. — Devenu secrétaire particulier de lord Montgomery, l'ambassadeur anglais en Sicile, au fort de la guerre et au sein des conjonctures les plus critiques de la lutte qui embrassait le monde et les bords de cette Méditerranée, à la domination de laquelle prétendait l'Angleterre, il eut à manier les plus importantes négociations. Il y consacrait un travail actif de dix heures par jour durant la longue maladie de son chef, que lord William Bentink vint bientôt remplacer ; celui-ci reconnut le mérite du remarquable jeune homme que lui léguait son prédécesseur. Mais alors la même main qui suivait le fil des négociations les plus importantes devait au besoin tenir l'épée. Lord William, à ses fonctions de ministre plénipotentiaire, joignait le titre de commandant en chef de la Méditerranée. M. Graham le suivit comme attaché à sa personne dans cette carrière militante, complément d'une diplomatie armée. Un im-

posant spectacle s'offrit à lui dans la cour de Naples où régnait Murat. Lord William Bentink avait pour mission de séduire l'ambition de celui-ci par la perspective de sauver son trône en se séparant de Bonaparte. — On sait ce qui en advint. — Dans cette période si féconde et si variée en émotions comme en événements, le futur ministre, tour à tour à l'armée, en commission près des gouvernements d'Italie ou d'Autriche, en se distinguant, gagna le témoignage honorable de son supérieur et les éloges du gouvernement. L'éclat lointain légitime une prétention pour la foule qui veut être éblouie avant d'acclamer. Les siéges du patriote Marvel et du célèbre Wilberforce deviennent vacants à Hull, déjà témoin d'une première défaite. Les citations suivantes montrent sous quels principes se passe le contrat d'élection vainement sollicité d'abord par M. Graham.

III

« Je dois à moi-même ainsi qu'à vous de parler avec la plus grande sincérité ; j'avouerai alors que mes principes sont purement et simplement des principes whigs. L'extravagance ministérielle, ainsi que les influences corruptrices, sont l'objet de ma réprobation, et tous mes

efforts seront employés à leur résister, qu'elles viennent sous la forme de places, de sinécures ou de pensions. On ne peut m'imputer à crime que j'aime mieux la paix que la guerre : si cela est, je m'avoue coupable. — Je considère la guerre comme une chose maudite et la paix comme un bienfait inestimable que j'essayerai de conserver constamment. Je suis l'ami de la liberté religieuse aussi bien que de la liberté civile, car je ne sais pas de raison pourquoi les hommes doivent être troublés et entravés dans la liberté et l'exercice de leurs opinions religieuses.—Des incapacités politiques, des peines et des punitions subies, à cause de la foi religieuse, ne sont que de la persécution. Nul homme ne doit les subir, parce que sa croyance religieuse n'est pas entre lui et son semblable, mais entre lui et son Dieu. Je suis l'ami, moi, de la réforme parlementaire, non de cette réforme sauvage et imprudente, qui au lieu d'améliorer, ne produirait que l'anarchie et la confusion, envenimerait les passions, ébranlerait les intérêts; mais une réforme modérée, qui infusera une vie nouvelle dans la constitution, et lui rendra son pouvoir, sa santé et sa vigueur primitives. »

Ayant été accusé d'avoir été un ennemi de l'Église établie, il répondit : « Qu'il pouvait les assurer qu'il avait été très-rigidement élevé dans ses principes, et qu'il l'aimait au fond de son cœur. Mais parce qu'il aimait l'Église, était-ce une raison pour qu'il ne fût pas un ami de la tolérance? Devrait-il dire, parce qu'il vivait

au sein de l'Église, que les nombreux partis religieux qui partageaient le pays avaient absolument tort? Ils travaillaient, dans leur communion, selon leur connaissance, et dans l'autre monde ils recueilleront leur récompense; pourquoi les persécuter en celui-ci? Il était le partisan de la liberté, ce patrimoine légitime et sacré. Il ne voulait pas que la conscience de ses compatriotes fût enchaînée, ni que ses semblables, en aucune partie du monde, fussent asservis au désir, à la volonté, ou pour le profit de quelques-uns de leurs frères. »

Cette enseigne n'a pas été un mensonge pour amorcer le prix des convoitises de l'ambition. Au pouvoir comme dans l'opposition, sir Graham en a fait fidèlement sa loi; autant qu'il l'a pu, il a réalisé les économies qu'il avait prêchées, il s'est tenu champion de la paix jusques aux limites où l'honneur et le devoir de l'homme d'État obligent à regret d'y renoncer; il a répudié les incapacités tant civiles que religieuses; en un mot, il a soutenu les réformes utiles, après avoir partagé avec sir Robert Peel l'honneur de celles qui ont enrichi et grandi l'Angleterre. Si cette vie, plus féconde en résultats positifs qui assurent le bien des masses sans les passionner et les séduire, n'a pas l'éclat qui a consacré lord Palmerston dans un renom européen, au moins est-il permis de l'offrir comme un modèle de consistance, de sagesse et de dignité.

IV

En 1820, la mort de Georges III amène la dissolution du Parlement. Tout entier au bonheur d'un hyménée avec la belle Fanny Calender, fille aînée de sir James Campbell de Ardinglass, il se retire momentanément de la vie publique. Trois ans après, il succédait à la fortune patrimoniale et au titre de baronnet. Il est permis d'attribuer sa retraite à la déférence pour le point de vue paternel moins offusqué des 350,000 francs qu'avait coûté la première élection de son fils, que de ce qu'il appelait sa félonie envers le torysme, dont le ministère de Liverpool était l'expression qui devait rester intacte, comme l'arche du salut public, dans la religion du vieux et immuable gentilhomme. Aussi, était-ce l'amitié d'un parent et non la bourse de l'inébranlable tory qui avait fait les frais sacriléges de l'élection whig qui lui semblait une tache sur son blason.

A l'élection générale de 1826, sir James fut nommé à Carlisle sous la bannière des mêmes principes qui avaient conquis son précédent siége à Hull. Les incapacités qui pesaient sur les catholiques trouvèrent en lui un adversaire énergique et convaincu. Il se signala au nom de la

tolérance chrétienne en déployant les talents de l'orateur et les vues de l'homme d'État.

Cet effort de justice, au mois de mars 1829, avait épuisé ce qui restait de vitalité au cabinet du duc de Wellington. Ce n'était pas, comme dans la précédente administration de lord Goderich, un défaut de fermeté de la part de l'homme accoutumé à la décision des camps et à maintenir ses opinions même dans les congrès des rois. Mais il y avait défaut d'union. L'esprit de parti, dont l'horizon se borne aux étroits aspects et aux impressions du jour, ne pardonnait pas au héros de l'Angleterre d'avoir rétabli les catholiques dans le droit commun. Les attaques furent si peu décentes, que le triomphateur de Waterloo, accusé d'avoir cherché par l'émancipation une popularité dangereuse, et compromis la haute église et la constitution de 1688, fut obligé de se battre en duel avec lord Winchelsea. A l'ouverture de la session de 1830, les mécontents lèvent l'étendard de leur mutinerie. Le rôle de sir James Graham, au prélude de cette crise ministérielle, se caractérise par ces paroles :

« Monsieur ! j'ai entendu parler du luxe des temps actuels ; j'ignore si l'exemple en vient des somptueux palais des rois ou des palais fastueux des ministres, si princièrement pourvus par le public, ou des banquets de quelques directeurs des Indes, possesseurs du monopole du commerce de la Chine, ou de quelque prêteur juif, qui fournit aux armées hostiles de l'or tiré des coffres de

la banque d'Angleterre ; procure à la France de l'argent venant des emprunts contractés ici sur papier déprécié, mais qui doit être remboursé en or. — Mais, monsieur, je dois faire observer que nous ne devons pas prendre pour règle de nos jugements l'illusion de semblables tableaux.

» Ye friends to truth ; ye statesmen who survey.
» The rich man's joys increase, the poor's decay,
» This yours to judge, — how wide the limits stand
» Between a splendid and a happy land. »

Suit la comparaison des mœurs antiques et de leur garantie contre cette fièvre des richesses, ces appétits de luxe faisant bondir chacun hors de sa sphère et préparant de grands embarras à l'avenir. Il conclut en demandant des réductions dans les traitements.

V.

Ce fut seulement une escarmouche qui ne débusqua pas le ministère de ses retranchements, mais ; harcelé sans cesse, il avait à faire face à une lutte incessante, et les surprises se succédaient comme dans une guerre indienne, ainsi qu'on la nommait alors ; au moindre découvert, le gouvernement était attaqué et criblé par un

feu roulant de critique. Sir James brillait à la tête, tantôt des troupes légères, tantôt de la grosse artillerie au jour des batailles rangées. Ne laissant échapper aucune occasion d'économie, il prit texte d'une vacance à la trésorerie de l'amirauté pour offrir au gouvernement l'épargne d'un salaire de 3,000 liv. st. par an. C'était le scrupule de l'économie dans les deniers publics poussé à l'excès; on n'y trouve pas l'héroïsme du génie de Peel, mais bien l'analyse du détail dans un de ses futurs lieutenants.

Le gouvernement, défenseur habituel du *statu quo*, sorte de dogme dans l'intégrité duquel les adhérents de tout pouvoir voient leur bénéfice, l'emporte à une majorité de 188 voix contre 90. Une autre occasion se présenta bientôt, dans le courant de mars, d'opérer une réduction sur les émoluments du lieutenant général de l'artillerie et autres officiers de cette arme. Il s'agissait d'un nouvel aménagement plus conforme à l'intérêt du public, que l'expérience a justifié et établi aujourd'hui. Lord Harwich, lord Althorpe, lord Morpeth et lord John Russell se plaignaient du mauvais emploi des deniers de l'État attribués à deux fonctions qui seraient mieux remplies si elles étaient réunies sur la même tête, c'est-à-dire, dans le cumul du titre de maître général et de lieutenant général. L'opposition resta encore avec 124 voix contre 200 groupées derrière le ministère. Sir Graham continue son implacable guerre aux gros trai-

tements, stigmatisant les titulaires « d'oiseaux de proie » de mauvais augure flottant dans les hautes régions. » Ce fut bientôt un complet système de réductions où tout était passé en revue. Le général Grosvenor ayant blâmé l'orateur de patroner une agitation dangereuse, ce dernier y répondit par l'éloquence des chiffres, qui constituait l'administration en flagrant délit d'infidélité à ses engagements antérieurs pour une réduction transformée en une augmentation de dépense. De pareils arguments allaient droit au cœur du peuple et sapaient, par la base de la vérité économique, l'administration du duc de Wellington, tout en créant une grande importance à celui qui savait les employer avec autant d'à-propos que de force.

VI

La mort de Georges IV enlevait un point d'appui et un prestige au ministère du duc qui passait pour être le seul assez fort, par l'autorité de son caractère et de sa position, pour dominer les caprices du roi et sa faiblesse envers ses courtisans. La réforme parlementaire conçue par Pitt en 1790 était vivement réclamée par l'opposition. Aux yeux des torys il n'était pas permis de toucher à ce

saint et antique édifice, auquel Saxons, Normands, catholiques, protestants, Hanovriens avaient apporté quelques assises cimentées par le temps. En déplacer une, c'était tout compromettre, et mettre en péril le principe même du pouvoir.

Depuis 1801, le nombre des députés avait été fixé à 658, dont 84 des comtés d'Angleterre, 25 des grandes villes, 172 des bourgs, 8 des ports de mer, 4 des universités de Cambridge et d'Oxford, 24 des comtés et villes du pays de Galles, 30 des comtés et 65 des villes et bourgs d'Écosse, 100 de l'Irlande. L'inégalité de cette répartition saute aux yeux ; des villages avaient un privilége refusé à de riches et populeuses cités. Édimbourg, avec une population de 100,000 âmes, avait par grâce un seul député au choix duquel concouraient seulement trente-trois électeurs. Des seigneurs de bourgs pourris disposaient cependant de plusieurs siéges à leur gré. Un mur en ruine était intitulé au droit d'une élection que le propriétaire faisait à son gré ; un simple monticule possédait deux représentations. Le duc de Norfolk était maître de onze siéges, les ducs de Rutland et de Newcastle en possédaient sept : cent quarante-quatre pairs et cent vingt-quatre grands propriétaires se partageaient le monopole exclusif de quatre cent soixante et onze députés (1).

(1) « De nouvelles formes de la propriété se sont multipliées. Des classes de la société se sont élevées en influence et en richesse.

De la sorte, ce n'était plus une représentation nationale, c'était une délégation aristocratique affectée aux cadets des familles nobles ou à des clients d'avenir. En 1795 le siége de Gatton avait été vendu 2,750,000 fr. J'ai dit ailleurs que, pour correctif au scandale d'une pareille inféodation, les maîtres des bourgs pourris en avaient fait le baptistère des illustrations parlementaires dont l'Angleterre avait souvent emprunté son éclat et sa force. La gloire avait servi à naturaliser l'abus.

Le nouveau parlement rapportait un esprit libéral, le van de l'aristocratie pouvait le tamiser. Pour séparer ce qu'il y avait d'application possible des chimères révolutionnaires et des faiblesses bourgeoises, il fallait des hommes nouveaux au timon de l'État. L'impopularité des torys et de leur chef produisait une de ces agitations éclairs qui, en montrant la foudre, servent de phares à l'expérience pour éviter ses explosions. L'alarme était telle, que le lord maire élu exprima la crainte au duc que la visite d'usage de la reine à la cité ne fût l'occasion

Des villes sont devenues des bourgades, des villages se sont transformés en cités plus étendues que le Londres des Plantagenets. Malheureusement, pendant que le développement naturel de la société produisait ces métamorphoses, la vieille politique voudrait rester au milieu de ces nouveautés comme un demeurant d'un autre âge. Ne poussons pas le respect pour nos ancêtres jusqu'à interdire le présent et à murer l'avenir. »

. . . .

« Sous le présent système Manchester, avec 200,000 habitants, n'a pas un membre; le vieux Samm, sans habitants, en a deux. »

MACAULAY, *Speech on the parliamentary reform.*

de quelque sérieux désordre : aussi la cérémonie fut-elle indéfiniment ajournée. Une baisse de trois francs avait porté la panique à la bourse. Sir James Graham, en réponse au défi ministériel de porter la proposition d'un manque de confiance, après avoir déclaré que ce temps était proche, continua ainsi : « D'aujourd'hui en quinze, la Chambre des communes (faisant allusion à la notice de motion de B. Brougham) donnera son avis sur ce que je considère de toutes les questions la plus vitale et la plus importante, s'il est convenable ou non qu'on délibère sur la représentation du peuple du Royaume-Uni, eu égard à son amélioration. Les ministres de sa majesté et le public sont à se concerter sur cette grande question, et, à mon sens, c'est la déclaration faite par le duc de Wellington sur ce chef, d'accord avec les sentiments exprimés par le très-honorable baronnet sir Robert Peel, qui, dans un rapide espace de temps, effectua la plus grande métamorphose dans les sentiments du public à l'égard des ministres. »

VII

Wellington, auquel ses lauriers n'avaient pu éviter l'affront des huées et des coups de pierres lancées contre sa voiture, aussi bien qu'aux fenêtres de l'hôtel que tenait

sa gloire de la munificence nationale, se retira. D'après son conseil, lord Grey fut chargé de composer le nouveau cabinet, où entrèrent, comme lord chancelier, lord Brougham, chef de l'opposition, le marquis de Lansdowne, lord Palmerston, sir James Graham, comme premier lord de l'amirauté. Parmi ceux qui firent partie du pouvoir, sans être ministres du cabinet, se trouvaient lord John Russell, comme trésorier général militaire, et M. Stanley, secrétaire en chef pour l'Irlande, aujourd'hui comte de Derby.

A la suite de l'élaboration que prépare un comité composé de lord Durham, gendre du premier ministre, de lord Duncanon, si versé dans tout ce qui se rattache aux municipalités, de sir James Graham et lord John Russell, aussi libéral qu'anti-révolutionnaire par tradition de famille et par tempérament, ce dernier lut dans le parlement le bill de réforme parlementaire. En vertu de ses dispositions, tout bourg au-dessous de 1,000 habitants perdait la représentation. C'était l'exclusion de 178 membres. Le nombre des députés devait se proportionner à l'impôt des terres et à la taxe des maisons; 500,000 électeurs étaient reconnus en même temps qu'il devait y avoir un plus petit nombre de représentants. C'était le signal de la lutte ardente qui s'engageait entre les torys soutenus par leurs hommes d'armes les landlords, comprenant toute la noblesse des comtés, correspondant à ce qu'était en France les gentilshommes de province, et les whigs,

ayant derrière eux, avec la fraction progressive de l'aristocratie, le peuple des villes et les influences industrielles. Le parlement fut dissous, et le ministère y conquit une imposante majorité prête à sanctionner ses plans. 174 voix seulement formaient la minorité sur 658. Depuis longtemps l'équilibre entre les partis n'avait été si violemment affecté. Mais la citadelle de la Chambre des lords ne se rendait pas. Aussitôt l'agitation se propage, des drapeaux tricolores sont arborés dans divers lieux, des soulèvements éclatent, un cortége de 80,000 hommes se range derrière le lord maire allant porter au roi Guillaume une colossale pétition; Bristol se met en pleine révolte; O'Connell, secondé par Keoug, avec la parabole du savetier qui prétendait savoir faire les souliers parce que son père les raccommodait passablement, sème partout la rébellion; le choléra vient encore assombrir le tableau; lord Grey hésite entre sa démission et le remède héroïque d'une nouvelle émission de lords. Ceux-ci, effrayés par tant de symptômes, reculent devant la responsabilité de leur entêtement. Les plus récalcitrants s'abstiennent, et la réforme est proclamée aux applaudissements du peuple. C'était une de ces circonstances suprêmes où il faut savoir laisser tomber des mains un frein caduc et impuissant, pour saisir avec habileté les rênes de l'avenir. L'imprévoyance et l'aveuglement courent aux abîmes, le vertige entraîne la jeunesse confiante, le préjugé immobilise la vieil-

lesse opiniâtre. Le véritable homme d'État est celui qui, d'après les sondes de l'opinion, mer capricieuse qu'agitent tour à tour les idées contraires, sait détourner les irrésistibles courants en leur ouvrant un large lit. Une résistance insensée ne sert qu'à faire engloutir ce qu'une main habile sait préserver du naufrage. L'heureux dénouement des nombreuses crises auxquelles l'Angleterre a été exposée depuis 1688 contraste avec les nombreuses chutes qui ont sillonné la France de désastres et de ruines. Monarchie absolue, trône constitutionnel de Louis XVI, restauration, dynastie d'Orléans badigeonnée dans la pauvre charte de 1830, république, tout a été essayé pour s'écrouler rapidement. N'est-ce pas un témoignage irrécusable en faveur d'une aristocratie qui, comme celle si bien inspirée par les Lansdowne, Russell, Graham, est toujours la force virtuelle et expansive de l'esprit public, soit qu'elle l'adopte pour l'épurer, soit qu'elle l'applique pour l'utiliser. Il ne faut pas croire que la démocratie dût déborder par cette issue. L'aristocratie gardait un peuple de clients; il lui suffisait de mériter et de rivaliser en patriotisme et en grandeur : noble émulation toujours active entre whigs et torys, dont le pouvoir est le prix.

Aujourd'hui, sous l'empire de cette loi, le vote est acquis, indépendamment des propriétaires qui en jouissent par le taux de leur cote, aux membres des corporations dans les conditions déterminées, et aux fermiers payant

un loyer de 1,250 francs dans les comtés, et de 250 dans les villes. La Chambre des communes, cette grande fabrique du gouvernement britannique, se compose de 650 membres, parmi lesquels 105 représentent l'Irlande, et 45 l'Écosse.

VIII

La question de l'état de l'Irlande ne tarde pas à se reproduire. La violence et l'outrage multipliaient leurs actes criminels, pendant que le clergé était dans une affreuse pénurie. Dans un pays qui comptait 6 millions et demi de catholiques, contre 853,160 protestants et 665,540 dissidents divers, le clergé anglais avait une liste civile de 42 millions de francs. Cependant, sur 1,400 bénéfices compris dans son apanage, 41 ne contenaient pas un seul protestant, 20 en possédaient moins de cinq, 165 moins de 25, tandis que quatre archevêques et dix-huit évêques gouvernaient l'Église avec des prébendes princières. Un nouvel arrangement fut fait. Sir Graham et M. Stanley, différant avec leurs collègues, résignent leurs postes. Ce fut une saignée qui affaiblit de beaucoup la vitalité du cabinet, où manquèrent la netteté, l'élévation et l'unité des vues, pendant qu'il

allait déclinant dans la faveur populaire. Lord Grey était âgé et fatigué. Lord Lansdowne cherchait un moyen terme, et éludait les sujets délicats et ardus. M. Stanley, d'un caractère irascible, faisait de sa hauteur menaçante une épée de Damoclès. Au lieu de la puissance d'initiative qu'exige cette grande machine parlementaire, tout était tiède et languissant, et l'administration était ballottée dans le zigzag des intrigues et des indiscrétions de lord Brougham. Elle reçut son coup de grâce par la retraite de lord Althorpe, chancelier de l'échiquier, au sujet du bill de répression contre l'Irlande. Le soir même, le 8 juillet, le ministère de lord Grey était en dissolution. Mais, grâce à la tenacité de lord Brougham, déclarant à leurs seigneuries de la Chambre des lords qu'il ne voulait pas mourir, le ministère fut replâtré sous l'enseigne de lord Melbourne, et lord Althorpe consentit à reprendre ses fonctions. Celui-ci, devenu comte Spencer par la mort de son père, au mois de novembre suivant, prit texte de son élévation à la pairie pour s'affranchir des fonctions qui lui pesaient fort. En Angleterre, ce dédain des fonctions officielles est fréquent : ce qu'on recherche dans le pouvoir, ce n'est pas un état ou l'appoint d'une fortune, mais bien le triomphe du principe sous la bannière duquel on s'est enrôlé. Spectacle plein de grandeur où la conservation et l'esprit de progrès sont en compétition devant le pays dont ils cherchent le bien, au sein d'une mutuelle estime qui rend les hommes plus ho-

norés et fait les institutions durables. En dehors de ces nobles traditions qui rassérènent, épurent et éclairent, il se manifestera la rage de parvenir à tout prix, n'importe par quelle voie, n'importe par quel moyen. L'ambition des classes moyennes vise plus à un avancemeut personnel qu'à un résultat patriotique. Les grandes assises une fois déplacées, pullule inévitablement une impudeur avide qui divise et tue tout. — Voici le legs des saturnales de la révolution. La bourgeoisie, héritant de leurs ruines, son œuvre, a eu le tort de vouloir se poser l'intermédiaire bénéficiaire entre les masses rugissantes et les souvenirs antiques mis au ban par elle, sous le vain prétexte de rêves posthumes, tels que la dîme et la rente, cet épouvantail des campagnes. De ces erreurs semées, de cette haine entretenue, a surgi le gouvernement de Louis-Philippe, planche de salut d'un instant, jetée sur un abîme où la prétendue sagesse de ce roi et de ses conseillers devait entraîner leur édifice de carton et ses malheureux conseillers.

IX

Il s'agissait de remplir le vide fait par le retrait de lord Althorpe. Lord Melbourne réservait à lord J. Russell le sceau de chancelier de l'échiquier. Sur la propo-

sition qu'il en fait au roi, Sa Majesté en prend texte pour remercier son ministère. Le duc de Wellington est appelé ; Guillaume suit le conseil de Sa Grâce, de confier à sir Robert Peel la composition du nouveau cabinet. Des courriers sont en toute hâte dépêchés à Rome, où l'illustre baronnet étudiait l'antiquité et admirait les merveilles de l'art sur cette terre de souvenirs consacrée à leurs chefs-d'œuvre. Le choix de lord Lyndhurst comme chancelier annonça qu'on brisait en visière avec l'esprit de résistance. Le manifeste du premier ministre, daté de sa résidence chérie de Tamworth, pronostiquait une administration libérale et progressive. Par des scrupules honorables, lord Stanley et sir James Graham refusèrent les places qui leur furent personnellement offertes. Lord Aberdeen accepta le ministère des colonies. Le parti libéral, hors du pouvoir, resserra ses rangs dans une unité de vues et d'action. Le ministère nouveau n'avait qu'un tiers des voix dans la Chambre des communes : une dissolution était imminente. Elle eut lieu. Tout en perdant de leur excès de force, les whigs se trouvèrent encore après l'élection maîtres du terrain. Après de petits échecs de détail, le coup décisif fut frappé par lord John Russell sur un bill d'appropriation connexe à l'Église d'Irlande. Sir R. Peel se retire, terminant son discours par un remercîment à lord Stanley et à sir James Graham pour le loyal et désintéressé appui qu'il en avait reçu.

X

Lord Melbourne reprit le pouvoir avec le marquis de Lansdowne, lord Palmerston, lord John Russell, lord Howick, lord Duncanon, lord Glenelg, lord Holland, le comte de Minto, sir J. E. Hobbouse, M. Spring Rice et M. Poulett Thompson. Lord Brougham fut exclus. On a dit que l'anathème lancé souvent depuis aux whigs par le spirituel humoriste, si connu par ses excentriques saillies, avait sa source dans la rancune d'une ambition déçue. Franchement, le châtelain des environs de Cannes en est capable.

La question irlandaise appelle l'opposition de sir James Graham en désaccord avec lord John Russell prétendant que l'objet de l'Église devait être plutôt d'éclairer le peuple par l'instruction, que de propager ses doctrines. Dans l'ardeur de son protestantisme, sir Graham rêvait la conquête sur l'Église catholique, en Irlande, au profit du culte anglican. La passion religieuse troublait son sens si droit; lord John Russell, en jugeant avec le cœur d'un chrétien plein de tolérance, se montrait ainsi un politique à larges vues. Il faut une force peu commune d'esprit et de cœur pour dégager et soutenir une vérité,

en dépit de l'implacabilité de blâmes que réserve la routine à toutes les généreuses initiatives. Quelle est la justice qui, à la première requête des esprits placés au-dessus de la foule, ne soulève pas une violente opposition? Quand Pitt, inspiré par Burke, voulait abolir les lois d'oppression sur l'Irlande catholique, le préjugé de son propre parti lui enleva le pouvoir. Vainement les plus brillants penseurs, les plus célèbres orateurs successivement viennent appuyer cette réparation, lord Grey, lord Granville sont à leur tour victimes de leur franchise à la revendiquer. M. Canning vient à son tour la solliciter du parti dont il était le plus bel ornement aussi bien que la force; abreuvé de dégoûts, il a une fin prématurée. A peine dormait-il dans sa gloire, sous les sombres voûtes de Westminster, que ses antagonistes implacables, soumis à l'évidence anticipée par le génie, vont au delà du terme signalé par eux comme un abîme. Ainsi sont les hommes partout; mais en Angleterre, grâce au jeu des institutions et à la grande division des partis, la vérité à promulguer n'est jamais qu'une question de temps. Les révolutions sont toutes pacifiques; elles ne s'attaquent jamais au principe social. Le pays, constitué en grand jury national, où les lumières et les seules distinctions sociales ont accès, prononce en connaissance de cause. Quand à la multitude, lui donner droit de cité, au dire de Macaulay, avancé en libéralisme, *c'est lui conférer le pouvoir d'opérer sa*

propre ruine et celle du pays. Je n'entraînerai pas le lecteur dans ce dédale de questions religieuses; elles n'offrent pas le même intérêt de ce côté du détroit que de l'autre. Le protestantisme expie la faute d'avoir laissé à l'interprétation individuelle des dogmes placés, par la sagesse du catholicisme, sous la sauvegarde infaillible de l'Église que couronne le vieillard assis au Vatican.

En mai 1839, le ministère, battu sur sa proposition de suspendre la constitution de la Jamaïque, se retire. Sir Robert Peel est appelé par la reine. L'affaire de la composition de la maison féminine de la reine fait trébucher le baronnet au début. L'ancien cabinet rentre pour se traîner péniblement jusqu'à la fin d'août.

XI

Sir Robert Peel s'installe en triomphateur, entouré de cette brillante phalange qui a tant d'autorité en Angleterre et en Europe, savoir : lord Aberdeen, sir J. Graham, lord Stanley et M. Gladstone. Dans l'année suivante, en dépit de l'opposition de lord J. Russell, le système prohibitif reçoit la première atteinte, au moyen de l'application d'une échelle mobile dans les tarifs, suivie

bientôt d'un remaniement plus considérable. Les droits de douanes, réduits sur 650 articles, font un déficit dans les recettes de 5,700,000 francs. L'établissement de l'*income-tax*, impôt sur les revenus au-dessus de 3,750 francs, en fut le contre-poids.

J'ai retracé ailleurs les effets de cette révolution économique (dans l'*Introduction*), dont sir Robert Peel fait le sujet et l'honneur. Il me reste à dire sommairement la part prise par le ministre de l'intérieur d'alors, auquel s'applique cette biographie. Prisant peu toute popularité aux dépens des véritables principes économiques, il s'oppose avec conviction à l'intervention proposée par lord Ashley pour régler les heures de travail dans les manufactures. Il manifesta les vues les plus saines dans la fixation du droit sur les sucres, et surtout dans la balance à garder dans la charte de la banque d'Angleterre entre l'émission du papier et la réserve en argent. A cet égard, il n'y a pas de règle absolue; ce compte de change doit être réglé en raison du plus ou moins de confiance, et de l'opportunité ou de la difficulté des circonstances.

XII

Il est un épisode qui doit être mentionné, comme témoignage que chez des natures de la trempe de sir James Graham, les droits de la vérité l'emporteront toujours sur les faux jugements de l'opinion. Cet homme, qui avait donné tant de gages de ses philanthropiques intentions, devenues des effets, un jour voit sa popularité pâlir devant l'accusation portée par M. Duncombe, que par le concours et l'ordre du ministre de l'intérieur, le secret des lettres, plus sacré en Angleterre qu'ailleurs, avait été livré au roi de Naples. Ce fut un frémissement général dans la presse anglaise. On croyait que les correspondances d'Émile et d'Attila Bandiero, adressées de Corfou à Mazzini, depuis si célèbre par son rôle en Italie, avaient par leur communication illicite amené la mort de ces deux jeunes gens, sinon la ruine de leur audacieuse entreprise. Une enquête eut lieu : tout ce bruit s'évanouit comme une bulle de savon devant la discussion engagée par l'éloquent M. Sheil, auquel répondit sir Graham avec une sincérité qui est la noblesse des consciences étrangères à l'art de feindre. Il est resté de ce souvenir de sang une ombre sur le noble baronnet, qui

a courageusement confessé les motifs qui l'ont guidé, et que l'humanité peut contester à la politique.

Ailleurs, j'ai retracé les charges faites par M. d'Israéli contre Robert Peel, l'ami et le chef auquel, durant sa vie comme après sa mort, sir Graham a raison d'être fidèle. Cette carrière de luttes, d'efforts, de succès dans cette campagne, si féconde pour l'avenir de l'Angleterre, leur est commune, ainsi que l'honorable solidarité de leur union dans leur retraite comme au pouvoir. Le cabinet Russell dut à l'appui de cette fidélité la force complémentaire dont il avait besoin pour se soutenir dans le fractionnement de trois partis. C'était une phase nouvelle qui correspondait au grand rôle qui avait donné un état-major attaché par l'honneur et la conviction au grand ministre que venait de renverser l'appoint d'une rancune.

XIII

La révolution de 1848, en abattant Louis-Philippe d'Orléans, qui, suivant l'expression de Châteaubriand, s'était glissé en faux roi dans le lit de ses aînés, vint surexciter le chartisme. Une insurrection est annoncée à Londres : sir Graham dépeint la situation et revendi-

que les effets des réformes commerciales accomplies, comme la plus sûre sauvegarde de la paix publique.

Cet épisode a trop marqué d'ailleurs dans les émotions contemporaines pour être passé sous silence dans cette étude. A la suite de la révolution de 1848, à Paris, l'esprit d'insurrection s'était propagé comme une flamme à Vienne, Naples, Berlin, Dresde, Milan, Venise, Palerme, Francfort et Carlshrue. Des symptômes sinistres se manifestaient à Londres. Le chartisme avait fixé le 10 avril pour passer sa revue. Le duc de Wellington, commandant en chef, était au niveau de ce que les circonstances pouvaient réclamer d'efforts et d'énergie.

C'était à propos, car il y avait un plan d'attaque formidable; l'émeute avait reconnu à l'avance ses points stratégiques. Son programme consistait en six articles : 1° Suffrage universel; 2° parlement annuel; 3° vote par ballot (1); 4° égalité des districts électoraux; 5° abolition de l'exigibilité d'un cens pour l'éligibilité; 6° salaire des membres élus.

De grandes précautions avaient été prises. M. Ward, ministre de l'amirauté, et le capitaine Berkeley, un des lords commissaires, s'étant transportés à Woolwich, avaient harangué les ouvriers de cet établissement colossal, qui avaient juré d'être fidèles à leur gracieuse souveraine et aux lois. Dans chaque lieu public ou privé important, des dispositions pour la défense avaient

(1) Secret du vote.

été préparées. La banque d'Angleterre était fortifiée; presque tous les hommes respectables des hautes classes et de la bourgeoisie avaient prêté serment en qualité de *constables* pour maintenir la tranquillité; des armes et munitions avaient été réunies dans la plupart des offices du commerce et de l'industrie. Le lord maire, en communication permanente avec le ministre de la guerre et le duc de Wellington, commandant en chef de toutes les forces, prêtait aux armes le concours de l'autorité civile.

Enfin, le jour annoncé se lève à l'éclat d'un beau soleil. Pas un soldat, pas un agent de police n'apparaissaient dans les rues ou sur les places publiques. Les boutiques étaient closes, mais chacun veillait. — Au premier signal, des corps de cavalerie, d'infanterie, des bataillons d'artillerie avec tout l'attirail de guerre se tenaient prêts à foudroyer la révolte à sa naissance.

La foule traverse les ponts. L'œil excercé et sûr de Wellington saisit l'à-propos, fait occuper ces passages et sépare ainsi l'avant-garde de l'insurrection de la foule qui pouvait s'y rallier. Les chartistes décontenancés, frustrés, intimidés, au lieu du torrent irrésistible de 500,000 hommes dont ils menaçaient la Cité, sont réduits à envoyer à la Chambre des communes leur pétition dans un cabriolet de louage. Les orateurs incandescents qui dans leurs harangues avaient annoncé leur résolution de mourir à leur poste, jugèrent à propos de rester chez eux et d'y dîner en Anglais amateurs du com-

fort plutôt qu'en austères Romains se bornant à des lentilles. Les amateurs d'émeute étrangers, passés maîtres en barricades, ayant eu connaissance des mesures prises par le duc de Wellington, furent convaincus qu'il n'y avait pas lieu d'employer leurs talents, et qu'il fallait les réserver pour un peuple plus digne d'en jouir.

Ainsi, la sédition fut arrêtée dans son essor et confisquée dans son commencement d'exécution comme par la toute-puissance d'un génie invisible : cela ne s'était pas encore vu. Il appartenait à l'Angleterre de présenter au monde ce procédé original, en rapport avec le sang-froid de nos voisins me rappelant une vérité de Sénèque : *Nihil magnum nisi quod est placidum.* Rien n'est grand que ce qui est calme.

XIV

L'émotion passée on se remet aux affaires successivement. Le parti peeliste donne au gouvernement la majorité dont il avait besoin pour compléter le système de réforme commerciale. Le rappel des lois sur la navigation, cet acte qui, sous Cromwell, posa les bases de la suprématie maritime de l'Angleterre, devait être mis en harmonie avec l'état commercial. Le temps, dans son cours,

amène des intérêts, des modifications qu'il faut envisager à un tout autre point de vue. L'esprit du passé ne serait bien souvent que le refus de vivre signifié au présent. Autrement, à quoi bon des hommes d'État? Tout changement dans la société en appelle un qui y corresponde dans le gouvernement. La foule, endormie dans le lien des routines ou emportée par des illusions, ne peut ni connaître, ni stipuler les conditions du bail, qu'on ne peut même vouloir emphytéotique, dans la crainte qu'à défaut de la faculté de résilier à temps, une révolution n'emporte le fonds.

Le bill sur l'agression papale trouva sir J. Graham digne de son passé et de ses antécédents pour le principe de la liberté religieuse.

De nombreux colléges ont tenu à l'honneur de l'avoir pour représentant. Aux élections de 1852, voici comment il s'exprimait sur les hustings.

« On m'a imputé des fautes et des imperfections dans ma carrière publique : loin de moi de les nier. Dans un cours de trente-deux années passées au service public, je sais que j'ai commis des erreurs Mais je dis que nous vivons à une époque d'événements, une époque remplie des révolutions d'autres pays; et comment peut-on attendre que dans l'espace d'une demi-heure, je puisse justifier toutes les décisions que j'ai été forcé de prendre, souvent sous le joug de difficultés pressantes et dans des circonstances qui demandaient une résolution instan-

tanée. Pour juger de ma conduite convenablement, vous ne devriez point en ignorer tous les motifs secrets; — il faudrait pouvoir peser chaque cas particulier : et le temps me manquerait, si je voulais entreprendre une justification successive de la diversité de mes actes. J'ai agi à la face du jour; ma vie publique, avec ce qu'elle renferme de bien ou de mal, est à la lumière de tous. C'est au pouvoir de chaque homme qui m'entend, de juger de ce qu'a été le cours de ma carrière politique. Je ne le dis pas pour moi-même; mais pour juger avec impartialité, ne regardez pas de trop près les défauts du caractère des hommes publics. N'examinez pas de trop près chaque particularité de leur conduite, mais considérez, au contraire, la teneur générale de leur vie. Mettez-les à cette épreuve. L'avarice et l'ambition les ont-ils égarés du sentier des devoirs publics; ont-ils gagné des honneurs et des avantages pour eux-mêmes aux frais du public? Appliquez-moi cette règle, je n'en crains pas le résultat, et je dis que si, en général, ma conduite mérite la confiance et l'estime, il ne serait pas sage ou juste à vous, qu'à la fin d'une pareille vie, vous la flétrissiez, à cause de quelques erreurs spéciales, de votre désapprobation. Messieurs, j'ai eu mon jour; je vous le dis franchement, je l'ai eu, et permettez-moi de regarder ce que j'ai fait. J'ai aidé, quand je n'étais pas au pouvoir, à obtenir, pour mes concitoyens du Royaume-Uni, une égalité parfaite des droits civils, sans tenir compte de

distinctions religieuses. Au service de la couronne, j'ai aidé à l'émancipation des esclaves des domaines britanniques, pour laver de ce grand reproche la liberté anglaise, par l'émancipation des nègres des colonies. Au ministère, avec lord Grey et lord John Russell, c'était moi qui avais proposé le bill de réforme ; et, à cette occasion, j'eus la bonne fortune d'étendre grandement les droits populaires de mes concitoyens. — Mon ami, à ma gauche, a parlé de la réforme municipale. Au pouvoir, je formais partie de cette commission d'enquête d'où est sortie cette grande mesure de réforme municipale, qui a établi le principe de son gouvernement dans les corporations de ce royaume. Alors, je suis sûr qu'il n'y a pas une assemblée populaire dans laquelle le nom que je veux mentionner ne serait pas reçu avec silence et respect; hé bien, conjointement avec feu mon ami, sir Robert Peel, j'ai contribué grandement à assurer au peuple de ce pays la nourriture à bon marché : en écartant absolument les droits sur les matières premières de fabrique, c'était abaisser le prix de nourriture et des vêtements, pour nourrir les pauvres et couvrir les indigents. Pour établir la paix en Europe sur une solide base, est-il rien d'aussi sûr que la liberté et que l'extension du commerce? Est-ce tout? Nous entendons beaucoup parler de la réforme légale. Les gentlemen de l'autre côté se piquent de leurs réformes dans ce sens. Avant de quitter le pouvoir, j'ai laissé à mon successeur le projet d'un bill,

pour les jurys des comtés, et presque sans avoir subi aucun changement; ce projet est devenu la loi du pays.

» Rentré dans mon indépendance, j'ai consacré presque tout mon temps à une commission pour s'enquérir des abus de la cour de chancellerie, d'où est émanée cette mesure de réforme dont le gouvernement de lord Derby s'enorgueillit tant. Je suis bien aise d'y avoir contribué, mais en justice, qu'on se souvienne que mon aide n'a pas fait défaut. Maintenant, en regard des colonies britanniques, qui s'étendent à toutes les parties de l'univers, j'ai essayé de sauvegarder l'émancipation de ces colonies de l'intervention excessive de la mère-patrie. Enfin, en résumé, j'ai eu ma part avec les meilleurs des hommes dans les meilleures actions. Et je dois dire, comme M. Burke le dit quelque part dans un de ses ouvrages, « je puis fermer la liste. » J'en aurais voulu lire une page ou deux, mais j'en ai assez fait pour la pleine mesure de mon ambition, et je puis avouer que je suis heureux de vivre pour en jouir. J'arrive ici enfin, après avoir parcouru toute l'Angleterre. Je parais devant les électeurs de Carlisle, pour leur dire que je n'ai aucun objet personnel à satisfaire. »

XV

Appelé à retracer ses vues dans la réélection nécessitée par son entrée dans le ministère Aberdeen, comme premier lord de l'amirauté, le conservateur libéral ne peut trop réprouver le suffrage universel. Le temps avait marché, et les deux adversaires tantôt réunis, tantôt séparés sur des questions graves, lord Derby, le chef du torysme, sir Graham, aristocrate progressif, se rencontraient dans l'exclusion commune de la masse comme participant à l'exercice du droit politique. Comment l'aristocratique et riche Angleterre, en effet, se découronnant et se désarmant par l'imprévoyance et la main de ses privilégiés mais vigilants gardiens, irait-elle se subordonner au contrôle et aux étranges caprices des semainiers du salaire? La *Revue d'Édimbourg*, traitant dernièrement cette question au point de vue même qui confond tous les partis chez nos voisins, faisait observer que, dans les démocraties de l'antiquité, les travailleurs esclaves étaient sans aucun droit même civil : Que les républiques du moyen âge étaient gouvernées par des nobles ou des bourgeois adonnés au commerce. La grande république des Etats-Unis est dirigée par des capitalistes, et les électeurs sont en train de le devenir. C'est donc un principe consacré, que cette arme du suf-

frage universel ne doit être saisie par aucun parti, qu'elle doit rester en réserve pour les futurs contingents les plus éloignés. D'où la conséquence qu'il ne faut négliger aucune occasion de bien pour le peuple, mais sans lui donner une entrée qui le conduirait bien vite à une fatale suprématie. Pour ces esprits de haute portée le socialisme, le communisme, tous ces fléaux seraient l'inévitable résultat de ces franchises si démesurément étendues à des hommes avides de jouir et privés de l'éducation qui enseigne les moyens légitimes de satisfaire ses besoins, à condition de demander le possible et de ne pas se livrer aux amorces d'un charlatanisme désorganisateur. — Proclamer l'égalité des droits, c'est promulguer la *déclaration des droits de l'envie*, pour emprunter l'expression caractéristique de Balzac.

Tout ce qu'a obtenu l'Angleterre en grandeur politique, en influence diplomatique, en résultats économiques qui en font le modèle du monde et le grenier d'argent où les États emprunteurs comme les grandes entreprises du continent viennent puiser, l'eût-elle réalisé sous un gouvernement bourgeois restreint dans les petits calculs et dans les misérables ambitions qui confisquaient et tuaient l'avenir sous Louis-Philippe? Une démocratie y eût-elle suffi? Devant les faits qui parlent plus haut encore que les enseignements de l'histoire, j'affirmerai : « Qui peut le dire rêve, qui peut le croire s'abuse. »

XVI

J'emprunte à deux publications, très-peu connues en France, qui donnent le signalement physique et intellectuel des hommes politiques et orateurs, les détails monographiques relatifs à sir J. Graham.

PORTRAIT PAR M. ROEBUCK.

« D'une intelligence claire et logique, il brille par la méthode, car toutes ses expositions sont distinguées par la netteté de la pensée et la convenance de l'expression. Pendant qu'un arrangement correct rend clair et précis ce qu'il énonce, une manière grave et recueillie donne du poids et de la dignité à ses discours. Comme administrateur, il était sans rival parmi ses associés whigs, et paraissait par son habileté destiné à sauvegarder ses amis dans les conflits orageux de la guerre des partis. Un semblable résultat n'a pas jusqu'ici justifié cette espérance. Timide et fastidieux, il n'a pas la robuste hardiesse d'esprit si nécessaire à un chef politique. Comme second, personne ne le surpasse ou en talent ou en utilité. Les responsabilités d'un leader paraissent cependant surpasser son courage et paralyser la vigueur de son intelligence. A la réputation d'orateur, il ne saurait avoir

aucun droit. Néanmoins, il parle admirablement, est prompt et pratique dans la discussion; quant à l'inspiration née de la passion, il n'a jamais pu s'y élever. L'émotion qu'il n'éprouve pas lui-même, il ne peut l'insinuer au cœur d'autrui. Son langage, vraiment, est presque sans défaut, — simple, — clair, — grave. — Souvent pressant, il gagne l'attention, parce qu'il la mérite toujours.—Néanmoins, il laisse froids et sans être touchés ceux qui l'écoutent, il est plus exposé par son maintien glacial à offenser et à repousser son auditoire qu'à le convaincre et à le conduire par la lucidité de son arrangement, et par la justesse de son argumentation. Au surplus, il est compté parmi les meilleurs administrateurs aussi bien que parmi les moins populaires ministres de son époque. »

M. Francis termine ainsi son appréciation : « Est-il forcé de faire une réponse complète, alors vous vous apercevez de sa supériorité réelle comme ministre. La clarté, la fermeté, l'étendue d'information, et la saine connaissance de son devoir se montrent soit dans ses actes, soit dans ses explications. Le questionneur est mis *hors de combat*. Sir Graham obtient une espèce de licence pour ce dédain et cette indifférence, objet de la censure populaire qui a été si prodigue de reproches à son préjudice. —Quelqu'un a une question à lui soumettre. C'est M. Duncombe, qui, si on doit juger par le clignement malicieux de son œil et le ton affecté d'indigna-

tion morale, s'est saisi de quelque grief, comme le crime d'ouvrir les lettres, — ou de quelque cas de cruauté magistrale, pour témoigner de l'indifférence du ministre de l'intérieur, — avec lesquels il a impressionné les membres qui forment le parti du public britannique, dans ces occasions, car ils crient : *Écoutez ! Écoutez !* avec une vigueur de poumons tout à fait digne de John Bull. Est-ce que le ministre de l'intérieur (*Home secretary*) se lève pour répondre? Est-ce qu'il est indigné contre les insinuations jetées par son piquant antagoniste? Est-ce qu'il brûle du désir de se laver de l'odieux, de s'affranchir du reproche d'espionnage, ou de celui d'avoir négligé de réparer quelque tort? Il agissait *ex suo officio*. Alors, peut-il être pris à partie ? Le souffle du questionneur a eu le temps de se refroidir, et la voix de l'indignation morale de s'apaiser avant qu'il ne bouge.—Le moment est opportun : se levant graduellement à toute sa hauteur, il confond son antagoniste avec une confiance très-affectée de l'extrême absurdité de la question et de l'inexpugnabilité absolue de la défense, si toutefois il a la condescendance d'y répondre : car vous doutez un moment s'il ne bornera pas son étonnement exagéré à un rire de mépris, et à se rasseoir, muet, sur son banc. Cependant, comme cela n'est pas permis, et comme les ministres, quelle que soit leur tendance dédaigneuse, doivent répondre aux questions, il se résigne à donner une dose d'information aussi homœopathique que possible, délayée dans un luxe

d'indifférence, de froid persifflage, et d'un poli mépris parlementaire. Il y a des formes stéréotypées pour cela. Les initiés en connaissent presque les mots. »

XVII

La gloire de sir James Graham, dans la postérité, sera d'avoir attaché son nom à la formation et à l'expédition de la belle flotte qui fut passée en revue par la reine, sous les yeux même d'une princesse du puissant empire contre lequel elle était destinée. C'était l'improvisation merveilleuse d'une escadre à vapeur où *le Duc de Wellington*, vaisseau amiral, conduisit les manœuvres avec une précision et une puissance présage d'infaillible succès. Quelques mois après, une armée anglo-française combinée devait, après un combat égal aux plus étonnants faits d'armes de l'histoire, menacer Sébastopol, cette citadelle de l'orgueil et de la suprématie du czar dans la mer Noire, qui, assise sur la double combinaison de tout ce que peut accomplir l'alliance de l'art et de la nature, recélait un péril permanent pour la Turquie et l'Asie. Dans ce lot de la sécurité commune, l'Angleterre y gagne la sienne propre. Le coup porté à ce formidable arsenal des projets contre l'Asie centrale, c'est la sûreté

de l'Inde par le triomphe qui ne saurait manquer d'anéantir ou d'occuper la place d'armes de la mer Noire. La Circassie sera par cela même relevée comme une barrière protectrice, et la Perse retenue dans le giron de la suprématie anglaise (1). La Russie privée de la Crimée, tout au moins ruinée dans sa puissance navale, pour sa conservation est forcée de replier ses lignes agressives qui, un moment, partaient du Danube, ce fleuve de l'Occident, pour s'étendre jusques à Kars l'asiatique. Désormais réduit à resserrer l'expansion d'un rêve de domination universelle dans les limites glaciales de son lit moscovite, le czar ne peut inquiéter le riche empire que l'Angleterre enlace de sa marine, et que la destruction de Sébastopol dégagera stratégiquement. Entreprise glorieuse, succès héroïques dus à cette alliance, la joie de l'auteur de ces biographies, texte de bien des critiques pour sa vocation anglaise de la part d'un grand nombre de ceux qui reconnaissent aujourd'hui la valeur d'une union jadis trop contestée; quand les faits ont rejoint la théorie, il ne reste à celle-ci qu'à jouir patriotiquement de son triomphe en ouvrant la porte à deux battants aux tard venus pour recueillir leur adhésion enthousiaste, d'autant

(1) En prévision de cet événement, la *Revue d'Édimbourg* disait : « Nous ne nions pas qu'un échec sérieux, subi dans la mer Noire par l'agresseur, et la rénovation de l'élément de la résistance turque en Arménie nous sont favorables en Asie. Non-seulement la Porte en serait fortifiée, mais le maintien de la paix serait favorisé. Ce n'est pas pour nous de médiocre importance. »

plus bruyante qu'elle est nouvelle. Heureuse la civilisation de s'offrir à la reconnaissance du monde et à l'admiration des âges futurs parée des palmes que la coalition toute française de l'Empereur et de l'Angleterre auront si glorieusement conquises!!!

Il est un caractère inhérent aux races que les mœurs peuvent modifier, mais qu'elles ne sauraient effacer entièrement. Le descendant des vaillants Bruce vient de se révéler, sous la glace de l'âge, avec l'impétuosité de la jeunesse. Le major Beresford, ancien ministre de la guerre dans le cabinet Derby, avait appliqué une épithète discourtoise à sir Graham. Ce dernier s'empresse de demander une réparation à l'orateur militaire, qui loyalement rétracte une inadvertance de langue qui n'impliquait ni une intention ni un sentiment propres à blesser.

Cela me reporte au célèbre lord Castelreagh, le continuateur contre Napoléon du duel engagé par Pitt. Comme sir Graham, Robert Stewart, depuis lord Castelreagh et marquis de Londondery, issu de cette noblesse écossaise toujours prompte à s'émouvoir, provoque un rival d'amour à un combat à la hache, suivant le mode scandinave. Il fut vainqueur. Il porta dans la politique de cette période de lutte cet esprit indomptable. Il se battit avec Canning. La turbulence du jeune homme, devenue de l'opiniâtreté dans l'âge viril, se retrouve jusque dans le sinistre spleen qui dénoue, au sein des grandeurs, cette vie si pleine d'émotions et d'événements.

LORD JOHN RUSSELL.

Le gouvernement aristocratique a une certaine force que la démocratie n'a pas.

MONTESQUIEU.

I

L'aristocratie anglaise symbolise la conservation dans les torys et le progrès dans les whigs. Ceux-ci, non moins riches et illustres que leurs émules, forment ce patriciat libéral dont les clients s'appellent libertés politiques et religieuses. C'est le corps d'avant-garde de cette oligarchie, la plus éclairée, la plus généreuse et la plus populaire du monde, qui relaye tour à tour les deux forces dont vit toute société, c'est-à-dire l'intérêt et l'intelligence, l'esprit du passé et celui de l'avenir.

Triomphant avec Guillaume III, le parti whig domine en Angleterre durant le long ministère de Walpole. La force des choses, un commun intérêt, appelaient l'alliance entre la nouvelle dynastie contestée par la religion d'anciens souvenirs, et ceux qui, après l'avoir établie, avaient besoin de la consolider. Ces deux esprits, si tranchés au début dans leur dualisme, se sont confondus plus tard dans l'adoption des principes consacrés, tout en conservant, sinon l'antagonisme, au moins le caractère distinctif de leur origine (1). Les whigs, ayant pris l'initiative du grand mouvement national, sont institués les gardiens des droits après les avoir conquis. Au pouvoir leur rôle est de les élargir dans une sage progression. Dans l'opposition, ils avaient le devoir de réclamer qu'on leur traçât un lit plus large. Ils pouvaient perdre la majorité, ils restaient inébranlables dans la fidélité à leur dogme D'ailleurs la puissance des mœurs y donne cet indélébile caractère. Un homme serait déshonoré en Angleterre s'il se séparait de ses amis politiques pour un intérêt personnel.

1688 n'a renversé ni l'état civil, ni le mécanisme gouvernemental; il a conservé l'un et dégagé l'autre de ce qui lui faisait obstacle et en faussait l'application. 1789, au contraire, vint déplacer la base et refaire à neuf l'édifice

(1) Les torys, a-t-on dit, approuvent la liberté et aiment la monarchie, tandis que les whigs approuvent la monarchie et aiment la liberté.

social, politique et civil de la France. Ce fut d'un whig désabusé, Burke, que partit cet anathème contre la révolution française, qui, rétracté un moment par la voix de Fox, fut repris avec une nouvelle frénésie par Pitt, pour retentir sur le champ de bataille de Waterloo. La période qui suit montre le torysme dans sa marche ascendante jusqu'à Canning, précurseur de la révolution de 1830, qui, si elle ne fut pas d'origine anglaise, trouva dans la constitution et la politique de ce pays un point d'appui que les grands États continentaux eussent refusé.

II

Lord John Russell, sans nul doute le membre le plus influent du cabinet actuel, est le représentant des idées dont je viens de tracer le rapide historique. Pour cet homme d'État, l'idéal du gouvernement est dans la réalisation du système parlementaire tel qu'il gouverne et fonctionne en Angleterre, avec le triple rouage de la royauté héréditaire, honorée, mais en tutelle, de l'action aristocratique, et de l'élection des communes par les plus riches et les plus capables. Le débat public, le pouvoir législatif, la liberté de la presse, l'*habeas corpus*, ce vieux dogme de la liberté individuelle,

en sont à ses yeux les corollaires nécessaires. Il ne veut ni du gouvernement dans les mains d'un seul, ni de la démocratie qui conteste et menace tout, parce que c'est une force qui s'ignore et n'a pas de frein. Cette profession de foi a été écrite par les actes de sa longue carrière. De remarquables écrits témoignent de la constance de sa foi et de l'unité de ses vues. Parmi plusieurs publications remarquables, je dois rappeler un travail historique du noble lord sur les lords Grey et Spencer, en 1846, dont le style élégant et l'élévation des pensées étaient dignes du très-prochain premier ministre de l'Angleterre à cette date.

Plus récemment encore, la publication des mémoires et correspondances de Charles Fox montrait la communauté de principes entre l'illustre orateur de la fin du siècle dernier et son apologiste, dont un des aïeux, sous les Stuarts, mourait avec Sidney pour la liberté de son pays.

Les Russell étaient voués, par la nature même des choses, par leurs principes, par leur sang versé sur l'échafaud des Stuart, à Guillaume III. Leurs bras comme leur influence devaient seconder la nouvelle race qui pour eux était le rachat de la nation soustraite à la tyrannie par l'établissement des libertés et de la constitution. Les palmes du supplice qui sanctifie les mémoires par l'héroïsme d'un martyre politique avaient consacré cette famille.

Pour mieux poétiser ce souvenir, qui rend le nom de Russell si populaire, il s'est rencontré dans le drame une femme douée de cette perfection de vertus et de cette suavité de charmes qui, dans les jours d'épreuve, transforment l'ange du foyer en sublime héroïne pour la postérité. Le tribunal qui jugeait lord Russell lui demanda quelle personne il voulait désigner pour lui servir de secrétaire pendant son procès; il choisit lady Russell, *parceque*, dit-il, *elle réunit les lumières d'un homme à la tendre affection d'une épouse.* Lady Russell, qui adorait son mari, soutint cependant la présence de ses juges iniques et le barbare sophisme de leurs interrogations avec une présence d'esprit entretenue par l'espoir de sauver la plus douce part de son cœur. Mais, hélas! l'arrêt fatal fut prononcé par cette commission de vengeances plutôt que de justice. Alors elle alla implorer de Charles II la grâce que devait la reconnaissance de ce prince aux services rendus à son propre père par l'auteur des jours de celle qui était à ses genoux. Mais sa frivole cruauté résiste aux prières, aux larmes de la noble et belle suppliante. Lord Russell, en se séparant de sa femme pour marcher à l'échafaud, prononça ces paroles remarquables: « A présent, la douleur de la mort est passée. » A leur souvenir tout Anglais tressaille et se sent plus attaché au nom qui a donné à son pays un gage aussi touchant que glorieux.

Ce testament légué de l'échafaud est resté sacré pour cette famille toujours depuis liée à la cause populaire

par ce contrat lugubre. Elle représente le drapeau où sous chaque règne le progrès vient préparer ses assauts et affermir ses triomphes. Aux jours critiques de la reine Anne, un parti puissant et actif, qui avait de profondes racines dans la nation, menaçait la maison de Hanovre. Les Bedfort, voués au protestantisme et à la nouvelle dynastie, étaient les chefs de cette aristocratie qui opposa aux efforts des jacobites la plus énergique résistance. Leur grande préoccupation, c'est de sauvegarder la succession protestante identifiée avec la constitution comme avec l'Église anglicane, et d'empêcher le retour du despotisme qu'ils voyaient à la suite de la restauration des Stuart, qui avaient perdu la couronne dans ce dangereux abus de la force. Georges I[er] monte sur le trône, Walpole continue sa tâche difficile; partout où il y a des services à rendre, un gage de dévouement à donner, on trouve indistinctement les Russell, jaloux de servir et de concourir à ce qui est pour eux la sainte œuvre nationale. Ce qui attache à l'aristocratie anglaise cette auréole de popularité qui défie le temps, c'est qu'elle a conquis pour l'Angleterre tout ce dont celle-ci est si heureuse et si fière; elle n'a pas fait de stipulations égoïstes, elle a lutté, combattu, travaillé pour agrandir le patrimoine national dont elle est devenue la gardienne, c'est-à-dire l'austère comptable *ab consensu et admiratione populi*.

III

Lord John Russell, troisième fils de l'opulent duc de Bedfort, est né le 18 août 1798. Il fit ses études successivement au collége de Sunbury et à l'université d'Édimbourg, où il eut pour maître et protecteur le célèbre professeur Dugald Stewart. Cette ville permettait à un jeune homme d'un si haut rang d'apprendre la science du monde, et de former les rapports qui font des amitiés de collége un puissant auxiliaire de la vie publique. Oxford et Cambridge consacrés comme deux sanctuaires du torysme, l'université d'Édimbourg avait été adoptée par les whigs. Les parents illustres y propageaient, dans leur fréquent séjour, les usages et le bon ton qui caractérisent les hautes lignées. La maison du professeur Stewart réunissait tout ce que l'Europe envoyait à cette université d'un antique renom de savants ou de pèlerins attirés par la magie du passé dans le vieux palais d'Holyrood, où le souvenir erre de la séduction de la gloire à l'abîme des douleurs : Marie Stuart ; tout répète ce nom et retrace ses grâces comme sa lugubre et dramatique destinée. Dans ce milieu où se rencontrent le roman et l'histoire, ce qui exalte l'imagination, la chevalerie, ce

qui rectifie l'esprit, la réalité, venant donner le démenti aux plus brillants rêves, qui peut dire ce que cet accouplement de contrastes, ce tableau d'émotions et d'enseignements ont eu d'influence sur l'esprit d'un jeune homme. Le jour, au-dessus des vieux créneaux gothiques planait l'ombre de la féodalité et d'un passé tragique. Le soir, dans les salons, l'âge moderne se dessinait au sein de spirituelles conversations. Pour s'initier au pugilat de la discussion publique, une société, dite spéculative, mettait à l'ordre du jour les sujets les plus en vogue de la politique et de la science. Horner, Brougham, Jeffrey y brillaient déjà ; lord John Russell y conquit de l'auditoire les applaudissements dont il devait faire tressaillir plus tard les hustings et son champ clos le plus habituel sous les voûtes de Westminster, où l'éloquence et la raison ont eu de si importantes questions à débattre et à résoudre.

IV

Voyager c'est vivre, a dit lord Byron. L'étudiant d'Edimbourg va élargir les horizons de l'étude par ceux du monde. Il arrive à Lisbonne en 1809, au moment où lord Wellington venait de tracer les lignes de Torres Ve-

dras. L'assaut livré vainement par Masséna commençait la gloire européenne du héros n'ayant alors que les palmes de l'Inde, qui semblaient devoir se ternir lorsqu'il aurait à faire face aux maîtres de la guerre formés à l'école de Napoléon. Pronostic aussi vain que celui qui voyait la défaite des jeunes généraux de la république par le duc de Brunswick, ami et disciple du grand Frédéric. Il y a pour les armées comme pour les peuples un courant électrique qui, en poussant les nations à la mort, emporte la victoire par l'enthousiasme et met en faillite la plus savante stratégie. C'est ce qui rendit les guérillas, secondés par le sang-froid britannique, capables d'accomplir le miracle en vertu duquel les invincibles soldats d'Austerlitz furent ramenés des bords du Minho jusqu'au delà des Pyrénées. L'Espagne était une lave de colère et de vengeance qui stérilisait la science et déconcertait le courage.

Ce fut lorsque l'action débordait en flammes et armait 500,000 Espagnols à la voix des moines faisant de la religion le patriotisme vengeur, que lord J. Russell reportait ses réflexions des périls du présent aux plus sombres souvenirs du passé. Il y puise les matériaux d'une histoire de Philippe II, ce père sans entrailles qui fournit au drame un des plus tristes sujets de l'Europe moderne et chrétienne, en faisant juger et exécuter son fils infortuné don Carlos. — Cet orateur si distingué pour exposer et discuter des intérêts publics ou spéciaux n'a pas

droit de cité au Parnasse. Qu'il se contente des lauriers qui ont dans le présent une valeur que les autres acquièrent seulement dans la postérité, laquelle a des autels pour les poëtes immortels comme l'idée, et oublie quelquefois les hommes d'État qui ont eu le plus d'hommages.

A la différence de beaucoup de politiques de renom, lord J. Russell n'a pas seulement les titres oratoires, il les a complétés par une série d'ouvrages qui suffiraient pour lui assurer une place honorable dans le Walhalla de la pensée contemporaine. En 1815, il a publié une vie d'un de ses ancêtres dont je retraçais l'émouvant adieu à la vie et à celle qu'il aimait. En 1821, il abordait, par la grande porte, dans une histoire de la Constitution britannique, l'enceinte où doit entrer l'homme d'État. En 1824, embrassant une sphère encore plus large, il envisageait l'Europe depuis la paix d'Utrecht. Enfin, pour payer tribut aux lettres, il a livré au public, qui lui est favorable, deux volumes sur le célèbre Moore où ce poëte est bien apprécié et révélé.

V

De retour de ses voyages, à peine venait-il d'atteindre sa majorité, que sa Seigneurie était nommé représentant de Tavistock, un des bourgs dont disposait sa puissante famille. Sa devise fut *la liberté civile et religieuse* qu'il devait arracher aux préjugés qui la tenaient captive.

En 1813, il prend la parole pour la première fois au sujet d'une question importante de la politique extérieure qui se liait à la grande coalition européenne formée contre la France impériale. Un traité venait d'être conclu entre la Russie et la Suède. Bernadotte y régnait; d'habiles calculs autant que sa valeur avaient conduit le soldat béarnais à cette haute fortune. Il s'agissait de lui adjuger la Norwége ravie au Danemark, pour récompense de la défection demandée à l'ancien lieutenant resté le parent de Napoléon. La Grande-Bretagne, qui n'avait qu'une pensée, se faire arme de tout ce qui pouvait blesser et affaiblir son puissant ennemi, n'avait garde de s'arrêter à des protestations qui s'élevaient plutôt de l'enthousiasme, cette première inspiratrice de la jeunesse, que de l'expérience qui amène à la vérité par le désillusionnement. Le printemps suivant, toujours mû

par des sentiments plus nobles que réfléchis, l'élu de Tavistock s'élève avec force contre le blocus au moyen duquel l'Angleterre voulait contraindre le Danemark récalcitrant à céder une part de son royal patrimoine au nouveau roi de Suède jaloux de trouver une compensation à la perte de la Finlande. Le principe invoqué par lord John Russell fut celui qui, noblement revendiqué au congrès de Vienne par M. de Talleyrand au sujet des spoliations dont la Saxe était victime, arrachait à ce célèbre diplomate ces paroles dignes de servir de règle : « Comme si la confiscation d'un royaume était moins odieuse que celle d'une chaumière. » En rapport avec ses prémisses, après les Cent Jours, lord John s'opposait à la guerre contre Napoléon. Il ne pouvait pas être entendu, la haine de Pitt possédait l'Angleterre ; un jeune homme, quelques sympathies qu'il rencontre, n'avait pas la puissance d'exorciser le démon qui poussait à une lutte implacable jusqu'à la chute du colosse qui troublait la raison de l'Europe et poussait sa peur jusqu'à la rage.

Si l'opinion publique anglaise eût été mûre pour l'adoption des idées d'un politique encore bachelier, à l'encontre des grands maîtres crédités dans la confiance des partis, c'était l'accomplissement, en 1815, au nom du principe de la liberté d'un peuple, de ce qui s'est réalisé, en 1854, au nom des intérêts pour l'équilibre et la liberté de l'Europe.

VI

L'Angleterre, qui avait eu une si grande part à la Restauration, asile des princes de la maison de Bourbon lorsque le continent leur était interdit, ne tarde pas à se trouver dans un conflit latent, que la guerre d'Espagne devait transformer en un divorce. Lord Wellington, plénipotentiaire que ses services à l'Europe rendaient influent sur les rois, au congrès de Vérone, récusait vainement l'intervention au nom de l'indépendance des nations; vainement il représentait à Louis XVIII les dangers d'une adhésion aux vœux des puissances du Nord et d'une guerre sous leurs auspices, qui ferait de son règne un contre-sens avec ses institutions, et qui relâcherait, si elle ne les rompait pas, les liens de son trône avec l'Angleterre.

Ce fut la fatalité du parti légitimiste de se trouver entre la force d'anciens préjugés et celle plus irrésistible encore des situations qui dominent le calcul. De là ces soubresauts dans toutes les questions qui agitent cette époque, par cette double lutte qui broie les meilleures intentions de Louis XVIII, et mine l'édifice politique

avec la maison de ce sage roi entre la logique qui pousse à un dénoûment fatal, et des sentiments qui, de la part de son frère et de ses conseillers, n'étaient qu'une erreur de date. Au point de vue constitutionnel, l'Angleterre devait rester le pivot de la politique extérieure de la France. M. de Talleyrand apporta cet esprit dans les conseils de la couronne. Il était fait pour ce rôle. Il confinait à l'Angleterre de toute part. A une époque difficile, il a réalisé de grandes choses.

Au point de vue purement monarchique, l'alliance russe sollicitait des inclinations ardentes de la part de l'extrême droite, qui semblaient cacher l'arrière-pensée d'agrandir la prérogative royale, au profit de la charte sacrée comme l'évangile des libertés sorties de malheurs immenses. M. le duc de Richelieu, que toutes ses prédilections attachait à l'empereur Alexandre, allait à son insu inoculer ce germe d'antagonisme qui devait réagir avec si peu de mesure contre tout ce qui touchait à l'Angleterre ; la perfide Albion revenait à tout propos. L'irritable Canning, ayant saisi, au suicide de lord Castlereagh, la direction de la politique britannique, puisa dans le jeu à découvert, imprudent de la droite, dans ses anathèmes lancés à tout propos, le motif de résolutions qui furent bien fatales à la branche aînée des Bourbons.

VII

En 1817, au commencement de la session, lord J. Russell prend à parti l'administration Castlereagh, relativement à la suspension de l'*habeas corpus*, autrement dit de la liberté individuelle.

Dès lors, nous le trouverons, jusques au jour du triomphe, à l'avant-garde des grandes familles qui ont pris le patronage séculaire des doctrines libérales. C'est cette illustre phalange des Devonshire, Bedfort, Holland, Lansdowne, Fitz-William, Granville, Grey, en qui se transmet la mission héréditaire de défendre ces priviléges dont la nation est si jalouse, et qui montrent aux bords de la Tamise, de l'Humber et de la Mersey, les institutions de Rome épurées par le christianisme, et soutenues par la science d'une civilisation bien au-dessus de celles dont Cicéron et Démosthène sont restés les génies attractifs.

Avec l'inaltérable constance de la conviction qui se résigne à s'assimiler par de lents progrès ce qui lui résiste, lord John reprend sa thèse en 1822; tout ce qui peut le favoriser est recueilli par lui, les scandales ou abus qui en témoignent sont dénoncés au Parlement et au pays. Vainement les majorités lui donnent tort, il en

appelle de la fin de non-recevoir opposée par le *statu quo* à un avenir plus juste. En attendant que ce jour luise, il se voue à ses devoirs parlementaires, il se distingue dans les comités par son assiduité, il apporte aux questions les moins importantes ce soin des détails qui, par une pratique variée, familiarise insensiblement avec ce que l'administration a de plus complexe. L'analyse a fait plus de grands ministres que la synthèse; peu d'esprit devinent, mais tous apprennent quand ils ont la volonté et la patience; si la nature seule suffit à ébaucher des orateurs et des poëtes, le travail les achève, comme il donne aux hommes politiques la lumière, la force, sans lesquelles ils marchent au hasard et s'agitent dans le vide. De même que sous l'ancienne monarchie, les véritables hommes d'État sont sortis du cloître et des Parlements, les sanctuaires du savoir de ce temps, de même sous le régime moderne, quel ministre, quel homme d'État a-t-on découvert en dehors des révélations de la tribune et de la publicité, sauf quelques exceptions prises dans la diplomatie, ou dans des spécialités d'emplois, ou empruntées à de grandes positions sociales. En Angleterre, le Parlement est la plus féconde pépinière des hommes d'État, admirablement préparés par les traditions aristocratiques et surexcités par une organisation sociale et politique qui appelle incessamment l'exercice des facultés les plus étendues de l'inspiration et de la réflexion.

VIII

M. Canning, comme ministre des affaires, aspirait à l'honneur de conquérir la prépondérance qui, selon lui, revenait à l'Angleterre dans les conseils de l'Europe, et ne pardonna jamais à la Restauration de déserter les principes dont il s'était fait le champion dans le cabinet. Prince de la parole, il avait pour trône la tribune, d'où il charmait et entraînait sénat et peuple.

Devenu chef du cabinet à la mort du premier ministre, le comte Liverpool, le parti libéral le considérant comme un précurseur de ses propres triomphes, lui prêta son appui ; pour ne pas créer de difficultés, lord John abandonne la motion réformiste qu'il était dans l'habitude de renouveler chaque session. C'était une tactique aussi habile qu'honnête ; il n'y a que les hommes inexpérimentés qui, prenant pour adage *tout ou rien*, ne savent, en faisant des ruines, que compromettre ou perdre les causes. L'homme habile, qui sait proportionner les moyens au but, réprime les folles impatiences, et, en semant avec persévérance dans l'opinion les idées saines et justes, prépare la moisson, sinon pour lui, au moins

pour son parti et l'humanité, étoile qui le guide : pour lui chaque concession est une étape qui le rapproche du but définitif.

Nonobstant l'opposition de Canning au rappel des lois sur le test et les corporations, les amis de la liberté religieuse devinaient un sentiment qui, au fond du cœur du premier ministre, était en noble désaccord avec le langage officiel prescrit par les nécessités de la politique. C'est ce qu'exprima lord Russell : « Beaucoup de dissidents, dit-il, sentant comme par instinct que le ministère est plus favorable au fond à la liberté religieuse qu'aucun de ceux qui l'ont précédé durant les trente-sept ans pendant lesquels cette question a été étouffée, se demandent s'il serait politique et convenable de renverser un pareil cabinet. »

Peu de mois après, Canning était enlevé par la mort au pouvoir, dans la force de ses facultés et au sommet de la faveur publique. Après un essai avorté par lord Goderich et ses amis, le duc de Wellington et Peel rentraient dans la place. — Il n'y avait plus lieu d'user d'une scrupuleuse délicatesse, les torys avaient constamment repoussé les demandes introduites au nom de la tolérance que peuvent dénier les révolutions ou les ressentiments de la veille, mais que l'on ne doit jamais disputer à la justice des temps et au calme qu'il substitue aux violences de l'esprit de secte ou de parti. En 1828, lord Russell, se faisant l'organe des plaintes des cultes entra-

vés, demande le rappel de ces lois qui, depuis Charles II, avaient exclu des emplois gouvernementaux et du privilége des corporations quiconque se refusait à prêter le serment en conformité du rite de l'Église d'Angleterre. Le vote montra le progrès qu'avait fait en silence le parti libéral. En dépit de tous les efforts du gouvernement, la minorité fut si imposante, que sir Robert Peel vit que la résistance était désormais inutile. Il s'empare de l'idée qu'il avait combattue, et propose, dès le lendemain, en admettant les non-conformistes aux fonctions publiques, de leur imposer seulement le serment de ne rien faire de contraire à l'Église d'Angleterre. C'était une transaction qu'agréa l'auteur de la motion. Ainsi amendée, elle passa à une presque unanimité qui devait l'imposer à la répugnance des lords.

IX

C'était un prélude à l'émancipation catholique dont j'ai parlé ailleurs; elle eut l'appui et le vote de celui qui avait en quelque sorte frayé la route pour faire tomber pièce à pièce ce que le monopole de l'intolérance présentait d'odieux, tant à la foi religieuse qu'à l'examen impartial du philosophe. C'était un de ces sujets qui parlent

à certaines consciences plus haut que la considération temporelle d'un intérêt de parti. — Le schisme éclate dans les rangs torys. Ainsi, comme toujours, c'était une minorité imperceptible, successivement composée de quelques hommes honnêtes, convaincus, dévoués à la vérité, infatigables dans leurs efforts, ayant pour chef aux communes lord John, qui attire successivement les plus hautes influences, l'opinion, le parlement. Tous en viennent à confesser le principe du droit des âmes dans la force morale qui est la sauvegarde d'un gouvernement. Le duc de Wellington et sir Robert Peel furent amenés par leur grand sens à s'élever au-dessus des préjugés du parti qui les soutenait, pour lui imposer, au risque de perdre leur faveur et le pouvoir, ce qu'ils considéraient avec raison ne devoir plus être dénié. Il en était temps : la révolution de juillet était proche. Qui sait ce qui fût advenu, si la question politique, déjà si grave, eût été compliquée par des passions religieuses, dans un pays où elles sont tout à la fois si profondes et si ardentes? La soumission de l'Irlande, dans les circonstances difficiles créées alors, fut assurée par un acte de justice qui pouvait seul prévenir une imminente explosion.

Si lord Russell voulait alors comme avant une réforme électorale qui supprimât les abus incompatibles avec la diffusion des lumières et des richesses, et une répartition plus équitable des votes, comme tous les libéraux qui visent à des résultats raisonnables, pratiques, il combat-

tait les entraînements de popularité et les exagérations qui sont la fausse enseigne de l'égalité, et ne menacent pas moins la liberté que tout ce qui est la grandeur, la force, la stabilité d'un peuple. Voilà pourquoi il repoussait comme un présent fatal le plan de M. O'Connell, étagé sur le suffrage universel, le scrutin de liste, et le parlement triennal.

X

On a vu dans ce livre comment s'était évanoui le cabinet Wellington-Peel pour faire place à celui du comte Grey. L'absence de Russell parmi les noms qui le composaient surprit le public. Il eût été illogique de le laisser en dehors de la nouvelle administration, et l'effet de cette ingratitude aurait rencontré la défaveur du public. Aussi fut-il nommé payeur en chef de l'armée. Par une exception peut-être unique dans le souvenir parlementaire et administratif, *quoique et non parce que* haut fonctionnaire, il fut élu par la Chambre un des cinq membres du comité chargé de formuler la réforme électorale, témoignage de la confiance et de la considération dont il était l'objet. Le projet reçut comme loi la sanction de l'assemblée.

Que de prédictions sinistres alors de la part des conservateurs enchaînés par la routine, effrayés par chaque innovation. Loin d'avoir été une cause de désordre et de faiblesse, la nouvelle loi a été un gage de paix dans un principe de force. Les révolutions qui ont fait trembler ailleurs et produit tant de ruines, ont soufflé en vain sur cette île, qui, au dire de Montesquieu, *est le pays* le plus libre qui soit au monde, sans en excepter aucune république.

XI

Un rapide coup d'œil sur la généalogie de la représentation électorale, qui remonte aux siècles les plus reculés des Iles-Britanniques, pourrait trouver ici un à-propos aussi intéressant qu'instructif. Le moyen âge revivait dans l'époque moderne avec une organisation adaptée au vieil état de la société. Des priviléges héréditaires se combinaient avec une série de restrictions, de prohibitions, que faisait ressortir plus anormales encore la création de corporations privilégiées, établies comme des murailles de la Chine pour les autres citoyens.

Vainement avait-on des millions ou pouvait-on se revêtir de l'éclat de hauts faits, de grandes actions ; si l'on ne se trouvait pas appartenir à une de ces catégories auxquelles le vote était attribué, on restait paria. On pouvait jouir en épicurien des richesses, avoir les instincts et les palmes du poëte, avoir conquis les couronnes littéraires, rien de tout cela ne donnait droit de cité dans l'église des droits politiques tels qu'ils avaient été fixés pour les adjonctions, à l'époque des Édouard et des Henri. En effet, la libre Angleterre devait à la force des mœurs et des traditions ce qui n'était ni l'œuvre de la justice, ni le fait, je ne dirai pas des classes plus nombreuses, mais aussi des plus éclairées, qui en étaient réduites aux priviléges municipaux. Cette compensation laissée à l'opulence de la bourgeoisie et du commerce, comme but à leur activité, explique leur longue patience.

La représentation était inégalement répartie entre les bourgs et les comtés. Dans ces derniers, quiconque était en possession d'une franche tenure (*freehold*) d'un revenu annuel de 40 schellings (50 francs), provenant directement de la couronne, était électeur. Ceux qui, possesseurs de grandes propriétés au moyen d'autres titres (*copyhold*), c'est-à-dire provenant d'autres sources que de la couronne, quelque considérable que fût la possession, étaient exclus. On retrouvait l'aménagement dressé par la conquête. Il serait long d'en énumérer les bizarres conséquences. C'est ainsi, pour en donner un exemple entre

mille, que le propriétaire d'une chaumière en ruines avait un pouvoir politique que ne possédait pas un gentleman doté de plusiers milliers de livres sterling de rente. Manchester, avec 200,000 habitants, n'avait pas de député; le vieux Saroum, sans une seule âme, en avait deux (1).

(1) ÉLECTIONS DANS LES VILLES ET COMTÉS D'ANGLETERRE.

Dans les villes, ou bourgs royaux, le droit électoral se bornait presque toujours à ceux qui en avaient la franchise, dite *électorale;* on les nommait ordinairement *freemen*, et ils étaient presque toujours affiliés à la municipalité ou à la corporation du lieu. C'était un corps privilégié : si on n'était pas *freeman*, soit par droit de naissance ou d'admission, il n'y avait pas de droit électoral, quelle que fût la richesse ou l'importance sociale de l'individu. Quelquefois avec le droit d'admission se trouvait, selon les lois particulières de chaque municipalité ou bourg (*borough*), le privilége exclusif de commercer dans ses limites. Il fallait, pour devenir *freeman*, être apprenti dès sa jeunesse chez quelqu'un en possession de la liberté, ou *freedom*, du lieu, ou s'y faire admettre par l'achat, de sorte que les riches seuls pouvaient prétendre à y être admis. Quelquefois le *freedom* d'une corporation pouvait être conféré en don à des étrangers ou à des indigènes de distinction; c'était le plus grand honneur dont les corporations pussent être susceptibles que de conférer des lettres de bourgeoisie ou de *freedom* aux hommes illustres du pays ou de l'étranger.

On ne pourrait oublier qu'il y avait quelques villes plus éparpillées où la franchise n'était pas assujettie à toutes ces formules. C'était une espèce de suffrage universel. Les électeurs de cette classe s'appelaient *scot and lot sotenes;* quelquefois connus sous la bizarre appellation de *potwaloppers*, comme qui voulait dire qu'on avait un morceau de bœuf ou de mouton sifflant (*vallopping*) dans un pot, ou, en d'autres termes, que les électeurs de cette catégorie pouvaient posséder une maison ou un feu à eux. Quoique la classe des *freemen* comptât dans son sein bien des hommes respectables par leur position et leur richesse, elle pouvait renfermer la classe la plus pauvre et la plus infime de la population, et, par conséquent, celle la plus exposée à des influences corruptrices.

Les villes, diminuées souvent par la vicissitude des temps, con-

En attaquant un pareil ordre de choses et en le faisant réformer, lord Russell coïntéressait non-seulement la justice abstraite, mais enrôlait encore la richesse et l'intelligence, pour faire concourir au service de l'État leur salutaire action. C'était de la haute conservation sous l'enseigne libérale, qui, chez tous les peuples, a un prestige qui les y attache plus sûrement et irrévocablement.

servaient néanmoins leur droit électoral; de sorte que souvent trois ou quatre personnes, dépendant de quelque grand propriétaire du voisinage par une variété de liens, formaient à elles seules le corps électoral, qui ne nommait de conseillers qu'à la désignation expresse du grand propriétaire, ou lord.

Cette nomination était favorable parfois à l'introduction des hommes de génie au sein de la législature. De cette manière ont commencé leur carrière Burke, Pitt, Peel, Mackintosh, et Macaulay; beaucoup d'autres, devenus plus tard la gloire de leur pays, sont entrés de la sorte au Parlement. Pendant que des hameaux presque inconnus envoyaient jusqu'à deux membres, des villes, immenses centres de population, telles que Manchester, Birmingham et Leeds, étaient absolument laissées sans représentant.

En Écosse, la franchise était plus restreinte : dans les comtés, le droit électoral était confiné à la classe des *freeholders*, ou propriétaires de francs-fiefs, moins nombreuse qu'en Angleterre. Les bourgs étaient classés en groupe de cinq, à l'exception d'Édimbourg et de Glasgow, et ne pouvaient envoyer qu'un membre au parlement. En Écosse, le droit électoral était restreint aux seuls membres des municipalités, élus par eux-mêmes, sinon par les *deacons* ou baillis, chefs des différentes corporations ou corps de métiers. Édimbourg, ville de cent vingt mille âmes, par exemple, était représentée par un seul membre, nommé par trente-trois personnes. Les bourgs écossais étaient considérés, aux yeux du gouvernement, comme des bourgs à la nomination royale, ou plutôt ministérielle, envoyant, selon les diverses chances de la représentation nationale, des whigs ou des torys au parlement. En Irlande, c'était dans les comtés une perversion du système anglais dans l'intérêt de la noblesse ou des propriétaires irlandais. Le franc-fief ou *freehold* anglais du revenu de 50 francs ou franchise à 40 schellings, en biens tenus directement de la couronne, était converti en Irlande en *rente* de

Tel est le régime que propose de remplacer lord John Russell, le 1er mars 1831, dans un discours à la hauteur d'un si important sujet (1). Les maux auxquels il s'agissait de remédier étaient les ombres naturelles du tableau à travers lesquelles les nouvelles dispositions ressortaient avec les plus brillantes couleurs. La nation tressaillit d'enthousiasme. Il n'y eut bientôt plus qu'une pensée. L'Angleterre déposait la vieille armure féodale pour une mieux appropriée à l'âge moderne, où les droits de l'industrie et du travail ne peuvent abdiquer devant le souvenir. Confondre le passé et le présent dans un contrat de mutuelle bonne foi est le meilleur moyen d'épargner

40 schellings, par le tenancier ou fermier au landlord on propriétaire : de sorte que les propriétaires, appartenant presque exclusivement à la noblesse, dans un pays où la bourgeoisie ou classe moyenne avait si peu de représentants, avaient par la docile dépendance de leurs fermiers, presque toujours à leur merci, un moyen assuré de faire passer leurs candidats. Plus tard, lorsque l'émancipation des catholiques eut amené des changements plus notables, les prêtres seuls, dans un pays si essentiellement catholique que l'Irlande, par leur influence sur leurs troupeaux, faisaient comme aujourd'hui les élections. Dans les bourgs, quoique les catholiques ne fussent pas formellement exclus, comme la corporation se nommait elle-même, et comme depuis mémoire d'homme aucun catholique n'était membre d'une corporation quelconque, il s'ensuivit naturellement que les catholiques des bourgs furent privés de leurs droits électoraux, de fait sinon légalement.

(1) Une grande charte de réconciliation nationale, disait le célèbre Macaulay, vous est présentée, dans une forme qui ajoute un nouveau lustre à un noble nom, inséparable, depuis deux siècles, des plus chères libertés du peuple anglais. Ce projet repose sur un principe vrai et salutaire ; il ôte le pouvoir à quelques-uns pour le distribuer dans les classes moyennes déshéritées, en raison de leur importance et de leurs lumières.

à l'avenir ces tempêtes qui, sous le nom d'injustices, renversent sur la route des révolutions ceux qui les ont soulevées.

XII

L'histoire montre la cause des révolutions; elle est la même dans tous les temps, et produit des résultats analogues dans chaque nation. Insensiblement l'influence de la classe dominante voit des rivalités se former, jusqu'à ce qu'elles se croient assez fortes pour réclamer une participation aux droits publics dont dérivent la plupart des avantages sociaux. Le refus les irrite et produit la lutte. C'est l'antique querelle des patriciens et des plébéiens à Rome, des villes italiennes pour le *civis romanus*, des colonies de l'Amérique du Nord contre la mère-patrie, enfin le débat du tiers-état avec la noblesse, d'où est sortie la révolution française... Oui, la plupart des révolutions sont le produit de l'opposition de la routine à l'esprit qui veut marcher en avant. Le bonheur particulier de l'Angleterre, c'est, dans la marche séculaire du temps, d'avoir eu une constitution qui ait marché avec la nation... Ce que la sagesse refuse de résoudre, c'est la violence qui le dénoue.

Le grand historien Macaulay, retraçant quelques années après les émotions de cette époque, s'exprime ainsi : « Ce fut au milieu des prières et des bénédictions de plusieurs millions d'hommes réunis dans une communauté de pensées, de vœux et d'efforts, que s'accomplit le triomphe de la réforme. Alors des milliers d'hommes campaient la nuit aux portes du Parlement et dans les rues jusqu'au lever de l'aurore, pour avoir des nouvelles de son succès, quand toutes les grandes cités de l'empire envoyaient les plus nombreux messages que l'on vit jamais à l'arrivée des courriers, afin de savoir si la grande bataille du peuple était gagnée ou perdue. »

Peut-être, dans aucun pays et dans aucun temps, jamais ne vit-on de plus imposante et noble démonstration. Inscrire son nom en tête comme initiateur, au milieu comme rapporteur, à la fin comme législateur, sur ces tables de la loi politique d'un grand peuple, c'est assurément une des plus grandes gloires qui puissent échoir à une famille comme à un homme d'État.

Ce fut à la suite d'une dissolution d'où sortit un nouveau parlement, où lord Russell fut adopté par le riche et puissant comté de Devonshire, que la volonté du peuple reçut la sanction législative. Une modification y fut introduite, par la réunion du parti radical dirigé par M. Hume, à l'aristocratie du marquis de Chandos, depuis duc de Buckingham, proposant d'admettre que tout occupant de terre d'une valeur de 50 francs par an, quoique

sans bail, serait électeur. L'aristocratie, par cette porte, a pu faire passer une masse d'électeurs qui maintiennent son influence, tandis que le parti radical n'envisageait qu'un pas à faire vers le suffrage universel, son beau idéal, invoqué par Roebuck et Hume avec autant de ferveur qu'il l'était en France par MM. Ledru-Rollin, Pascal Duprat, etc.

Il serait superflu de revenir sur les petits obstacles apportés un instant par la Chambre des lords. Ce serait répéter ce qui se retrouve à la vie de sir J. Graham. Qu'il me suffise de dire que le 7 juin 1828 la couronne promulguait la loi du pays.

XIII

Le ministère était dans tout l'éclat de son triomphe et de sa force ; mais là même était son danger. La réalité ne marche pas si vite que le programme. On avait trop attendu, trop désiré, pour ne pas espérer de la nouvelle loi en avantages, en résultats, en panacée miraculeuse, au delà de ce qu'elle pouvait donner en biens ou en remèdes.

Dans tous les pays la classe la moins éclairée s'en

prend aux hommes de ses mécomptes. D'habiles sophistes s'emparent de ces dispositions et les exploitent; puis vient l'esprit de parti qui dénature les choses, et souffle à l'inexpérience, toujours en majorité dans les multitudes, les plus grossières méprises. Le ministère whig était en butte à ces passions, à ces attaques; les spéculateurs d'opinions et les exagérés qui courent après l'impossible, élevaient leurs voix au-dessus de toutes les autres. Les radicaux demandaient avec une insistance pleine de réticences menaçantes le suffrage universel, le scrutin de liste, les courts parlements, l'abolition de la liste des pensions, et une foule d'autres imbécillités qui flattent et égarent les masses. Les ministres résistaient avec énergie; c'était leur devoir, et rien ne pouvait les en faire dévier. Dans ces conjonctures critiques lord Russell avait été promu au ministère. Il était trop franc, trop ferme, trop noble, pour vouloir échapper au blâme injuste qui s'attachait à ses collègues. Ce futur chef de gouvernement et de parti dans la Chambre des communes n'était pas susceptible de déserter une injustice de l'opinion au profit de l'ambition. Il confondit sa cause dans la solidarité de celle du cabinet auquel il avait été adjoint par une décision posthume à la plupart des raisons du blâme dans lequel il était enveloppé.

Il défendit contre M. Hume l'établissement naval, et s'opposa à l'inconvenante demande d'enquête au sujet de la liste civile.

En 1834, il proposa d'accorder aux dissidents le droit de célébrer leurs mariages dans leurs églises respectives.

XIV

L'automne suivant vit la fin de ce ministère, et sir Robert Peel fut mandé de Rome pour former un cabinet. En février 1835 le nouveau ministère se trouvait en face du Parlement. Lord John Russell saisit la Chambre de la question qui l'avait fait tomber ainsi que ses collègues. C'était l'Église d'Irlande qui était le champ de bataille. Comment maintenir, au mépris de l'évidence la plus légitimement sacrée par la conscience, au mépris même d'une politique sage et juste, un établissement doté avec une prodigalité qui contrastait avec la rareté de ses prosélytes et l'indigence du culte qu'il insultait par son luxe après l'avoir spolié. M. Ward, le présent gouverneur des îles Ioniennes, avait demandé qu'on attribuât à l'éducation générale le surcroît d'un revenu qui appelait une autre appropriation. Pour les torys, c'était un sacrilége. Lorsque lord J. Russell eut, par son énergie et son talent, fait adopter la motion propo-

sée, lord Stanley s'était empressé d'écrire à un de ses amis : « Mon cher, Janot (par allusion dérisoire au prénom de lord Russell) a renversé le coche. » — Il entendait que de tels embarras, complications, cris et plaintes allaient se produire, que les jours du ministère étaient comptés ; il ne se trompait pas.

La débâcle commencée par lord Stanley et sir James Graham avait entraîné la retraite du comte de Grey, qui, tout en l'attribuant au besoin du repos, ne donna le change à personne. La démission de lord Althorpe, chancelier de l'échiquier, avait porté le dernier coup au ministère whig.

Mais, dans sa chute, pour une cause qui n'avait besoin que d'un peu de temps pour emporter les préventions d'un autre âge, il garda une discipline qui avait manqué à la fin de son pouvoir. Cette épineuse question d'Irlande devait aussi marquer le terme de l'existence du cabinet Peel. Le 7 avril il tomba, sous une minorité de 27 voix. Sa résignation ramenait un second cabinet whig, sous la direction de lord Melbourne. Lord Russell y rentrait au double titre de ministre de l'intérieur et d'organe du cabinet dans les Communes. Soumis à la réélection dans le comté de Devonshire, ses anciens constituants récusent le nouveau bail que sollicitait le ministre. L'Angleterre seule offre de ces disgrâces décrétées par le scrutin contre la fortune du pouvoir. Un de ses leudes aussitôt donne sa démission pour le substi-

tuer à son siége de Strond, dans le comté de Glocestershire, qui ratifie cette loyale abnégation, en acclamant le nouveau candidat.

À la grandeur de sa tâche correspondent des difficultés nombreuses. Le Parlement était fractionné de façon à rendre la majorité flottante. Il y avait des audaces inconnues jusqu'alors chez les radicaux, des hésitations qui faisaient vaciller le parti whig et l'empêchaient d'être compacte, ce qui, à chaque question, mettait en péril l'établissement ministériel. Pour échapper à l'écueil, en face de l'habile direction imprimée aux torys par un homme tel que sir R. Peel, il fallait une rare combinaison de qualités et de facultés, alors surtout qu'on veut rester soi, inébranlable dans ses principes, et fidèle au culte de l'avenir. S'élançant de cette passe difficile, le chef du cabinet a fait une navigation de six années à travers cette mer houleuse à brisants, de manière à conduire au port le plus propice la fortune de son pays.

XV

Trois lignes saillantes se détachent dans la carrière parlementaire de lord J. Russell. La première, dans le détail de laquelle je suis entré, est la réforme électorale; la seconde est la réforme municipale, un grand

acte de libéralisme éclairé ; la troisième est l'abolition de l'esclavage. La nouvelle loi municipale a conféré l'administration la plus large des intérêts communaux à leurs conseils, choisis par tous les imposés renfermés dans leur territoire. — On sait comment la grande mesure de l'abolition de l'esclavage aux colonies, dont le nom de Wilberforce l'initiateur est inséparable dans le souvenir et les bénédictions de la race de tant de millions d'hommes, fut soutenue et réalisée par lord Russell. Il régla aussi la question des dîmes irlandaises, non sans de grandes controverses, qui le ballottèrent longtemps entre le vote répété des Communes et le rejet systématique des lords. Mais, enfin, la puissance de la justice, en conquérant l'opinion, l'emporta sur la résistance des préjugés.

On ne doit pas s'étonner des efforts qu'exigent les innovations les plus salutaires. C'est la loi même de l'humanité. Partout, en politique comme en industrie, dans les lettres comme dans les arts mécaniques les plus usuels, la vie est un combat. L'imperfection, ce fatal attribut de l'humanité, produit les erreurs, met les passions aux prises, et ne laisse se dégager qu'une vérité relative toujours obscurcie et souvent abandonnée par la génération qui suit. Mais s'il est des garanties de repos réel, s'il est des moyens moins défectueux pour arriver à restituer à chacun une part de bien-être, de droits, de liberté sur la base d'un long avenir, c'est assurément

quand un peuple possède une représentation qui, par sa nature même, réunit les opinions, les capacités, les spécialités, les intérêts divers que groupe une nation. Alors on a pour tous les relais de l'esprit humain, pour toutes les routes où il s'élance, ce qu'il y a de plus fort, de plus expérimenté, de plus illustre dans les diverses situations qu'assignent le temps et les nécessités, toujours complexes comme les circonstances d'où elles sortent. Dans une assemblée ainsi composée, où la tribune, la presse, ont tant d'écho, où le meeting est à la racine de toute question, où la tradition donne la main à la liberté d'examen, il peut y avoir, comme ailleurs, des éclipses du bon sens, des paralysies de la justice, mais on en aperçoit toujours le terme. On dirait même que l'organisation britannique, telle qu'elle a été modifiée par les grandes mesures de sir R. Peel dans l'ordre économique, et de lord Russell dans l'ordre politique, ne comporte plus de ces longues méprises, ou plutôt de ces dénis de justice à terme reculé, qui ont précédé l'ère des réformes. Depuis lors, en Angleterre, l'esprit de parti, toujours si puissant pour le bien, a relâché ses liens en tant qu'il s'agit de perpétuer l'abus. Sans doute, derrière les plus nobles chefs se trouve un cortége formé d'éléments divers : à côté de la modération, de la franchise, du bon sens, l'on distingue la violence, la duplicité, l'extravagance. — S'il est quelques Fakland prêts à se dévouer à un principe, il y a des Thersites qui souillent et profanent tout.

Mais grâce à la puissance des souvenirs, à l'autorité des usages, à l'honneur des relations, aux délicatesses de sentiments, aux scrupules de conscience qui distinguent les aristocraties, grâce à cette clientèle séculaire inféodée à des familles illustres, qui symbolisent des idées transmises sans altération, il y a, dans de pareilles institutions, un prestige, une dignité, une force qui, épurées aujourd'hui au creuset de tant de nobles réformes, feraient trouver à Montesquieu de nouveaux sujets d'éloge, et rendraient plus éloquente encore l'admiration de la célèbre Mme de Staël, les deux écrivains français qui, peut-être, aient le mieux compris l'Angleterre et l'avenir qui lui était réservé.

XVI

A cette époque, le révérend Sydney Smith, le spirituel chanoine de Saint-Paul, abritant, sous la couleur de l'inviolabilité d'un principe religieux, des préoccupations où la terre avait plus de part que le ciel, attaqua vainement lord John Russell; le ministre protestant était chagrin de voir des dotations de la célèbre métropole du protestantisme appliquées par la loi à de nouveaux usages. Il

taxait le chef whig d'*audacieux*, qui, sans souci de sa propre estime, et sans se mettre en peine du blâme, était capable d'entreprendre avec la même présomption d'ébranler la pierre du temple, et de commander la flotte du canal. — A ces sarcasmes que les Zoïles de tous les temps n'épargnent pas à la supériorité dépassant le seuil qu'ils ne peuvent franchir, le ministre de l'intérieur n'opposa qu'une constance inébranlable, bientôt suivie d'une grande fermeté contre la sédition du Canada. Il changea de poste avec le marquis de Normanby, et prit à sa place le ministère des colonies. Bientôt aux paroles succèdent les voies de fait : le parlement de Quebec s'enflamme à la voix de Papineau, un de ces esprits qui portent tout à l'extrême, et dégradent comme lâches les hommes de sagesse qui veulent rester dans ces régions moyennes où l'on n'engage pas un peuple et ses plus essentiels droits sur un coup de dé. Le nouveau secrétaire des colonies répugnant aux violences, cette arme facile dont le pouvoir doit d'autant plus hésiter d'user, qu'elle reste toujours comme ressource suprême d'empirique quand il n'en reste plus d'autre, dépêche successivement lord Durham et lord Sydenham pour procéder à une enquête, découvrir le meilleur remède, et l'appliquer avec intelligence. Cette modération porta ses fruits, et le Canada depuis a joui d'une tranquillité aussi douce pour lui qu'honorable pour le pacificateur.

XVII

Au milieu de ces soins variés qui absorbaient l'activité de lord Russell sous l'administration Melbourne, lord Palmerston monopolisait aux Communes la direction des débats sur les questions étrangères, qui, sans avoir la gravité qui captive l'Europe de ce jour, revêtait cependant, sous la discussion des assemblées, des proportions auxquelles s'attachait l'intérêt public. A l'égard de l'étranger, les mêmes points de vue sont poursuivis invariablement. Sur ce terrain la discussion est sobre, et le pouvoir exécutif tout-puissant. La bataille des partis se donne sur les questions intérieures. La charge de répondre aux attaques était dévolue à lord Russell. Pour mesurer ce qu'elle exigeait de ressources, il suffit de voir les adversaires auxquels il avait à faire face comme l'orateur du gouvernement. D'abord, c'était Robert Peel, l'éminent chef conservateur; son état-major comptait lord Stanley, dont l'éloquence hardie, semée de traits, impétueuse, roulait comme une avalanche de sarcasmes incisifs, d'arguments spécieux, et arrivait au vif des passions qui prenaient feu aux flammèches de cette chaude

parole. Sir James Graham, froid, méthodique, serré, dont le verbe, acéré comme la pointe d'une flèche, envenimait la blessure par l'attitude et le ton d'impartialité qu'il savait conserver. Une foule d'autres assaillants de moins haut rang s'attaquaient à sir G. Grey et à sir C. Wood, et les obligeaient à des escarmouches, pendant que lord Russell soutenait le choc des grandes luttes. Les débats présentaient un caractère qui était presque une anomalie avec la mesure ordinaire des discussions.

Un pouvoir ainsi contesté échappe à la première conjoncture critique. La mort de Guillaume IV place la couronne en 1837 sur la tête de Victoria. L'élection laisse les partis dans la même situation. Jusqu'en 1841 le ministère whig se traîna avec une majorité qui faillit souvent lui échapper, pour manquer aux mesures financières nouvelles auxquelles il fut obligé de demander l'équilibre rompu depuis quelque temps dans le budget, par l'infériorité des recettes aux dépenses. Pour y suppléer, on propose au Parlement d'admettre les blés, sucres et bois étrangers, sous des droits assez restreints pour trouver dans leur importation un produit que le haut tarif prohibitif annulait, tout à la fois pour le marché aussi bien que pour le trésor. — Ce fut une explosion de murmures et d'anathèmes de la part de tous ceux (et ils étaient nombreux) qui croyaient leur fortune liée au maintien des prohibitions. Leur coalition aboutit à la

défaite du gouvernement. — C'était la bannière du *free-trade* qui devait plus tard rallier toute l'Angleterre, à commencer par ceux les plus opposés à la nouvelle profession de foi de l'économie politique moderne. Comme Saul, touché de la grâce, se rallia à la doctrine dont il s'était fait le persécuteur, sir Robert Peel assura le succès de la vérité économique que son premier mouvement fut de repousser.

Chacun se dispose à grouper ses forces. Lord John était inexpugnable dans son siége de Strond; mais être proclamé représentant de Londres par le suffrage de la richesse éclairée, pouvait avoir une grande influence en faveur de la liberté du commerce dans plusieurs parties de l'empire. Son dévouement à sa cause lui fait accepter la chance périlleuse; des efforts inouïs sont combinés pour sa défaite. La considération personnelle attachée à son nom et à ses œuvres achève ce que commençait la politique. Il réussit, et depuis lors, il n'a cessé d'être l'élu fidèle et vénéré de la capitale de l'Angleterre.

Ce fut une compensation aux échecs qui attendaient son parti dans les campagnes et la plupart des bourgs. C'était un axiome propagé et reçu que les ministres avaient adopté les principes du *free-trade* à la onzième heure, dans l'unique but de remettre à flot leur popularité perdue. Il y a des contagions qui gagnent les plus sages; l'opinion whig, arrivée à ce point de défaveur, quitte le pouvoir, n'ayant, le 27 août 1841, que 269

voix à opposer aux 360 de l'opposition dirigée par sir Robert Peel ; mais elle avait montré par sa chute même la voie où l'Angleterre devait marcher d'abord avec circonspection, pour ne pas trébucher aux pierres d'achopement qu'avaient placées partout l'ignorance et la passion, puis enfin intrépidement pour la prospérité nationale, à laquelle il ne serait pas possible de donner longtemps le change. En attendant que la nouvelle charte commerciale eût trouvé ses formules, lord John y préludait par des propositions qui en étaient les points fondamentaux ; il tenait aussi le pays en éveil en saisissant chaque occasion de l'éclairer et de le ramener aux doctrines nouvelles. C'est ainsi que sur la nouvelle de la maladie des pommes de terre en Irlande, et avant que le cabinet tory eût laissé pressentir en quoi que ce fût ses intentions, le chef de l'opposition écrivait d'Édimbourg une lettre remarquable à ses électeurs de Londres, où il les adjurait de mettre fin à un système qui était *la ruine du commerce, le fléau de l'agriculture, la source des plus irritantes divisions, la cause de la misère et de l'immoralité* et de tant d'autres douleurs du peuple.

XVIII

Sir Robert Peel vit promptement qu'on ne saurait en dépit de tous les procédés de la protection abuser longtemps les masses. Il s'applique à s'assurer le concours de ceux qu'il avait renversés sous le prétexte de l'erreur qui devenait sa foi. Cette intention apparut clairement dans le choix fait par le nouveau ministre, de lord Elliot (depuis comte de Saint-Germain), d'une capacité reconnue, pour le poste de secrétaire en chef pour l'Irlande. Celui-ci s'était séparé des torys, son parti, pour soutenir les mesures de lord Russell. Le 9 février 1841, le gant fut jeté, et le rappel des *corn-law* réclamé gouvernementalement.

Ce qu'avait dit et fait l'ancien ministre des colonies lui prescrivait de prendre une grande part à la lutte, qui à travers des incidents divers de chute, de restaurations successives des whigs et des torys, des déplacements et récriminations de toute sorte, d'une ligue colossale organisée par l'école de Manchester, dont M. Cobden était le chef, aboutit à la consécration du principe dont j'ai déjà eu occasion de tracer la brillante campagne et le final succès.

A quelques mois de là, l'illustre baronnet, poursuivi

par des haines implacables, tombait, sur le projet de répression contre l'Irlande, devant l'opposition de lord John suivi des torys, ayant soif de vengeance, et de tout le parti irlandais à la suite d'un accord fait, non par O'Connel, comme on le croit sur le continent, mais bien par les très-honorables feu Richard Shiel, mort ministre à Florence, et Thomas Wyse, qui a eu un si grand rôle dans toutes les questions relatives à l'Orient. Les affinités étroites de ces deux membres distingués du Parlement avec les whigs leur assuraient une autorité et une confiance que ceux-ci eussent refusées au grand agitateur. Peut-être est-ce la circonstance de la vie du chevaleresque descendant des Bedford, où celui-ci n'a pu se défendre entièrement de la partialité contre un rival, et de la faiblesse qui porte la plupart des hommes à profiter sans bonne foi des moindres occasions d'amener une chute profitable et d'y saisir les dépouilles opimes qui dans le droit romain étaient de bonne prise pour tout vainqueur. Devant un tribunal plus noble où l'on s'inspire de la religion de l'honneur, il ne faut pas encourager cette disposition, qui ferait glisser vite sur la pente de l'ambition jusqu'au fond de l'abîme des spéculations sordides. Heureusement que lord John a fait un faux pas seulement sans tomber. Cependant ce qu'il a refusé à sir J. Peel (1), au nom de la liberté, il a fini par l'accomplir

(1) Le 25 juin 1846 le coup fut frappé par une majorité de 73 voix, produit de la coalition précitée.

au nom de l'ordre et du salut de la société Celui qu'il avait renversé, s'élevant à la hauteur la plus surhumaine du désintéressement, a couvert de sa protection le ministère dont lord John était le chef sous le titre de premier lord de la trésorerie. Les événements justifièrent les moindres vues de l'homme d'État retiré, et même celles au prix desquelles il avait perdu le pouvoir.

XIX

En 1847, une horrible famine sévit contre l'Irlande; elle avait été précédée de crimes de toute sorte, où tout ce que l'antique Némésis pouvait inspirer de fureur se renouvelait dans des actes d'une audace qui semblaient devoir déshériter la patrie d'O' Connel de la pitié et des sympathies que ses malheurs lui assuraient. On se hâta de retirer des archives le projet rédigé par sir R. Peel et repoussé l'année précédente. Dès lors, les répressions les plus énergiques furent appliquées sans faiblesse : les clubs furent fermés, les armes saisies, les coupables punis, et la folle tentative, en 1848, de M. O'Brien, O'Meagher, Doheny, Mac' Manus, O'Donoghue, O'Mahony, fut le dénoûment du désespoir impuissant qui fit pour leurs affidés

du jardin à choux de la veuve Comtacks, ce que fut plus tard le Conservatoire des Arts et Métiers, à Paris, pour les pauvres dupes de la république démocratique et sociale de M. Ledru-Rollin, V. Considérant, des sergents Boichot et Rattier. Dans cette occurrence critique, lord J. Russell, toujours humain, déploya la plus grande vigilance, mais il fut inflexible pour maintenir les châtiments de la loi.

Avant cette dernière répression, lord John, en 1847, avait répandu les secours de la riche Angleterre pour mettre l'Irlande, autant que le peut la force humaine, à l'abri d'un fléau destructeur. « C'est une famine du treizième siècle, » disait-il le 25 février 1847. Sur sa proposition, le Parlement organise un système de secours directs. On avait essayé d'un système indirect de secours de subsistances, qui en décembre, suivant les calculs du bureau des travaux, avait occupé 480,000 personnes ; en janvier, le chiffre s'était élevé à 500,000. — Soit un total en dépense de soixante millions.

C'était la fameuse question du droit au travail surprise à la nécessité ou à des circonstances tout à fait impérieuses. Loin d'être une règle, c'était l'exception que laissait passer la fin d'un peuple. — Il manquait à l'Irlande 300 millions pour subsister jusqu'à la récolte ; les lui donner en travail paraissait rationnel, mais quelle direction leur donner, quelle utilité présente et d'avenir leur assigner? L'expérience prouvait que le trésor n'en reti-

rait rien en échange de ses sacrifices. A la journée, l'ouvrier perdait son temps et se mettait peu en peine de bien faire. A la tâche, ce fut bientôt une confusion.—Les bons ouvriers obtenant 1 schelling et 4 à 10 penny par jour, c'est-à-dire plus que les petits fermiers, il s'ensuivit une émigration des fermes qui pouvait rendre la famine plus intense par la désertion de la terre, tandis que les ouvriers faibles, ne trouvant pas à gagner leur subsistance, étaient voués par cela même à l'alternative de mourir ou de mendier et voler.

Tel était le problème à résoudre, c'était difficile : chacun voyait le mal, mais où était le remède? Le bureau des travaux opérait pour le compte de la propriété irlandaise. Lord John propose de répartir ainsi les charges : le trésor public prendra à sa charge la moitié des dépenses déjà faites; des capitaux anglais seront ensuite prêtés aux propriétaires fonciers à raison de 3 1/2 p. 0/0 avec un délai de vingt-deux ans pour le remboursement; un million sterling devait être consacré à l'achat de terres en friche; et des avances devaient être faites aux fermiers disposés à les mettre en culture.

Assurément, c'est le libéralisme de la grandeur aristocratique qui se projette dans des mesures d'assistance sur une aussi large échelle. Il faut y ajouter un plan de secours pour les pauvres d'Irlande, au moyen de l'établissement des work-house. Adoptées par le Parlement, ces proposition sauvèrent l'Irlande dans cette crise suprême,

et ont fait rejaillir vers elle des capitaux qui l'ont fait entrer dans une ère nouvelle. C'est un monument où la bénédiction du pauvre doit graver, par la voix de ses enfants rachetés, le nom le plus populaire de la Grande-Bretagne, moins par le caprice d'un peuple abusé, que par le mérite des œuvres philanthropiques, digne couronne d'un grand lustre historique.

XX

Mais 1848 vient ébranler l'Europe. Ainsi que l'a dit Macaulay, peut-être, depuis l'origine du monde, n'y a-t-il pas eu de période plus féconde en événements que celle des cinq années qui se sont accomplies depuis. Comme par l'effet d'un songe, dans un instant, des bords de la Russie à l'océan Atlantique, tout est confusion et terreur. La maison d'Orléans tombe du trône, le pape fuit de la capitale du monde chrétien, l'empereur d'Autriche s'échappe en fugitif de Vienne l'impériale pour se réfugier dans l'obscurité d'Olmutz. Florence, Naples, Turin, par l'organe de leurs princes, furent pour la démocratie. Le gouvernement représentatif est installé à Berlin, un parlement démocratique siége à Francfort et rivalise avec

les théories les plus avancées de la Constituante : ces sages de la veille dépassent de beaucoup le gouvernement provisoire dont la gloire, devant la postérité, sera d'avoir prêché la modération, et d'avoir retenu par la voix de M. de Lamartine les extravagantes théories, et dompté les passions de la rue.

On sait comment la civilisation a été sauvée, et comment la marée inconstante de l'ébullition populaire s'est retirée aussi vite qu'elle avait débordé. Mais l'Angleterre, comme établie sur un roc, est restée au sein de ces tempêtes qui ont tant bouleversé ailleurs le sol de la tradition antique et de la liberté réelle. Sa Constitution amendée, purifiée, repousse tous les extrêmes.

XXI

L'année 1850 fut marquée en Angleterre par une grande excitation. Le cri : *no popery* (pas de papisme) est poussé par l'intolérance du protestantisme subitement alarmé. Quelle en était la cause? Comment, après tant de gages donnés à la liberté, les hommes les plus libéraux semblaient-ils oublier leur passé et démentir l'unité de leur vie?

Serait-ce, comme l'a dit la *Revue d'Édimbourg*, que la contrainte, pour imposer un gouvernement temporel au peuple romain par l'épée de la France, avait jeté peut-être les germes de ce mouvement anti-papiste? Il se transforme en fureur à la nouvelle qu'à la nomination du cardinal Wiseman, comme archevêque de Westminster, correspondait une attribution nominale des siéges dont le titre jusque-là avait été exclusivement donné aux prélats anglicans. Bientôt il n'y eut plus qu'un anathème : on eût dit le retour de ces âges de passions religieuses peut-être plus implacables encore que celles de la terre, parce qu'une forte conviction enflamme l'âme et arme involontairement le bras qui frappe. Ce fut dans ces circonstances que lord Russell publia sa fameuse lettre à l'évêque de Durham, dont le sens mystique, dans son zèle, avait cependant pour but de régler le cours de cette dangereuse effervescence, en lui offrant la perspective des garanties de la loi, et de la résolution du premier ministre à le faire décréter.

Telle est au fond la vérité sur laquelle ce grand déplacement de formes, au sujet de l'agression papale, a pu donner le change, mais qui cachait un compromis entre la liberté à maintenir et le préjugé à respecter.

En effet, cette lettre qui amortit d'abord une passion dangereuse, fut le prélude d'une loi qui, en fait, était inapplicable, et que ses auteurs ont été les premiers à laisser tomber en désuétude.

XXII

Sous le rapport des résultats économiques et financiers, au sein d'une perturbation qui avait amoindri tous les marchés européens, le ministère whig pouvait revendiquer, sinon pour lui-même, au moins pour son pays, le bénéfice d'une situation sans analogue. Les consommateurs avaient été, dans le cours de l'exercice précédent, dégrevés de trente-sept millions et demi de francs : les recettes néanmoins offraient un excédant sur les dépenses pour les onze mois relevés de l'année courante, à plus d'un milliard et demi de francs, au delà de cent cinquante millions en sus de l'année précédente.

La marine marchande, le travail, avaient suivi cette progression ascensionnelle. Mais, nonobstant, le ministère était faible, il éprouvait des échecs de détail. La protection vaincue par les faits et par les résultats si bien mis en lumière par le grand annaliste de la statistique, M. Porter, gardait ses rancunes politiques. D'un autre côté, de nouveaux réformistes, au lieu de se mettre au pas de l'allure permise au ministère, se détachaient du front de la ligne. Le 20 février, M. Locke-King, whig,

présente une motion pour certaines réformes électorales : le ministère s'y oppose vainement, une majorité de quarante-huit voix lui donne tort.

Lord J. Russell laisse la place au comte Derby qui ne peut aboutir, ce qui réinstalle transitoirement le cabinet whig qui meurt à quelque distance de là, le 3 mars 1852.

Dans l'intervalle s'était accompli le coup d'État qui donne lieu à une grave dissidence avec lord Palmerston. Ces événements, ces émotions, les fantômes, les échos de la lutte, des craintes et des fausses prédictions avaient élevé des murmures trop confus et encore trop rapprochés de l'heure où j'écris pour leur faire trouver place ici. D'ailleurs ils se retrouvent avec détails dans l'*Annuaire de la Revue des Deux-Mondes* de 1851 et 1852, et confinent, par des côtés presque insaisissables la plupart du temps, à l'homme d'État auquel s'applique cette étude.

Vers le temps où il sortait du pouvoir s'ouvrait une crise qui appartient aux doctrines du socialisme. Elle fut ouverte par l'association des ouvriers dite *Amalgamated Society*. C'était le principe d'une grève universelle pour forcer les patrons à mieux rétribuer le travail, prétention qui a privé la production de bénéfices énormes et le travail des salaires qui sont sa vie et son bien-être. Le bon sens anglais a fait heureusement avorter cet essai des utopies anarchiques qui font toujours succéder la ruine à ces trompeurs programmes de l'inexpérience qui croit

pouvoir remplacer l'empire des faits et des chiffres par l'illusion des phrases.

XXIII

Le ministère Derby fut une ombre rapide d'un esprit qui n'avait plus cours. En 1852, lord Russell forme avec le comte Aberdeen le cabinet qui réunit les autorités les plus imposantes et les talents les plus pratiques de l'Angleterre. Le *leader* whig le devenait à la Chambre pour le gouvernement, et prenait momentanément la direction des affaires étrangères. A peine installé, il eut à s'occuper de l'affaire des époux Madiai, emprisonnés à Florence pour distribution de bibles protestantes. Sa dépêche est un modèle de dignité et d'élégance qui restera dans les fastes non-seulement de la diplomatie, mais dans le souvenir de quiconque sympathise à la grandeur des sentiments ayant un si noble interprète.

« Foreign-Office, 18 janvier 1853.

» Monsieur,

» Selon les dernières nouvelles reçues, le grand duc de Toscane hésite encore au sujet des Madiai. Mais ceci est une affaire sur laquelle l'hésitation implique la peine capitale. C'est la même chose, en effet, de con-

damner un homme à périr par le feu, comme autrefois Savonarola, ou de le mettre à mort par les lentes tortures d'une prison insalubre. — On dirait que quelques gouvernements continentaux s'imaginent que, en évitant le spectacle d'une exécution par l'échafaud, ils échapperont à l'odieux pour eux-mêmes, tout en paralysant la sympathie pour les victimes d'une foi politique ou religieuse. Mais ceci est une erreur. C'est bien entendu maintenant que le dépérissement du corps, le découragement de l'âme, l'affaiblissement de l'esprit, ne font qu'ajouter de nouvelles tortures à la mort, résultat d'un long emprisonnement.

» Si alors, comme on vient de le raconter dernièrement, un des Madiai devait mourir en prison, le grand duc doit s'attendre que, dans toute l'Europe, on l'accuse d'avoir mis à mort un être humain, pour avoir été protestant.

» On dira, sans doute, que le crime de Francesco Madiai n'était pas d'avoir été protestant, mais d'avoir voulu embaucher et séduire des catholiques romains; — que le gouvernement toscan avait eu les intentions les plus miséricordieuses, et voulait abréger la durée de l'emprisonnement appliqué par la loi à son offense; mais que de semblables transgressions ne pourraient rester impunies. Une pareille excuse ne serait pas prise au sérieux.

» Dans le monde civilisé cet exemple de la persécution religieuse exciterait le dégoût. Parmi le moindre des re-

proches adressés au gouvernement grand ducal, ne serait-il pas constant que le nom de Léopold de Toscane a été déshonoré, parce que la mémoire de ce prince clément aurait été profanée? Le caractère paisible, plein de mansuétude et de naïveté du peuple toscan, rend cette sévérité moins nécessaire et plus odieuse.

» Comme ceci regarde des nationaux toscans, on pourrait dire que le gouvernement de Sa Majesté n'a nul droit d'y intervenir. Si cela veut dire qu'une intervention armée ne serait pas excusable, je dois avouer, une fois pour toutes, que rien, outre le cas le plus extrême, ne saurait justifier une semblable intervention.

» Mais si on veut dire que Sa Majesté n'a pas le droit de démontrer à un souverain ami les arguments qui ont prévalu chez les nations les plus civilisées, contre l'usage du glaive civil, pour punir des opinions religieuses, je nie tout à fait l'opportunité de cette allégation.

» Vous êtes invité à faire les représentations les plus énergiques au ministre des affaires étrangères, et de lui mettre devant les yeux toutes les considérations exposées dans cette dépêche.

» Vous le ferez de la manière la plus amicale, en ayant soin d'assurer le gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, que personne n'est plus sincère dans ses vœux pour l'indépendance et le bonheur de la Toscane, que la reine de la Grande-Bretagne.

» J'ai l'honneur d'être, etc. »

XXIV

Il me reste à résumer cette large et noble vie dans les lignes les plus saillantes de celui qu'elle honore.

Esprit net, cœur intrépide, constitutionnel pur, aux prédilections pour ce qui est noble et désintéressé ; attractif pour ses amis, il en est l'orgueil, aussi bien que l'ornement et le fanal de son parti ; centre d'un brillant état-major qui l'a salué *primus inter pares*, il est le grand *debater* du cabinet actuel, c'est-à-dire la voix du gouvernement. Il excelle à infuser les saines maximes, pour arriver au vif des sympathies, non-seulement du corps politique où il siége, mais encore au cœur de la nation. Travailleur instruit, fait à la connaissance des hommes, rompu aux affaires par une longue pratique, il a toujours visé à concilier les intérêts divers dans l'enseignement des principes du passé avec les tendances de l'avenir. Identifié avec les nobles vocations qu'il a retracées, il n'a recherché le pouvoir que pour l'honneur de la cause à laquelle il a voué sa vie. Grand seigneur, affable, séduisant, avec la finesse du trait, les nuances d'un tact exquis, la dignité du rang toujours, lord Rus-

sell, maître de lui, excelle dans l'art de s'arrêter à la limite, de garder cette imposante réserve qui est l'empire de l'éducation sur les téméraires impulsions de la nature. Lié aux hommes dont l'amitié est un gage de popularité, il emprunte à son origine comme aux immunités qu'il a conquises un surcroît de force et d'estime qui raffermit les partisans et modère les adversaires.

Voilà comment une aristocratie se perpétue : au dévouement dans la vie publique correspond la grandeur dans la vie domestique; les Bedford, comme tant de nobles familles, en témoignent. Pendant que les uns se signalent à la reconnaissance dans les fastes parlementaires, les autres versent leur sang partout où l'honneur du pays le réclame : dans ses châteaux, elle est la patronne de tous les intérêts, et la providence des misères qui l'entourent. C'est elle qui rattache au hameau ce lustre qui dans la Grande-Bretagne dissimule au voyageur la pauvreté elle-même, corrigée d'ailleurs par la bienveillance héréditaire des antiques donjons abritant la pharmacie gratuite comme l'aumône. Elle peut revendiquer, comme sortie de ses rangs, cette habile diplomatie qui possède la topographie morale des gouvernements, avec la science des négociations. Quand on suit son rôle à travers les transformations des temps, on ne trouve rien dans l'histoire, pas même le sénat romain, qui offre une si prodigieuse unité de vues pour combiner, dissoudre, enlacer suivant les circonstances, les

Etats, leur politique et les coalitions. Aussi, dans cette immuable poursuite d'une pensée fixe, un écrivain a pu dire avec vérité : « que l'on trouve l'Angleterre au dix-neuvième siècle, avec les mêmes desseins qu'au seizième.» Une pareille hiérarchie de souvenirs, de talents, de services, offre des leviers et des points d'appui aux plus grandes entreprises qu'il soit donné à l'homme de concevoir, pour les couronner du succès qui donne la gloire aux hommes, et l'empire aux nations.

WILLIAM GLADSTONE.

La confiance c'est crédit, le crédit c'est richesse, la richesse c'est puissance.

I

William Ewart Gladstone, chancelier de l'échiquier, est le troisième fils de feu sir Gladstone de Fasque, né à Liverpool, le 29 décembre 1809. Son père, dans l'origine petit marchand à Leith, avait relevé sa fortune de la ruine où l'avaient entraînée de fausses spéculations. Le malheur est un rude, mais quelquefois un utile précepteur, qui, en inspirant la prudence et l'économie, apporte ce qui peut seul réparer la disgrâce des premiers essais. Aussi favorisé dans ses nouvelles entreprises qu'il avait été malheureux d'abord, sir John gagna dans le commerce des Indes, dont Liverpool était l'entrepôt, une fortune colossale. Bientôt il couronna ses millions d'une su-

perbe et vaste terre en Écosse. Il devint l'ami et l'hôte chez lequel le célèbre Canning aimait à prendre ses étapes quand il venait visiter l'importante cité dont il était le représentant. Peut-être le regard et la parole qui exerçaient la fascination dans les assemblées et dans les conseils, en éblouissant le jeune Gladstone, ont-ils fait sa vocation et décidé de sa destinée. N'y a-t-il pas un lien mystérieux entre nos impressions et nos actes? D'ailleurs l'approche des grands hommes est comme la fécondité que verse la lumière du soleil au monde physique. Le monde moral suit les mêmes lois, mais elles sont ignorées : on constate les effets sans pouvoir définir la cause.

Toujours est-il que l'homme tombé en faillite, qui ne s'était pas laissé abattre par le sort, avait vu revenir la considération avec la fortune. En mourant, il avait laissé à son fils aîné le soin de constituer son nom sur la base de la plus large opulence (1), tout en laissant à chacun des cadets deux millions cinq cent mille francs.

(1) Quarante millions.

II

Celui auquel il était réservé d'attacher à ce nom plébéien l'éclat parlementaire et les honneurs du ministère, élevé au collége d'Eton, compléta une brillante éducation à Oxford. C'était en 1831, et les lauriers qu'il y cueillit frémissaient au souffle des agitations qui avaient envahi même ces paisibles demeures de la science. La réforme était le champ de bataille où l'avenir venait jeter le gant au vieil esprit qui symbolisait l'aristocratie. M. Gladstone allait à celle-ci par instinct et par raison; sir Robert Peel marquait la route et le but où devaient se rencontrer l'ordre et le respect des traditions, sans lesquels la liberté n'est qu'un songe insaisissable. Tel fut l'avant-propos des doctrines politiques de M. Gladstone. Ainsi qu'il arrive à la plupart des jeunes gens, l'impression y avait plus de part que le jugement. Cependant, cette première efflorescence d'une riche intelligence portera dans la suite des fruits sur cette greffe, où se feront reconnaître la main de M. Canning et le germe d'une conciliante modération.

III

La réforme avait marqué l'entrée d'un nouveau monde. En dépit d'elle, les châteaux-forts de l'élection de l'aristocratie lui étaient confirmés, dans les petites villes surtout, par les nouveaux hommes d'armes qui semblaient avoir été investis du vote pour les assiéger. C'est ainsi qu'à Newark le patronage du duc de Newcastle semblait devoir régler le choix des voisins, très-enclins à s'y conformer. En 1832, M. Gladstone, à peine arrivé du voyage continental obligé, frappe le duc par sa précoce intelligence et l'étendue de ses connaissances; — c'en fut assez. — Est-ce que le privilége à cette hauteur ne confond pas sa cause avec le patriotisme, qui doit recruter sans cesse les plus hautes renommées ou les faire éclore? M. Gladstone fut nommé sans donner d'autres gages que ceux attachés à son caractère et à ses talents; ils ont tenu en effet au delà de tout ce que pouvait espérer le représentant le plus ferme de la cause des torys.

Un candidat qui entre sous d'aussi illustres auspices sait grandir avec sa mission la noblesse des inspirations et les perspectives de la carrière qu'il doit parcourir.

M. Gladstone, s'élevant même au-dessus des plus imposants sommets de la politique, la subordonna à ces principes religieux et théologiques qu'il a tant étudiés, et qu'il expose avec une supériorité qui devait appeler sur lui le choix glorieux de la savante université d'Oxford, qui est comme un siége d'honneur où la plus haute renommée a seule chance d'être admise.

En Angleterre, sur ce sol profondément religieux, les hautes questions de la politique intérieure, les modifications à opérer, confinent toujours par mille points à ce que la religion a de plus intime et à ce qu'elle proclame de plus sacré. Toutes les institutions ont dans l'Église établi des racines à une profondeur que ne peut soupçonner l'étranger. Qu'est-ce donc quand il s'agit de ces questions elles-mêmes ?

M. Gladstone a commencé sa vie publique sous la bannière qui réunissait le culte inaltérable de l'autorité dans sa double manifestation religieuse et politique ; c'est-à-dire que le torysme et le protestantisme anglican pour lui étaient les deux termes connexes et inséparables d'une même équation. Il est curieux de suivre dans cette voie un esprit de cette puissance aux prises avec un cœur d'une consciencieuse bonne foi.

IV

M. Gladstone entrait dans un parlement où le torysme, même transformé, ne pouvait trouver d'écho, la plupart de ses chefs étaient restés dans l'épreuve du poll. Le génie de Peel, dans ces circonstances critiques, pouvait seul préparer et rallier l'opinion à ce qui semblait sans appel. Connaître et bien juger la nature et le nombre des obstacles, c'est pour un homme supérieur le moyen d'en triompher. Si les causes gagnées ont besoin de se précautionner contre l'inconstance du lendemain, à force d'habile prévoyance, à plus forte raison les causes perdues réclament-elles l'emploi le plus énergique du talent et d'un état-major d'élite pour éclairer les intérêts et attirer les intelligences. Sir Robert Peel jugea promptement de la valeur et des aptitudes que possédait le protégé du duc de Newcastle ; il vit qu'il y avait l'étoffe d'un homme d'État sous le vêtement d'emprunt qui attache l'affectation apprêtée au novice de la politique, aussi bien qu'au débutant dans les cercles plus frivoles du monde. Dans le court règne ministériel qui s'ouvrit au retour de Rome, le sagace baronnet nomma M. Glad-

stone un des lords de la trésorerie, première station de la vie officielle d'où le jeune occupant tarda peu à passer à celle plus importante de sous-secrétaire d'État des colonies. En avril 1835, celui-ci suivit son chef dans l'opposition ; il avait seulement vingt-six ans, mais le talent n'a pas d'âge : comme le courage de don Rodrigue, il devance les années pour ses élus. M. Gladstone, en maintes occasions, justifia la haute opinion que sir Robert Peel avait conçue, au point d'avoir dans la chambre le plus haut crédit. Sauf les chefs de son parti, sir Robert Peel, lord Stanley, sir Graham, aucun autre conservateur n'était de pair avec lui pour le talent d'exposition, les études spéciales et la pureté de la diction. Sa voix est sonore et musicale, son expression toujours juste coule de source, il y a dans son débit de la distinction qui s'allie au tact et à l'atticisme d'un littérateur accompli. Il sait relever les questions, trouver un aspect nouveau, faire resplendir quelques rayons de lumière brillants où la discussion prolongée a étendu l'ombre comme l'ennui, il a une grande jeunesse de formes, sous le fini des contours. Familiarisé avec l'histoire, les auteurs classiques et modernes, il en retire des exemples, des aperçus qui sont tout à la fois la force et la variété du discours pour instruire et intéresser l'auditoire. Il eût été difficile alors de présager le champion du *free-trade* dans cet enthousiaste partisan du passé. Le culte de celui-ci a fait sa réputation, l'adoption de

l'autre a fait sa fortune. En Angleterre les transitions mieux ménagées et plus décentes sont rarement une désertion ; elles ressemblent à une conversion accomplie par le temps. Ailleurs, que d'exemples de ces brusques métamorphoses : la veille on a vu un homme dans un ordre d'idées qu'on trouve le lendemain aux antipodes de lui-même. Grâce au régime parlementaire aristocratique, de l'autre côté de la Manche on trouve chez un peuple protestant, à l'encontre de l'individualisme qui fait de chacun un pape en religion, un esprit de subordination en politique qui semble plus près de l'orthodoxie catholique que de la rébellion d'examen posée en dogme par Luther.

V

Les rapports entre l'Eglise et l'État ont fourni une thèse inépuisable à bien des controverses, le monde s'est battu sur ce terrain à toutes les époques. De ces discussions sous le Bas-Empire, sous le moyen âge et jusque dans les temps modernes, sont sorties bien des luttes sanglantes. Aujourd'hui, par bonheur, les solutions sont plus pacifiques. L'intérêt était si vif alors en Angleterre, que chacun attaquait et défendait l'alliance ou la sépara-

tion au gré de ses passions ou de ses lumières. C'est dire que les premières avaient plus d'empire que les secondes. Les plus grands seigneurs, entraînés eux-mêmes par le courant des émotions ardentes du jour, suivaient assidument, dans Hanovre-square, les lectures du docteur Chalmers, presbytérien écossais, qui, en dépit de son schisme, avait été invité par l'anglicanisme à défendre sa cause attaquée de toute part. M. Gladstone, savant, profond, versé dans l'étude des dogmes, de la métaphysique transcendante, fit paraître alors (1838) un volume intitulé : *l'État dans ses relations avec l'Église.* Cette esquisse n'en comporte pas une longue analyse. Mais la pensée dominante était celle-ci : « Que de même que l'homme, tenu envers Dieu indépendamment de ses devoirs envers la société, est obligé d'avoir un principe religieux aussi bien qu'un code moral, ainsi, l'État, qu'il faut assimiler à un individu (c'est l'unique différence du tout au particulier), doit également avoir une religion et en professer le symbole. » L'auteur en déduit la conséquence, que quand l'État professe une religion, il doit décourager toute autre, non par le moyen de la persécution ou de peines légales, mais par l'exclusion de tous les emplois civils et des distinctions nationales.

Cette affiche d'intolérance appela de vives réfutations parmi lesquelles il convient de distinguer un brillant article de M. Macaulay dans *la Revue d'Édimbourg*, qui se retrouve dans l'édition complète de ses œuvres.

VI

La guerre de Chine présente un épisode tout à fait digne d'attention où M. Gladstone, en se hasardant à manifester quelques sympathies pour la nation harcelée par les armes anglaises, faillit naufrager dans l'opinion. On se rappelle que l'opium, qui avait établi les rapports entre l'Angleterre et le Céleste Empire devint l'unique cause de conflit. En dehors de cette drogue leur échange, sauf le thé, était fort insignifiant.

Il est difficile d'imaginer à quel état de dégradation arrivent les fumeurs d'opium. Le besoin de recourir à cette ivresse pour les consommateurs dépasse tout ce qui peut être imaginé. Vente de leurs enfants, prostitution de leurs femmes, acceptation pour eux-mêmes de la peine capitale, il n'est rien qu'ils ne livrent et ne subissent pour s'abrutir dans les perfides somnolences de ce poison.

Au dire des plus compétentes autorités, l'importation de cette substance, dans un pays qui compte trois cent cinquante millions d'habitants, monte à cinq millions de livres sterling ou cent vingt-cinq millions de francs. Effrayé plus encore de l'exportation de cette masse de

numéraire que de l'appauvrissement moral du peuple, le gouvernement chinois proscrivit ce commerce. Aussitôt une contrebande colossale, plus spécialement établie sur la rivière de Canton, équipe des flottes pour opérer le transport; des nuées de pirates infestent les mers, la poursuite du gain les rend implacables. Tous ceux à qui ils ne peuvent se fier sont massacrés sans pitié.

On sait comment les armes britanniques ont maintenu le droit de livrer à ces affamés le poison envié qui les énerve au moral et au physique, dans des ports déterminés.

VII

Le ministère whig ne tarde pas à tomber dans le débat de l'admission du sucre étranger. Une passe d'armes de l'éloquence économique eut lieu sur ce terrain entre M. Gladstone et le grand historien Macaulay.

En 1841, le pouvoir passe à M. Peel, qui nomme son ancien lieutenant maître de la monnaie et vice-président du bureau de commerce. L'on marchait sous le couvert de préliminaires prudemment masqués à l'abolition du système protectionniste. Ce fut d'abord une réduction sur des droits partiels d'importation, bientôt suivie

d'une révision générale des tarifs. La charge d'en préparer le travail compliqué fut dévolue à M. Gladstone. Ses investigations lui formulèrent en chiffres les doctrines de liberté commerciale qui se traduisent aujourd'hui en si beaux résultats. Le rapport de l'auteur frappe la Chambre par sa lucidité et l'évidence des démonstrations, son plan fut adopté sans la plus légère altération.

Le théologien avait réapparu dans la lice, au sujet d'un bill introduit par le lord chancelier Lyndhurst en faveur des unitaires. La politique et la législature rencontrent en Angleterre de pareilles questions à chaque pas. Il déploya les études d'une science rare sur ces textes si délicats. La dotation du collége de Maynooth, contraire aux principes qu'il avait soutenus, lui imposait le rigoureux devoir de rendre à son chef et ami les fonctions qu'il occupait dans le cabinet : il n'hésita pas.

L'admission des juifs, proposée par lord J. Russell, eut aussi plus tard son appui ; selon lui le meilleur service que le pouvoir temporel puisse rendre au pouvoir spirituel, c'est de le laisser à son indépendance, d'où il résulte que l'État doit s'abstenir de toute tentative pour imposer des restrictions à une communion au profit d'une autre, en ce qui concerne toutefois la politique.

Mais le puritanisme de l'ancien parrain de M. Gladstone, c'est-à-dire du duc de Newcastle, avait pris ombrage de ces changements naturels qu'amène la ma-

turité d'une consciencieuse expérience autant que le cours naturel des choses. Le siége de Newark allait lui faillir. En décembre 1845, il fut nommé ministre des colonies à la place de lord Stanley, faisant divorce avec sir R. Peel, au sujet du rappel des corn-law. Toute promotion oblige à se soumettre à une réélection.

A la voix du duc de Newcastle, les électeurs qui suivaient sa bannière répudient leur ancien élu, quoique ministre. Force fut au membre du cabinet, qui pouvait prendre une si grande part à ce solennel débat, de rester silencieux, sinon inactif. Peel tomba sous le poids de l'animadversion des priviléges qu'il avait blessés, mais leur opposant le monument qu'il laissait pour sa mémoire dans l'avenir et pour la prospérité de son pays. M. Gladstone s'associa à cette glorieuse retraite, ainsi que tous les membres du cabinet *free-trader*. Aux élections de 1847, il fut choisi par l'université d'Oxford, distinction qu'ont enviée les plus illustres hommes d'État. L'agression papale, l'acte des titres ecclésiastiques, les tentatives de M. d'Israéli pour revenir indirectement à la protection, mille autres questions de détails pratiques ont incessamment rappelé M. Gladstone dans l'arène parlementaire : il s'y est toujours montré le fidèle dépositaire de l'esprit et des doctrines de son chef, sir R. Peel : c'est tout dire.

Lorsqu'en 1851, lord Derby, dans l'enfantement pénible de son ministère fragile, fit appel à M. Gladstone,

ce dernier déclina les offres présentées à son ambition. Ce n'est pas le pouvoir qu'on veut à tout prix en Angleterre, c'est le droit d'y porter les vues qu'on a propagées et défendues; on ne se détache pas de son parti pour aller recueillir le prix d'une apostasie à juste titre tenue pour suspecte, quand elle a pour but de stipuler pour l'égoïsme d'un seul et non dans l'intérêt public.

VIII

Une constitution promulguée à Naples venait de régler les conditions du contrat entre le passé et l'avenir. Là encore se trouvent, comme sur tout le continent, ainsi que l'Allemagne savante en a fait aussi la triste épreuve avec son parlement de Francfort, cette insuffisance du pacte constitutionnel et l'extravagance d'une démagogie. Partout celle-ci a compromis par son intervention les lentes, mais sûres conquêtes de la liberté, quand le soin de les défendre et de les appliquer est dénié à un corps aristocratique appelant à lui les lumières et les intérêts de la bourgeoisie, en dehors des entraînements et des chutes inévitables du peuple. La royauté, qui regrettait d'avoir partagé son pouvoir à la faveur des circonstances, avait repris son absolutisme. De nombreuses recherches, des surveillances sévères, des poursuites rétroactives multi-

plient les accusations criminelles pour actes et opinions politiques. Les réactions, presque toujours implacables, confondent facilement la justice avec la passion. A la suite des ambitieux, qui froidement relient ces impressions d'un jour en un code draconien de circonstance, vient la foule qui bat des mains aux exagérés de répression, comme elle acclamait l'aurore et les clémences de la liberté. Le peuple, à de rares exceptions, rappelle dans ses métamorphoses le Protée de la mythologie, qui s'est aussi retrouvé dans le caractère de la bourgeoisie.

M. Gladstone vint dans le royaume des Deux-Siciles au moment des poursuites relativement à l'*unité italienne*, qui entraînaient les peines les plus terribles contre M. Poerio, membre éminent et honnête du ministère de Ferdinand durant la période constitutionnelle. L'illustre gentleman ne séparait pas des doctrines de la conservation, auquel il était dévoué, la philanthropie du philosophe et la haute moralité qui distingue les hommes d'État anglais. L'esprit de charité chrétienne du représentant d'Oxford fut blessé au vif dans son cœur et dans sa raison. Cette dérision de la justice lui sembla un outrage à l'humanité! Ce qui est de principe incontesté en Angleterre, en France, en Allemagne, la confrontation, la preuve, la liberté de la défense, l'application définie de la peine aux crimes et délits, tout expirait sous l'arbitraire, ne relevant que de lui, tant pour les formes que pour le fond. Vivement im-

pressionné, avant cependant de flétrir de son austère et fier témoignage le gouvernement napolitain, M. Gladstone voulut se livrer à une scrupuleuse enquête. Il obtint, en sa qualité d'étranger de haute distinction, la faculté de visiter les prisons. Une cruauté sans pudeur, des tortures inusitées, voilà ce qu'il découvrit en frémissant. Des renseignements lui montrèrent un peuple tout entier, 30,000 captifs détenus en même temps, parmi lesquels se trouvaient la plupart des membres constitutionnels qui n'avaient pu se dérober par l'exil. C'en était trop pour garder le silence. L'ex-collègue de sir Robert Peel, l'élu des préférences de l'aristocrate duc de Newcastle, invita le gouvernement à délaisser ce funeste système, car lui se croyait obligé, par sa conscience et la charité qui fait sympathiser aux maux de son semblable, de prendre Dieu et le monde à témoin de tant d'injustice et de barbarie. Vaine prière! Alors il adressa à son illustre ami et ex-collègue, lord Aberdeen, très-influent à la cour de Naples, les lettres qui ont fait tant de bruit. Il n'est pas douteux que l'intervention demandée à l'homme qui avait tant contribué à rétablir la branche napolitaine des Bourbons sur leur trône ne se soit employée, mais sans résultat. — M. Gladstone publia sa lettre. — Cette révélation remua l'Europe, et il faut plaindre ceux qui n'en ont pas été émus; elle restera, dans la vie de M. Gladstone, comme une noble inspiration et comme une bonne et courageuse action.

« Au mépris de la loi, disait celui-ci, le gouvernement dont le préfet de police est un des membres importants, surveille et épie les habitants à l'aide de ses agents ; il fait des visites domiciliaires la nuit, saccage les maisons, saisit les papiers et effets, brise les planchers à plaisir sous prétexte de chercher des armes, emprisonne les gens par vingtaines, par centaines, par milliers, sans un mandat d'amener, quelquefois même sans ordre écrit, quel qu'il soit, sur un mot d'un agent de police, et constamment sans spécifier la nature du délit ou du crime. »

Puis déroulant ce système de terrorisme allant jusqu'à saisir non des coupables, mais de simples suspects, cette violation des lois divines et humaines, cette guerre impie faite à la vertu comme à l'intelligence, M. Gladstone, dans sa vertueuse indignation, accusait le gouvernement napolitain d'être poussé par une hostilité féroce contre les moindres vocations au progrès. « C'est, ajoutait-il, une épouvantable profanation de la religion publique unie à la violation de toute loi morale sous l'inspiration de la peur et de la vengeance ; c'est la prostitution absolue de la magistrature, dont le gouvernement a fait le réceptacle dégradé des calomnies les plus viles et les plus maladroites, lâchement et délibérément inventées par les conseillers immédiats de la couronne, dans l'intention de détruire la paix, la liberté, et, par des sentences capitales, la vie des personnes les plus

vertueuses, les plus honorables, les plus intelligentes, les plus illustres de tout le pays : c'est un sauvage et lâche système de tortures morales et physiques, mis en pratique au moyen de sentences arrachées à des cours de justice dépravées. »

Enfin, caractérisant le roi de Naples, il concluait solennellement par ces mots, stigmate sur un bandeau royal. « Le prince qui se dit l'image de Dieu sur la terre n'apparaît aux populations qu'entouré des vices les plus révoltants. »

On eût dit à cette lecture vraiment un Tibère égaré dans ce siècle, qui trouvait, non un Tacite posthume, mais un Tacite anglais, qui, fort de sa conscience et du privilége qu'assure son pays, traduisait à la barre du monde le délinquant couronné qui en avait blessé le sens moral.

Lord Palmerston, peu bienveillant pour le roi de Naples, s'empressa de faire de cette lettre une communication diplomatique, en appelant à toutes les cours au nom de l'humanité. Le gouvernement de Naples essaya de se justifier par l'organe d'un M. Marc-Farlane. Mais qu'était sa déclamation en face d'un témoignage tel que celui de M. Gladstone? Il publia aussitôt une seconde lettre, avec des faits nouveaux. Il eut le tort de faire remonter aux jésuites la responsabilité de ces méfaits. La plume de M. Marc-Farlane fut muette cette fois. Lord Palmerston fit payer au prince de Castelcicala, ministre

du roi de Naples, le tort d'avoir voulu engager une joute avec lui. Le roi de Naples l'abandonna, et le remplaça par un homme plus modéré et plus propre à calmer les ressentiments.

IX

La discussion du grand budget présenté par M. d'Israéli provoqua une discussion où tout le système financier de la Grande-Bretagne se retrace dans la belle discussion qui eut lieu alors. J'avais l'intention d'en retracer le tableau, mais j'ai craint de fatiguer le lecteur qui répugne de s'engager dans ce labyrinthe de chiffres.

M. d'Israéli avait occupé cinq heures à dérouler à la Chambre son plan financier. On peut dire que c'est le dernier mot sur la grande question que fit adopter sir Robert Peel en 1846. Au résumé, M. d'Israeli posait la nécessité d'une compensation pour les trois intérêts qui avaient été affectés par le *free-trade* correspondant au rappel des *corn-law*, de l'acte de navigation, et aux modifications apportées dans la loi des sucres.

Le remède consistait selon lui : 1° pour l'avantage de la marine, dans une remise de droits montant à 100,000 livres sterling par an payées par les navires, pour taxes diverses insignifiantes ; 2° pour le secours de l'Inde oc-

cidentale, il proposait de permettre le raffinement des sucres, d'autres mesures qu'il avait proposées ayant été rejetées. Par rapport à la propriété, il divisait ses principales charges en taxes pour les routes, les comtés, et les pauvres (division seulement applicable à l'Angleterre). Mais ses principales dispositions, où l'opposition devait présenter le combat, s'appliquaient, 1° aux droits sur la drèche ; 2° sur les chanvres ; 3° sur le thé ; 4° sur la taxe des maisons ; 5° sur la taxe des revenus.

Sur la drèche il proposait une réduction de 2 schellings 7 1/2 D à 1 schelling 3 1/2 D, 5 0/0 par boisseau. C'était une diminution, sur le revenu, de 2 millions 500,000 livres sterling, ou 62 millions 500,000 francs. Le droit d'excise sur les chanvres indigènes devait être réduit de 2 schellings à 1 schelling ; 5 0/0 par livre ; les droits de douane sur les chanvres étrangers s'abaissaient de 2 livres sterling, 5 schellings, à 1 livre sterling, 6 D par cent, ou de 4 D à 2 D par livre (1). C'était, sur le revenu de cette branche du budget, 120 mille livres sterling de moins.

Le thé, réduit d'après une échelle mobile calculée à partir de 1853 jusqu'en 1858 et années suivantes, amenait aussi un déficit.

Pour rétablir l'équilibre, M. d'Israéli proposait une augmentation d'impôt sur les maisons, et enfin, d'appliquer au service courant de l'année de l'argent levé

(1) Le D signifie penny, valant un décime français.

par emprunt pour une autre destination, en d'autres termes, le chancelier de l'échiquier voulait détourner un capital national pour couvrir ses inopportunes réductions.

Telle fut l'arène où il devait rencontrer M. Gladstone refusant, avec toute l'opposition, au ministère le droit abusif de tirer des lettres de change immodérément sur l'avenir.

Sous le prétexte d'amélioration, ce plan n'allait rien moins que bouleverser toute l'économie financière de la Grande-Bretagne, c'était un *steeple-chase* dont le but était la popularité, au mépris des saines garanties dont le véritable homme d'État doit garder le dépôt intact.

Ce fut M. Gladstone qui fit le mieux ressortir tout ce qu'il y avait d'illusions et de dangers dans un semblable projet. Sa claire et savante réfutation équivaut à un traité : il fixe le destin du ministère Derby-d'Israéli, qui fut condamné par 305 voix contre 286, c'est-à-dire par une majorité de 19 voix.

X

Quelque temps après, M. Gladstone, chancelier de l'échiquier, en faisant du principe de sir Robert Peel la base du système financier que sanctionnaient les Chambres, allait assurer un excédant de recettes de 3,307,500

livres sterling au crédit de la guerre que l'année 1854 devait voir engagée.

Dans son exposé du 7 mars dernier, le chancelier évaluait la recette, sur l'exercice annuel du 5 avril 1854 au 5 avril 1855, à 53,349,000 livres sterling (1,333,725,000 francs), et la dépense à 56,189,000 livres (1,404,725,000 francs); l'income-tax, doublé pour six mois, donnait 3,307,000 livres sterling. Le 9 mai suivant, de nouvelles taxes portaient le total des ressources à 68,006,000 livres sterling, avec 67,539,000 de dépense. C'est un budget de 1,700 millions.

M. Léon Faucher a publié à cet égard, dans la *Revue des Deux-Mondes*, 1er septembre 1854, un travail propre à donner le détail justificatif de ce que je suis obligé d'accuser ici comme un quotient.

Les motifs, les raisonnements de M. Gladstone y sont reproduits avec fidélité, et les considérations qu'y ajoute l'écrivain caractérisent parfaitement les plans et les résultats de l'administration de M. Gladstone. C'est à mon sens ce qui a paru de plus complet sur ce qu'embrassent les finances de notre puissante et riche alliée.

XI

M. Gladstone, âgé seulement de 47 ans, a donc devant lui une carrière aussi étendue que brillante. J'ai esquissé ses traits les plus saillants comme politique, théologien, financier, esprit progressif. Il a la conservation pour dogme; mais si à ses yeux le principe est immuable dans ses transformations, il se transforme au gré et au besoin des temps. — Homme d'église, tout en professant la tolérance, il ne semble pas avoir le sens bien défini de la liberté des cultes. — Financier, il est le fidèle héritier des traditions de la liberté du commerce, où sir R. Peel entrevoyait avec raison la prospérité et la prééminence de son pays.

Comme orateur, non-seulement il charme par son élégance, mais il commande aussi par la majesté qu'il déploie dans la pensée et la forme. L'étude lui a fait d'immenses réservoirs; sa facilité d'élocution lui apporte toujours le mot propre; s'il a un défaut, il provient de la subtilité qu'il fait quelquefois descendre des hautes régions métaphysiques pour l'appliquer à des sujets vulgaires; quelquefois il ne se tient pas assez au niveau des idées acquises, qu'il ne faut pas trop brusquer, surtout

dans les questions spéciales. Comme chancelier de l'échiquier, il a déployé une supériorité de conception rendue plus irrésistible par la grave simplicité de langage qui convient à l'homme tenu à soumettre à une assemblée éclairée et imposante les hautes questions d'intérêt qui appellent le libre concours des lumières et du patriotisme. Tel est M. Gladstone; il correspond mieux à l'Angleterre et aux nécessités créées par les circonstances que son prédécesseur, le spirituel, mais trop hasardeux M. d'Israéli. En face de celui-ci, l'ami et le disciple de Peel se présente avec l'autorité d'un principe économique consacré, et dans la force d'un présent qui en retire ses ressources les plus fécondes. Ne sont-ce pas là des titres incontestables à la confiance dans le maniement des plus importantes finances du monde?

LA RUSSIE ET SA POLITIQUE.

Il y a dans un pouvoir sans bornes quelque chose qui exalte les âmes les plus douces, qui trouble les intelligences, qui peut fausser la conscience elle-même.

SYLVIO PELLICO (Appendice à *Mes Prisons*).

Politique contemporaine et ancienne de la Russie. — Aperçu des entreprises de Nicolas depuis son avénement. — La crise européenne dont il est l'auteur. — Allemagne, Autriche, Prusse, Angleterre, France. — Leurs intérêts, rôles et devoirs communs. Portraits du czar et des divers membres de sa famille.

I

L'impartialité est difficile à l'égard d'un ennemi. Tel est le titre que l'on peut appliquer à l'empereur Nicolas, non-seulement en ce qui touche la France et l'Angleterre, mais aussi par rapport à l'esprit moderne qui a pénétré l'Occident pour en faire une grande famille sous les auspices d'une commune civilisation. L'équité de-

mande qu'on fasse la part des circonstances et des points de vue divers qui placent ici l'ombre, là où souvent ailleurs est la lumière. Le rang assigné par le sort change l'aspect des choses, et laisse parfois apercevoir au lieu de l'ensemble une seule face que l'amour-propre, l'intérêt et ses passions, font envisager à travers une fausse optique à leur usage. La raison disparaît devant la force là où un conflit de prétentions se perd dans un cliquetis d'armes. D'ailleurs, au premier acte du drame, ce serait une témérité que d'anticiper sur la conclusion que l'avenir doit dégager en traits plus distincts par ce que nos pères appelaient l'arrêt de Dieu. Il n'est pas un Français qui ne garde la ferme espérance qu'il nous est acquis.

II

Alexandre, dans la soudaineté d'un mystère, texte à de bien déplorables conjectures, venait de finir à Tangarog, dans les steppes de la Russie méridionale, en novembre 1825, une vie traversée par les plus grands événements. Parmi les souvenirs qui s'en détachent pour la postérité, on doit citer le traité de Tilsitt, l'incorporation de la Finlande, l'incendie de Moscou, la capitulation de Paris. Triste, il portait sous la couronne le poids accablant de souvenirs importuns, le souci troublait son regard où ja-

dis se réfléchissait le calme d'une imposante majesté. Une fièvre morale avait amené le dégoût invincible pour cette âme qui ne pouvait plus se laisser distraire aux amorces de la grandeur. La coupe de l'adulation et de la puissance sans ivresse ne laissait plus qu'une lie amère sur des lèvres consumées d'une soif mystique que l'onde d'ici-bas ne saurait étancher. Lamentable et nouvel exemple du néant et de l'impuissance pour le bonheur des vanités les plus enviées ! Parmi ceux témoins du dernier soupir de ce monarque, si bien peint par M. de Chateaubriand dans son *Congrès de Vérone*, se trouvaient le général Diebitch et le comte Grégoire Orloff, présent ministre de la police et naguère plénipotentiaire de Nicolas à la cour de Vienne.

III

On sait comment le sceptre échut à Nicolas par la renonciation libre ou forcée du grand duc Constantin, ce Tartare aux yeux louches et terrifiants, tour à tour brutal ou sensible, au gré des impulsions de sa nature ardente et mobile qui préférait les charmes d'une union de son choix (1) aux froides pompes du pouvoir.

(1) Suivant Maxwell et Garowski, il renonça au trône pour épouser Janna Grousinska, fille d'un noble polonais.

A cette nouvelle, des scènes tumultueuses couvent une sédition militaire menaçante. Le poëte Rylcief et le prince Troubetzkoï étaient à la tête de la conspiration. Beaucoup d'officiers de l'armée y étaient affiliés. Des aspirations de liberté dans les formes constitutionnelles adoptées ailleurs s'y mêlaient.

Le 25 décembre 1825, sous le prétexte de l'illégalité du serment exigé de l'armée, les meneurs se portent en armes au sénat, l'air retentit des cris de : Vive Constantin, *vive la Constitution*, que, dans leur ignorance, les soldats confondaient avec la future impératrice qu'ils prétendaient acclamer. La conjoncture était critique, le peuple commençait à sympathiser avec la révolte. Nicolas apparaît à la tête des troupes restées fidèles. Une charge prélude à l'explosion d'une batterie d'artillerie de quatre canons, sous les ordres du grand duc Michel qui allume la première mèche. 500 morts et 800 blessés jonchent la place ensanglantée. Nicolas avait fait preuve de courage autant que de présence d'esprit. Ainsi s'évanouit à son aurore le premier rêve d'un gouvernement sur le modèle de ceux pratiqués en France et en Angleterre.

IV

A peine ce mouvement était-il réprimé qu'un autre éclatait dans le sud sous la direction de Paul Pestel, un de ces hommes que la nature a doués du don de fasciner qui les écoute et qui les approche. Aussi le poëte Rylcief, en parlant de ce Rienzi du nord, disait qu'il avait plus de rapports avec Napoléon qu'avec Washington. La Pologne, la Courlande et la Livonie étaient prêtes à s'insurger au signal qu'il leur donnerait, mais la révélation d'un complice prévint l'insurrection fixée au 1er janvier 1826. Pestel fut arrêté, ainsi que les frères Mouravief, dont la résistance fut énergique mais vaine.

Le début du règne de Nicolas est lugubre. Le supplice vient à sa suite. Durant l'instruction du procès, souvent ce prince, caché derrière un paravent, en suivait tous les incidents. Parmi ceux qui finirent par le gibet, l'histoire citera Pestel, Rylcief, Kakofski, Mouravief et Bestujef, pendus par commutation à l'écartellement. La corde ayant laissé échapper de ses nœuds trop peu serrés le poëte Rylcief, aux grands applaudissements de la foule, il monta d'un pas ferme l'échelle de l'échafaud, et jeta cette épigramme stoïque : « Je ne réussis à rien, pas même à mourir. »

V

Lorsque le bourreau étranger venu de Stockholm eut fait son œuvre, et que la Sibérie eut pris ceux gratifiés par la clémence impériale de la faveur de vivre dans cet enfer des frimats, Nicolas adressa un manifeste à son peuple, lui promettant de se consacrer tout entier à son bonheur, de suivre les exemples d'Alexandre, afin d'obtenir la bénédiction du Très-haut et l'amour de ses sujets. Sur un autel s'élevant à la place de l'échafaud abattu, il fait célébrer un service et commence sérieusement sa tâche de souverain, que Louis XIV appelait *son métier de roi.*

Le 4 septembre 1826, la vieille cathédrale de Moscou recevait dans ses vastes nefs les grands de la Russie, les ambassadeurs de l'Europe et de l'Asie parés de leurs plus riches uniformes : c'était le couronnement de Nicolas et d'Alexandra Feodorowna, l'impératrice (1).

(1) Le métropolitain, après avoir arrosé d'eau bénite le sol où le couple impérial devait poser les pieds, le glorifie dans le compliment qu'il lui adresse sur le parvis du temple, qui le 3 septembre (22 août 1826, calendrier russe) va être rehaussé par une pompe qu'il n'avait pas étalée encore.

« Très-pieux empereur,

» Enfin l'attente de la Russie se remplit. Peut-être l'impatience d'un peuple fidèle et soumis oserait-elle te demander pourquoi tu as tant tardé, si nous ne savions que de même que ta venue

VI

Peu de jours après, la guerre était déclarée à la Perse, qui disputait, avec une armée sous les ordres d'Abbas-Mirza, héritier du trône, la province d'Élizavetpol à la Russie. Le général Paskewitch est envoyé par le czar

actuelle, si pleine de solennité, est pour nous une source de joie, de même aussi ç'a été un bienfait que le retard prolongé jusqu'à ce jour. Tu ne t'es point pressé de nous manifester ta gloire, parce que tu avais à cœur, avant tout, de pourvoir à notre sécurité. Maintenant tu t'avances vers ces lieux, tzar d'un empire que tu ne possèdes pas seulement à toi à titre d'héritage, mais qui est à toi parce que tu l'as sauvé.

» Puisque des Joab et des Simki ont osé se lever contre David, il était réservé à son successeur de les exterminer. Le rôle de Salomon ne doit-il pas aussi échoir au successeur d'Alexandre?

» Que rien ne trouble donc ta sainte joie et la nôtre!

» Entre, seigneur! Que l'onction sainte, en te consacrant, t'imprime le caractère de la grandeur éternelle et de la force invincible!... »

Puis, lorsque la couronne eut été placée sur la tête de Nicolas, le même orateur, au nom du ciel, caractérisa ainsi cet immense pouvoir :

« Très-pieux, très-puissant grand seigneur empereur de toutes les Russies,

» Cet ornement visible et matériel qui pare ton chef est l'image de l'acte mystérieux par lequel Jésus-Christ, le roi de la gloire, te couronne en ce moment, toi le chef du peuple, te confirmant dans ton autorité *absolue* et suprême sur tes sujets.

» O toi, couronné de Dieu, toi qu'il a favorisé de ses dons et paré de ses grâces, très-puissant et grand seigneur, empereur, reçois le sceptre et le globe; ce sont les symboles du pouvoir su-

contre l'ennemi. Dix-huit mois après, Abbas-Mirza est forcé d'implorer la paix. Le 22 février 1828, un traité est conclu qui adjuge à la Russie la possession de Khanatis, d'Érivan, de Nahkchevan, avec une indemnité de vingt millions de roubles, dont un million apanage et le titre de comte accordés à l'heureux Paskewitch (1).

VII

A peine trois mois s'étaient écoulés depuis la paix avec la Perse, que l'empereur entreprend la guerre contre la Turquie. Le prétexte n'a jamais manqué à la violence. La Porte est accusée de fomenter des révoltes parmi les Circassiens, de venir en aide aux populations du Caucase, et d'avoir encouragé l'opposition de la Servie. — Les Turcs pouvaient à juste titre rétorquer la plainte contre le gouvernement russe en connivence avec la Grèce usurpée, en attendant un concours plus patent, et imputer surtout aux agents du czar les troubles de la Valachie et de la Moldavie. Lorsque cette guerre éclata,

prême que le Très-Haut t'a donné sur tes peuples pour les gouverner et leur assurer tout le bonheur désirable. »

Il faut lire, dans le second volume de Schnitzler, un des plus curieux ouvrages que nous possédions sur la Russie, les curieux détails de cette imposante et magnifique cérémonie.

(1) Ustrialoff, p. 21. London, 1854.

les janissaires, cette milice séditieuse, mais brave, venait de disparaître sous le coup d'État militaire de Mahmoud; l'organisation européenne de son armée était un essai encore informe; d'un autre côté, l'insurrection grecque, dénouée par la bataille navale de Navarin, venait de frapper un coup terrible à la puissance de la Porte. Le moment était donc bien choisi pour jeter au delà du Pruth 115,000 hommes. Le hetman Zaporogski, séduit par l'or russe, fait une diversion funeste au sultan. La bataille des Balkans amène Diebitch sous les murs d'Andrinople. Abandonné par tous et par la fortune, Mahmoud est forcé de signer, le 14 septembre 1828, le traité d'Andrinople, qui établit le protectorat du czar sur la Grèce et les provinces danubiennes, avec douze millions de ducats pour les frais de la guerre.

VIII

Pour mieux assurer l'accomplissement de ses desseins, Nicolas avait projeté de conclure avec Charles X un traité qui pût lui assurer la coopération de la France. C'eût été, au moyen de la tentation de recouvrer une ancienne province de l'empire français, la Belgique, s'adju-

ger la souveraineté du monde.—La révolution de 1830, vue de si mauvais œil par l'Agamemnon du Nord, champion des légitimités, amène d'autres préoccupations. Les Polonais se soulevèrent, électrisés par l'exemple de la France et les espérances qu'il faisait naître partout. Louis-Philippe, qui n'aspirait qu'à se faire pardonner l'audace d'escalader un trône au pied duquel il était confiné par sa naissance et son devoir, répudiait par des assurances secrètes les sympathies que l'acteur royal confessait sur la scène populaire, toutefois avec des restrictions mentales. — Ce n'était pas la loyauté chevaleresque, mais le génie de la dissimulation prêt à forfaire à tout pour le but. Le roi parvenu par le droit des illusions populaires habilement entretenues se flattait, à force de souplesse et au prix de sa propre humiliation, de désarmer les mauvaises dispositions du czar. Le général Athalin, en lui signifiant l'ascension du fils de Philippe-Égalité sur le trône du frère de Louis XVI, ne recueillait qu'une hautaine réponse, où l'on faisait sonner durement la qualification d'un *déplorable événement*. Néanmoins, le fait accompli prévalut, grâce à l'initiative prise par l'Angleterre qui décida les irrésolus et paralysa les mauvais vouloirs des plus opiniâtres.

IX

Le duel soutenu par la Pologne a eu trop d'historiens pour qu'il soit utile de retracer les péripéties de son héroïsme et de son martyre. 150,000 hommes, commandés d'abord par Diebitch et ensuite par Paskewitch, en terminant la lutte par le sac de Varsovie, livrée trois jours au pillage, ouvrent un autre drame. L'Europe, glacée d'effroi, a poussé maintes fois le cri de son indignation : c'est la plaintive élégie de l'histoire, cet immortel écho de la conscience humaine, que Tacite appelait le remords des tyrans. Suivant le bulletin de la lugubre victoire annoncée par Nicolas, qui trouva un refrain désolant sur les lèvres d'un ministre de Louis-Philippe, « l'ordre régnait à Varsovie, » pendant que les plus nobles dames, dont les familles avaient porté des couronnes, avaient peine à se soustraire à la brutalité des Cosaques. Désormais, c'en était fait de la Pologne, l'ombre même s'en est évanouie dans le sang et dans une permanence d'oppressions préméditées, sous lesquelles finissent par succomber et disparaître mœurs antiques, patriotisme, religion divine. C'était emporter l'âme après avoir crucifié le corps de la nationalité.

X

Peu après la chute de la Pologne, le choléra éclata à Moscou. Au récit d'Uttwalef, apologiste du czar, la présence de ce dernier, accouru dans la ville désolée par le fléau, réveille la confiance. Des vivats enthousiastes, mille témoignages de respect éclatent à sa vue. « Notre » père, s'écriaient mille voix, nous savions que tu serais » ici ; où est la misère, on est sûr de te voir pour la con» soler et la réparer. » A l'entrée de la cathédrale, Philarète, l'archevêque métropolitain, dit à Sa Majesté : « Nous venons au-devant de toi, ô souverain, avec la » croix ; puisse la résurrection et la vie suivre ta présence » bénie ! » La maladie perdit son intensité, sans doute par l'influence du moral, qui est souvent le plus sûr auxiliaire de la nature et de l'art.

XI

En 1831, en dépit de toutes les mesures de sûreté, le choléra avait envahi Saint-Pétersbourg, d'où il s'étendit rapidement au nord, jusqu'à la mer Blanche. Les basses classes, toujours promptes à l'alarme d'un pessimisme crédule, se répandent dans les rues, et les moujicks (artisans) crient à l'empoisonnement des eaux. Nicolas se jette au fort du tumulte, d'une voix tonnante ordonne à cette foule égarée de mettre genoux en terre et d'implorer pour leur folie le pardon de *lui-même* et *de Dieu*. Saisis de respect et de terreur, tous rivalisent d'obéissance et d'humilité, sur ce sol où ils mêlent les larmes du repentir aux signes de croix. — Cela fait, on se sépare au plus vite.

XII

La guerre du Caucase suit de près le traité d'Andrinople. Le caractère de Nicolas, emporté sans cesse à de nouvelles entreprises, justifie la belle idée de lord Byron,

sur la fièvre qui consume certaines âmes ne pouvant se renfermer dans les limites de leur situation. Le Caucase n'était pas seulement la conquête d'un sol avec une pépinière de soldats intrépides, c'était encore une station qui, en commandant la Perse, devenait un avant-poste menaçant pour la sécurité de l'Inde anglaise. Les écrivains Colson, Bell, Custine, Golovin, et le savant Schnitzler ont mis à jour les vues ténébreuses et tenaces de la politique russe à cet égard. — Il est hors de notre cadre d'en retracer les épisodes convergeant à un but parfaitement déterminé. Tour à tour nous trouvons engagés, contre les valeureux montagnards dont Schamyl est devenu le chef (1) aussi habile que courageux, les plus célèbres généraux de l'empire : Paskewitch, Williamenoff, le prince Woronzoff. Là se succèdent chaque jour dans ces déserts, au creux des rochers, mille scènes épiques par leur simplicité comme par leur grandeur. L'historien n'a que l'embarras du choix pour passionner le lecteur. C'est en se faisant violence qu'il se dérobe à un récit qui renfermerait les émotions et les faits les plus touchants.

On est reporté à l'époque de Guillaume Tell, cet intrépide champion de la liberté suisse, contre la puissance autrichienne. — Aujourd'hui comme autrefois, à une autre extrémité du monde, des hommes de la nature suppléent au nombre et à la tactique par une énergie in-

(1) Ou iman.

domptable. La Circassie, qui réduite à elle seule n'a pu être domptée, a gagné de puissants auxiliaires la prenant aujourd'hui sous leur sauvegarde. Je veux parler de la France et de l'Angleterre. Que Dieu, protégeant la cause du droit, les couronne des lauriers de la victoire!!!

XIII

En 1845, le czar visita l'Angleterre. Il n'est pas d'attentions délicates, de courtoises galanteries qu'il n'ait témoignées à la reine Victoria. On en a pris texte pour supposer un culte qui alliait la magie du sentiment à une inclination politique traditionnelle, fortifiée par la lutte commune au léopard britannique et à l'aigle à deux têtes contre Napoléon. Il allait jusqu'à dire publiquement à la reine qu'elle pouvait toujours compter sur le bras qui disposait de si puissantes armées. Il parut familièrement sur le sport, aux célèbres courses d'Ascott; sa bonne mine, la bienveillance de ses manières aisées, la dignité de sa personne lui attiraient les regards comme la sympathie. Les journaux anglais du temps en raffolaient; aujourd'hui ce n'est plus le même langage. — L'admiration humaine pose sur une tête comme l'oiseau sur le toit; elle s'envole vite.

XIV

Mais un horizon immense et nouveau se découvre aux regards; la paix a fait son temps. Un cri de guerre est venu retentir au sein d'une prospérité, d'une activité de travaux, d'une carrière indéfinie ouverte à la perfectibilité et à la richesse de l'Occident. On veut douter et prendre une si brusque attaque pour le mépris d'un prince qui a rêvé plutôt qu'il n'a prémédité. Tous les moyens de conciliation ont été épuisés tour à tour. Une fois le devoir reconnu, l'honneur oblige d'y marcher d'un pas ferme; comme la vraie religion, il impose l'effort.

J'ai raconté, dans la vie de lord Aberdeen, avec autant de détails que le comportait le cadre restreint d'une biographie, comment s'était engagée la lutte qui, à travers les voiles dont s'est enveloppé le czar, avait pour but la domination de la Méditerranée, qui est le poumon maritime du commerce et de la vie de l'Europe occidentale. Le 24 mai 1853, le passage du Pruth a rouvert la lice des batailles. En attendant l'histoire de l'avenir, celle du passé peut servir d'enseignement. *Qui meminit præterita, scit futura*, disait Cicéron. En se rappelant en

effet comment le czarisme russe; sous des règnes divers, a poursuivi son opiniâtre dessein, on sait quelles pensées fatales l'étreignent pour le pousser encore.

XV

La Pologne, la Géorgie, la Finlande, les provinces baltiques, la Crimée, la Valachie, la Moldavie, la Perse ont été tour à tour les victimes de cette pensée immuable que depuis Pierre le Grand chaque czar lègue à son successeur. C'est toujours au moment où elle médite la spoliation et le démembrement que la Russie proteste avec le plus de bruit en faveur de sa modération et de son désintéressement. C'est ce qui a été défini par Napoléon Ier lorsqu'il disait, à propos d'Alexandre : « C'est la dissimulation d'un Grec du Bas-Empire. »

Le partage de la Pologne pèse encore fatalement sur l'Europe, en ce sens qu'il a bouleversé tout l'aménagement et l'équilibre des forces et des alliances. Par cet acte, la Russie se trouvait paralyser dans ses tendances occidentales la Confédération germanique. L'alliance étroite de la France et de l'Angleterre est le plus puissant frein de l'expansion panslaviste. Sans elle, tout est

précaire : les frontières, les intérêts industriels sont à la merci d'un coup de tête de l'autocrate.

Lorsque Catherine préméditait le partage de la Pologne, elle fondait la réussite de ses projets sur la rivalité de deux grandes puissances occidentales, qui unies eussent déjoué la réussite de ses ambitieux desseins. La France du Nord, comme on appelle la patrie des Jagellons et des Sobieski, était l'objet des sollicitudes de M. de Choiseul. Tenu en éveil par M. le comte de Breteuil, ambassadeur à Varsovie, le ministre français, préjugeant les embarras que le partage projeté par la czarine léguait à l'avenir en luttes et en dangers, voulut vainement s'opposer à cette rupture de l'équilibre européen, mais il ne put électriser l'esprit sceptique de Louis XV par la clairvoyance de l'avenir. — Le duc d'Aiguillon, un de ces esprits légers dans les choses sérieuses qui, pour endormir le présent, ajournent les solutions, l'emporta sur la prévoyance de l'homme d'État. On sait ce qui en advint. La Pologne debout, la Russie ne sortait pas des limites d'une puissance asiatique, le cours des événements était changé, sous la Révolution comme sous l'Empire. Aujourd'hui, un seul homme qui prend des allures de Genseric établi à la première marche de l'occident sur le Niémen, n'aurait pas le pouvoir de mettre le monde en feu.

XVI

Cette expérience du passé montre à l'Allemagne son droit et son devoir. Cette race sacre son apparition dans l'histoire par sa lutte contre le peuple roi ; Rome chancelle sous ses coups. La chevalerie des bords du Rhin, la poésie de ses légendes, les luttes de l'esprit féodal, ses empereurs, rois ou souverains de l'Italie, cette terre des souverains, l'ardeur de sa foi qui se révèle dans les merveilles gothiques de ses cathédrales, géants de la prière, tout semble la consacrer pour ce rôle de gardien de l'indépendance de l'Europe et de la civilisation. Sa position géographique la place comme un médiateur puissant entre l'Occident et l'Orient.

Telle est l'Allemagne avec ses deux familles, l'Autriche catholique et la Prusse protestante, longtemps divisées, aujourd'hui unies, sinon par l'identité des vues politiques, au moins par le pacte des intérêts dans le Zollverein, au nom de l'industrie, cette attraction irrésistible de l'époque. Le temps fera le reste sans doute. A l'Allemagne unie et forte il appartient de maintenir la barrière qui, en la protégeant, défend l'Europe. Ce n'est

pas une œuvre seulement chevaleresque, c'est aussi le *to be or not to be* des descendants de cet Arminius, à qui il fut donné de refouler par son épée le débordement de la puissance romaine qui convoitait alors les déserts, comme Nicolas les champs qui épanouissent leurs belles moissons sous un soleil plus chaud.

Les intérêts de la Prusse et de l'Autriche, c'est-à-dire de toute l'Allemagne, ce groupe de 70 millions d'hommes, concordent avec les tendances des deux puissances occidentales, l'Angleterre et la France.

XVII

La maison de Hasbourg représente le vieil intérêt de la préservation germanique, elle est à l'avant-poste fortifié de l'Allemagne. Aujourd'hui que les vieilles querelles de la maison de France et de l'empire restent dans le nécrologe de l'histoire, il appartient au cabinet conservateur par essence, par tradition, par vocation, de ne pas se tenir en dehors d'une alliance qui non-seulement la garde du vasselage d'un de ses plus dangereux ennemis, mais qui encore peut seule empêcher la sépara-

tion violente des races hétérogènes groupées sous son sceptre.

Pendant que l'Autriche se confine avec plus de soin dans le vieux germanisme, la Prusse constituée par le philosophe Frédéric, le héros de Rosbach, garde en quelque sorte l'empreinte de cette origine moderne. Sous peine d'abdiquer elle doit rester fidèle. Sa mission serait de s'associer à tous les efforts de l'esprit allemand rajeuni au souffle des idées et applications progressives; encourageant la pensée, le libre examen dans ses universités, elle en a déjà patroné le mouvement qui arrachait à M. de Thun cet aveu: « Il y a un esprit qui flotte sur nos campagnes. »

Il importe donc essentiellement à la Prusse et à l'Autriche que la Russie soit frustrée dans ses ambitieux plans; l'intérêt le plus vital de leur conservation le leur prescrit. N'est-il pas de la prudence la plus vulgaire que ceux qui ont bénéficié des traités en restent les fidèles observateurs? N'est-ce pas cette loyauté même dont la pratique seule peut prévenir le mécontentement des populations dont le vœu a été peu considéré pour une alliance qui ne flattait pas leurs penchants.

C'est ainsi, par exemple, que les oscillations d'une politique molle pourraient ébranler partout les jeunes et faibles assises des traités que dut subir la France, dans la surprise d'une défaite, et que la Prusse rhénane, la Posnanie, la Westphalie, la Saxe pourraient se rat-

tacher à d'anciens souvenirs pour y retrouver un refuge contre la désertion de l'intérêt allemand, s'il était possible, de la part de leurs gouvernements.

Un remarquable article du *Morning Chronicle*, qui reçoit des inspirations de la partie peeliste du cabinet anglais, faisait ressortir naguère le contraste entre l'esprit de cour de la plupart des États allemands favorable à la Russie, avec l'inclination très-prononcée des peuples pour les puissances occidentales. Une garantie étrangère contre les dangers de l'esprit constitutionnel, telle est l'idée fixe qui semble halluciner un grand nombre d'hommes d'État allemands. Les petits États ont ce vertige à un degré peut-être qui caractérise moins la politique du roi de Prusse et de son ministre, M. Manteuffel. Bon nombre de ces princes se sont accoutumés, dans le développement des alliances de famille et sous le prestige du pouvoir absolu dont le czar est l'expression, à attendre du Nord, non la lumière, mais la garantie contre les vœux libéraux de leurs propres sujets. — D'un autre côté, les royaumes et les principautés du Nord redoutent l'ambition de la Prusse; tandis que la Bavière et quelques États voisins gardent leur jalousie traditionnelle à l'égard de l'Autriche.

La vieille dynastie des Hapsbourg inspire cependant moins de défiance encore que sa rivale plus jeune, la maison de Hohenzollern. Les efforts de la Prusse en 1814, pour absorber la Saxe, vivent encore au souvenir.

— Au résumé, on peut conclure à l'égard des Etats secondaires germains qu'ils sont pour une neutralité implicitement favorable à la Russie, aussi longtemps qu'il ne s'agira ni de l'accroissement de la Prusse, ni de la prépondérance de l'Autriche, également repoussés. L'enseigne si souvent invoquée des intérêts allemands semble cacher le but véritable qui n'est pas ce que disent les mots, mais bien un conflit latent de jalousies et de motifs particuliers; tandis que l'honneur et l'influence extérieure de la nation, même l'intérêt du Danube, sont de médiocre importance à Francfort, siége de la diète, comme dans les petites capitales.

Le parti de la cour, à Berlin, s'était flatté de coaliser les puissances secondaires contre l'Autriche, dans une politique qui, du reste, semblait coïncider avec leurs précédents et aussi avec leurs sympathies.

La comédie qu'a jouée la Prusse à la conférence de Vienne avait en vue de favoriser ce résultat, et sous de feintes sympathies pour l'occident, de servir le jeu de Nicolas. Sans doute que Frédéric-Guillaume, qui en 1848 rêvait, à l'écho des bruits révolutionnaires, la couronne impériale, croyait, au défaut de ce diadème évanoui, pouvoir saisir peut-être, sous le patronage de la Russie, la suprématie qu'il n'a cessé de disputer à l'empereur d'Autriche. Rien ne pouvait être plus antipathique à la Bavière, à la Saxe et au Wurtemberg. C'est ce qui explique comment l'adhésion progressive de

la Prusse au programme de Bamberg a atténué l'opposition des confédérés à l'Autriche.

L'écheveau allemand est toujours très-embrouillé, mais s'il est des mains qui puissent le dévider, assurément ce sont celles unies de la France et de l'Angleterre. Là se manifeste tout l'avantage de cette alliance. Supposez-la pour un moment non avenue, alors où en serait l'Europe ? Est-ce que le czar n'eût pas vu ses prétentions patronées en Allemagne au point de paralyser l'Autriche dans ce qu'elle confesse aujourd'hui si nettement en attendant l'heure opportune de l'appuyer par les armes ?

Cette puissance a passé le Rubicon, et ses félicitations au sujet de la bataille d'Alma, ses dépêches affirmatives au comte Esterhazi lient à la nécessité du salut par la victoire, si on veut éviter l'expiation qui attend des actes énergiques auxquels les effets ne correspondent pas. Il ne faut pas se flatter que la Prusse démente trop vite, à moins de circonstances inattendues, ses malheureuses tendances. Mais la politique anglo-française exercera une vigilance aussi éloignée de la timidité que de la témérité.

Vainement allèguent les impatients qu'un ami douteux est pire qu'un ennemi ; les hommes d'État procèdent avec plus de méthode. Il ne peut entrer ni dans leur tactique, ni dans leurs vues, ni dans l'à-propos des circonstances, de jeter cet appoint du côté de la Russie qui en convoite le secours. A ce point de vue se dessine la marche des puissances occidentales. Espoir dans

l'Autriche ; réserve à l'égard de la Prusse ; attendre avec patience que les événements leur assignent un rôle plus décisif. Supporter le va-et-vient des motifs personnels qui seuls guident les petits États.

Enfin, il ne faut pas oublier que les sympathies des peuples sont le frein au mauvais vouloir des partis de cour, qui pourraient pencher vers la Russie (1).

(1) Dans son bulletin politique du 31 octobre dernier, la *Revue des Deux-Mondes* définit ainsi la situation : « L'Europe, cela est certain, est pour le moment dans un état de crise extrême et décisive où elle ne peut rester longtemps en présence des événements qui marchent, et c'est principalement vers l'Allemagne que se tournent encore tous les regards pour en attendre le mot qui peut décider des suites de la guerre actuelle. Depuis plus de six mois déjà, l'Allemagne travaille à se donner une politique, une volonté commune, en quoi, par malheur, elle n'a pas réussi jusques à ce moment. Depuis deux mois particulièrement, elle offre le spectacle de la plus singulière diplomatique engagée entre l'Autriche et la Prusse devant tous les autres États allemands. Les dépêches se succèdent, et on dirait, en vérité, qu'elles n'ont pas d'autre but que de donner lieu à des rectifications et à des interprétations mutuelles bien propres à tout obscurcir, si une parole nette et bien décidée du cabinet de Vienne n'était venue à propos dissiper toutes les confusions calculées, en mettant une fois de plus à nu les indécisions de la Prusse. . . . .

» La véritable importance de ces débats diplomatiques, c'est qu'ils marquent nettement la situation des deux grandes puissances allemandes dans les complications présentes. Leur dernier mot à travers toutes les circonlocutions les plus subtiles, c'est que la Prusse aurait voulu ne rien faire et le voudrait encore, tandis que l'Autriche accepte les chances d'une politique qui s'est décidée avec lenteur, mais qui se sent arrivée à la limite extrême de la temporisation.

. . . .

» Chose plus singulière ! ces deux puissances (la Russie et l'Autriche), qui se touchent par la frontière de la Pologne, qui se heurteront peut-être de ce côté, en sont aujourd'hui à rechercher

En définitive, la Prusse et l'Autriche ont perdu plusieurs mois à des échanges de notes et de propositions qui semblaient subordonner aux événements un parti définitif.

L'Angleterre et la France n'ont certes pas épargné les efforts pour mettre un terme aux hésitations de l'Autriche, et c'est beaucoup d'avoir réussi à briser l'entente entre les cabinets de Saint-Pétersbourg et de Vienne. Mais il ne suffit pas, et même il serait peu sûr pour celui-ci de s'en tenir à cette mésintelligence.

Les quatre points empruntés à l'ancienne conférence de Vienne, auxquels la Prusse demande à l'Autriche de circonscrire ses demandes, sont un hors-d'œuvre suranné dans les circonstances. Il s'agit bien de cela vraiment à cette heure !

Les hommes d'État de l'Allemagne savent bien que le conflit accepté par les puissances occidentales n'a

le concours et l'appui des Polonais. — Les efforts de l'empereur Nicolas dans ce sens ont amené le cabinet de Vienne sur le même terrain, et on va jusqu'à dire que des chefs de l'armée autrichienne, allant il y a un mois à Cracovie, offraient un commandement à un général polonais qui a joué un rôle dans la révolution de 1831. On voit combien tout se prépare pour une lutte redoutable qui pourrait embrasser à la fois l'Orient et l'Occident. Si on cherche à résumer cette situation, l'Autriche n'a plus qu'un mot à dire pour consommer sa rupture avec la Russie. »

Après un coup d'œil sur les États secondaires de l'Allemagne, la *Revue des Deux-Mondes* conclut ainsi : « De cet ensemble de traits propres à caractériser l'état de l'Europe, des faits les plus actuels, aussi bien que des faits qu'il est facile de pressentir, il résulte une vive et forte impression ; c'est qu'on ne fut jamais, peut-être, plus près de grands et sérieux événements. »

point pour cause la procédure de simples protocoles, mais une question vitale d'où dépendent le salut et l'avenir de l'Europe.

L'Autriche l'a reconnu en principe : la Prusse semble vouloir continuer son jeu de décevantes négociations. Dans le cours des événements, le cabinet de Berlin, par la force irrésistible des choses, aura sans doute à choisir entre la pente fatale qui l'entraîne vers la Russie, ou l'alliance réclamée par la nation avec les puissances occidentales. Car celles-ci peuvent être amenées par la nécessité de la stratégie et l'efficacité de la guerre à exclure les neutres, en tant que puissances principales. Ce ne serait pas de la part des cabinets occidentaux une exigence, mais une loi de conservation réclamant l'emploi de moyens énergiques proportionnés à l'importance du but. Ainsi la complexité de la situation peut, au printemps prochain, rendre inconciliable la neutralité de toute puissance de premier ordre avec la grandeur de la lutte.

XVIII

A côté de la colossale base matérielle de la Russie en étendue et en sujets, formant 70 millions d'hommes répandus sur une surface égale au neuvième du globe, il y a l'expansion non moins redoutable des assimilations de races, des affinités religieuses. Prestige pour les uns, mysticisme oriental et pontifical pour les autres, rêve chimérique pour le plus grand nombre, mais instrument toujours redoutable, soit qu'il s'appuie sur les passions religieuses de sectaires disséminés partout et colonisés au nombre de 13 millions d'adeptes dans l'empire ottoman, soit qu'il fasse appel aux souvenirs si puissants du panslavisme, à ses ardentes aspirations ; ainsi se forme et s'étend cette pensée conçue par Pierre le Grand, qui convoite Constantinople, envie aux Anglais leur riche empire asiatique. Touchant à l'Allemagne ouverte par la Saxe dépecée en 1815, le czar n'est qu'à quelques lieues de Dresde, de Berlin et de Vienne. Par la saisie des provinces danubiennes, il confisquerait à son profit ces bouches du Danube non moins essentielles à la dé-

fense stratégique de l'Allemagne, qu'indispensables à son commerce.

Cette grande voie fluviale, dans un cours de trois cents lieues de long, reçoit le tribut de soixante rivières avant de s'aller perdre dans la mer Noire par les six embouchures qui y versent son eau.

Voilà la conséquence de cet agrandissement pour l'Allemagne, une vassalité que le maître pourrait faire disparaître d'un geste, une fois sa supériorité irrésistible consacrée.

XIX

Voyons les compensations, s'il y en a, mirage trompeur derrière lequel est la ruine.

Le passé peut servir à faire apprécier ce qui arriverait.

D'après sa manière d'interpréter et de procéder, la Russie ne peut offrir à ses alliés qu'une part de dupe; car, on le pressent déjà, la part du lion serait à son profit.

La protection de Pierre le Grand posait le principe de la ruine de la Pologne; le protectorat de la Valachie et de la Moldavie n'était qu'un brûlot moscovite au centre

de la puissance ottomane. Le traité de Tourkmantchay avec la Perse, en février 1848, qui donne aux Russes les provinces d'Érivan et de Nakhitchevan, en leur permettant de prendre à revers toute la ligne du Caucase, leur ouvrait l'accès à leur gré ou de la Turquie d'Asie et de la Perse, ou des contrées occidentales de l'Inde. — La Pologne partagée découvre l'Allemagne qui, certes, n'a pas compensé, par la part préservée dans les dépouilles, les dangers créés, les inquiétudes entretenues par l'effacement de ce peuple, qui était un poids dans la balance occidentale, détourné aujourd'hui au profit de la puissance qu'il devait contrebalancer.

XX

Il est encore une école de moins en moins nombreuse qui, toujours fidèle à la tradition des antipathies et des luttes, ne veut apercevoir que l'abaissement de l'Angleterre dans la question d'Orient, résolue au gré de la Russie. — Cela peut être une éventualité plus ou moins éloignée de la chute de l'empire ottoman. Mais en acceptant cette donnée comme vraie, en admettant que cette politique imprévoyante, vrai suicide de la part de la France, n'amenât pas des combinaisons inattendues,

pleines de mécomptes et de dangers, après la mise hors la loi de l'Angleterre, ce grand marché-comptoir du monde financier, ce grand facteur de commerce, comment arrêter le torrent? Nous aurons perdu un allié, celui que ses intérêts relient à nous sans arrière-pensée. Le joug de fer du despotisme d'une ambition sans limite, les restrictions du tarif le plus prohibitif qui existe en Europe, voilà ce qu'on aurait élevé! Il en serait des illusions propagées par le parti russe ce qu'il en a été de celles des Moldo-Valaques qui sympathisaient pour le czar. — Il leur a fallu souffrir et se taire. — Le protecteur promis n'a plus été que leur oppresseur.

Une fois les marchés de la Baltique, de la Méditerranée au pouvoir du czar, sa puissance continentale servie par la richesse ferait du reste du monde et de l'Europe un tributaire auquel il pourrait mesurer à son gré la fortune ou l'appauvrissement, de même qu'il aurait la main dans la politique des États. Après les derniers enseignements échappés à la politique de M. de Nesselrode, l'illusion n'est possible qu'à la condition de vouloir marcher en aveugle, en laissant, suivant la belle expression de M. de Châteaubriand, les rênes de l'avenir flotter sans guide.

XXI

M. de Talleyrand, dont on peut contester la moralité politique, mais dont il faut reconnaître la prévoyance, avait parfaitement compris que le salut de l'Europe consistait dans le principe d'une étroite alliance avec l'Angleterre. Ce fut sous les auspices du traité de la quadruple alliance, qui était le germe d'une nouvelle politique européenne, que la dynastie de juillet trouva sa sécurité et sa force jusques au moment où l'utopie chimérique de M. Thiers, rêvant un empire égyptien, força lord Palmerston, contrairement à ses inclinations, de changer ses batteries, et le força d'en venir à la pensée de la grande Catherine, qui avait l'habitude de dire que tout était possible à l'Angleterre et à la Russie liguées ensemble. Ce fut cet échec de la diplomatie de Louis-Philippe qui ébranla les colonnes de son frêle édifice bourgeois, qui n'avait ni les créneaux du temps, ni le couronnement de la gloire.

L'alliance de l'Angleterre assure le triomphe du droit européen. Ce n'est pas seulement un glorieux rôle pour les deux peuples, c'est aussi pour la Grande-Bretagne la sauvegarde de son empire indien, qui comprend, avec le

le sol le plus riche du monde, au delà de 158 millions d'hommes.

XXII

L'aristocratie russe est parquée dans l'ennui de ses domaines, pour ne pas importer la contagion des idées européennes. Sortir sans permission, ou prolonger au delà du terme fixé, c'est se vouer à la confiscation. La maladie même justifiée n'empêche pas le fisc de faire sa proie des patrimoines que ne défendent ni le droit sacré de la propriété, ni le respect aristocratique. Par des motifs non moins machiavéliques, l'ardeur pour amener l'unité religieuse par l'orthodoxie grecque ne se ralentit pas. L'église latine, attaquée par des armes plus dangereuses que celles de Julien l'Apostat, pleure ses enfants et ses temples. Les Huns et les Mongols ne tuaient que les corps; ce n'était pas l'anéantissement absolu d'idiome, de religion, de souvenirs. Dans la Finlande et les provinces de la Baltique, le protestantisme, établi par le grand Gustave, est aussi écarté par une volonté toute-puissante qui prend les âmes de vive force, sans nul souci de la liberté de conscience et de ses choix. A la con-

trainte religieuse correspondent les restrictions et prohibitions des coutumes et langages autres que ceux de la Russie. Garantir et développer l'autorité impériale, voilà le but pour lequel les moyens les plus odieux sont légitimes et intitulent leurs fauteurs à la faveur du maître.

XXIII

Vainement, sous la direction du comte Sperauki, a-t-on essayé de réunir les diverses parties d'une législation nationale ; les lois ne sont rien là où le souverain ne doit compter ni avec l'autorité des âges, ni avec des corps intermédiaires qui soutiennent et limitent simultanément son action en l'épurant, ni avec la division des trois pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire. Le tribunal du district forme le premier degré de juridiction ; — celui de la province, le second ; — le sénat vient ensuite à un plus haut degré de la hiérarchie. Alors même qu'il a décidé à l'unanimité, l'avocat général, représentant de la couronne, fait provoquer une nouvelle décision. Libre au ministre de la justice d'y mettre encore son *veto*, ou de soumettre la matière au conseil de l'empire, qui forme une sorte de cour suprême unissant le double caractère

du juge et du corps politique. Cependant, sans la sanction finale de l'empereur, tout est comme non avenu (1).

XXIV

Le czar a voulu faire sortir son influence sur l'Europe de la crainte de tout ce qui confine à l'esprit moderne. Depuis la fatale révolution de juillet 1830, ce faux programme où toutes les illusions devaient s'aller perdre dans une danse macabre, le rôle de champion des trônes de la part de Nicolas n'était qu'une amorce à laquelle des gouvernements éperdus, au sein des factions ou des périls, devaient nécessairement se laisser prendre. L'Autriche, menacée par la séparation de la Hongrie, invoque le bras puissant qui envoie Paskewitch renverser l'héroïsme magyar. Sous prétexte de guerre à la révolution,

(1) En Russie, l'organisation judiciaire pour les affaires civiles est très-compliquée; voici les différents degrés qu'elle comprend : tribunal de district, chambre ou tribunal de gouvernement, département du sénat, procureur général du sénat, commission des requêtes pour transférer l'affaire à l'assemblée générale du sénat, le ministre de la justice et son conseil, commission des requêtes pour transférer l'affaire au conseil de l'empire, l'empereur. La juridiction criminelle est plus simple. Enfin, dans les cas graves, l'empereur nomme des commissions qui jugent sans l'intervention des tribunaux ordinaires.

(*Revue des Deux Mondes*, 1er septembre 1854.)

tout a été contesté, abaissé, violé. Quoi de plus dérisoire! Quel contraste avec tout ce qui est admis et pratiqué sous le régime de l'ordre judiciaire européen! On est confondu par le spectacle d'un absolutisme qui retient tout par devers lui, alors même que les juges sont ses créatures les plus dévouées, pour ne pas dire les plus abjectes. Car dans ce pays la justice a l'air de se rallier à une consigne, sans s'enquérir du droit et sans s'inquiéter du remords qui suit l'iniquité. Delorme, Montesquieu, Brougham, Lyndhûrst, Portalis, Napoléon, l'immortel législateur du Code civil, tous ont proclamé la séparation et l'indépendance de la justice comme l'indispensable garantie de la civilisation. A part de l'Occident, la Russie est la négation de tout ce qu'il a consacré. Comme Ivan IV, dit le Terrible, et Pierre Ier, dit le Grand, leur successeur, héritier de leur esprit, dédaigne les aspirations qui se dégagent de la partie morale et divine de l'homme, pour le dégrader par un réseau de servitudes entrelacées par la crainte et la force. Étrangère à la loi de charité et d'amour, la politique russe ne sait que comprimer, abrutir, exterminer. Nicolas n'applique-t-il pas à la Turquie les procédés révélés par ses paroles, en 1830, à une députation polonaise : « Au premier coup de canon que la Pologne tirera, je l'exterminerai, » et par celles-ci, en 1834, à la municipalité de Varsovie : « Au premier mouvement de Varsovie, je la ferai ensevelir dans les ruines, et ce n'est pas moi qui

la rebâtirai. » La gloire de Louis-Napoléon sera d'avoir senti vibrer en lui le sentiment national et celui de l'humanité, en ne permettant pas contre la Turquie ce qui a été fait impunément contre la Pologne et contre sa dernière ombre de souvenir, Cracovie.

XXV

Dans une forme gouvernementale ou le *moi* du czar est le mastodonte unique, forme de tous les autres *moi*, la société est sous un interdit absolu. Le lit de Procuste, ce symbole de la fable, est en action sous les yeux de l'Europe. M. Adam Guroswki a pu dire, avec raison, en parlant de ce pays : « *Là, il n'y a que le czar qui pense.* » Dans la profondeur de la servitude politique et spirituelle où le czarisme a pénétré, on ne peut espérer le salut d'une commotion intérieure pour rétablir les droits perdus de la conscience humaine. Non ! Aux insurrections, aux révolutions de palais, aux conspirations, aux morts violentes des souverains, a survécu le despotisme. Mais son opposition à la propagande des idées pourra-t-elle le maintenir contre les armées de l'Occident. Alexandre, César, Charlemagne n'étaient pas seulement des con-

quérants, ils jetèrent aussi les semences d'une civilisation supérieure dans les contrées que leur ouvrait et livrait la victoire. L'éclair de la bataille des Pyramides révéle à l'Égypte un autre monde, d'où elle emprunte sa force aujourd'hui. L'Allemagne féodale s'est renouvelée sons la main de Napoléon. Ce que le czar de toutes les Russies dénie à la raison, peut-être est-il condamné par l'arrêt de la Providence à le céder à la force. Les armées de la France et de l'Angleterre portent avec elles l'esprit irrésistible, celui de la religion et de l'intelligence; sur leur bannière, la justice et la vérité étalent cette belle et antique devise qui fit triompher Constantin : *In hoc signo vinces*. C'est cet esprit qui fait retentir ce grand bruit d'armes aux portes du vaste empire où Nicolas se croyait inviolable; ses amis, les souverains d'Allemagne, verront-ils repoussées leurs dernières prières? Méprisant les palmes du législateur, Nicolas rêvait-il de poursuivre celles d'un nouveau et impossible Gensiskan. La vanité est un mauvais conseiller, et quand on a fait une faute, quelque puissant que l'on soit, il est plus glorieux de le reconnaître que de s'y obstiner. Si les derniers jours d'une vie si énergique sont destinés à conduire la barbarie contre la civilisation, alors le passé dit l'avenir commis par Dieu à la garde des deux nations héroïques combattant à l'avant-garde de l'Europe, frappée d'admiration et entraînée par elles à la défense de la cause commune. La question ainsi posée, on ne peut douter

de l'issue ; autrement, dans la lutte perpétuelle engagée depuis sa déchéance entre le bien et le mal, l'ange et le démon, ce serait croire que le triomphe peut échoir à l'erreur combattant contre la vérité. Au plus digne l'empire du monde, a dit Vico, après le héros de la Macédoine.

Ailleurs, un tableau consacré à la Hongrie, dans la vie de lord Palmerston, a montré la part prise par Nicolas au dénouement tragique qui a mis fin à la lutte. Il serait superflu d'y revenir.

Ainsi le czarisme, ou la politique russe, qui en est l'incarnation, se dessine dans les faits, telle qu'elle fut burinée, pour ses successeurs, par Pierre I[er] dans son testament. Il reste plus spécialement, après avoir montré Nicolas dans ses actes, à le peindre dans ses habitudes et les traits les plus saillants de son caractère.

XXVI

Le czar actuel, élevé, ainsi que son frère, par le célèbre La Harpe, a reçu une éducation princière inusitée en Russie. Tout ce qui est représentation militaire le passionne. Une grande partie de son temps est consa-

crée aux parades, aux revues, aux manœuvres, aux simulacres de la guerre. Il exige que les membres de sa famille suivent ces exercices. La fatigue et l'ennui qui en résultaient pour le duc de Leuchtemberg, son gendre, n'ont pas peu contribué, dit-on, à sa mort prématurée. Minutieux à l'excès, il prend ombrage de la plus légère négligence. Mille traits en témoignent : l'absence d'un bouton à l'uniforme peut envoyer en Sibérie le coupable en récidive.

Son caractère est un mélange d'orgueil, d'astuce et de dureté. En art diplomatique, il peut en remontrer à M. de Nesselrode lui-même. En voici une preuve.

A la chute du ministère Wellington, occasionné par le contre-coup de la révolution de juillet, lord Palmerston, ministre des affaires étrangères dans le cabinet whig, sentit le besoin d'accréditer comme ambassadeur extraordinaire un homme décidé. Lord Durham, connu par son radicalisme et son esprit anti-russe, fut choisi. C'était ce qui pouvait être le plus désagréable à Nicolas. Celui-ci, voyant qu'il ne pouvait en aucune façon se débarrasser du malencontreux plénipotentiaire, se mit à l'étudier pour découvrir le point vulnérable de sa nature. Il l'accueille avec de grands témoignages de déférence, l'écoute avec calme, le flatte, l'assure de ses dispositions les plus amicales, et fait de cette exagération de courtoisie une fin de non-recevoir tacite pour le but de sa mission. Le rôle avait été si bien joué, qu'à son re-

tour en Angleterre l'ambassadeur fut difficilement détrompé par le sagace lord Palmerston, tant il avait pris le change sous l'eau bénite de cour qui avait été prodiguée aux illusions de son amour-propre. N'est-ce pas un prélude des vaines protestations et des trompeuses assurances faites à Londres, à Vienne, à Paris, partout, au sujet de la Turquie.

Diebitch était le favori préféré, avant sa défaite par les Polonais. A cette nouvelle, l'empereur prétend le dégrader en lui retirant son grade de feld-maréchal. Le comte Tchernicheff, ministre de la guerre, eut beaucoup de peine à retenir la colère de l'empereur, qui, au dire de Colson, répondit alors : « Orloff me délivrera de ce trouble (1). » Orloff partit, en effet, et, peu temps après, c'en était fait de Diebitch.

Avant Haynau, qui, par la loi du talion, fut si vigoureusement fustigé par le peuple anglais, l'initiative de l'application du fouet aux dames de la plus haute naissance, pour crime de libéralisme, appartient à Nicolas. Après la mort du grand poëte Pushkin, tué en duel par un Français, Nicolas dit à Krisleff le fabuliste : « Quel malheur ! — Sire, c'est en effet une irréparable perte. — Oui, il donnait d'excellents dîners, » répliqua l'empe-

(1) S'il faut en croire de nombreux récits, le comte Orloff, ministre de la police et commandant de la gendarmerie, ajouterait à ces titres celui d'empoisonneur ; mais ces accusations ont été faussement répétées, notamment au sujet du grand duc Constantin, et il faut les mettre sur le compte de la malveillance.

reur feignant une méprise, en confondant avec le comte Mussin-Puskin, qui était mort à Moscou quelques mois avant. — Lermonteff, un autre poëte éminent, étant mort, Nicolas, aussi peu sympathique au génie des vers qu'à la supériorité des lettres sous toutes les formes, s'empressa de dire : « Il a vécu et il est mort comme un chien. » — Polejaïeff était un jeune poëte aux instincts libéraux. Nicolas le fait venir et l'embrasse. Chacun envie sa faveur. Mais le maître, ne voulant pas de lyre, lui donne un casque et un fusil. Il meurt. — Un ami, Sakosoffski, fait une épigramme contre l'auteur de ce regrettable trépas. Il est saisi. — Aux juges lui demandant s'il n'avait pas blasphémé Dieu : « Oui, répondit le courageux poëte ; car je le savais plus miséricordieux que le czar. » Il est jeté dans un noir donjon, d'où n'est sorti que son cadavre. On sait le sort de l'infortuné Bakouin, livré par l'Autriche. Madame Rostopchin fait une pièce légère intitulée : *le Mari et la Femme*, dont l'un est Russe et l'autre Polonais; c'est considéré comme une épigramme cachée. Cette dame, en dépit de son rang, est exilée à Moscou ; quelques mois après, l'impératrice, venue dans cette ville, invite l'illustre exilée à un bal. Nicolas l'aperçoit, et lui ordonne de quitter incontinent le palais.

Dans son numéro de juillet 1854, la *Revue d'Édimbourg* s'exprime ainsi au sujet de Nicolas :

« Nous avons à nous mesurer avec un adversaire fort

qui jamais impunément n'a été désobéi par ceux qui relèvent de sa loi. Il ne connaît pas d'obstacle et d'opposition à sa volonté. Son orgueil et son obstination sont encore surexcités par sa foi superstitieuse dans sa mission. A travers tout son règne, il s'est montré au niveau des plus grandes et difficiles circonstances pour faire face résolument au péril, et il a montré une unité de vues en rapport avec la politique traditionnelle de son pays, léguée par ses plus illustres aïeux. Comme enseigne de cette politique, Saint-Pétersbourg a été appelé un bivouac du camp impérial jusqu'à l'établissement de son quartier général sur le Bosphore, au siége de l'Église grecque. Jamais il n'a été plus conséquent avec lui-même que dans cette conjoncture, soit dans la longue dissimulation de sa pensée favorite, soit dans les subtiles négociations d'une perfide diplomatie, ou dans les insinuations et amorces pour trouver des appuis (1), soit enfin dans son opiniâtre entêtement, depuis que les puissances occidentales ont été obligées de mettre en ligne des arguments plus sérieux que ceux de conciliantes négociations. »

(1) Révélations par sir Seymour, ambassadeur à Saint-Pétersbourg.

XXVII

J'ai lu, avec une consciencieuse patience, la plupart des ouvrages français et étrangers de quelque renom propres à faire la lumière sur la Russie, et à révéler les aspects les plus intimes de la figure de Nicolas. Pour l'acquit de mon impartialité, je crois devoir faire précéder mon esquisse des opinions diverses émises par les auteurs les plus connus.

Maxwell, auteur d'un ouvrage intitulé *Le Czar et son peuple*, dit :

« Ce prince, ardent et généreux par nature, possédant les plus nobles et les plus honorables qualités, est doué d'une intelligence, de capacités très-remarquables : il réunit à la beauté des traits la grandeur de la taille et la vigueur de la santé. Mais le gouvernement de la force a toutes ses préférences. Il ne supporte pas de contradictions, il n'admet pas d'entrave à sa volonté. A ceci toute considération est sacrifiée. La plus légère infraction à ses ordres est punie avec une sévérité qui dépasse de beaucoup la mesure du délit, et à son insu l'idée fixe de son pouvoir le rend ombrageux, violent et injuste, lors même

qu'il croit rester dans les limites de la modération et de la justice. Tout ce qui frustre son attente blesse sa vanité et le jette dans des accès de marasme et de colère particuliers à sa famille, qui paralysent les plus nobles instincts de la nature humaine. Les craintes des innovations, les fantômes du danger des systèmes modernes fatiguent sa pensée; c'est pour les combattre qu'il prend les plus rigoureuses mesures et déploie la plus remarquable énergie. Les forces militaires de son empire, objet de sa constante sollicitude, ont pris des proportions telles qu'on n'en avait jamais vues. L'espionnage du caractère le plus dégradant forme un réseau auquel n'échappent ni les grands ni les petits. L'abrutissement qui en résulte est impossible à imaginer. »

L'auteur anonyme des *Révélations sur la Russie* fait observer :

« Que Nicolas n'a pas été le fondateur du despotisme moscovite, qu'il a simplement accru son intensité. Comme aux plus tristes jours du Bas-Empire, trop souvent les accusés, comme si leur malheur était contagieux, ne peuvent trouver un défenseur. La dureté et une humeur vindicative sont les traits les plus saillants dans la nature de ce souverain. Il ne modifie jamais les sentences de condamnation rendues par les tribunaux civils ou militaires, si ce n'est pour en accroître les peines. »

Le brillant marquis de Custine le premier a dessiné cette figure avec cette finesse et cette sûreté de pinceau

qui lui ont fait une place à part dans la galerie des illustres et instructifs voyageurs :

« Quand il voit la beauté, la dignité de l'empereur, il admire ce prodige : il est si rare de trouver un homme à sa véritable place, que le rencontrer sur le trône semble un phénomène.

» Si cependant il étudie celui-ci, à un regard scrutateur, sa figure présente deux faces comme celle de Janus ; les mots violence, exil, oppression, sont gravés sur le côté qu'on ne voit pas. C'est en vain alors qu'on essaye de détourner la pensée qui erre de Varsovie à Tobolsk, et le nom de Varsovie seul détruit toute illusion. »

Ivan Golovine dit à son tour : « Il est incontestable que l'empereur est un bel homme, mais il y a des centaines de grenadiers, de cuirassiers, et même des cadets, qui ont l'honneur de l'égaler pour la prestance et la stature.

» Son œil est celui d'un despote, et rien ne le réjouit autant que de voir son peuple sous l'impression d'une respectueuse crainte. En sa présence celui qui le fixera d'un regard ferme ne sera jamais un de ses favoris. Je ne crois pas Nicolas tyran par nature, il l'est seulement par conviction. Il est persuadé que, s'il eût agi autrement, la chose publique ne pouvait que souffrir. L'habitude de gouverner d'après ce principe l'a rendu cruel. Les Russes disent que, pour les gouverner, il faut une main de fer et se borner à demander qu'elle soit gantée.

Nicolas réalise la première condition, il a négligé la seconde. »

D'autres écrivains se montrent prévenus plus favorablement en faveur du czar. Nous devons à l'impartialité historique d'en citer quelques-uns.

C'est d'abord le colonel Cameron, qui voit le beau idéal de l'homme et du souverain dans Nicolas : « Sa taille, quoique colossale, est moulée dans les plus belles formes, parfaitement proportionnées à son port élevé, noble, militaire, produisant l'effet révélé par l'observation d'un Persan à cette vue : Que si le droit à une couronne provenait des avantages d'une majestueuse figure et d'un port imposant, il échoirait à l'empereur Nicolas. »

Le colonel, au catalogue des vertus publiques qu'il lui attribue, ajoute ses qualités privées comme père, époux, frère, son attachement et sa fidélité à tous les liens domestiques. Il le loue de ses efforts pour améliorer le sort des serfs et des classes inférieures. Selon lui, leur dévouement et leur reconnaissance pour leur généreux maître n'ont pas de bornes.

L'auteur des *Lettres de la Baltique* décrit le czar comme une figure unique en Russie et peut-être dans le monde : « C'est un homme de la plus grande beauté comme expression, formes, structure, unissant la majesté et les grâces d'une divinité grecque. On est moins frappé de la magnificence du monarque que de l'aspect de l'homme, qui est vraiment impérial. »

A l'aide de tous ces témoignages, il est facile de tracer la figure de Nicolas, qui allie la grâce à la majesté.

Sa stature, qui dépasse six pieds, rappelle ces statues antiques qui symbolisaient les guerriers. Tout, dans son attitude, révèle la fierté du commandement. Sa tête est magnifiquement attachée; ses épaules et sa poitrine offrent une largeur imposante. Ses jambes sont longues et équestres, mais symétriquement moulées; sa main est aussi délicate que son pied. Sa face rappelle le type grec le plus pur. Le front haut et le nez liés régulièrement forment ce bel angle facial, droit et ovale, caractéristique de la distinction non moins que de la beauté. Les tempes détachent les muscles saillants d'une volonté forte. Les yeux, parfaitement dessinés, larges, ouverts, bleus, ont une empreinte de calme, de dignité fascinatrice propres à réprimer une insurrection, à intimider un assassin, à glacer un solliciteur téméraire. Le nez aquilin, comme la grande Catherine, un menton bien fait, mais prononcé, est comme un socle imposant pour le relief de la majesté du visage; une légère moustache et des favoris clairs complètent cette physionomie, où l'on cherche vainement à surprendre une émotion. Le sourire qui erre quelquefois sur ses lèvres ne se réfléchit jamais en bienveillance dans le regard, dont l'éclat fait baisser celui d'un sujet; dans son expression d'orgueil les faiblesses de l'âme ne s'y décèlent jamais. Sa tournure militaire est plus allemande que slave. Sa voix vibre avec une so-

norité qui peut dominer le bruit des foules, le roulement du tambour et le cliquetis des armes. Sobre, il effleure à la hâte quelques mets, et domine à son gré les instincts de la nature. Levé de grand matin, il travaille dans son cabinet, « les épaules couvertes d'un vieux manteau de guerre qui lui sert de robe de chambre (1). » Infatigable dans sa surveillance, doué presque de l'ubiquité, il se transporte en tout lieu, veut tout voir. Cependant, avec cet ensemble de facultés remarquables, le czar, sur le champ de bataille surtout, n'a pas dépassé le niveau commun. Faire manœuvrer et parader des troupes à de grandes revues laisse incertaine la supériorité du général. Un Napoléon pouvait justifier ses grands desseins à l'incontestable titre du génie ; il pouvait faire appel à mille trophées, aussi bien qu'aux bienfaits civils de l'organisateur (1).

Quels gages offre Nicolas? Il a asservi l'éducation, éteint le sentiment littéraire ; il tire gloire de sa politique rétrograde, et il n'a fait ses preuves, ni comme grand capitaine, ni comme homme d'État. Mais ses titres de violence sont inscrits en caractères de sang sur la malheureuse Pologne, et confirmés par ses tentatives contre la Circassie et la Turquie, où, à la face de Dieu et de l'Europe, le droit des gens, sous la sauvegarde d'une civilisation chrétienne, a été si audacieusement méconnu.

(1) Léouzon Leduc.

XXVIII

L'IMPÉRATRICE.

On sait qu'elle est fille de la malheureuse et belle reine Louise de Prusse, l'héroïne de l'Allemagne, et, conséquemment, sœur du roi régnant à Berlin. Depuis le 25 décembre 1825, à la suite de la révolte allumée par l'avénement au trône de son mari, la czarine est restée en proie à une grave affection nerveuse. Le délabrement de sa santé lui a fait rechercher souvent l'air vivifiant de l'Italie.

Cette princesse a toujours exercé un heureux empire sur celui auquel elle est unie, en modérant ses passions et leurs excès. L'atmosphère dans laquelle elle vit n'a pu altérer les bons principes de son éducation. Un aspect doux, radieux, bienveillant, s'allie à la majesté de son port et à la grâce de ses manières. Son âme sensible va au bien comme sur sa pente naturelle. Elle l'a conseillé et sollicité maintes fois avec de vives prières. On dirait un ange chargé d'une mission céleste auprès de l'époux couronné toujours prêt à sévir et à frapper. Le marquis

de Custine la peint grande, svelte et singulièrement gracieuse (1).

Elle a certains mouvements de bras et de tête dont le souvenir reste ineffaçable. Une mélancolique sérénité se voit dans ses yeux. La mélancolie répand en elle une langueur qui semble la consumer à petit feu. « Épuisée par de nombreuses couches, pour doter l'empire de grands ducs, quelle destinée ! » a dit une dame polonaise. Souffrante, elle a pour attentif gardien son mari qui l'aime ; mais à peine est-elle mieux, qu'il éprouve de nouveau sa santé chancelante au bruit des fêtes et à la fatigue des voyages et des représentations.

Une harmonie constante et sans nuage a marqué cette union conjugale féconde en nombreux rejetons. La sympathie et l'affection mutuelle de la famille impériale ont été décrites par ceux qui sont le moins favorables à la Russie.

(1) Alexandra, grande, bien faite, gracieuse en même temps qu'imposante, avait les traits fins et délicats. A l'expression un peu froide et fière de sa physionomie, à la noblesse de sa démarche, au moindre de ses mouvements, on reconnaissait qu'elle était née pour le trône. Quelques-uns ont cru voir de la timidité dans son regard parfois scrutateur, parfois incertain ; mais des observateurs plus exercés n'ont aperçu là que l'expression de cette réserve qui ne cesse de s'observer et qui a besoin aussi d'observer les autres. Cette réserve, Charlotte de Prusse l'avait déjà dans son enfance, de même qu'elle annonçait dès lors la hauteur de l'esprit et l'amour du commandement. Elle n'avait que dix ans lorsque la reine Louise, sa mère, écrivait à ce sujet au duc de Mecklembourg-Strelitz, son père, les lignes suivantes :

« De jour en jour notre fille Charlotte me donne plus de satisfaction ; elle est pleine d'amour et de sensibilité ; cependant sa dé-

XXIX

LE GRAND DUC ALEXANDRE.

Le noble port, le chevaleresque caractère de l'héritier du trône ont été offerts à l'Europe par le brillant daguerréotype colorié de M. de Custine, dont Léouzon Leduc reconnaissait naguère la parfaite exactitude, que le temps écoulé n'a ni affaiblie ni démentie.

L'héritier du trône reflète toute la majesté paternelle et quelque chose de la régularité de ses traits, sans avoir ce caractère de grandeur qui se confond avec l'expression dure et terrifiante. Au contraire, le fils révèle la sympathie et le sentiment. Ses lèvres sont fortes; la pensée semble s'abriter sous des paupières plissées par la réflexion. Il y a dans son expression plus de bienveillance que d'énergie. On retrouve plutôt les inclinations de son oncle Alexandre, que les opinions et la nature de

marche semble annoncer l'indifférence. De là vient cet air de grand monde qu'on remarque en elle. Si Dieu la conserve en vie, j'ai le pressentiment qu'un avenir brillant lui est réservé. »

Ce pronostic d'une mère, le temps l'a confirmé:

SCHNITZLER, tome II, page 349.

son père. Le futur héritier de ce diadème a trente-quatre ans, et a épousé la sœur du grand duc régnant de Hesse-Darmstadt.

XXX

LE GRAND DUC CONSTANTIN.

Le second fils de Nicolas est plus impétueux que son frère. Tout chez lui est russe. En prenant le nom de son oncle Constantin, si célèbre par ses fureurs à Varsovie, il semble avoir aussi hérité de son caractère. Le rêve de placer sur sa tête le diadème grec paraît avoir coïncidé avec les vues les plus secrètes et les plus chères de son père. Il est profondément versé dans l'histoire, les mœurs, les lois, l'idiome de l'empire ottoman. — Étudiant un jour la géographie avec son frère aîné, l'un et l'autre se mettent à se disputer une carte d'Europe. Constantin l'arrache des mains d'Alexandre, et, séparant la plus large portion de la Turquie et de la Russie de celle qui était dans la main de l'héritier du trône, il lui dit : « C'est ce que je veux avoir, » et les Russes prétendent qu'il tiendra sa parole. Grand amiral de la flotte, chef du parti de la guerre, ce prince, actif comme son père, est toujours prêt à seconder ses plans de conquête.

XXXI

LA GRANDE DUCHESSE MARIE.

C'est une superbe femme, mariée en 1839 au duc de Leuchtemberg, fils du célèbre prince Eugène, un des plus beaux caractères de l'histoire héroïque de l'empire français. On sait son édifiant veuvage. En 1853, l'Angleterre, qu'elle a visitée, a admiré sa grâce et la distinction de ses traits.

XXXII

LA GRANDE DUCHESSE OLGA.

Cette fille cadette du czar est une des plus ravissantes créations, assure-t-on, que l'œil puisse contempler, et le beau idéal d'une blonde. Elle est réputée, comme sa grand'mère Louise de Prusse, avoir toutes les nobles aspirations de l'âme et les rares distinctions de l'esprit. Une fièvre prolongée a altéré sa santé en respectant ses charmes.

XXXIII

LA GRANDE DUCHESSE HÉLÈNE.

La grande duchesse Hélène, ou Héléna Paulowna, veuve du grand duc Michel, est née princesse de Wurtemberg. Bien douée par la nature, familiarisée avec les hautes études, abreuvée aux sources littéraires les plus pures, elle paraît avoir beaucoup souffert dans un milieu où tout ce qu'elle aime trouve peu d'écho, où tout ce qu'elle a cultivé ne recueille pas un encouragement, à défaut d'une sympathie. Le talisman de sa beauté n'a pu, dit-on, faire trouver grâce à sa science et à la supériorité de son intelligence. Sa pensée, attachée à son pays, au souvenir des arts, des poëtes, des penseurs qui avaient bercé son enfance et fortifié sa raison dans une noble émulation d'amitié et de talents, répète sans doute souvent, en silence, ce vers sublime du Dante :

> Comme à les contempler mon cœur s'exalte en moi!

FIN.

TABLE.

Paris. — Typ. de Mme Ve Dondey-Dupré, rue Saint-Louis, 46.

